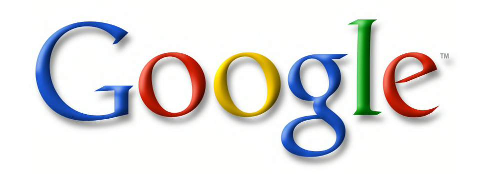


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

**Usage guidelines**

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

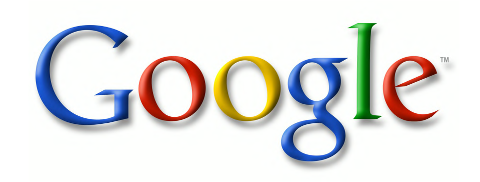
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

**About Google Book Search**

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/




**A propos de ce livre**

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

**Consignes d'utilisation**

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

**À propos du service Google Recherche de Livres**

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`


A 473397 DUPL


1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUÆRIS PENINSULAM AMŒNAM
CIRCUMSPICE



60/-
3 vol 50143

D
234
.H89

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

Hübner, Joseph Alexander, graf von.

# SIXTE-QUINT

PAR

M. LE BARON DE HÜBNER

ANCIEN AMBASSADEUR D'AUTRICHE A PARIS ET A ROME

D'APRÈS DES CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES INÉDITES
TIRÉES DES ARCHIVES D'ÉTAT
DU VATICAN, DE SIMANCAS, VENISE, PARIS, VIENNE ET FLORENCE

TOME PREMIER

PARIS
LIBRAIRIE A. FRANCK
F. VIEWEG, propriétaire
67, RUE RICHELIEU, 67

1870

# SIXTE-QUINT

## LIVRE PREMIER

### INTRODUCTION

I. Principaux auteurs qui ont écrit sur Sixte-Quint : Gregorio Leti, Tempesti, Ranke. — Importance des archives de Simancas. — Sixte-Quint son propre ministre des affaires étrangères. — Les ambassadeurs d'Espagne, de Venise, de Florence. — Croyance que méritent les correspondances des agents diplomatiques, placées sous un double contrôle. — Lacunes de ces correspondances relativement aux antécédents de Sixte-Quint et à sa justice criminelle. — Grand nombre de manuscrits anonymes de la seconde moitié et de la fin du dix-septième siècle traitant de Sixte-Quint. Ils sont dépourvus de tout caractère d'authenticité et ont répandu une foule de données exagérées ou controuvées. — Importance du jugement des contemporains. Nécessité de se placer au point de vue de leur temps. — L'auteur a puisé toutes ses informations dans des documents officiels et authentiques, principalement dans les rapports des ambassadeurs.

II. État de l'Europe à l'époque de l'avénement de Sixte-Quint.

III. État de l'Italie. — La république de Venise obligée de cultiver l'amitié du pape et de la maison d'Autriche, mais naturellement portée vers le concert avec la France, l'Angleterre et les princes protestants de l'Allemagne. Ses ménagements pour la Turquie. — La Savoie; grande position d'Emmanuel-Philibert et, en Toscane, du grand-duc Côme. — Jugement porté par le cardinal d'Este.

IV. Rome au retour des papes d'Avignon. — La Renaissance. — Les

**humanistes, leur influence, leur grandeur et leur chute. — Les papes pontifes et les papes politiques. — La grande réaction catholique. — Le concile de Trente.**

**V. Rome au point de vue du pouvoir temporel. Inconvénients et avantages du principe électif. — Physionomie de Rome. Elle change avec les papes, en apparence plus qu'en réalité.**

**VI. Physionomie des principales villes d'Italie.**

## I

La vie et le pontificat de Sixte-Quint ont été souvent écrits. Chacun des trois siècles qui nous séparent de ce grand pape a vu paraître des ouvrages consacrés à sa mémoire. Des nombreux auteurs qui se sont occupés de lui, trois ont le plus fait, l'un pour fausser la vérité, l'autre pour la rechercher, le troisième pour la faire connaître : Leti, Tempesti, Ranke.

L'ouvrage de Gregorio Leti, rempli de contes niais, de contradictions et de mensonges évidents, ne brillant ni par l'esprit ni par le style, fut publié la première fois à Lausanne, en 1669, réimprimé à plusieurs reprises et traduit dans plusieurs langues. Le succès prodigieux qu'il eut parmi les contemporains ne saurait s'expliquer que par l'intérêt très-vif qui s'attachait aux souvenirs encore récents de Sixte-Quint, par l'attrait toujours puissant du scandale et de la proscription dont ce livre était frappé dans les pays catholiques, enfin par la forme populaire que, pour flatter le goût de ses lecteurs, Leti sut lui donner en faisant de son pape un héros de roman picaresque. Ce genre de littérature, inventé, on le sait, en Espagne,

avait déjà franchi les Pyrénées et acquis la faveur du public européen. Il en jouit pendant tout le reste du dix-septième siècle, arriva à son apogée en France sous la plume de l'auteur de *Gil Blas*, et passa le détroit pour s'éteindre dans l'école des nouvellistes anglais. Ce serait faire injure aux vieux romanciers castillans, et aussi à le Sage, à Fielding et Smollett, que de leur associer le nom de Gregorio Leti, indigne de si noble compagnie. Immortalisés par leurs œuvres, ils ne cessent d'être lus, tandis que celui-ci et ses écrits sont depuis longtemps tombés dans un oubli mérité. Malheureusement le portrait faux et burlesque qu'il avait tracé de Sixte-Quint survécut à la mémoire et au livre de l'auteur. A mesure que les traditions orales s'effaçaient, sans toutefois disparaître complétement, — car, répondant fort peu au tableau tracé par Leti, elles ont subsisté jusqu'à ce jour en forme de légende dans le peuple de Rome, — le masque grotesque inventé par l'auteur du dix-septième siècle se faisait accepter comme portrait sérieux et ressemblant. Le public lettré eut le tort de prendre pour un livre d'histoire ce qui n'est qu'un livre de fiction, où le vrai se confond avec le faux, mais où le faux prédomine, et Sixte-Quint passa à la postérité sous un ignoble déguisement. L'enfant qui garde les cochons, le petit moine espiègle, le subordonné remuant, ambitieux, insupportable, le faiseur de mots facétieux, l'inquisiteur fanatique, l'hypocrite cardinal, jetant ses béquilles au moment de son élection, qu'il s'est assurée par une ruse vulgaire, le pape tyran, ami du roi de Navarre, alors chef des huguenots,

ne songeant qu'à faire la guerre à Philippe II, qui est son principal soutien et le prince le plus puissant de la chrétienté, mourant enfin empoisonné par ce roi dont il a réveillé l'humeur ombrageuse, voilà le Sixte-Quint de Gregorio Leti, tel qu'il a été peint et repeint, reproduit dans toutes les compilations, enseigné à la jeunesse et représenté d'innombrables fois par le pinceau et le burin.

Environ cent ans après Leti, le père Tempesti, de l'ordre des conventuels, auquel avait appartenu Sixte-Quint, entreprit de réhabiliter sa mémoire[1]. C'est le moine qui revendique pour sa communauté l'une des gloires de la papauté. Son œuvre, panégyrique consciencieux, autant qu'un panégyrique peut l'être, basée sur des manuscrits contemporains, sur une foule de documents officiels d'une authenticité incontestable, mais aussi sur d'autres qui en manquent, est un recueil précieux de matériaux à l'usage des savants plutôt que du public. Fort peu répandu, le livre du docte moine manqua son but, parce qu'il manqua de lecteurs.

Près d'un siècle encore s'était écoulé, lorsque, guidé par Tempesti et profitant de nouvelles sources, M. Léopold de Ranke eut, le premier, le mérite de saisir, en peu de pages, mais de peindre de main de maître et en se rapprochant beaucoup de la vérité, les traits du grand pontife. Grâce à l'historien allemand, la clarté se fit enfin, mais elle n'était pas complète. Certaines parties de cette existence remarquable, des par-

[1] *Storia di Sisto Quinto*, Roma, 1754.

ties essentielles, comme le sont les transactions relatives aux affaires de France et, en général, la nature des rapports entre les cours de Rome et de Madrid, si importants pour l'appréciation de Sixte-Quint, sont restées dans l'ombre.

A l'époque où Ranke écrivit son *Histoire des papes* des seizième et dix-septième siècles, les archives de Simancas, contenant les correspondances des ambassadeurs d'Espagne, ne s'étaient pas encore ouvertes aux recherches de la science. On y a conservé des rapports à Philippe II, du comte Olivarès, son ambassadeur ordinaire à Rome, du duc de Sessa, qui l'y représentait en mission temporaire, de don Bernardino de Mendoza, son ambassadeur en France, et ses instructions rédigées par le secrétaire d'État Ydiaquez, corrigées et apostillées par le roi.

Sixte-Quint était son propre ministre des affaires étrangères. Il traitait avec les ambassadeurs personnellement et de vive voix. Les dépêches et instructions aux nonces déposées au Vatican, sont peu nombreuses et se réfèrent souvent à des instructions verbales ou à des paroles transmises par des voyageurs. Dans ces pièces rédigées par lui-même ou par une congrégation de cardinaux et toujours signées par le cardinal Montalto, son petit-neveu [1], Sixte-Quint se montre tel qu'il veut paraître. Dans les rapports des ambassadeurs, rendant compte de leurs entretiens et donnant leurs impressions du moment, on le voit tel qu'il se présente à leurs regards, le plus souvent clairvoyants,

[1] Arch. Ven. Alberto Badoer au Doge, 9 mai 1590. *Dispacci.* Rome, *filza*. 24.

quelquefois obscurcis par la passion, toujours avides de pénétrer le fond de sa pensée et d'y découvrir la vérité. Ses transactions secrètes et jusqu'ici fort imparfaitement connues avec la cour d'Espagne touchent aux intérêts les plus élevés et aux questions les plus brûlantes de son règne et de son temps. De là l'importance des archives de Simancas.

Parmi les membres du corps diplomatique, pour nous servir d'un terme moderne, les ambassadeurs d'Espagne et de la Seigneurie occupaient, dans l'opinion des Romains, la première place. Les représentants de Philippe exerçaient le plus d'influence, jouissaient de plus d'autorité à la cour et au sacré collége, mais leurs collègues vénitiens possédaient la confiance et l'amitié de Sixte-Quint. Les uns et les autres se distinguaient par le coup d'œil et l'expérience d'hommes d'État, vaquant constamment aux affaires les plus importantes et les plus compliquées. Cela se conçoit, quand on se rappelle, que le soleil ne se couchait pas encore dans les États du roi d'Espagne, et que la république, grâce à sa position exceptionnelle à Constantinople, servait souvent d'intermédiaire entre le croissant et la chrétienté. La monarchie de Charles-Quint, mêlée à tous les conflits qui agitaient le monde et composée de tant d'éléments divers, avait exigé de la part de ce prince et développé chez lui l'art de négocier bien plus que celui d'administrer. Le sort de la république de Saint-Marc, placée entre les deux branches de la maison d'Habsbourg, la France et le sultan, dépendait désormais, l'issue de la ligue de Cambrai l'avait démontré, bien moins de

ses ressources militaires et maritimes, reconnues insuffisantes pour faire face à l'Europe coalisée, que de la sagesse de ses gouvernants et de l'habileté de ses diplomates. C'est dans le cabinet errant de Charles-Quint et au sein de l'excellentissime collége de Venise que des besoins analogues firent naître la diplomatie moderne, et que l'art de négocier, et en négociant de sauvegarder les intérêts de l'État, sans les remettre au sort incertain des armes, a adopté les formes, les règles et les usages qui le régissent encore aujourd'hui.

Le roi Philippe II exigeait de ses agents à l'étranger des rapports suivis et détaillés. Il les lisait et examinait avec la plus scrupuleuse attention et les apostillait souvent de son écriture peu lisible. Ces notes marginales, si difficiles à déchiffrer, mais si importantes pour l'histoire, répandent parfois des flots de lumière sur la pensée intime de ce prince, sur la tournure de son esprit, sur le but dernier de sa politique. Dans cet examen, à la fois large et étroit, profond et minutieux, rien ne lui échappe. Des accessoires, des détails insignifiants l'arrêtent, fixent son attention, absorbent son temps. Ainsi, pour en donner un exemple, on lui mande que Sixte-Quint, dans une allocution, a rappelé un précédent de Henri VII d'Angleterre. Philippe découvre aussitôt l'erreur du pape, qui a confondu ce roi avec Henri II, et, en passant le rapport à son secrétaire d'État, il écrit en marge: « Je ne crois pas que ce soit Henri VII, mais un roi antérieur. Vous me le direz[1]. » Les minutes de ses réponses, revues et

[1] Olivarès à Philippe II, 9 janvier 1589. Relacion del cardenal Ascanio Colonna. Arch. Simancas, S. de E. Leg. 952.

corrigées de sa main, subirent souvent plusieurs transformations avant d'être mises au net, signées par lui et expédiées aux ambassadeurs. On comprend le soin que ceux-ci apportaient à la rédaction de leurs correspondances ; non qu'ils se préoccupassent le moins du monde du style, le plus souvent diffus, négligé et laissant même à désirer sous le rapport de la clarté, mais en tant qu'il s'agissait de tenir le maître au courant de l'état des négociations dont ils étaient chargés. Ce sont des hommes d'affaires autant que des hommes d'État, exécuteurs fidèles, zélés, parfois passionnés, des volontés du roi, n'hésitant pas à dire leur opinion et à conseiller le souverain qui, en répondant, ne dédaigne pas de leur faire connaître ses raisons pour accepter ou décliner leurs avis. Déférents dans les formes du temps, jamais obséquieux, toujours pleins du *sociego* espagnol qui ne les quitte pas même en présence du roi, on les voit dans leurs rapports avec les ministres et les souverains étrangers, insinuants et impérieux tour à tour, cassants, employant la corruption sans rougir, et, sans pâlir, la menace; toujours pénétrés de la grandeur de la puissance espagnole, qui, quoique déjà sur son déclin, est encore la première du monde. Dans ces hommes, si haut placés à la cour et dans l'État, on reconnaît aisément, à travers les ambages du style officiel, le grand seigneur et le haut fonctionnaire : le fier Castillan, hidalgo avant d'être grand d'Espagne, se souvenant encore trop de l'indépendance féodale de ses grands-pères pour être déjà, comme le seront ses fils, transformé complétement en courtisan : le haut fonctionnaire,

dépositaire des secrets du roi, rompu aux affaires, sachant combien il serait difficile, peut-être dangereux de le remplacer, de là, pénétré de son importance et laissant un peu pressentir le bureaucrate des temps futurs. Ce sont les dernières réminiscences du moyen âge qui n'existe déjà plus, les premières allures de l'État moderne qui envahissent le monde ; c'est le contact près de cesser à jamais entre ces deux âges qui se reflète dans les écrits des diplomates de Philippe II. Les difficultés et les lenteurs des communications avec l'Espagne, à travers une mer infestée par les corsaires barbaresques, ou à travers la France, théâtre des guerres de la Ligue, font qu'une grande latitude est laissée aux ambassadeurs. Ils en usent largement. Peu scrupuleux sur le choix des moyens, ils savent que l'essentiel est de réussir, que le maître est trop loin pour les contrôler à chaque pas, qu'ils auront d'ailleurs le temps de changer de direction s'il le faut, et de parer ainsi aux effets d'une disgrâce. De son côté, le roi, lent à prendre une résolution, plus lent à l'exécuter, noyé dans les papiers, par lesquels il remplace la parole, même dans les relations avec ses ministres, jetant ainsi les premiers germes du bureaucratisme né, sous son règne, dans les profondeurs du silence de l'Escurial et du Pardo, et destiné à envahir un jour les chancelleries, comme l'étiquette espagnole commençait déjà à envahir les cours du continent, le roi traite ses ambassadeurs avec les égards dus à leur situation et à la grandeur des intérêts confiés à leur soins. Il comprend qu'en les honorant il s'honore lui même, et que rien n'est

fâcheux pour l'autorité d'un souverain comme les désaveux infligés à ses représentants. Tant qu'ils le servent, il leur accorde toute sa confiance, autre qualité précieuse dans un roi, donne ses instructions avec précision, entre dans le fond des questions, prévoit toutes les éventualités, ne néglige jamais de recommander la prudence et la modération, les rapports fréquents et détaillés, le tout dans un langage bienveillant et simple, parlant en maître, mais ménageant les susceptibilités et tâchant d'exciter, tout en le contenant, le zèle de ses serviteurs.

A Venise, le texte des instructions et dépêches, qu'on appelle pour cette raison délibérations (*deliberazioni*), était débattu par le sénat. A la fin de la minute de ces pièces, dont la rédaction était arrêtée par un vote formel, on marquait le résultat du scrutin, le nombre des votes pour et contre, et les abstentions. Ce procédé avait l'inconvénient de compromettre souvent le secret, et donna lieu de la part des ambassadeurs aux plus vives réclamations. Sixte-Quint et Philippe II s'amusèrent quelquefois à laisser entrevoir aux représentants de la république combien ils étaient bien informés[1]. Les ambassadeurs accrédités auprès de la Seigneurie venaient au sénat traiter les affaires, ou étaient à cet effet reçus dans l'appartement du doge qui s'entourait alors de ses secrétaires et ne les voyait jamais seul. Les résultats de ces pourparlers étaient consignés dans des procès-verbaux, connus sous le nom d'exposés (*esposizioni*). Les ambassadeurs de la

[1] Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 25. Ibid. *Espos.* 24 juin 1588, et *passim*.

république adressaient leurs rapports (*dispacci*) au doge, au prince sérénissime, qui les ouvrait et les lisait au sénat. De là l'habitude d'offrir une prime aux courriers qui arrivaient à Venise avant l'heure des séances de l'excellentissime collége, coutume adoptée plus tard par les chancelleries diplomatiques d'autres pays et qui s'est conservée jusqu'à ces dernières années dans les *gañaoras* des courriers espagnols. Les rapports dits *dispacci* sont le plus souvent des chefs-d'œuvre et se recommandent à l'étude et à l'émulation de nos jeunes diplomates. La sagesse, la largeur et l'élévation des vues, le coup d'œil, que Dieu seul donne ou refuse ; la patience, le calme, la connaissance du cœur humain, qui sont les produits de l'expérience ; la dignité alliée à beaucoup de souplesse, le culte de la vérité, une noble franchise qui ne craint pas de déplaire à ceux qu'on sert, vertu rare, mais indispensable quand on veut faire, non ses affaires propres, mais celles de son pays : toutes ces qualités, qui font l'homme d'État hors ligne, se traduisent, à chaque page de ces feuilles jaunies par les siècles, mais semblant dater d'hier, dans un langage simple, sévère, correct, quoique moins élégant que la diction classique et limpide des hommes publics de la Toscane. De retour à Venise, les ambassadeurs, en vertu d'une loi qui remonte à la fin du treizième siècle, étaient obligés de lire au sénat un résumé des événements et gestes de leurs missions. Ce sont les relations (*relazioni*). Publiées en grande partie, elles ont d'abord fait connaître la valeur de la diplomatie vénitienne. Cependant ces pièces, quelque précieuses qu'elles soient pour l'his-

toire du temps, rédigées après coup, trahissent des réticences aisées à comprendre, et manquent du cachet de l'actualité. Comparées aux *dispacci*, elles n'offrent qu'un intérêt secondaire. Enfin, les secrétaires du doge, en expédiant les dépêches aux ambassadeurs, avaient l'habitude d'y joindre des feuilles volantes où étaient résumées les dernières nouvelles affluant sans cesse dans ce grand centre politique et commercial de tous les points du globe et surtout du Levant. Ce fut pour les ambassadeurs un excellent moyen de satisfaire la curiosité des souverains, très-friands de nouvelles, de se faire bien venir d'eux et de multiplier ainsi les occasions de les approcher. A Prague, où les correspondances de la maison Fugger d'Augsbourg leur faisaient concurrence, à Londres, à Paris, à Rome, à Madrid, les avis (*avvisi*) de Venise, qui contenaient la petite chronique du jour, étaient extrêmement appréciés. Philippe II disait qu'aucune cour de l'Europe n'était aussi bien informée que la Seigneurie. Malheureusement, les *avvisi* n'ont pas été conservés dans les archives vénitiennes, parce que, dépourvus de tout caractère officiel, on n'en gardait pas de minutes. On les trouve dispersés dans différentes bibliothèques.

L'empereur Rodolphe II, préoccupé des questions allemandes, des événements de Pologne, des soucis que le sultan ne cessait de lui donner, des dissensions naissantes dans le sein de sa famille, ne put consacrer aux affaires d'Italie qu'une attention peu soutenue. Il s'en rapporta le plus souvent à Philippe II, non sans ressentir quelque jalousie de l'influence prédominante que le chef de la branche espagnole de sa maison exer-

çait dans la péninsule. Le baron de Madrutsch, son ambassadeur à Rome, personnage fort considéré, mais alors infirme et près de mourir, se fit assister par son frère, le grand cardinal de Trente, qui, distrait par d'autres soins, écrivait rarement et n'a laissé que peu de traces dans les archives de Vienne.

Le cardinal d'Este, protecteur de France, frère du duc de Ferrare, attaché à la maison de Valois par les liens du sang et de la reconnaissance, et M. de Saint-Gouard, mieux connu sous le nom qu'il prit plus tard de marquis de Pisany, étaient investis des pouvoirs de Henri III. Après la mort du cardinal d'Este, le cardinal de Joyeuse eut le protectorat. Ses Lettres[1], dues à la plume spirituelle de son secrétaire, l'abbé, plus tard le cardinal d'Ossat, sont connues de tout le monde. Les correspondances de ces hommes d'État, ainsi que les dépêches de M. de Villeroy, que celui-ci rédigeait en son nom ou en forme de lettres du roi, et dont les minutes[2] sont toutes écrites de sa main, portent un cachet trop individuel pour autoriser un jugement sur la diplomatie française de l'époque. Les chefs de la Ligue, les princes du sang, le roi de Navarre, entretenaient à Rome de nombreux agents. Leurs correspondances, dont des fragments importants se sont conservés, témoignent de leur activité, de leur intelligence, de leur influence, très-grande par moments, au Vatican.

[1] Publiées en 1654 et réimprimées plus tard avec celles de l'abbé d'Ossat.

Conservées dans la Bibliothèque impériale de Paris.

Parmi les princes d'Italie, c'est le grand-duc de Toscane qui met les plus grands soins à cultiver Rome. Le cardinal de Médicis son frère et ses ambassadeurs ne manquent aucun courrier pour lui écrire, et il est lui-même en correspondance suivie avec son assesseur de rote et des agents non avoués, dont quelques-uns, comme Mgr Sangaletto, occupent des places de confiance auprès du pape. La diplomatie toscane n'est plus ce qu'elle était du temps de Machiavel. La république de Florence, État de premier ordre dans l'Italie du quinzième siècle, agrandie depuis, il est vrai, et élevée au rang de grand-duché, n'a plus cette importance relative qu'elle avait possédée avant que les destinées de la péninsule eussent été remises entre les mains des grandes puissances étrangères. Son influence s'était amoindrie au fur et à mesure que les États d'Italie cessaient d'être libres et indépendants, et l'horizon de ses hommes politiques avait nécessairement dû se rétrécir dans la même proportion. Les correspondances du grand-duc s'en ressentent, mais elles n'en forment pas moins l'une des sources les plus riches pour la connaissance de la vie et de la cour de Sixte-Quint. Elles se distinguent par un goût exquis, par une grande lucidité, par une pureté de langage et un charme de style dignes du berceau de la littérature et des arts modernes.

Les ducs de Savoie, de Mantoue, de Parme, de Ferrare, d'Urbin entretenaient par leurs agents résidant à Rome des rapports suivis et intimes avec les cardinaux et les personnages les plus influents.

Les nonces du pape étaient choisis dans l'épiscopat

italien et, quand ils étaient revêtus du rang plus élevé de légat, dans le sacré collége. Nous devons des informations précieuses aux rapports, déposés aux archives secrètes du Vatican, des cardinaux Morosini et Gaetani, tous deux légats en France. Leur correspondance complète et contrôle, en les confirmant, celles des ambassadeurs accrédités auprès de Sixte-Quint.

Rien n'est plus digne de foi que les rapports des agents diplomatiques, tenus, par les obligations de leur état autant que par l'intérêt, à rendre un compte exact des faits qui se passent sous leurs yeux et des paroles qu'ils échangent avec les personnes appelées à traiter avec eux. En s'écartant volontairement de la vérité, le diplomate manquerait non-seulement au premier de ses devoirs, mais s'exposerait, tôt ou tard, et selon toute probabilité immédiatement, à la découverte de sa faute, et par là à une ruine certaine; car il sait que son gouvernement, par les communications que lui fait le représentant de la cour auprès de laquelle il est accrédité lui-même, est constamment renseigné sur la marche des négociations confiées à ses soins; et il n'ignore pas non plus que les autres membres du corps diplomatique, du moins les principaux ou les mieux informés, mettent le plus grand prix à suivre de loin les négociations auxquelles ils ne prennent pas part eux-mêmes, en pénètrent souvent le secret et s'empressent d'en donner connaissance à leurs cours. De là le double contrôle de la correspondance diplomatique du cabinet avec lequel il négocie et des échos des cours étrangères à la négociation, contrôle qui le maintiendrait dans les limites de la

vérité, s'il n'y était maintenu par le devoir et par l'honneur. Mais autre chose est de rapporter fidèlement les faits, de reproduire textuellement les entretiens, autre chose d'en apprécier le caractère et de juger les hommes. A cet égard, chacun est censé suivre les inspirations de sa raison et de sa conscience; mais les hommes se laissent facilement influencer par un calcul intéressé ou entraîner par les mauvais conseils de la passion. Aussi, tandis que les comptes rendus des diplomates sur les faits méritent toute confiance, le jugement qu'ils en portent est sujet à caution. En comparant les rapports des ambassadeurs d'Espagne, de France, de Venise, défendant auprès de Sixte-Quint des intérêts si divers et soutenant souvent les uns contre les autres des luttes sourdes ou déclarées, on est frappé, non des grandes divergences d'appréciation, qui s'expliquent facilement, mais de la parfaite concordance des relations qu'ils donnent des mêmes faits et des mêmes transactions. Dès qu'ils y touchent, les préventions disparaissent, les passions se taisent, et ils se vouent tout entiers à la tâche de dire la vérité.

Ces pièces si précieuses pour tout ce qui a rapport à l'action politique de Sixte-Quint et aux diverses branches de l'administration de son gouvernement, sauf la justice criminelle, ne donnent que peu de renseignements sur ses antécédents, sur la vie obscure de frà Felice, sur la retraite obligée du cardinal Montalto. Les détails qu'on trouve dans le livre de Tempesti sont empruntés à des manuscrits anonymes du Capitole, de la Vallicellana et aux archives du prince

Altieri. Ils ont été examinés et critiqués par Ranke et contiennent, à côté de beaucoup d'erreurs, des renseignements intéressants et, selon toute apparence, véridiques. Nous n'en profiterons que fort rarement et seulement là où leurs données s'appuient sur des documents officiels. Nous préférons priver le lecteur de quelques informations curieuses ou amusantes, peut-être vraies, peut-être controuvées, plutôt que d'ôter à notre travail le mérite d'être basé sur des pièces officielles d'une parfaite authenticité.

Un autre sujet, beaucoup plus important pour l'historien que ne le sont les antécédents de Sixte-Quint, sa justice criminelle, est également peu élucidé dans les correspondances diplomatiques. Les ambassadeurs mentionnent quelques-unes des causes les plus célèbres, blâment, approuvent, expriment en général un jugement favorable, tout en convenant de la sévérité de ce régime. Leurs renseignements et leurs critiques trouveront naturellement place dans notre livre. Tout ce que nous avons lu dans les nombreux manuscrits postérieurs à ce pontificat porte le cachet de l'exagération ou du mensonge. Ces récits, nous les passerons sous silence. C'est une lacune regrettable, nous en convenons, mais les lacunes valent mieux que les fables. Pour se former une opinion exacte sur la justice criminelle de Sixte-Quint, il faudrait avoir sous les yeux les originaux des pièces de procédure qui ont disparu, ou que, du moins, il nous a été impossible de découvrir. Au reste, la plus grande partie de ces relations, reproduites d'innombrables fois, ne datent que de la seconde moitié et de la fin du dix-septième siècle. A

cette époque, il y avait à Rome et à Venise des fabriques de manuscrits qui formaient la seule lecture politique des classes élevées. L'œuvre de Leti, publiée, comme nous avons dit, à Lausanne en 1669 et strictement défendue en Italie, ayant eu un très-grand succès, c'est de Sixte-Quint que s'occupèrent avec prédilection les faiseurs de ces contes. Souvent ils se bornaient à copier des fragments de ce livre. Les documents qu'ils produisent sont apocryphes[1], les faits qu'ils racontent controuvés ou grossièrement dénaturés. Ils n'ont aucune idée ni des hommes, ni des choses de l'époque, et ignorent des circonstances qui ont dû être à la connaissance de tous les contemporains. Et cependant, à l'exception de Ranke, tous les auteurs de la vie de notre pape se sont laissé guider par ces manuscrits[2]. Nous ne suivrons pas cet exemple.

C'est à l'aide des correspondances diplomatiques du temps que nous avons entrepris d'écrire l'histoire de

[1] Tempesti, comme on verra, s'est laissé induire dans une erreur capitale en publiant sur la foi d'un de ces manuscrits, des instructions complétement apocryphes du pape au légat Gaëtani.

[2] D'après le jugement unanime de personnes compétentes en pareille matière, et particulièrement du docte P. Theiner, préfet des archives secrètes du Vatican, aucun des manuscrits dont nous venons de parler ne remonte à une époque antérieure à la seconde moitié, le plus grand nombre appartient à la fin du dix-septième siècle. Le papier, les caractères, la langue, le style constateraient ce fait, s'il ne résultait du récit même et de la parfaite ignorance par les auteurs de l'époque dont ils traitent. En voici quelques exemples pour l'édification du lecteur : Sixte-Quint médite la guerre avec l'Espagne pour conquérir Naples. Il dit à Olivarès que ce royaume appartient au saint-siége. Celui-ci demande des preuves. Sixte-Quint envoie chercher au fort Saint-Ange un papier qui prouve les titres de l'Église. L'ambassadeur veut lire le document tout à son aise, ce qui lui est accordé, à la condition de le rapporter à sa prochaine audience. Olivarès s'en va avec son papier, et n'a garde

Sixte-Quint. Ce sont les rapports des nonces, des ambassadeurs de l'Empereur, d'Espagne, de France, de la Seigneurie et de Toscane, les instructions de leurs gouvernements, les lettres autographes du pape, de

de le restituer. Quoi faire? Le pape veut mettre Son Excellence au château Saint-Ange; mais le gouverneur de Rome, pour rentrer en possession du talisman enlevé, lui suggère un moyen plus ingénieux. Il demande un ordre autographe du pape, par lequel il soit autorisé à trancher la tête à l'ambassadeur, devant le palais qu'il occupe en face de l'Anima, où Olivarès n'a jamais demeuré, l'ambassade étant au Corso, au palais d'Urbin, aujourd'hui Doria. Elle y resta installée pendant de longues années. Il n'y avait pas un enfant à Rome qui l'ignorât, mais cent ans après, à l'époque où l'on fabriquait ces contes, cela était oublié. L'idée du gouverneur est du goût de Sixte-Quint. Mgr Pierbenedetti, suivi du bargel et de plusieurs bourreaux, fait dresser l'échafaud sur la place Navone, entoure de soldats l'hôtel de l'ambassadeur, monte chez lui, et le somme de rendre la pièce. Olivarès, tout tremblant de peur, s'empresse de la livrer, et le gouverneur, en récompense de ce haut fait, est nommé cardinal.

Le jeune Ranuccio Farnèse a une audience du pape. Le malheur veut qu'en faisant ses génuflexions, un pistolet tombe de sa poche. Le port d'armes étant défendu sous peine de mort, il est envoyé au fort Saint-Ange, et aura la tête tranchée à minuit. Heureusement son oncle, le cardinal Alexandre Farnèse, est homme de ressources. Il fait arrêter toutes les horloges de Rome, et son neveu est sauvé. Le pape, furieux, oblige le cardinal, au prochain consistoire public, de se mettre à genoux, et de dire, les bras étendus, un *Pater*, un *Ave* et un *Credo*. « C'est un prêtre, dit Sixte-Quint, qui a dupé un moine; c'est une pénitence de moine que je vous fais faire. La prochaine fois je vous punirai en pape. » Sixte-Quint, qui veut faire tuer le prince héréditaire de Parme (dont il brigue le mariage pour l'une de ses petites-nièces), fils du prince Alexandre, neveu de Philippe II, commandant de ses armées de Flandre, que le pape a mille raisons de ménager, qu'il craint de désobliger, comme on verra, au point de risquer une brouille avec l'Empereur! Et la pénitence qu'il impose au cardinal Farnèse! Toutes ces anecdotes portent le cachet d'une niaiserie vulgaire, et ressemblent à ces contes populaires qui se vendent dans les foires. Cependant, malgré leur absurdité, des auteurs sérieux les ont reproduites. Celle de Ranuccio se trouve dans beaucoup de compilations, entre autres dans le *Dictionnaire historique* de Moroni, Venise, 1842, tom. XV, p. 201. Comment alors ajouter foi aux récits des procès criminels rapportés par ces manuscrits?

Philippe II, de Henri III, des cardinaux protecteurs des grandes puissances et des agents de la Ligue. Ces documents officiels et presque tous inédits sont parfaitement authentiques, car ils ont été copiés par nos soins sur les originaux soit des expéditions, soit des minutes, dans les archives d'État du Vatican, de Vienne, de Paris, de Simancas, de Venise et de Florence[1].

Les *avis* vénitiens, les feuilles volantes qui s'appellent aussi *avvisi* des nouvellistes de Rome, les registres des paroisses de cette ville, quelques publications oubliées de l'époque nous fourniront des informations, non sur les faits historiques, mais sur les mœurs, sur l'état matériel et social de l'Italie et de Rome.

Le jugement des contemporains sur eux-mêmes et sur les événements de leur époque est pour l'histoire d'une grande importance. Nous avons trop souvent le tort d'apprécier suivant nos idées les générations passées. Pour être juste et impartial, il faut se mettre à leur niveau, et pour ce faire, il faut les écouter. Nous apporterons donc grand soin à recueillir leurs appréciations. Aidé des documents que nous possédons, nous pénétrerons dans l'intimité des princes, de leurs ministres et favoris, des hommes d'État, de tous ces personnages qui ont joué un rôle marquant et concouru à faire l'histoire que nous essayons d'écrire. Et en

[1] Le ministère des affaires étrangères de France possède des copies légalisées de beaucoup de lettres et dépêches de Philippe II et de ses ambassadeurs. M. Drouyn de Lhuys, alors ministre des affaires étrangères, a bien voulu les mettre à ma disposition. D'autres pièces de la plus haute importance (des rapports du comte Olivarès au roi) ont été copiées pour moi sur les originaux, aux archives de Simancas, par feu M. Bergenroth.

exprimant nous-mêmes une opinion, comme c'est le droit et le devoir de l'historien, nous aurons présents à l'esprit, les idées dominantes, les coutumes, les préjugés, les passions de l'époque. Sans doute le bien et le mal sont éternellement les mêmes. Mais la notion qu'on en a varie sans cesse dans une certaine limite. Chaque siècle a ses vertus et ses vices qui lui sont propres, ses côtés lumineux et ses défaillances, ses héros et ses grands coupables, ses martyrs et ses dupes. Ceux qui résistent aux entraînements, qui se conservent purs des souillures de leur temps, deviennent avec raison l'objet de notre admiration. Mais ils font l'exception; la majorité, atteinte par la contagion, suit le courant. Les faibles, il nous semble, ont des titres à l'indulgence et doivent être admis devant le tribunal de l'histoire à plaider les circonstances atténuantes.

Ainsi que dirait-on aujourd'hui d'un gouvernement qui ferait tuer un homme sans procédure? Il serait mis au ban de l'Europe; ou plutôt un tel fait est devenu impossible. Il n'en a pas été toujours ainsi. Encore à l'époque des Guises, le souverain était considéré comme le juge suprême qui avait, il est vrai, délégué ses pouvoirs aux tribunaux, mais qui pouvait se passer de leur intervention, quand le salut public ou celui de sa personne lui semblait l'exiger.

Au seizième siècle, les emplois se vendaient au bénéfice du trésor, et l'acquéreur rentrait dans ses fonds et dans la jouissance des intérêts de son capital moyennant une taxe prélevée sur les parties qui avaient recours à l'exercice de ses fonctions. Dans l'État moderne, au contraire, les frais des différentes branches

de l'administration sont couverts par les contributions de la totalité des citoyens, et c'est par l'intermédiaire des caisses des différents départements et non de la main à la main que le fonctionnaire touche en forme de traitement le prix de ses peines.

On voit qu'un fait qui blesserait profondément notre sentiment de la justice comme meurtre[1], notre délicatesse comme acte de vénalité, n'étonnait alors ni ne choquait personne, parce qu'il était d'accord avec le droit public, l'organisation de l'État et les mœurs du temps.

En résumé, c'est en puisant nos informations dans des documents authentiques et principalement dans les rapports des ambassadeurs, tout à fait dignes de foi en ce qui concerne les faits; c'est en accordant une grande importance et une place considérable aux jugements rendus par les contemporains, que nous avons procédé dans cette étude, fruit de longues recherches, ne poursuivant qu'un but, celui de trouver et de dire la vérité sur Sixte-Quint. Dégagé de toute préoccupation du présent, nous appliquerons notre attention entière au passé, car c'est un livre d'histoire et non une œuvre de circonstance que nous entendons écrire.

[1] L'assassinat du duc de Guise fut défendu comme un acte de justice par le cardinal de Joyeuse et l'évêque du Mans, approuvés par les « catholiques royaux, » fort loué par le grand-duc Ferdinand de Toscane et par l'ambassadeur Mocenigo, excusé par tous les amis politiques de Henri III, et condamné seulement par ses adversaires, la Ligue, les Espagnols, — et, disons-le à son honneur, par Sixte-Quint, au nom de la morale.

## II

Grégoire XIII mourut le 10 avril 1585. Si, à ce moment, quelque publiciste de sa cour avait entrepris de tracer le tableau de la situation de l'Europe, la France et l'Espagne y auraient occupé les premières places : la France, livrée aux horreurs de la guerre civile, sous la faible autorité de Henri III ; l'Espagne gouvernée encore par le fils de Charles-Quint. Vieillissant, infirme, mais actif à sa manière, Philippe II continue avec succès la guerre des Flandres, alimente sous main les troubles de France, pèse sur l'Italie où il possède le Milanais, Naples, la Sicile, la Sardaigne et les présides des Maremmes. Harcelé par les flibustiers anglais, dont le plus audacieux, Drake, devra bientôt troubler son sommeil, voyant le drapeau de la reine Élisabeth protéger ses sujets rebelles des Pays-Bas, il médite déjà, pour détruire le mal dans son foyer, la conquête de l'Angleterre.

En Allemagne, Rodolphe II est absorbé par les affaires mal consolidées de l'Empire, par l'état précaire de ses possessions héréditaires où le feu couve sous les cendres. Le sultan, en guerre avec la Perse, laisse l'Occident respirer un peu plus librement. La

Pologne, théâtre d'événements graves et chère aux papes à cause des intérêts catholiques qui s'y trouvent engagés, se dérobe par la distance à leurs regards affectueux, et le pays presque fabuleux des Moscovites ou Russiens dont Rome déplore le schisme, y est à peine plus connu que la Chine et moins que le Japon.

Le publiciste du temps aurait consacré plus d'une page à la reine d'Angleterre et au roi de Navarre dont les noms reviennent sans cesse dans les correspondances et Mémoires du temps. Henri de Navarre, le Béarnais, comme à la cour de Madrid, on l'appelle en langage officiel, — car depuis l'annexion à l'Espagne des territoires navarrais situés sur les versants sud des Pyrénées, Philippe se considère comme souverain légitime des portions restées au fils de Jeanne d'Albret, — le Béarnais est déjà devenu un personnage populaire. La tournure de son esprit, ses manières familières et chevaleresques, sa bravoure, sa gaieté toute française, et jusqu'à ses galanteries lui ont valu la faveur du grand public. A la cour même de Grégoire XIII, si dévouée qu'elle soit à l'Espagne, on est fort disposé à lui pardonner, parce qu'on espère toujours qu'il abjurera ses erreurs. La reine Élisabeth y jouit aussi d'une grande autorité. Chez elle la terreur qu'inspire son nom remplace le charme qui fait la fortune de Henri. Rome, qui supporte mal la protection de Philippe II, dont elle ne peut pourtant se passer, suit d'un œil curieux et non sans quelque bienveillance, la marche de cette femme hardie, intelligente, fière, froidement passionnée, quand elle croit devoir l'être, qui a réussi à affermir

son trône chancelant et osé s'attirer la haine et, ce qui est plus dangereux, exciter les appréhensions du plus puissant souverain de l'Europe. L'infortunée Marie Stuart languit toujours dans les prisons de Fotheringay. Sa mort n'a pas encore déterminé la rupture entre la reine d'Angleterre et le monde catholique, bien que, chose étrange et significative pour les mœurs du temps, les actes sanguinaires d'Élisabeth ne la privent ni de l'affection de ses sujets, ni de l'admiration de l'Europe. Cette princesse et Henri de Navarre, alors les soutiens les plus actifs des idées et des croyances nouvelles, excommuniés tous deux, sont cependant traités à Rome avec certains ménagements, car on se flatte toujours de les ramener dans le giron de l'Église, et d'assurer ainsi le triomphe final de la foi catholique en Angleterre où la défection est accomplie, en France où elle est à craindre.

## III

En Italie, le pape comme chef de l'Église, dont les intérêts se confondaient encore avec les intérêts de l'État, parce que partout la loi religieuse se confondait encore avec la loi civile; la république de Venise, descendant lentement du rang élevé qu'elle avait occupé naguère, mais toujours puissante; le duc de Savoie, parce qu'il tenait la clef des Alpes: le pape, le doge, le duc se trouvaient forcément mêlés à toutes les questions qui agitaient l'Europe. Rome, Venise et la Savoie étaient des puissances essentiellement européennes.

La république de Venise n'avait plus en vue que de conserver ce qu'elle possédait d'influence et de territoire, et d'assurer autant que possible à son commerce avec le Levant les bénéfices du monopole près de lui échapper depuis la découverte du cap de Bonne-Espérance. D'inquiète et conquérante qu'elle avait été autrefois, sa politique était devenue pacifique et conservatrice. Grâce à une juste appréciation de sa situation, de plus en plus exceptionnelle et par conséquent de plus en plus compromise, Venise cherchait déjà les garanties de son existence dans la pondération des

forces entre de grandes puissances, dans cet équilibre européen qui devait s'établir en doctrine et être accepté comme l'une des bases de la société.

A Rome l'espoir, l'illusion de rétablir sur l'ancien pied la suprématie de la papauté ne s'étaient pas entièrement évanouis dans quelques esprits. A Madrid, peut-être moins par désir de conquête que par le besoin évident de consolider sa monarchie en reliant entre eux ses membres épars, Philippe II caressait le rêve si près d'être réalisé par son père, de la domination universelle. Henri de Navarre ne fut pas plutôt monté sur le trône de France que ses aspirations prirent la même direction, en attendant qu'il formât le *grand dessein* d'abaisser la maison d'Autriche, d'en briser la puissance au profit de tous, comme il disait, mais en réalité au profit de la France, et de devenir ainsi l'arbitre des destinées du monde[1]. Ces ambitions diverses qui étaient au fond les mêmes, si elles avaient pu être satisfaites, n'auraient pas manqué de chercher leur justification dans l'ancienne théorie de la société chrétienne, telle que le moyen âge l'avait comprise; théorie sublime, toujours incomplétement réalisée, du mariage mystique entre l'État et l'Église, représentés l'un et l'autre par deux chefs, le pape et l'Empereur, qui, en se partageant l'exercice du pouvoir suprême, embrassent et garantissent tous les intérêts de l'humanité. Mais on ne ramène jamais un fleuve vers sa source. Ces temps étaient passés sans retour, et avec eux les idées qui y avaient dominé. La monarchie universelle de

[1] D'Aubigné lui décerne déjà le titre d'empereur d'Occident.

Charlemagne, pas plus que la papauté des Grégoire VII et des Innocent III n'avaient aucune chance de revivre, si ce n'est momentanément, et en se heurtant contre des résistances invincibles.

Placée en contact direct et constant avec les deux branches de la maison d'Autriche, rencontrant la prépondérance de Philippe à Rome et dans tous les centres importants de la péninsule, la république de Saint-Marc mettait tous ses soins à ne pas se brouiller avec l'Empereur, avec le roi d'Espagne, avec le pape; mais en même temps elle tendait à se rapprocher des États qui en lutte sourde ou ouverte avec les Habsbourg, lui semblaient être par là même ses alliés naturels. C'étaient la France et l'Angleterre : Henri III, et après lui le roi de Navarre, alors à la tête des huguenots, mais, comme on le pressentait déjà à Venise, appelé à succéder au dernier Valois; Élisabeth, la reine hérétique; tous deux séparés de la communion avec Rome. Situation difficile, délicate et fausse en ce sens que la Seigneurie, quoique fort jalouse de ses droits et toujours prête à les défendre contre ce qu'elle appelait les empiétements de Rome, était, sur le terrain du dogme, restée catholique, et n'entendait nullement embrasser la foi de ceux dont elle briguait l'alliance. Dans ses rapports avec la Turquie, elle eut à lutter avec des difficultés analogues. Des intérêts matériels de premier ordre, ses longues frontières de terre ouvertes aux hordes barbares, ses possessions dans les mers du Levant accessibles aux flottes du sultan lui imposaient vis-à-vis de celui-ci les plus grands ménagements. Le maintien de la paix générale en Orient,

d'une paix solide et bonne entre elle et le Turc, mais précaire et exigeant l'intervention constante de son bailli à Constantinople, entre le sultan et les autres États chrétiens : voilà le but que poursuivait la Seigneurie auprès de la Sublime Porte. De là pour elle, auprès du divan, une situation privilégiée qu'elle exploitait au profit de son commerce et de sa navigation. Ainsi, en Occident ses intérêts la rapprochaient des hérétiques, en Orient des infidèles. Mais ces mêmes intérêts exigeaient les bons rapports avec le pape, gardien suprême de la foi et faisant sentir partout son influence; avec l'Empereur, le premier prince; avec le roi d'Espagne, le plus puissant du monde chrétien. Se concilier la confiance et la faveur des rois de France, d'Angleterre, du sultan, sans déplaire au pape, à l'Empereur, au roi d'Espagne, n'était pas chose facile ; c'était pourtant ce qui formait le fond de la politique étrangère du gouvernement vénitien et la tâche principale de ses ambassadeurs. A l'avénement de Sixte-Quint, Nicolas de Ponte était doge. Il devait mourir dans l'année et avoir Pascal Cigogna pour successeur.

La Savoie [1], c'est-à-dire le duché de ce nom réuni au Piémont, que la paix de 1559 avait restituée à son souverain, était considérée comme le boulevard de l'Italie, et Emmanuel-Philibert comme l'un des hommes les plus marquants du siècle. Par sa mère, fille du roi dom Manuel de Portugal, sœur de la mère et de la première femme de Philippe II, il était proche parent

[1] Venise, Rel. des amb. Bolda, Cavalli, Morosini, Lippomano, Molino, coll. Albéri et *Dispacci* — Rapports d'Alberti et Urbani, ambassadeurs auprès de l'Empereur. Florence, Arch. Med.

de ce dernier; par son mariage avec madame Marguerite, fille de François Ier, étroitement allié à la maison de France. A ces relations de famille répondait la situation géographique de ses États touchant, la Savoie à la France, le Piémont au Milanais, c'est-à-dire à l'Espagne. Il y avait dans cette double parenté des ressources qu'une main habile pouvait exploiter avec profit pour faire face aux difficultés provenant des circonscriptions territoriales. Cette tâche ardue Emmanuel-Philibert sut la remplir. Il avait vu le monde, visité la cour d'Angleterre, suivi Charles-Quint son oncle dans les guerres d'Allemagne, le prince Philippe son cousin, à Barcelone; dirigé, comme généralissime, les armées espagnoles de Flandre, commandé et vaincu à Saint-Quentin. Un moment, la perspective de monter sur le trône d'Angleterre s'était ouverte devant lui. Son union avec Élisabeth avait été arrêtée, le contrat de mariage signé, le gentilhomme porteur de sa procuration désigné, lorsque ce projet vint à s'évanouir. C'est après avoir passé par la rude école de l'expérience, vu et fait la grande guerre, figuré sur de si vastes théâtres, qu'il revint prendre possession de ses petits États et s'ensevelir dans les montagnes de la Savoie. Les agents vénitiens, successivement accrédités auprès de lui, nous ont laissé le portrait de cet homme remarquable : petit, maigre, tout nerfs et os, rappelant par son teint frais et sa chevelure blonde, l'origine allemande de sa maison dont il se fait gloire; élégant, gracieux, maître de lui-même, ne proférant jamais une parole inconsidérée ou dure, même vis-à-vis des gens de basse condition, toujours debout, marcheur et chas-

seur infatigable, au désespoir des ambassadeurs qui l'accompagnent et que, pour traiter les affaires, il reçoit dans son jardin, par tous les temps. Il s'occupe beaucoup de mathématiques, passionnément des sciences occultes, et parle plusieurs langues, l'allemand, l'espagnol à la perfection, le français avec Madame illustrissime et avec son fils, l'italien avec tout le monde. Quoique simple de sa personne et parcimonieux, il s'est entouré d'une cour nombreuse et a adopté, à l'exemple de la maison d'Autriche, les règles sévères de l'étiquette de Bourgogne. D'après les idées du temps, et comme tous les autres princes d'Italie, Emmanuel-Philibert règne et gouverne en maître absolu, le plus souvent sans écouter ses ministres, excepté son directeur de la poste aux lettres « son espion », comme l'appelle naïvement un diplomate vénitien. Dans ses préoccupations, la politique extérieure, ses relations avec les deux grandes puissances de l'époque, les maisons d'Autriche et de France, figurent en première ligne. Ce sont les intérêts et non les sympathies personnelles qui le rapprochent de la France. Une amitié sincère, autant que la situation comporte la sincérité, l'unit à Philippe II. Cette amitié a des hésitations, des intermittences, mais elle se maintient malgré tout. De communs souvenirs de jeunesse, des services réciproques, auxquels Emmanuel-Philibert doit, outre sa restauration, la haute renommée dont il jouit comme homme d'État et de guerre, les liens de la parenté et de la reconnaissance exercent évidemment sur lui une grande influence, sans l'empêcher de combattre doucement mais constamment, la prépondérance espa-

gnole là où il la rencontre, et il la rencontre un peu partout. Avec l'Allemagne il entretient d'anciennes relations, connaît personnellement la plupart des princes électeurs et est en correspondance avec quelques-uns d'entre eux. Chez Emmanuel-Philibert les petites ambitions se confondent avec les hautes visées, mais, somme toute, le grand prince l'emporte. Ce qu'il veut, c'est augmenter le poids qu'il pourra, au jour donné, mettre dans la balance, et assurer par là son indépendance dans les futures complications européennes. En se livrant avec adresse et convenance, entre les deux grandes maisons rivales, à ce jeu de bascule auquel il se voit fatalement condamné, il évite avec soin, bien différent en ceci de son fils, d'encourir le blâme de duplicité. Pour comprendre l'Italie de Sixte-Quint, il faut connaître Emmanuel-Philibert de Savoie et Côme de Toscane, morts tous deux, mais vivants encore par l'impulsion qu'ils ont donnée aux affaires de leur pays.

Charles-Emmanuel, âgé de dix-neuf ans lors de son avénement et de vingt-quatre à la mort de Grégoire XIII, vient d'épouser à Saragosse l'infante Catherine, fille de Philippe II. Ce mariage, fruit de longues négociations qui remontent à l'enfance du prince et ont enfin abouti, au vif déplaisir de Catherine de Médicis, attache le jeune duc pendant quelques années à la politique de son beau-père. Il ne perdra pas un moment pour exploiter ses nouveaux liens au bénéfice de son ambition, et pour compliquer ainsi la situation déjà si troublée de l'Europe.

Parmi les États d'Italie, Florence, loin déjà des

jours de liberté turbulente d'autrefois, réduite en principauté que Pie V vient de doter du titre de grand-duché, agrandie du territoire et de la ville de Sienne que le duc a su se faire céder par Philippe II, grâce à un stratagème diplomatique, fort admiré alors, mais que l'Escurial ne lui a pas pardonné, Florence, ou plutôt le grand-duché de Toscane, et par son étendue et par ses ressources, occupe la première place après Rome et Venise. Côme, encore présent à tous les esprits par les souvenirs qu'il avait laissés, passait pour le modèle et est en effet le type du prince italien de son temps. Il en possédait toutes les qualités : la profondeur, le secret, la dissimulation, l'impartialité en tant que ses intérêts n'étaient pas en jeu, le goût des sciences et des arts, l'énergie, une main de fer qui atteint et terrasse l'adversaire. Son bonheur proverbial avait augmenté le prestige de son nom. On l'expliqua en se rappelant que le prince était né sous la même constellation qu'Auguste et Charles-Quint. La protection de la maison d'Autriche et du pape était le but de sa politique étrangère. Jouissant de la faveur constante de Maximilien et de Rodolphe, il est moins sûr des dispositions de Philippe II. Aussi ne cesse-t-il de craindre que le roi, voisin incommode, peut-être dangereux, car il occupe toujours les présides des Maremmes, ne songe à reprendre Sienne, et, pour détourner de l'Italie l'attention du roi, il tâche, par son bailli à Péra, de lui susciter des difficultés avec le sultan. Mais l'objet principal de ses préoccupations est Rome. Là, il ne s'agit pas seulement de conserver l'amitié du pape régnant, doublement précieuse, puisque celle de

Philippe est douteuse, mais encore de s'assurer de la faveur du successeur, c'est-à-dire des cardinaux *papables*, et, ce qui est plus important, d'enlever toutes chances d'élection à ceux qui lui seraient hostiles. L'appui du pape est pour lui une nécessité, une condition indispensable de l'affermissement de son pouvoir nouveau, fondé sur la terreur et contenant avec peine les passions mal étouffées des anciens partis. « Aussi est-ce à ses intrigues, après Dieu, dit l'ambassadeur Mocenigo, que Pie IV doit la tiare ; » et on verra la part importante que Ferdinand de Médicis, fils du grand-duc, prendra à l'élection de Sixte-Quint. D'après le témoignage des contemporains, Côme était l'homme le plus admiré et le plus haï de l'Italie.

Depuis plusieurs années la régence avait été exercée par François, héritier des défauts plus que des qualités de son père. Sa mère était une dame espagnole, fille d'un vice-roi de Naples de la famille des Tolède dont les ducs d'Albe sont les chefs. C'est après avoir vainement brigué le mariage avec une fille naturelle de Charles-Quint, devenue duchesse de Parme, que Côme, prévenant les désirs de l'Empereur qui étaient pour lui des ordres, avait formé cette union. Son fils a pu prétendre à la main d'une archiduchesse d'Autriche, tant les Médicis avaient grandi en peu d'années! Après la mort de l'archiduchesse Jeanne, François épousa Bianca Capello, adoptée par la Seigneurie pour fille de la république de Saint-Marc, et dont on connaît les aventures. Il avait visité Rome, Madrid et Vienne, les trois grands centres où, à l'exemple du père, il cherche les garanties de son-

pouvoir. Sa personne, sa manière de vivre et de s'habiller portent l'empreinte de l'influence espagnole qui domine encore en Italie et se retrouve dans les idées et dans les mœurs du temps.

Les autres princes de la péninsule : à Mantoue les Gonzague, à Parme les Farnèse, à Ferrare Alphonse d'Este, que doivent illustrer le génie et les infortunes du Tasse, à Urbin le duc della Rovere, ont perdu toute indépendance et ne vivent plus politiquement que d'une vie d'emprunt. Il en est de même des républiques de Gênes et de Lucques, la première conservant ses richesses et ses monuments magnifiques, mais non sa grandeur politique d'autrefois, Lucques gardant à peine un faux semblant de liberté. La Sicile, Naples, le Milanais placés sous la domination espagnole sont gouvernés, la Sicile, par le grand connétable Marc-Antoine Colonna, l'un des héros de Lépante, Naples, par le duc d'Ossuna, Milan, par don Carlos de Aragona duc de Terranova, l'un des derniers vétérans des armées de Charles-Quint, qui doit à ses antécédents une grande autorité à la cour de Madrid, à sa nationalité de Sicilien, et non d'Espagnol, une certaine popularité auprès des Milanais. Dans les cas pressants et difficiles, c'est à ses conseils que recourent, pour couvrir leur responsabilité, les ambassadeurs, généraux et agents de Philippe en Italie, en Suisse et en Franche-Comté.

L'ordre souverain de Malte ne cesse, par ses *caravanes*[1], de susciter des difficultés aux Vénitiens.

[1] Expéditions contre les corsaires barbaresques.

En compromettant leur situation à Constantinople, il compromet la paix de l'Italie et même la paix de l'Europe avec le sultan. Les chevaliers toscans de Saint-Étienne en font autant. Aussi les hommes politiques trouvent-ils que la chevalerie, plus incommode qu'utile, a fait son temps. Tout à l'heure Cervantes l'achèvera dans l'opinion par les armes de la satire.

Le cardinal d'Este, prince italien lui-même, trace de l'Italie le tableau suivant[1] : « Si M. de Savoie arme, dit-il, le roi d'Espagne augmentera ses forces dans le Milanais ; alors les Vénitiens, déjà en grand soupçon pour la prétention qu'a Sa Majesté Catholique sur leurs confins de Brescia et de Bergame, ne fauldront point à armer comme feront aussi les Grisons et le roi de France, pour pourvoir au marquisat de Saluces, le duc de Mantoue, sur qui le duc de Savoie prétend le Montferrat, et ceux de Gênes, parce qu'ils confinent avec l'un et l'autre. Mais la seigneurie de Venise faisant une notable levée de gens de guerre, il faudra que le duc de Ferrare en fasse de même, et le grand-duc de Toscane ne pourra faire de moins, ce qui entraînera une augmentation des garnisons espagnoles à Porto d'Ercole et autres ports, et des armements de la part des Lucquois et du duc d'Urbin. Or, outre que cet armement de tous les princes et potentats d'Italie apportera dépense de plusieurs millions d'écus, il sera mal

[1] Paris. Bibl. imp. Coll. Harlay. Mémoire annexé à sa lettre à M. de Villeroy du 22 sept. 1586, concernant l'entreprise de Charles-Emmanuel contre Genève. Quoique postérieur de quinze mois à l'avénement de Sixte-Quint, cet exposé s'applique parfaitement à l'état où se trouvait l'Italie au moment de la mort de Grégoire XIII.

aisé que, d'une part ou d'autre, il ne naisse occasion d'employer les armes qu'on aura en main ; et même qu'il y a déjà trop de mauvaises satisfactions entre eux pour diverses choses passées et pour une infinité de prétentions qu'ils ont les uns sur les autres : de façon que, qui voudra aller considérant tous les quartiers d'Italie, il n'y trouvera un seul pied de terre sur lequel il n'y ait prétention d'un autre prince ou seigneur que celui qui en jouit. Et notre seigneur le saint-père le pape même, qui en temps de paix est révéré de tous les princes, sera calomnié et haï de beaucoup qui lui imputeront une grande partie des misères qu'aura causées la guerre, comme les ayant pu prévoir et empêcher et ne l'ayant pas fait. Davantage il ne faut pas penser que les Italiens se contentent de démêler leurs querelles entre eux : ains ceux qui craindront de succomber appelleront à leur secours et introduiront en Italie les nations étrangères qui y pourraient faire le beau ménage qu'elles y ont faites d'autres fois ; duquel Rome n'a été exempte : ains elle a été saccagée plus de fois qu'aucune autre ville qu'on sache. »

En résumé, l'état de l'Italie était peu satisfaisant. A part le pape, qui représentait un principe, à part Venise et le duc de Savoie, qui se trouvaient forcément engagés dans les grandes complications européennes, tous les autres princes et États n'avaient en vue que leurs intérêts individuels et locaux : d'abord l'intérêt très-légitime d'exister, ensuite le désir de s'agrandir ; car l'impuissance n'avait pas en eux amorti l'ambition. Pour assurer leur existence autant que pour se ménager les chances de quelque agrandissement, ils

s'étaient inféodés à l'Espagne, qui prédominait, sauf à passer sous la protection de la France, quand elle aurait repris ses forces alors paralysées par la guerre civile. La paix de l'Italie, objet de la sollicitude du pape qui venait de fermer les yeux, comme elle devait l'être de l'activité de son successeur, était mal consolidée. Une étincelle pouvait suffire pour allumer la guerre.

## IV

A Rome, un grand revirement s'est accompli depuis le milieu du siècle[1]. Pour le comprendre, il est nécessaire de se reporter à l'époque où les papes, revenus d'Avignon, commençaient à raffermir le pouvoir temporel, fort ébranlé dans leur capitale, et à relever celle-ci de l'état d'anarchie et de prostration où elle était tombée pendant leur absence. Cette œuvre de reconstruction date du pontificat de Martin V.

A ce moment, l'Italie du moyen âge n'existait plus. Un élément nouveau, le génie du monde ancien, renaissant de ses cendres, avait envahi les esprits, les âmes d'élite d'abord, puis les classes supérieures, les gouvernants, les princes, les chefs et tribuns des villes libres, les magistrats, les cercles élégants et lettrés, et, à un moindre degré, même des membres du haut clergé et des ordres monastiques. Il dominait dans les sciences et dans les arts, gagnait les mœurs, compromettait déjà la foi. On était en pleine renaissance[2].

[1] Nous n'entendons pas écrire l'histoire de la papauté depuis Martin V jusqu'à Grégoire XIII. Nous croyons cependant utile de la rappeler au lecteur, en indiquant les points de vue auxquels il sera bon de se placer pour juger avec impartialité le pontificat de Sixte-Quint.

[2] Burckhardt, *Cultur der Renaissance*. Basel, 1860.

A la tête de cette révolution pacifique marchaient le savants, connus sous le nom d'*humanistes*. Ils remplissaient les chaires publiques, occupaient des places de confiance auprès des princes, se mettaient au service des gouvernements républicains, des grands et petits seigneurs si nombreux alors en Italie. Engagés le plus souvent pour un temps fort limité, pour un ou quelques semestres seulement, comme on engage de nos jours les artistes dramatiques pour une saison, ils voyageaient sans cesse, se répandaient dans toute la péninsule, et jouirent pendant longtemps d'une extrême autorité. Mais étourdis par le succès, ils devinrent eux-mêmes les artisans de leur ruine. La présomption, le cynisme de langage, le mépris des convenances, la cupidité, l'immoralité qu'on leur reprochait généralement les rendirent de plus en plus odieux, et lorsque, vers la fin du siècle, l'imprimerie nouvellement introduite en Italie eut répandu les lexiques et les éditions à bon marché des auteurs classiques, ils se virent soudainement privés du monopole dont ils avaient disposé et abusé auprès des générations précédentes. Ces hommes vénérés d'abord comme dispensateurs de la science, supportés ensuite comme une nécessité, tombant enfin sous la déconsidération générale, et parce qu'on avait appris à se passer d'eux, ces hommes savants avaient rempli l'Italie du culte de l'antiquité. Parmi eux, les hellénistes étaient surtout en possession de la vogue, car le grécisme régna en maître pendant tout le quinzième siècle; c'était son âge d'or. Au commencement du seizième il tomba rapidement. Sous Léon X, il avait presque disparu de la vie pour rentrer dans l'école, son

dernier asile. Afin de se procurer des maîtres, on avait eu recours à l'Orient, faisant venir à grands frais des savants grecs et byzantins, et ce n'est qu'après la prise de Constantinople par les Turcs que cette source commença à tarir, ce qui explique le fait que, pendant la première moitié du siècle, les personnes lettrées de l'Italie parlent le grec, et que, pendant la seconde moitié, elles le lisent et écrivent encore, mais qu'elles ont cessé de le parler. Florence, et après Florence, Bologne, Padoue, Rome, Ferrare, Venise, Pérouse, Pavie étaient les principaux centres d'étude de la langue et des auteurs grecs. Dans le monde élégant on dépensait des sommes énormes pour multiplier les copies des manuscrits de l'antiquité ; on formait des bibliothèques; on appréciait peu les livres imprimés, fort recherchés cependant des gens peu aisés, et on se vantait, longtemps encore après l'introduction de l'imprimerie, de ne posséder que des manuscrits. Les femmes participaient à cet entraînement, surtout dans les hautes régions de la société. L'italien, qu'on appelait encore la langue vulgaire, quoique elle eût été ennoblie par Dante, Boccace et Pétrarque, tomba dans une sorte de défaveur. A peu d'exceptions près, parmi lesquelles figure le comte Boiardo, dont le poëme parut du reste au moment où l'humanisme était près d'expirer, les auteurs les plus recherchés affectaient le dédain de leur langue.

Il est difficile de se faire une idée de la véhémence de cet élan si général vers les études classiques, plus difficile d'en pénétrer les causes. La mode, cette divinité despotique et en apparence seulement capricieuse, car elle naît dans les profondeurs du cœur humain dont

elle représente l'instabilité dans les choses frivoles et parfois dans les choses sérieuses, la mode explique beaucoup ; elle n'explique pas tout. Mais, de quelque côté que soit partie l'impulsion, elle est irrésistible. Fascinés par des charmes jusque-là dérobés à leur vue, avides d'en déchirer les voiles avec l'aide des sages du jour, des humanistes, de plonger leurs regards dans l'abîme des mystères, les néophytes se ruent vers l'antiquité, vers ce temple majestueux prêt à les admettre sous l'ombre de ses portiques, à ouvrir son sanctuaire, à prodiguer ses trésors. La science païenne guérira toutes les plaies ; elle assurera à jamais le bonheur de l'humanité. Aussi le mouvement gagne-t-il de plus en plus les esprits. Les uns, les moins nombreux, sont entraînés par la soif du savoir, d'autres par la curiosité; la multitude des profanes par la contagion de l'exemple; les âmes en détresse par l'espérance de trouver dans la philosophie des anciens, qui ne leur donnera que le doute, les consolations qu'elles ont cessé de demander à la foi.

Les arts aussi se laissent emporter par le courant. A l'exception de Frà Angelico de Fiesole, on peut constater à divers degrés, dans presque tous les grands maîtres du quinzième siècle, l'influence des humanistes. Par l'étude de l'antique, par le culte des sens, par le réalisme qui a remplacé le mysticisme des temps passés, ils se sont émancipés des traditions du moyen âge, en ont brisé les liens trop étroits pour leur génie, trop contraires aux nouvelles allures de la société. Mais, chose étrange, si transformés qu'ils soient, les arts n'ont pas cessé de se vouer, comme par le passé, pres-

que exclusivement au service de l'Église. Seulement, ils la servent à la manière de ces serviteurs infidèles qui vont exproprier le maître, s'il n'y prend garde. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à regarder dans les églises de Rome, de Venise, de Florence, les monuments funéraires de la renaissance, ces génies, groupés autour de la Vierge et des saints, il est vrai, mais éteignant les flambeaux de la vie; ces statues gracieusement posées sur des tombeaux, mais n'ayant plus l'air de se trouver en présence du juge, de dormir du sommeil du juste qui attend la résurrection; ces inscriptions grecques, ces ornements et symboles empruntés à la mythologie; ces *putti* qui ne sont pas des anges; ces nymphes qui ne sont pas des saintes et dont les formes classiques si peu voilées ne choquaient alors personne, mais qui contrastent si fort à nos yeux avec la sainteté du lieu. On continuait à bâtir des églises; mais ces constructions semblent moins témoigner d'un sentiment religieux que du goût si général alors des arts qui n'avaient guère d'autre champ où se faire valoir. Elles étaient le plus souvent désertes, et les fidèles se plaignaient du peu de convenance et de la négligence des desservants. Il n'y a en ceci rien qui puisse étonner. Les convictions religieuses s'étaient relâchées au contact du monde païen. L'immortalité de l'âme fut, d'abord d'une manière voilée, ensuite presque publiquement, révoquée en doute. Les idées fondamentales du christianisme, les notions du péché et de la rédemption s'évanouissaient de plus en plus. Peu à peu les épicuriens, comme on appelait ceux qui niaient la vie

future[1], ne se donnèrent plus la peine de dissimuler et risquaient peu ou rien à avouer leur défection. Machiavel pouvait oser dire que la religion chrétienne lui semblait peu favorable à la liberté des États. Le fatalisme, remplaçant la foi, donnait un nouvel élan à l'astrologie si répandue alors dans toutes les nations chrétiennes, et que les Espagnols seuls repoussaient par haine des Maures qui la cultivaient, à l'alchimie, à la nécromancie, à toutes les sciences et pratiques occultes de la superstition. Cependant la rupture avec la foi s'était accomplie dans les esprits plus que dans les cœurs. Il n'était pas rare de voir des humanistes terminer leur vie, qu'ils avaient passée à propager des doctrines épicuriennes, en sollicitant et recevant les sacrements. Le nombre des personnes qui avaient cessé de pratiquer était si grand, que les prêtres appelés auprès des mourants avaient pris l'habitude de demander d'abord s'ils étaient croyants[2]. Pendant que les flots de l'incrédu-

[1] Suo cimitero da questa parte hanno
Con Epicuro tutti i suoi seguaci
Che l'anima col corpo morta fanno.
Dante, *Enfer*, chant X, t. 5.

[2] « Se avevano fede. » Vasari (*Vite de Pittori*, 1568) dit de Pietro Perugino « qu'il avait peu de religion et que jamais on n'a pu lui faire croire à l'immortalité de l'âme. » Des auteurs modernes, particulièrement M. Mezzanote (*Vita di Pietro Vanucci*, Pérouse, 1837), ont combattu cette assertion, mais sans pouvoir alléguer des preuves à l'appui du contraire. Une tradition, qui s'est maintenue jusqu'à nos jours en Ombrie, semblerait donner raison à Vasari. Mais que le fait soit vrai ou non, ce qui mérite d'être relevé ici comme significatif pour l'époque de la renaissance, c'est que Pietro, après avoir passé sa longue vie à peindre des madones et des saints, ait pu, quarante-quatre ans seulement après sa mort, être accusé, non de protestantisme, mais de manque de foi chrétienne, de paganisme à la façon du quinzième siècle, et que

lité montaient ainsi, il y eut, toutefois par un contraste remarquable, des exemples fréquents d'un retour éclatant à la foi. Jamais les prédicateurs missionnaires n'eurent plus de succès. Ils se portaient dans les endroits les plus atteints par l'irréligion et la dissolution des mœurs, et à leur voix puissante des populations entières s'enflammaient de repentir. C'est que le paganisme du quinzième siècle n'avait pas établi solidement sa domination, mais il touchait à la victoire lorsque les papes revinrent en Italie. Le mouvement avait coïncidé avec leur départ pour Avignon, il arriva à son apogée sous le pontificat de Sixte IV et s'éteignit seulement en présence de la grande réaction catholique provoquée par la réforme.

A l'époque où Martin V rentra à Rome et encore pendant tout le siècle, l'Italie présentait un aspect des plus étranges. Les sciences et les arts brillaient d'un éclat inouï, les mœurs s'étaient raffinées tout en se relâchant. Les cours des princes, les villes libres, les universités, tous les centres de la vie publique portaient l'empreinte des progrès immenses qu'on avait faits grâce à l'étude et à la connaissance nouvellement acquise du monde ancien. Et, à côté de ce spectacle si éclatant de civilisation, se déroulait le sombre tableau de la barbarie : s'il est vrai que l'absence d'un code moral et, par conséquent, la dissolution des mœurs, l'absence de justice et, par conséquent, l'impunité du crime, l'absence de droit public et, par conséquent,

cette accusation ait trouvé créance dans son pays, qu'il avait presque constamment habité et inondé de ses tableaux, représentant pour la plupart des sujets religieux et essentiellement catholiques.

l'instabilité des gouvernements; s'il est vrai que le pouvoir despotique des chefs de l'État, dépourvu de tout contrôle, même de celui de la religion et de la morale et, par conséquent, le manque de sécurité pour la vie et la propriété; que l'absence enfin de toutes les garanties que réclame la société constituent un état de barbarie.

Quelle fut la conduite des papes en présence de cette situation nouvelle? Se montrèrent-ils indifférents, résistèrent-ils au mouvement? s'en laissèrent-ils gagner?

A partir du pontificat de Martin V, jusqu'à l'époque de la grande réaction catholique du seizième siècle, la papauté parcourt deux phases distinctes. D'abord, nous voyons siéger sur la chaire de Saint-Pierre une série d'hommes pieux, vertueux, pénétrés de la sainteté de leur apostolat, de véritables pontifes. A ces papes-pontifes succède, depuis Sixte IV, une autre série, celle des papes politiques. Les premiers se vouent tout entiers à leur mission réparatrice. Ils entreprennent de pacifier l'Italie, de rebâtir Rome, mais avant tout de sauver l'Église en éteignant définitivement le grand schisme d'Occident, et momentanément celui d'Orient; de sauver la société en prèchant la guerre sainte contre les infidèles qui la menacent; les Maures à l'ouest, les Turcs au levant, les Maures touchant déjà à leur ruine, les Turcs plus formidables que jamais depuis qu'ils ont conquis Constantinople et paru dans les eaux de la Pouille. L'élan qu'avait pris le culte des lettres, l'activité et l'influence des humanistes ne semblent avoir excité les craintes d'aucun de ces papes, à

l'exception de Paul II, le moins lettré d'entre eux. Ils aimaient et encourageaient le mouvement littéraire. Thomas Parentucelli, plus tard Nicolas V, l'ancien précepteur, à la physionomie fine, spirituelle, caustique, légèrement doctorale, le beau type du professeur [1], était humaniste lui-même, mais humaniste chrétien. Fondateur de la bibliothèque du Vatican, il s'entourait d'hommes de lettres pieux et savants à la fois comme lui, dépensait des trésors en travaux scientifiques, en collections de manuscrits et plein de foi dans la puissance de la science et de l'esprit chrétiens, ne redoutait guère la résurrection de la philosophie païenne. Après les soins donnés à son saint ministère, après les efforts qu'il ne cessait de faire pour rendre la paix à l'Italie, la protection et le culte des lettres remplissaient ses loisirs. Vespasien de Bisticci, son spirituel et charmant contemporain, marchand papetier, mais vivant dans l'intimité des plus grands personnages [2], donne dans sa biographie de ce pape les noms des savants employés par lui et la liste des œuvres qu'ils ont écrites sous son inspiration. On y trouve, à côté de travaux sur les saintes Écritures et les Pères de l'Église, des traductions de l'*Iliade*, de Strabon, d'Hérodote, de Thucydide, de Xénophon et de Diodore, des *Problèmes* d'Aristote, de *la République* de Platon. « Je ne note, dit Vespasien, que ce dont j'ai connaissance ; » et il ajoute : « Le pape Nicolas était la lu-

[1] Voir son tombeau aux grottes de Saint-Pierre.

[2] Né à Bisticci (Toscane), en 1430, mort à Florence en 1498. *Vite di uomini illustri del secolo XV*; publié pour la première fois par Angelo Maï. Rome, 1839.

mière et l'ornement des lettres et des lettrés, et si ces successeurs eussent continué de la même façon, les sciences auraient pris un grand développement, mais faute d'encouragement, elles vont de mal en pis. » Ces paroles s'appliquent surtout aux papes *politiques*, à Sixte IV et Alexandre VI, trop affairés pour s'occuper des savants et de leurs œuvres. Pie II, le docte Énée Sylvio, quoique l'un des hommes les plus érudits du siècle, était distrait déjà par trop d'occupations pour donner une grande attention au mouvement littéraire. Tout embrasé du désir de combattre les infidèles, de reconquérir en personne le tombeau du Sauveur, il expire à Ancône au moment où une flotte vénitienne entre dans le port pour l'emmener vers la terre sainte.

Paul II, qui forme le lien entre les papes hommes d'Église et les papes hommes d'État, conçoit le premier des soupçons contre l'orthodoxie des humanistes. Ils s'en vengent en l'accablant d'injures[1], et se plaignent de ce qu'il les accuse d'hérésie. Ses défenseurs soutiennent qu'il « aime les hommes lettrés et érudits et les aimera toujours pourvu qu'ils soient bons.[2] » On le voit, le procès contre les humanistes et leur influence s'instruisait alors devant le tribunal de l'opinion.

Après Paul II, commence l'époque des papes politiques, des Sixte IV, des Innocent VIII, des Alexandre VI, des Jules II, des Clément VII. Non qu'aucun d'eux

[1] Platina.

[2] Gasparo de Vérone. — *Novaes. Sommi Pontifici.* — *Card. Quirini. Vindic. Pauli II.*

ait méconnu ou négligé complétement ses devoirs de chef de l'Église et de gardien de la foi ; Alexandre VI, de triste mémoire, passait lui même parmi les contemporains pour un grand pape. L'histoire de son règne (qui est encore à écrire) doit nous être parvenue fort dénaturée, ou bien le sens moral de cette génération était singulièrement perverti, puisque Arioste, dans son poëme, publié sous Léon X et du vivant de Lucrèce Borgia, a pu célébrer le nom de celle-ci sans froisser la conscience publique. Ce qu'il y a de certain c'est que le soin de consolider leur pouvoir, d'acquérir, de conquérir des territoires, les préoccupations mondaines et politiques remplissent presque tous les moments de ces princes. Jules II, le souverain le plus considéré et l'un des plus rudes généraux de l'Europe, qui affermit, étendit, sauva le pouvoir temporel, et avec lui la papauté, en est l'exemple le plus frappant.

Comment se rendre compte du contraste si évident entre ces deux séries de chefs de l'Église, les uns se consacrant uniquement au salut des âmes, les autres s'occupant principalement des intérêts de ce monde? Le hasard, parce qu'il explique tout, n'explique rien. La politique dynastique, que des familles régnantes suivent parfois à travers les siècles, n'existe pas à Rome, les papes devant la tiare à l'élection et non à l'hérédité. Les causes doivent donc se trouver ailleurs.

L'Italie traversait alors l'une de ces grandes crises où les générations semblent flotter au gré des vagues entre deux rives, celle qu'elles ont quittée à jamais et cette autre, dérobée encore à leur vue, où elles vont

aborder. On avait rompu avec les idées, les traditions, les routines du moyen âge. La science, retrempée par le contact de l'antiquité et émancipée de la foi, formulait en théories les dictées des passions des princes, les doutes des sceptiques, les exigences des révoltés contre la morale chrétienne. C'est à la lumière de cette science, éclairée par le flambeau de l'humanisme, que la société cherchait, sans la trouver encore, son assiette dans ce monde nouveau près de sortir du chaos. Personne ne méconnaît le mérite des humanistes, leur savoir prodigieux, les grandes conquêtes sur le domaine de la science que le monde leur doit; mais il est avéré [1] aujourd'hui que, sans être les auteurs de ce mouvement, ils eurent une très-grande part à son développement, à la direction qu'il suivit, au désordre qui en résulta d'abord dans les esprits, et ensuite dans les mœurs. On comprend qu'un certain espace de temps ait dû s'écouler avant que les effets des doctrines nouvelles aient pu se manifester; car les idées comme les plantes ne se développent que graduellement. L'humanisme se trouvait en pleine croissance sous les règnes des papes que nous avons appelés pontifes par excellence pour les distinguer des papes préoccupés des intérêts temporels; mais il ne laissait pas encore entrevoir les fruits qu'on en recueillerait un jour. Durant le règne des premiers le mal se préparait, du temps des autres il était fait. Les espérances que le savant et généreux Nicolas avait rattachées à l'activité des huma-

[1] Nous avons déjà cité plus haut le livre fort intéressant et remp l d'informations précieuses de M. Burckhardt, que nous avons suivi dans une partie de cet exposé.

nistes ne s'étaient pas réalisées. C'est tout le contraire qui était arrivé. A l'époque de Sixte IV et de ses successeurs immédiats, lorsque la renaissance, après avoir germé pendant le quatorzième siècle, portait enfin ses fruits, à ce moment l'atmosphère publique de l'Italie était profondément viciée. Est-il étonnant que ceux qui la respiraient, même les papes, se ressentissent de son influence? D'ailleurs quelle était la situation? Nous l'avons dit : politiquement l'absence de tout droit public; socialement un fort ébranlement des convictions religieuses, un grand relâchement des mœurs. Dans les classes élevées, le *nihilisme* païen avait fait de nombreuses conquêtes. Les princes d'Italie ne songeaient qu'à s'agrandir et ne reculaient devant aucun moyen pour satisfaire leur ambition. Les papes pour se sauver durent se lancer dans le mouvement politique. En s'abstenant ils se seraient bientôt vus chassés de Rome et obligés de nouveau à chercher un asile à l'étranger. C'est l'excuse, pour quelques-uns de ces papes, pour d'autres, surtout pour Jules II, la justification de leur règne. Mais il arriva alors ce qui arrive toujours dans les situations complexes et ayant pour base deux éléments divers, quand l'équilibre est rompu : l'un ne se développe qu'au détriment de l'autre. Au fur et à mesure que les papes entraient, le plus souvent, mais pas toujours forcément, dans les combinaisons politiques du jour, ils s'éloignaient de leur mission spirituelle, sans toutefois, nous le répétons, y manquer complétement. On vit alors naître à Rome une tendance incompatible avec la mission des successeurs de saint Pierre, celle d'assurer à des membres de la famille du pape, aux

neveux et à leurs lignées, une part du pouvoir. Le sentiment dynastique envahissait le Vatican. La religion, l'Église, tous les intérêts qui s'y rattachent, couraient alors les plus grands dangers. La foi s'était affaiblie dans bien des âmes sans que d'autres convictions l'eussent remplacée. A l'enivrement, à l'excès des jouissances de l'esprit avaient succédé la tristesse et le dégoût. Mais ce revirement n'avait pas encore atteint les sommités. Pendant que Léon X s'occupait beaucoup des arts, peu des affaires de l'Église, et de celles de l'État seulement autant que l'y contraignait l'ambition des siens[1], pendant que Clément VII, ce prince infortuné, inscrivait dans ses annales le nom de Luther, la séparation de l'Angleterre et le sac de Rome, la grande réaction contre les innovations religieuses du Nord mûrissait autour de ces papes, enflammait de plus en plus les consciences restées fidèles, gagnait facilement un grand nombre des égarés, qui n'avaient à y opposer que le vide du paganisme. Préparée d'abord à l'ombre, au sein de cette société malade, désabusée, avide de consolations, elle éclatait enfin sous le pontificat suivant de Paul III, et marchant de conquêtes en conquêtes, semblait un instant destinée à rétablir dans le monde l'unité de la foi.

En détruisant leurs centres de réunion, le sac de Rome avait porté aux humanistes le dernier coup. Obligés de s'enfuir, ils se dispersèrent de tous côtés.

[1] « Quando il papa fù fatto diceva a Giuliano (Medici) : Godiamoci il papato, poichè Dio ce l'ha dato. Sicchè il papa non vorria ne guerra ne fatica; ma questi suoi lo intrigano. » Rel. Ven. Marino Giorgi, 1517. Coll. Alberi.

Leur règne était fini à jamais. En général, sous l'action de la tourmente qui avait fondu sur la ville éternelle, l'atmosphère s'était subitement changée et comme purifiée. Tout faisait pressentir une nouvelle ère.

Paul III était né en 1468. Un des plus célèbres humanistes, Pomponio Leti, persécuté par Paul II, réhabilité par Sixte IV, fort considéré sous Alexandre VI, avait dirigé son éducation. Après avoir continué à Florence et terminé avec succès l'étude des lettres grecques et latines, le jeune Farnèse revint vivre à Rome à la cour des Borgia, dans ce milieu vicié et plein de séductions. Parlant de cette époque, un ambassadeur de Venise[1] dit : « Sa vie n'était pas sainte, et même pendant son cardinalat, qui a duré plus de quarante ans, il s'occupait peu des affaires de l'État. » En effet, il avait eu, dans sa jeunesse, d'une dame anconitaine un fils, Pierluigi Farnèse. A son avénement, il lui donna Camerino, et, plus tard, en échange et à titre de fief de l'Église, les duchés de Parme et de Plaisance ; dernier exemple d'aliénation d'une portion du territoire pontifical en faveur d'un membre de la famille du pape. Après l'assassinat de Pierluigi, éprouvant déjà l'influence des idées nouvelles, mais toujours faible envers les siens, il comptait réunir de nouveau Parme aux domaines de l'Église, mais en dédommageant le fils de celui-ci, Ottavio, par l'État de Camerino. Payé d'ingratitude par ceux qu'il avait trop aimés, le vieillard octogénaire succomba à la douleur, répétant sans cesse dans ses derniers instants les paroles du

[1] Rel. Ven. Antonio Soriano. Coll. Alberi.

Psalmiste : « Si je n'en étais point dominé, je serais alors sans tache et purifié d'un très-grand péché. » En matière de politique, sauf ses démêlés avec Charles-Quint, précisément au sujet des duchés de Parme et de Plaisance, il se consacra à la tâche de pacifier l'Europe. Comme chef de l'Église, il lutta vaillamment pour la défense de la foi. Dans cette existence, on le voit, les deux courants se rencontrent et se combattent : l'ancien, tout-puissant encore lorsque Farnèse débuta dans la vie, le domine dans une certaine mesure, mais le nouveau est le plus fort des deux. Le pontife, par le zèle qu'il déploie pour le bien de l'Église, rachète les légèretés de jeunesse du patricien et les faiblesses du père.

Le même contraste entre les deux tendances opposées se reproduit pour la dernière fois, mais à un moindre degré, sous le règne de Paul IV, Caraffa. L'ancien moine, le fondateur de l'ordre des théatins, apporta sur le trône de saint Pierre l'ardeur, l'énergie, la sévérité qui caractérisent la grande réaction catholique. L'ancien envoyé du pape en Angleterre, à Naples, en Espagne, le conseiller intime de Charles-Quint n'avait pas cependant renoncé aux affaires. Détestant, comme la plupart des grands seigneurs napolitains, la domination espagnole, il s'attira, en provoquant Philippe II, l'humiliation de voir le duc d'Albe, après avoir battu les troupes pontificales, entrer seul dans Rome pour se prosterner aux pieds du pape vaincu. Faible politique et plus faible parent, il se mit entre les mains de ses neveux, les enrichit aux dépens des Colonna, mais finit par les chasser de Rome. Les am-

bassadeurs de Venise le soupçonnent, sans donner des preuves, d'avoir entrepris la guerre insensée contre l'Espagne pour placer les Caraffa sur le trône de Naples. Cette supposition, qu'elle soit vraie ou fausse, prouve que, dans le monde diplomatique, on admettait encore comme probable ce que la nouvelle opinion catholique repoussait déjà comme impossible.

Au moment de l'avénement de Pie IV, le triomphe de la réaction en Italie est assuré; sous le pontificat suivant de Pie V, il est complet. Il n'y a plus de papes politiques, et le népotisme a changé de caractère. Les chefs de l'Église, revenus tout entiers à leur apostolat, n'auraient plus osé, en diminuant les domaines de Saint-Pierre au profit de leurs neveux, créer des principautés souveraines. Pie V condamna le premier le népotisme et défendit par sa célèbre bulle *Admonet nos*[1] qu'aucun pape pût à l'avenir donner en fief à qui que ce fût ou aliéner à d'autres titres des villes, territoires et autres lieux appartenant à l'Église. Cette bulle, signée en consistoire par trente-neuf cardinaux, qui s'engagèrent par serment à l'observer, fut confirmée par plusieurs pontifes.

Le mouvement, parti du grand milieu où s'agitent les intelligences et toutes les activités de la vie sociale, après avoir graduellement atteint les sphères élevées de l'Église, accomplissait alors sa dernière conquête, celle du pape. Saint Pie V, représentant suprême de l'ère de lutte et de régénération où l'on

[1] Du 29 mars 1567.

venait d'entrer , est, depuis Célestin V, c'est-à-dire depuis la fin du treizième siècle, le premier ( et depuis lors le dernier) successeur de saint Pierre qui ait obtenu les honneurs de la canonisation. La guerre était engagée. On se battait sur toute la ligne. Arrêter les progrès du protestantisme, réformer l'Église et, en la réformant, la sauver : voilà le but du mouvement et de ceux qui le dirigeaient : Pie V, Grégoire XIII, Sixte-Quint. A ce sujet les ambassadeurs de Venise accrédités auprès de ces papes sont unanimes à en exalter le mérite. « En vérité dit Lorenzo Priuli[1], il semble que le Seigneur Dieu ait ouvert l'œil de sa clémence envers la chrétienté en nous donnant, depuis la clôture du concile, l'un après l'autre, trois pontifes qui en ont été de bons exécuteurs au grand avantage de la chrétienté. »

A cette époque, le protestantisme, qui avait fait dans le Nord de grands et rapides progrès, s'apprêtait à envahir la péninsule. Aux universités, dans les églises, on entendait parfois du haut de la chaire, propager des doctrines qu'on ne pouvait ne pas taxer d'hérésie. Des défections partielles, assez rares il est vrai, mais effrayantes comme symptômes, eurent lieu dans quelques communautés religieuses. On vit des moines, des novices déserter clandestinement leurs couvents pour se rendre à Genève, le foyer le plus rapproché et le plus redouté du calvinisme. Dans les régions élevées du monde ecclésiastique, l'esprit des innovations commençait même à faire des

[1] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586. Paolo Tiepolo, 1576, s'exprime de la même façon en parlant de Pie V et Grégoire XIII. *Ibid.*

prosélytes. Le cardinal Morone et le célèbre dominicain Carranza archevêque de Tolède, injustement accusés d'hérésie et incarcérés, sont les plus illustres victimes de cette époque de crainte et de méfiance. Tout le monde comprenait que si la réforme, dominant déjà dans une partie de l'Allemagne, de la France, de la Pologne, de la Hongrie et maîtresse absolue de l'Angleterre et du Nord scandinave, achevait de triompher au delà des monts, l'Italie ne saurait guère à la longue échapper au même sort. L'état de l'Espagne aussi donnait lieu à des inquiétudes. On se trouvait donc placé entre le protestantisme prêt à franchir les Alpes, entre l'affaiblissement de la foi et la corruption des mœurs, héritage de l'humanisme, dont alors seulement on apprenait à mesurer toute la portée. Des deux dangers le premier était le plus évident, le second non moins grave, tous deux tellement redoutables, que Rome, frappée d'épouvante et de découragement mais non paralysée, sembla pendant un instant désespérer du salut. Les preuves abondent. Luigi Mocenigo, ambassadeur de la Seigneurie auprès de Paul IV et de Pie IV, mande en 1560 : « Votre Sérénité sait que dans beaucoup de pays on refuse presque l'obéissance aux papes, et les choses se détériorent de telle façon, que si le Seigneur Dieu n'y met sa main, elles se trouveront tantôt en fort mauvaise et presque désespérée condition. L'Allemagne, qui, plus que toutes les autres provinces, était religieuse et très-obéissante au saint-siége, se trouve en mauvais état et laisse peu d'espoir de guérison. La Pologne aussi est presque en condition désespérée, et les scandales et désordres

survenus en France et en Espagne, sont trop connus pour qu'il convienne que j'en parle. Le royaume d'Angleterre, autrefois tributaire obéissant de la sainte Église, après être, il y a peu de temps, revenu à sa dévotion, s'est de nouveau, tout le monde le sait, précipité dans les hérésies : de manière que le pouvoir spirituel du pontife est tellement diminué, que si, par la seule voie du concile, convoqué du consentement de tous les princes, les affaires de la religion ne se remettent pas en meilleur état, on est fondé à prévoir les plus grands maux. »

Trois ans après, un autre ambassadeur de Venise, Girolamo Soranzo, dit dans sa relation au doge : « Peu de jours avant mon départ de Rome, l'illustrissime Carpi, doyen du sacré collége et cardinal vraiment prudent, m'a dit que, pendant sa dernière maladie, il avait du fond de son âme demandé au Seigneur Dieu la grâce de lui donner la mort pour ne point voir les obsèques et funérailles de Rome. D'autres cardinaux jouissant de la plus haute autorité ne cessent de pleurer leur misère, qu'ils jugent être d'autant plus profonde qu'ils ne connaissent ni entrevoient aucun remède, à moins qu'il ne plaise au Seigneur Dieu d'en donner de ses saintes mains. Et l'illustrissime Morone (qui, comme dernier président du concile de Trente, partage avec l'empereur Ferdinand Ier l'honneur et le mérite de l'avoir mené à bonne fin) en partant pour le concile m'a dit que c'en était fait (*nulla spes erat*) de la religion catholique[1]. »

[1] Rel. Ven. Luigi Mocenigo, 1560, et Girolamo Soranzo, 14 juin 1563. Coll. Alberi.

Mais les grands périls créent les grandes ressources ou plutôt ils les font découvrir. L'éveil donné, on court aux armes. Une sainte milice se forme comme par enchantement. De tous les points, de tous les rangs de la société affluent les combattants, et du sein de cette armée de la foi surgissent les chefs. Se retremper pour le combat dans la prière, dans l'abnégation, dans la pauvreté volontaire, dans l'exercice de toutes les vertus chrétiennes si méconnues, si peu pratiquées par les générations précédentes; puiser dans la réforme du clergé d'abord et de la société ensuite, les forces nécessaires pour affronter le danger qu'on reconnaît suprême: voilà le cri qui part du fond des âmes embrasées par l'amour des choses divines, le mot d'ordre qui se propage avec rapidité, divise la société catholique en deux camps opposés, celui qui veut la réforme et celui qui résiste. La conversion de ceux qui se sont séparés de Rome, la régénération des fidèles tièdes et indifférents forment les deux tendances que poursuivent tous ces hommes remarquables, ces femmes pieuses que nous voyons, dans la campagne qui s'ouvre, combattre aux premiers rangs et dont les noms ont été dans les siècles suivants inscrits au nombre des saints et des bienheureux de l'Église.

A cette milice sacrée, tous les pays catholiques et quelques-uns qui ont cessé de l'être fournissent leur contingent. Celui de l'Espagne est le plus fort. Cette nation chevaleresque, sobre, grave, portée à la méditation, qui pendant huit siècles de lutte avec les Maures a appris à manier l'épée au service de la croix, s'élance avec ferveur vers la nouvelle croisade, et, péné-

trée de ses traditions encore récentes, s'enflamme aux récits des vétérans de Ferdinand et d'Isabelle, de Gonzalve de Cordoue, des derniers héros de Grenade, saisissant cette fois-ci non l'épée et la cotte de mailles, mais le crucifix et le froc, apportant dans le combat la conviction, le zèle, la sévérité, l'énergie des temps passés.

En 1534, l'année de l'avénement de Paul III, un gentilhomme basque, ancien officier des armées de Charles-Quint, Ignace de Loyola, dont le nom n'a pas cessé de remuer le monde, entouré de quelques amis, jette à Paris, aux buttes Montmartre, les bases de la *Compagnie* de Jésus. Au nom qu'il donne à son ordre se reconnaissent les hautes visées du fondateur, à l'organisation militaire les luttes suprêmes qu'il prévoit et l'intention d'y préparer les siens par la discipline sévère de l'obéissance absolue. Cinq ans après, Paul III donne son approbation. Encore quelques années, et déjà le Navarrais François Xavier, l'apôtres des Indes, aura porté la guerre sainte et la conquête des âmes aux extrémités de l'Orient, le P. Nuñez en Abyssinie, le P. Gonzalez au Maroc, d'autres au Brésil, en Chine, au Japon. En même temps, ils pénètrent en Angleterre et dans le Nord, sont admis dans tous les pays catholiques. A la mort de saint Ignace, seize ans après sa fondation, la Compagnie était établie en douze provinces, celles de Portugal, de Castille, d'Andalousie, du royaume d'Aragon, d'Italie, qui comprenait la Lombardie et la Toscane, de Naples, de Sicile, de la haute et de la basse Allemagne, de France, du Brésil, enfin de l'Inde orientale, et dans ces provinces il y eut cent

colléges ou maisons de jésuites ! Bientôt on les verra répandus sur tous les points du globe. Les PP. Lainez et Salmeron, théologiens du saint-siége, brillent au concile de Trente ; le P. Maffei se fait remarquer par son éloquence et la pureté classique de sa diction latine, le duc de Gandie (saint François Borgia), l'ami de Charles-Quint, l'ancien vice-roi de Catalogne, par son humilité et la sainteté de sa vie ; le P. Possevin, qui va et vient entre Rome et la Pologne, entre Moscou et Rome, le premier diplomate de l'ordre, par son habileté et son expérience des affaires. A Rome, le savant P. Toledo fut honoré pendant plusieurs pontificats d'une grande autorité. C'est lui qui, par un mot célèbre : « Clément VII a perdu l'Angleterre par sa précipitation, Clément VIII perdra la France par ses lenteurs, » mettra fin aux hésitations du pape et le décidera à absoudre Henri IV. Les oppositions que les jésuites rencontrent au sein de l'Église même se mesurent au succès prodigieux qu'ils obtiennent dès leur début. Les publications, les lettres intimes, les correspondances diplomatiques du temps s'occupent sans cesse de cet ordre naissant et constatent, les unes en exaltant son mérite, les autres en l'accablant de blâme et souvent d'injures, la très-grande part qu'il a prise à la régénération du monde catholique.

Un autre Espagnol, le P. Jean d'Avila, surnommé l'apôtre de l'Andalousie, est l'un des premiers et des plus actifs auteurs de la réaction. Son éloquence entraînait des populations entières. Par l'un de ses sermons, prononcé à la cathédrale de Grenade, il convertit un pauvre Portugais qui avait comme simple soldat combattu

en Flandre et en Hongrie, puis de son propre mouvement était passé en Afrique pour soigner les esclaves chrétiens. Ce philanthrope, le fondateur des *fate bene fratelli*, qui vécut et mourut dans une extrême misère, saint Jean de Dieu, exerça, par son exemple, la plus grande influence sur sainte Thérèse et sur saint François Borgia, mit fin aux hésitations de la sainte, et fut pour beaucoup dans la résolution du vice-roi de Catalogne de renoncer au monde et d'embrasser l'état ecclésiastique.

Grâce à Thérèse de Cepeda, Avila où elle est née, devint l'un des foyers du mouvement catholique. Perdue au fond de la Castille, au milieu de landes accidentées, parsemées de blocs de granit, séquestrée du reste du monde par des sierras, Avila, avec ses murs crénelés, sa cathédrale moitié temple et moitié forteresse, avec ses nombreux couvents, ses maisons *solares*, rappelle mieux peut-être qu'aucune autre ville de la péninsule, le génie et l'histoire de la vieille Espagne. A chaque pas on y rencontre les emblèmes de la vie claustrale et les armoiries des gentilshommes, la croix et l'épée. Tout respire la prière et le combat; et, en sortant de son enceinte, en laissant derrière soi les magnifiques monastères de Saint-Thomas et de Saint-Vincent qui, en forment comme les forts détachés, on tombe subitement dans la solitude et le silence du désert. C'est là que sainte Thérèse, appartenant à une de ces familles nobles qui, de génération en génération, ont combattu les Maures, souvent pour et parfois contre leurs rois, c'est là que sainte Thérèse, reflétant

à la fois l'esprit nouveau du siècle et le caractère de l'antique cité qui l'a vue naître, se donne tout entière à la dévotion et à l'œuvre de la réforme; fonde l'ordre des carmélites déchaussées, écrit ses livres mystiques, fait entendre, dans des vers dignes de la muse castillane, les accents passionnés de l'extase. En butte, comme les novateurs, à toutes sortes de persécutions, luttant vaillamment et triomphant à la fin de ses détracteurs, grâce à l'intervention de Philippe II, après avoir vu son ordre de moines et de religieuses grandir rapidement, elle expire dans le couvent de Liste entre les bras de la duchesse d'Albe.

Un autre Espagnol, saint Jean de la Croix, « petit de stature, mais grand devant Dieu[1], » appartenant à l'ordre fondé par sainte Thérèse dont il est le compatriote et le collaborateur, recevant le martyre, non de ses adversaires, mais de ceux dont il défend la cause, succombe sous les poursuites de moines récalcitrants. Saint Pierre d'Alcantara, de l'ordre des récollets, ami lui aussi de sainte Thérèse, porte la réforme en Portugal où l'avait appelé Jean III. De sa retraite de la sierra d'Arabida, dont la silhouette fantasque se dessine si gracieusement sur l'horizon de Lisbonne; du haut de ces rochers déserts, au pied desquels s'étend un paradis terrestre, il surveille et dirige la réformation de son ordre. Beaucoup d'autres noms, devenus illustres dans les annales de l'Église, s'ajoutent à ceux qu'on vient de lire : les deux Napolitains Caracciolo, saint François et Fabrice, le bienheureux Jean-Bap-

[1] Sainte Thérèse à Francisco Salcedo. *Lettere di santa Teresa*. Venise, 1690.

tiste de la Conception, fondateur des trinitariens déchaussés, saint François Solano, de Cordoue, l'apôtre du Pérou, le vénérable Jean Leonardi et, parmi ceux qui ont le plus brillé, le Milanais saint Charles Borromée et le Florentin saint Philippe Neri, fondateur des oratoriens.

Le nom de Charles Borromée se rencontre souvent dans les rapports des ambassadeurs étrangers à Rome et, pendant la seconde partie de sa vie qu'il passa dans son diocèse, dans les correspondances des gouverneurs de Milan. Ce qui frappe surtout ces hommes d'État[1], c'est la pureté de ses mœurs. « Sa vie, dit un ambassadeur de Venise, est tellement innocente qu'on le peut dire libre de toute tache. » — « Elle est si exemplaire, dit un autre, que, par son exemple, il fait plus de bien à la cour de Rome que tous les décrets du concile. » Ils s'étonnent de tant de vertu dans un jeune homme riche, tendrement aimé, gâté par le pape Pie IV, son oncle, dont il était le secrétaire d'État, le dispensateur de toutes les faveurs, l'homme de confiance, à qui tout le monde, ambassadeurs, cardinaux, prélats, devaient s'adresser. « Il s'est vaincu lui-même, il a vaincu la chair et le monde, » s'écrie Giacomo Soranzo. Cet ambassadeur vante la modestie du saint, sa réserve, son savoir en matière de théologie, son parfait oubli de lui-même. Mais il blâme sa lenteur, ses scrupules, son aversion à demander au pape des faveurs, ce qui le rendait impopulaire parmi les courti-

[1] Rel. Ven. Girol. Soranzo, 1563, et Giacomo Soranzo, 1565. Coll. Alberi.

sans qui n'avaient guère à se louer de lui. « Il ne loge dans son palais que cent cinquante personnes, dit Girolamo Soranzo, et encore beaucoup d'entre elles doivent-elles se défrayer elles-mêmes, vivant à la mode de Rome, c'est-à-dire d'espérance ! Ce sont les jésuites, continue-t-il, qui, joints à son naturel, lui ont fait adopter la sainte vie qu'il mène. Le pape, qui aurait voulu le voir plus gai et plus dépensier, l'a souvent exhorté à vivre avec moins d'austérité ; mais il s'est toujours maintenu dans sa voie. » Ses revenus, qui approchaient de cinquante mille écus, passaient en aumônes, en dotations de jeunes filles, ou étaient employés à payer les dettes de son frère. Mais son zèle devint une source de démêlés avec les gouverneurs de Philippe II, de réclamations de ceux-ci auprès du saint-siége et d'embarras sérieux pour le pape. Quoique saint lui-même, Pie V se plaignait de l'excès de rigueur de l'archevêque[1]. C'est que les saints ne sont pas toujours accommodants, pas plus que ne l'étaient les représentants de Philippe II soutenant une lutte, tantôt sourde, tantôt ouverte, avec les autorités ecclésiastiques de ses possessions d'Italie. Aux empiétements des hauts fonctionnaires espagnols, les archevêques de Milan et de Naples répondaient par l'excommunication. La cour de Madrid exerça des représailles sans toutefois jamais pousser les choses jusqu'à une rupture avec Rome. La

[1] « Sua Santità dice che quel cardinale col suo troppo rigore li da sempre qualche travaglio, perchè da una banda non può abbandonar la sua diffesa, ma dall' altra vede che fà le cose con mal modo e molte anche che non bisogneria mostrar di veder, le tratta con troppo asprezza. » Michel Surian au Doge, Arch. Ven. *Disp.* Rome. 10 sept. 1569.

mort prématurée de Charles Borromée excita des regrets universels[1].

Tels étaient ces hommes qui ont eu la gloire d'être les premiers entrés en campagne. Au point de vue politique même, leurs biographies sont riches d'enseignements. En les étudiant, on découvre l'étendue des maux qui avaient corrompu la société catholique. On s'étonne du succès et plus encore du courage de ceux qui entreprirent de les guérir, et on apprend à ne jamais désespérer des grandes causes réputées perdues, et qui, le plus souvent, ne le sont que lorsqu'on cesse de les défendre.

Le sacré collége, au dire des observateurs officiels qui résidaient à Rome, était mieux composé que jamais. A part quelques neveux et favoris indignes de la pourpre, les choix faits par les papes depuis Paul III étaient presque toujours justifiés par la piété, l'érudition ou la haute naissance, de ceux qui recevaient le chapeau. Plusieurs d'entre eux marquent parmi les hommes les plus illustres de leur temps : Alexandre Farnèse, dit le grand cardinal, promu à l'âge de quatorze ans, au scandale de Rome, mais devenu pendant son long cardinalat l'une des gloires du sacré collége ; John Fisher, célèbre par ses controverses avec Luther,

[1] « La morte del cardinale Borromeo se bene universalmente è stata sentita con dispiacere come si conveniva alla grande ed esemplare religione e bontà di questo santo uomo, però non mancano di quelli che ne risentono qualche contento per il comodo che ne riceveranno. » Arch. Ven. *Disp. fil.* 18. Rome, Leop. Priuli. Nov. 1584. — Les correspondances diplomatiques contiennent pour ainsi dire les éléments de sa canonisation. Les ambassadeurs, en rendant compte de leurs négociations avec lui, souvent en s'en plaignant, écrivaient de son vivant et involontairement l'histoire d'un saint.

qui meurt martyr en Angleterre, sa patrie ; Gasparo Contarini, noble vénitien, connu par son ambassade aux conférences de la paix de Bologne, homme d'État et écrivain de premier ordre ; le grand jurisconsulte Simonetta ; le zélé et pieux Caracciolo, gouverneur de Charles-Quint à Milan ; l'humble Sadolet, l'un des plus grands latinistes des temps modernes ; l'illustre Reginal Pole, de la maison ducale de Suffolk, qui, élu pape par *adoration* (acclamation), refuse la tiare, parce qu'il veut, dit-il, entrer par la porte et non par la fenêtre; Hippolyte d'Este, vrai prince-cardinal, vanté pour sa munificence autant que pour ses mérites d'homme d'État ; Pietro Bembo, de Venise, l'un des derniers humanistes, appelé le restaurateur des langues latine et italienne ; Giovanni Morone, de Milan, qui, soupçonné d'hérésie et jeté dans les prisons du fort Saint-Ange par ordre de Paul IV, en sort pour terminer glorieusement les travaux du concile de Trente, admiré de tout le monde, redouté de ses nombreux adversaires, surnommé à cause de sa réserve par le peuple romain, toujours mordant et prompt à trouver le mot pour rire, le puits (sans fond) de Saint-Patrice ; le pieux et généreux Frédéric Cesi ; Pedro Pacheco, l'une des illustrations du concile ; Charles Borromée ; Granvelle, conseiller intime de Charles-Quint, son ambassadeur près François I[er], vice-roi de Naples, premier ministre de Philippe II, l'un des hommes d'État le plus universellement appréciés, polyglotte, savant, « sévère dans le service de Dieu et de son maître ; » Ludovico Madruccio, le *grand* cardinal de Trente, l'homme de confiance des deux branches de la maison d'Au-

triche ; Gesualdo, donnant pendant quarante-deux années de cardinalat l'exemple de toutes les vertus chrétiennes; Guglielmo Sirletto, l'un des nombreux exemples des faveurs du hasard justifiées par le mérite, familier d'un cardinal avant d'obtenir la pourpre lui-même, grâce à saint Charles qui en apprécie « la grande science, la grande doctrine, la grande vertu ; » Gabriel Paleotto, professeur de droit à Bologne, théologien des légats au concile de Trente, l'une des lumières du temps, comparé à saint Charles, et mort avec le renom de l'innocence baptismale.

D'autre part, le scandale, nous l'avons dit, ne manqua pas complétement. Les Caraffa, neveux de Paul IV, l'ignoble del Monte élevé au cardinalat par Jules III, forment le revers de la médaille; mais les pourprés indignes sont bien moins nombreux que ceux qui méritèrent d'être considérés comme des ornements de l'Église. Et ce qui est le plus important, en tant qu'il s'agit de comprendre la situation nouvelle, c'est que, depuis le réveil de la vie catholique, les mauvais choix (on était loin déjà des temps des Borgia) furent vivement ressentis, blâmés ouvertement, et devinrent pour les papes qui les avaient faits une source d'embarras et un motif de repentir. Ils s'empressèrent alors de donner satisfaction à l'opinion publique par des promotions généralement approuvées. Cette susceptibilité, l'un des symptômes de la réaction, date comme celle-ci du pontificat de Paul III[1].

[1] « E perchè Sua Santità ha voluto creare i nepoti cardinali d'età molto tenera (che il reverendissimo Farnese non passa li quatordici anni e l'altro poco più; di che ha pur acquistato nota il mondo, ed ha causato

Ces hommes éminents formaient, pour ainsi dire, l'état-major de la grande armée de la foi que les papes commandaient, dont Rome était le quartier général et le globe le théâtre de la guerre.

Depuis Paul III l'œuvre de la restauration se poursuivit sans relâche. Ce pape créa la congrégation de l'inquisition composée de six cardinaux et destinée à veiller sur la pureté de la foi. Les rigueurs de cette institution, exagérées sous Paul IV, furent mitigées par Pie IV, au moins en Italie. Il apporta un soin particulier à la réforme des mœurs encore tout imbues de l'esprit et des pratiques du néo-paganisme du siècle passé. Jules III, d'un naturel peu ascétique, persévéra néanmoins dans la même voie, suspendit dans toute la chrétienté l'émission des indulgences qui avait entraîné de si funestes conséquences, et défendit le premier la lecture des livres impies. Aidé des conseils du cardinal Morone et de saint Ignace, il fonda à Rome le collége Germanique encore aujourd'hui florissant. Marcel II trouva pendant son pontificat de vingt-deux jours le temps de flétrir le népotisme, de se prononcer contre l'immixtion des papes dans les affaires politiques, de réformer la musique sacrée dégénérée à un tel point qu'il voulait la bannir de l'Église, lorsque l'immortel Pier-Luigi Palestrina vint la sauver par la célèbre messe qui porte le nom du pape. Paul IV, dont les défauts étaient des erreurs de jugement, dont

mormorio grande; cosa che puó senza dubbio dargli imputazione appresso i Luterani e nel concilio) ha voluto Sua Santità ricoprire tale errore, con fare poi la susseguente promozione dei cardinali, tanto degna e di persone di qualità excellentissime.» Rel. Ven. Antonio Soriano, 1535.

les vertus étaient celles d'un saint plutôt que celles d'un pontife et d'un souverain, poursuivit l'œuvre commencée avec un zèle implacable. Pie IV, devant à l'époque où il vivait et au concours de Charles Borromée d'avoir bien mérité de l'Église ; saint Pie V, tout dévoué à son apostolat ; Grégoire XIII, plein de sollicitude pour l'éducation de la jeunesse catholique de tous les pays, enfin Sixte-Quint, tous ces papes, soutenus par le nouveau courant, aidés des lumières d'un grand nombre d'hommes éminents, prirent une série de mesures destinées à affermir l'Église et à achever dans son sein le grand travail de la réforme.

La réunion d'un congrès, convoquée avant la fin des hostilités, tout à la fois pour négocier la paix avec l'ennemi et pour aplanir des difficultés survenues entre les alliés, serait dans tous les temps une entreprise hérissée de difficultés et offrant peu de chances de succès. C'est cependant ce qu'on eut le courage d'essayer et la fortune de mener à bonne fin. Le concile de Trente est la plus grande conquête de la réaction du seizième siècle. Par ses décrets, formulés de concert entre le chef et les principaux membres de l'Église et avec la coopération des grands États catholiques, ce concile créa une base solide pour de futures opérations, arrêta le progrès de l'ennemi, et, sans réaliser complétement les espérances de Charles-Quint et de Pie IV, sans parvenir à ramener tout le troupeau au bercail, opéra, ainsi que la seigneurie de Venise, toujours perspicace, l'avait pressenti comme principal résultat possible, une vraie et durable réforme de l'Église. L'histoire de ses préliminaires constate une fois de plus

les progrès graduels du grand mouvement catholique. Léon X et Clément VII, par des considérations personnelles ou d'un ordre temporel, s'étaient opposés à la réunion d'un concile que Charles-Quint ne cessa de demander. La peur que le second de ces papes en eut devint le mobile de sa politique, la cause de sa ruine et indirectement celle de sa mort. Le pape Farnèse aussi y avait été contraire. Il appréhendait que cette assemblée n'absorbât l'autorité du souverain pontife. Ce ne fut qu'à son corps défendant, et cédant enfin à la pression de l'Empereur qu'il le convoqua. Pie IV, quoique personnellement peu atteint par le courant de la réaction qui entraînait déjà toute la chrétienté catholique, ne fit plus aucune résistance[1]. Sous son pontificat l'œuvre fut achevée. Il s'agissait de la faire fructifier. Cette tâche, ses successeurs immédiats la considérèrent comme la plus importante de leur règne, et l'accomplirent dans les limites du possible. Le grand parlement ecclésiastique aurait-il pu se réunir au milieu d'une indifférence générale semblable à celle qui, en matière de religion, régnait en Italie du temps de la renaissance? Il est permis d'en douter. Probablement les répugnances de Léon X, de Clément VII, de Paul III, s'appuyant sur l'apathie du public, l'auraient emporté sur l'insistance de l'Empereur. Mais au seizième siècle ces mêmes répugnances s'évanouirent sous la pression, devenue irrésistible, de l'opinion catholique.

[1] Rel. Ven. Girol. Soranzo. « Si deve per certo credere che Sua Santità si movesse a così santa opera per sua propria elezione con fine di ridur sotto un solo pastore tutto il gregge; non di meno si sa che la necessità vi ha havuto una gran parte. »

Comment s'expliquer que les papes, appelés par leur mission à précéder, à conduire ce mouvement, furent en ce qui concernait le concile, les derniers à le suivre? Léon X, Clément VII et dans une certaine mesure Paul III étaient enfants de leur temps, de celui qui les avait vus non régner mais naître, grandir, parcourir les grandes phases de leur carrière : de la renaissance, de cette époque essentiellement politique de la papauté ; en outre, des considérations touchant aux intérêts de leur position devaient les rendre méfiants à l'égard d'un parti aussi extrême. A tous les points de vue, il leur semblait dangereux de déférer à un concile l'examen, peut être la solution, des graves questions qui s'agitaient dans le sein de l'Église. Serait-il possible, se demandait Paul III, de diriger, de contenir, au besoin de dissoudre cette assemblée, composée d'éléments divers, livrée à des influences changeantes, ouverte même à celle des princes dont les ambassadeurs y devaient siéger? Quel serait le résultat? Nul ne savait le prévoir. Mais alors, n'était-ce pas s'en rapporter au hasard, abdiquer l'autorité suprême, la remettre entre les mains de cet aréopage, altérer profondément la constitution de l'Église, la rendre synodale de monarchique qu'elle était? Les hésitations avaient donc leur raison d'être, et ce serait manquer de justice envers Paul III que de l'accuser d'égoïsme et de tiédeur, parce qu'il répugnait à aborder l'inconnu, à exposer à des chances incalculables les intérêts dont il était à la fois le défenseur et le dépositaire. Mais dans la région la plus élevée, on finit aussi par sentir le besoin de tenter un grand effort pour ramener les dissi-

dents, ce qui supposait des négociations avec eux ; de réformer le clergé catholique, ce qui exigeait son libre concours. Ce double but : la réconciliation avec les protestants si elle était possible, la réforme de la vie catholique qui était indispensable, ne pouvait s'atteindre que par le moyen dangereux, suprême, mais inévitable, d'un concile. Cette conviction une fois acquise, les résistances du Vatican disparurent soudainement pour faire place à de tout autres sentiments. Alors les papes, écartant toute considération personnelle ou de position, se mirent à la tête du mouvement, menèrent à bonne fin les travaux du concile, assurèrent l'exécution de ses décrets, sauvèrent en un mot l'Église si près de sa ruine. Les résultats prodigieux qu'on obtint s'expliquent par les forces prodigieuses aussi qu'on avait réunies en si peu de temps et comme par miracle[1] ; par l'usage qu'on en fit, par les moyens énergiques qu'on employa et que les protestants employaient de leur côté, moyens dont la sévérité contraste avec la douceur de nos mœurs, mais qui correspondaient à celles du temps et aux dures nécessités de la situation. Ces résultats s'expliquent, enfin, par ce fait alors généralement reconnu que la réforme protestante était, dans les mains des princes qui la dirigeaient, devenue un

[1] Pour s'en convaincre, on n'a qu'à jeter un regard sur les dates de naissances et de morts des saints que nous avons énumérés plus haut : S. Ignace, 1491-1556 ; S. Jean de Dieu, 1495-1550; le P. Jean d'Avila, 1569; S. Pierre d'Alcantara, 1499-1562 ; S. François Xavier, 1506-1552; S. François Borgia, 1510-1572 ; S[te] Thérèse, 1515-1582; S. Philippe Neri, 1515-1595 ; S. Charles Borromée, 1538-1584 ; S. Jean de la Croix, 1542-1591 ; le vénérable Jean Leonardi, 1543-1609 ; S. François Solano, 1549-1610; le bienheureux Jean-Baptiste de la Conception, 1561-1613 ; S. François Caracciolo, 1563-1608.

engin de guerre et un drapeau destiné à couvrir des projets intéressés[1], tandis que la réaction catholique était un mouvement purement religieux, né dans les profondeurs des consciences, basé sur des dogmes de foi inaccessibles à l'action de la raison individuelle, laquelle forme l'essence et le point de départ du protestantisme. Sans doute, dans les guerres de la ligue, dans la protection que lui accordait Philippe II, l'ambition comptait pour quelque chose et même pour beaucoup; sans doute, au camp protestant, les aspirations religieuses ne manquaient pas complétement ; mais les deux mouvements pris dans leur ensemble se distinguaient entre eux, en ce sens que l'un était essentiellement religieux et l'autre essentiellement politique. D'un côté, les intérêts temporels d'un nombre restreint d'individus; de l'autre, les convictions religieuses d'une masse compacte et immense! Dans ce conflit, tous les avantages moraux se trouvaient du côté de l'Église. Son triomphe eût été complet, si, dans la lutte gigantesque qui suivit, le sort des armes des princes, ses défenseurs, eût répondu au déploiement des moyens spirituels.

[1] Les preuves abondent. Nous citerons ici seulement la relation de Girol. Soranzo. Rome, 1563. « Questi affetti (des papes pour leurs neveux) adunque et interessi mondani, che sono stati tanto palesi al mondo, hanno causato che prencipi temporali, presa occasione di tali esempi e della suscitazione di tanta eresia, hanno pensato di impadronirsi anche loro dei beni della Chiesa ; il che non potendosi fare senza alienarsi dall' obbedienza della sede apostolica, ha fatto che essi ne sono in tutto partiti. E per mio credere nell' alienazione della Germania ed Inghilterra ha avuto molto magior parte il proprio interesse dei prencipi che la opinione di Martino Lutero e del Melantone; e dei presenti moti di Francia sa molto bene la Serenità Vostra che non il Calvino ne il Beza, ma le inimicizie particolari e il desiderio di governare sono state principal cagione. »

## V

Tel était, au moment de la mort de Grégoire XIII, le mouvement religieux qu'on est convenu d'appeler la grande réaction catholique et dont nous avons essayé l'incomplète ébauche. Rome en était, non le berceau, car la réaction est, par sa naissance, de tous les pays catholiques, mais le grand foyer où se rencontraient le flux et le reflux de la nouvelle opinion. Le soin de la diriger, de l'éclairer, de la contenir appartenait au chef de l'Église qui réside à Rome. Mais le pape n'est pas seulement pontife, il est aussi roi. Le pouvoir temporel confié à ses mains est exercé par lui sans contrôle, ou personnellement, ce qui fait l'exception, ou, comme c'est la règle, par l'entremise de ses ministres qu'il a choisis librement dans le sacré collége, et qui étaient autrefois le plus souvent des membres de sa famille, ou du moins ses compatriotes, toujours les fidèles exécuteurs de ses volontés. Sorti de l'élection dont le résultat était incalculable, arrivé au pouvoir suprême qui est politiquement illimité, il va gouverner l'État pendant un espace de temps plus ou moins restreint, dont le maximum, jusqu'ici de vingt-cinq ans, n'a été atteint qu'une seule fois, par saint Pierre, et dont la

moyenne ne dépasse guère sept ans. Neuf jours après sa mort, quand son corps aura été déposé au caveau, en attendant qu'il soit transféré dans un de ces riches monuments qui font de Saint-Pierre le premier mausolée du monde, on procédera à l'élection du successeur dont le nom est encore le secret de la Providence ; car cette fois-ci comme presque toujours, l'événement déjouera les plans les plus savamment combinés, démentira les prévisions les mieux fondées, justifiera mal les espérances et les craintes qui s'agitent autour de cette tombe à peine fermée. Et avec le nouveau pape qui sortira du conclave, un nouveau régime sera intronisé sur la chaire de saint Pierre. Un revirement plus ou moins étendu mais toujours considérable, parce qu'il atteindra les sommités de l'administration, s'accomplira dans le monde officiel. Les changements de règne se produisent donc à Rome plus souvent et entraînent dans les hautes régions du gouvernement des modifications plus profondes qu'ailleurs. L'imprévu et le manque de stabilité forment l'un des traits caractéristiques de ce gouvernement.

A ceci il faut ajouter que la carrière ecclésiastique est ouverte à tout le monde, sans distinction de race, de nation ou de naissance, et qu'elle donnait alors accès à tous les emplois dans l'État comme dans l'Église. « C'est une belle chose, dit Luigi Mocenigo[1], après avoir, comme d'autres ambassadeurs, signalé les inconvénients de ce régime, c'est une belle chose qu'il n'y ait pas d'homme de condition assez humble ni de naissance assez basse pour qu'il ne puisse rai-

[1] 1560.

sonnablement espérer, s'il embrasse l'état ecclésiastique, de devenir évêque, cardinal et pape, et il est même plus aisé aux personnes de basse extraction qu'aux cardinaux nobles et illustres d'obtenir la tiare, parceque ceux-ci, quand ils se voient exclus eux-mêmes, préfèrent à leurs égaux quelque cardinal de naissance obscure, surtout s'il a été à leur service ou à celui de leur maison. » Ainsi les changements de règne étaient fréquents à cause de l'âge avancé des papes. Tous ceux qui avaient embrassé l'état ecclésiastique pouvaient prétendre à tout, même à la dignité suprême, et tout le monde sans distinction pouvait être admis dans la carrière de l'Église. Enfin, aux conclaves, les cardinaux sortis des rangs du peuple avaient autant et même plus de chances que les autres membres du sacré collége. Il en résultait que, dès le lendemain de l'avénement du nouveau pontife, on s'efforçait déjà de pressentir les éventualités du futur conclave et de se les rendre favorables[1] ; ensuite que Rome devenait le rendez-vous de toutes les ambitions enrôlées au service de l'Église, les plus nobles comme les moins justifiées, les unes et les autres comptant sur la fortune. La faveur la plus précieuse qu'on demandait au hasard, c'était de voir devenir pape le cardinal qu'on servait, soit comme chapelain, soit comme secrétaire, soit même dans l'humble condition de familier[2]. Ce qui légitimait en quelque sorte ces hautes aspirations, c'é-

[1] Sixte-Quint a été élu le 24 avril, et le 8 mai le cardinal d'Este écrit à M. de Villeroy : « Mais parce qu'il ne s'est sitôt fait un pape qu'il ne se pense à l'élection du successeur, je vous dirai ce qu'il me semble sur ce sujet. » Paris, Bibl. imp., Coll. Harlay, 288.

[2] Rel. Ven. Luigi Mocenigo, 1560.

taient les nombreux exemples, anciens et nouveaux, qu'on avait devant l'esprit et en partie sous les yeux, des plus grandes carrières : Adrien Florent, fils d'un artisan d'Utrecht, docteur en théologie, précepteur de Charles-Quint, ensuite son gouverneur général d'Espagne, puis cardinal, enfin Adrien VI; Pie IV et Pie V, le premier sorti des rangs inférieurs de la bourgeoisie, le second sorti du peuple; Grégoire XIII, fils d'un petit négociant : sans parler des papes, nés dans l'obscurité, des temps plus reculés. Le même siècle devait encore voir s'asseoir sur le trône de saint Pierre le fils d'un pauvre jardinier (Sixte-Quint) et Ippolito Aldobrandini (Clément VIII), que son père, bon gentilhomme et célèbre jurisconsulte, mais sans fortune, avait placé comme commis dans une maison de banque. En ce qui concerne les cardinaux, ceux qui manquaient de naissance illustre étaient toujours très-nombreux et formaient, parfois, la majorité.

« Rome, dit un ambassadeur de Venise[1], est belle par elle-même, mais surtout belle par sa cour; car c'est certainement une grande chose que de voir affluer dans une ville une multitude de personnes de toutes les nations et de tous les grades et catégories de la société, ce qui naît de l'espérance que chacun a de parvenir à ses fins. Celui qui est né riche, mais non content des honneurs auxquels il puisse atteindre dans son pays, peut avec de l'argent[2] s'ouvrir le chemin aux hautes dignités. Tel gentilhomme, pauvre et chargé d'une nombreuse famille, choisit d'entre ses

[1] Girolamo Soranzo, 1563.
[2] Voy. livre IV, chap. I.

fils celui qui a le plus de moyens, et l'envoie à Rome dans l'espérance de lui procurer par là une existence aisée et honorable. Tel autre, né dans l'obscurité et dans le denûment, mais se sentant de la valeur, soit dans les lettres, soit dans les affaires, se dirige vers cette cour, et, à peine arrivé, profitant de ses moyens et comptant sur le hasard, se met à l'œuvre et vise aux plus grands honneurs et même au pouvoir suprême; et qui est ami de l'indépendance et ne demande que ce qui est accessible à tous, choisit encore Rome pour séjour. Ce concours universel, quoique d'un côté il donne parfois lieu à quelque scandale par suite du luxe qui en résulte à cette cour, qui devrait, d'après l'exemple des premiers Pères, vivre éloignée de tant de splendeurs, tourne néanmoins, d'un autre côté, au grand avantage de cette pauvre Italie, à cause des carrières honorables et lucratives qu'il ouvre à tant de gentilshommes italiens, lesquels autrement ne sauraient où s'adresser et peut-être ne pourraient recourir qu'au service des ultramontains. »

De là un état fiévreux, qui était devenu l'état normal. Les inconvénients inhérents à tout pouvoir électif, aggravés à Rome par la fréquence des changements de règne et parce qu'une arène immense était ouverte aux ambitions de tout le monde, ces inconvénients sautent aux yeux et ont été bien des fois relevés. On s'est moins souvent rendu compte des avantages qui en résultaient. C'est le moindre de tous d'avoir, comme disait l'ambassadeur Soranzo, facilité aux gentilshommes d'Italie les moyens de placer avantageusement leurs cadets, ceux d'entre eux, fait qui ce-

pendant mérite d'être noté, qui avaient l'étoffe pour parvenir, c'est-à-dire le plus d'esprit et le plus d'énergie. Ce qui est bien autrement important, c'est que Rome, en offrant au mérite de si hautes récompenses, en laissant au hasard un si grand rôle, attira de tous les pays, pour les mettre au service de sa cause qui était au fond celle de la civilisation, des hommes décidés à réussir, préparés et résignés d'avance aux rudes combats qui les attendaient, apportant dans ce grand centre d'activité tout ce que le ciel leur avait donné d'intelligence, de forces, de courage et de persévérance. Énumérer les noms et les œuvres des hommes d'État et d'Église, des savants et des artistes de premier ordre que Rome a produits, mais que Rome n'a pas vus naître, ce serait écrire une longue page de l'histoire de l'humanité. On sait que presque tous les trésors artistiques des temps modernes entassés à Rome sont dus à la munificence des papes et des cardinaux et au génie des grands artistes accourus de tous les pays, arrivés à la célébrité grâce à ce théâtre élevé, à cette scène du monde, comme on l'appelait, où le goût s'épurait par l'étude des antiques, où le feu sacré ne risquait pas de s'éteindre faute d'aliments, où le concours provoquait l'émulation, et l'émulation le progrès, où la gloire et souvent la richesse attendaient le succès, et l'immortalité le mérite hors ligne. Que seraient devenus Raphaël et Michel-Ange sans Jules II et Léon X; si l'un n'était jamais sorti de l'Ombrie et l'autre de la Toscane? Raphaël, un Perugino idéalisé, mais qui n'aurait pas peint les *Stanze* et les loges du Vatican; Michel-Ange, qui a fait de grandes choses à Florence,

mais de plus grandes à Rome, n'aurait créé ni son *Jugement dernier*, ni son *Moïse*.

C'est à cette double personnalité de la papauté, dont le pouvoir spirituel repose sur les bases immuables du dogme, « dont le pouvoir temporel, inconstant, dit un ambassadeur, comme l'air de cette ville, » se déplace si fréquemment; c'est à ce contraste profond et permanent que Rome doit sa physionomie, fixe et mobile à la fois, rappelant ces têtes, si rares à rencontrer, aux traits saillants et fortement marqués, mais à l'expression fine et nerveuse qui, en variant sans cesse, trahit l'activité d'un esprit en travail et les émotions d'une âme agitée. L'aspect matériel même de la ville éternelle change avec les pontificats. Chacun lui imprime le cachet de sa force ou de sa faiblesse. C'est sous Paul IV que Rome commence à refléter le grand revirement religieux. C'est de lui que date la réforme des mœurs du clergé. « Rome, dit Luigi Mocenigo, ressemblait alors à un honnête monastère, et qui voulait pécher le faisait aussi secrètement que possible. » Dans les hautes sphères du monde ecclésiastique, le scandale avait complétement disparu. La population flottante avait considérablement diminué; la sévérité du pape faisait que les oisifs fuyaient cette ville privée de ses distractions d'autrefois, et les évêques, dont beaucoup préféraient le séjour de la cour à celui de leurs siéges, y furent impitoyablement renvoyés. Rome comptait alors à peine cinquante mille habitants. Sous le pontificat de Pie IV, moins rigide que son prédécesseur, la population s'élevait à soixante-dix mille âmes. Mais l'ancienne splendeur, les richesses et le grand luxe

du temps passé avaient disparu. L'une des dispositions les plus salutaires du concile de Trente défendait sévèrement aux évêques et aux bénéficiers d'abandonner leurs résidences. Par une autre le cumul des évêchés était prohibé. Les prélats étaient moins riches et ceux de l'étranger ne pouvaient plus s'établir à Rome. Les couronnes d'Espagne et de France, autrefois si désireuses d'augmenter le nombre des cardinaux leurs sujets, s'opposaient maintenant à de nouvelles promotions. Le schisme de l'Angleterre et d'une partie de l'Allemagne avait réduit le nombre des bénéfices dont le saint-siége disposait autrefois. Toutes ces causes concouraient à changer la physionomie de Rome. La cour pontificale était moins brillante depuis que tous les évêques et leur suite avaient quitté la ville [1]. Il y eut moins de monde et moins de divertissements. Aussi les hommes de plaisir, les diplomates, les cardinaux et prélats de l'ancienne roche, déploraient-ils ce qu'ils appelaient la décadence. Mais d'autres observateurs, plus clairvoyants ou moins mondains, y reconnaissaient avec raison l'un des symptômes de la grande régénération qui s'accomplissait dans le sein de l'Église. « On vit donc, dit Luigi Mocenigo[2], très-modestement à Rome, soit parce qu'on est pauvre, soit parce qu'on suit l'exemple du cardinal Borromeo ; car les peuples sont comme leurs princes. Ce cardinal, qui a toutes les affaires entre ses mains, menant une vie si religieuse et si retirée,

[1] « È uscita si può dire la maggior parte della corte. » Luigi Mocenigo, Rel. Ven., 1565.

[2] Rel. Ven., 1565.

les cardinaux et courtisans n'ont rien à espérer s'ils n'adoptent, réellement ou du moins en apparence, son genre de vie. Par conséquent, ils ne prennent plus aucune part aux divertissements publics; on n'aperçoit plus, comme autrefois, de cardinaux masqués; on ne les voit plus parcourir les rues de Rome à cheval ou en voiture en compagnie de dames; c'est à peine s'ils sortent seuls et en carrosses fermés. Plus de banquets, plus de jeux, plus de chasses ni de livrées, ni d'autre luxe; et cela, d'autant moins qu'il n'y a plus ici de membres de la famille du pape et d'autres grands et riches personnages laïques, si nombreux naguère à la cour romaine. Les prêtres portent tous leur habit ecclésiastique, et l'aspect des hommes fait clairement connaître la réforme. » Les carrosses dont l'usage s'était généralisé, surtout vers la moitié du siècle, étaient devenus plus rares depuis que Pie IV, contraire à cette innovation, avait enjoint aux cardinaux de venir au Vatican à cheval, selon l'ancienne coutume, en leur disant que Charles-Quint, lors de son séjour à Rome[1], avait beaucoup admiré les cavalcades solennelles du sacré collége. Sous Pie V, Rome conserva cette apparence austère. Ce saint pape prit du plaisir à ériger des monuments à ses amis défunts. C'était son unique distraction[2]. « Grégoire XIII, dit

[1] 1534.

[2] « Circa le fabbriche non si sa ancora quello sia per fare Pio V; ben è vero che sinora non si veggono molti principj, se non fosse un convento di padri dominicani, oltre un sepolcro famossissimo nella chiesa della Minerva per onorar la memoria di Paolo IV suo benefattore e nella chiesa della Trinità de Monti un altra capella per il cardinale Carpi, suo vecchio amico e benefattore, e nel duomo di Napoli un altra per il cardinal

l'ambassadeur Paolo Tiepolo [1], quoique moins sévère que Pie V, fait cependant très-bien. Il a grand soin des églises, en a bâti et restauré plusieurs, et avancé avec le concours du clergé l'œuvre de la réforme. C'est très-heureux que deux pontifes d'une vie aussi irréprochable se soient succédé; car, à leur exemple, tout le monde est devenu ou paraît du moins être devenu meilleur; les cardinaux et prélats de la cour disent souvent la messe, vivent modestement, eux et leurs domestiques, et toute la ville, loin de la licence des temps passés, mène une vie incomparablement plus réglée et plus chrétienne; en sorte que les choses de Rome, au point de vue de la religion, se trouvent en bonne condition et peu éloignées de ce degré de perfection auquel la faiblesse humaine nous permet d'atteindre. L'affluence dans les églises, à l'occasion de cette année sainte, non-seulement des habitants de Rome, mais de personnes de toutes classes appartenant aux divers pays de l'Europe et à toutes les parties de l'Italie, a été immense. On voyait arriver les populations entières des villages, des bourgs et même des villes de l'État ecclésiastique. On en comptait jusqu'à trois et quatre mille qui voyageaient ensemble [2]. Un seul hospice, celui de la Trinité des Monts, où les pauvres pèlerins furent hébergés pendant trois jours, a logé et nourri environ deux cent mille personnes avec

Caraffa nipote di Paolo IV, ed infine piglia tutto il suo piacere fabbricar tumuli per questo e per quello. » Rel. Ven. Paolo. Tiepolo, 1569.

[1] 1576.

[2] Cet usage s'est conservé jusqu'à ce jour. Les populations rurales des environs de Rome arrivent toujours en groupes pour assister aux fêtes religieuses.

un ordre admirable et sans que les aumônes nécessaires pour cette sainte œuvre aient jamais fait défaut. » Vers la fin de ce pontificat, malgré l'état inquiet de l'Europe et la terreur que les bandits répandaient, sous le faible gouvernement de Grégoire XIII, dans les provinces de l'État pontifical, Rome avait néanmoins repris un peu de sa gaieté d'autrefois. « Le pape incline, dit Giovanni Cornaro[1], à donner le bon exemple et à exhorter les cardinaux à vivre modestement, mais sans s'enquérir de leur conduite. » Et il ajoute naïvement : « Rome tient donc maintenant le milieu entre la licence et la rigueur, et tout le monde s'en trouve bien. »

[1] 1581.

## VI

A l'époque dont nous parlons, Rome n'était plus ce qu'elle avait été avant la réforme protestante qui envahissait le Nord, avant la réforme catholique qui s'accomplissait au sein de l'Église. Elle n'avait cependant pas cessé d'être le plus grand centre de l'Europe qui, plus que Paris aujourd'hui, attirait de tous les pays la foule des étrangers. On s'y rendait pour se créer une carrière en embrassant l'état ecclésiastique,

[1] Nous essayons dans ce chapitre de donner une esquisse de la physionomie de l'Italie de la fin du seizième siècle. Les matériaux en ont été recueillis par nous dans quelques manuscrits et dans un grand nombre de publications du temps. Citer tous ces livres serait transcrire les titres d'une petite bibliothèque. Comme il ne s'agit pas ici de faits historiques, nous nous bornons à en rappeler les principaux, en faisant remarquer que, même à l'égard des détails les moins importants, nous ne hasardons aucune assertion qui ne soit fondée sur des informations contemporaines. — *Journal du voyage de Michel de Montaigne*, 1580 et 1581. — *Il vagabondo ovvero sferza di Bianti e vagabondi di Ratt. Frianoro*, Venise, sans date; comm. du dix-septième siècle. — *Ritratto de' più nobili città d'Italia*, par Francesco Sansovino. Venise, 1575. — *Venezia città nobilissima e singolare*, par le même auteur. Venise, 1580. — *Idem colle aggiunte di Giustiniano Martignone.* Venise, 1663. — *Cavaliere Giovanni Batt. Guarini lettere*, 1573. — *Teatro eroico politico de' Governi de' Vicerè del Regno di Napoli*, 1692. — Mss. de la Bibl. imp. Paris, *fonds fr.* 5550, f° 13, *ibid.*, 5562, f° 60. — Notices diverses des *Dispacci* des ambassadeurs de Venise et de France, etc.

pour faire fortune, soit en plaçant ses capitaux à gros intérêts dans les *monti*, soit en achetant quelque emploi lucratif; enfin pour assurer le salut de son âme, en visitant les sept basiliques, et en priant aux tombeaux des apôtres. La politique, les arts, les sciences y réunissaient aussi un grand nombre d'étrangers. C'était, on le voit, l'ensemble des intérêts humains qui, tous les ans, depuis le mois d'octobre jusqu'à l'entrée des fortes chaleurs, peuplait les grandes routes menant à Rome. Abstraction faite des étudiants, ces voyageurs se décomposaient donc en trois classes. Il y avait les ambitieux, les capitalistes, les pèlerins. Il n'y avait pas de touristes. Voyager pour voyager était alors chose inconnue, car les voyages étaient un travail bien plus qu'un plaisir. Le *tourisme* est né au dix-septième siècle, et ce sont les Anglais qui l'ont les premiers pratiqué. A la fin du seizième, on voyageait pour affaires, tout au plus dans un but de santé, pour prendre les eaux minérales, plus nombreuses et plus fréquentées alors en Italie que dans le Nord, où cependant Karlsbad, Spa, Bade (Suisse), Vichy et Plombières jouissaient déjà d'une réputation européenne, et offraient aux visiteurs des commodités qui, à l'exception des bains de Lucques, manquaient aux bains de la péninsule. Personne ne voyageait pour son plaisir, et ceux qui auraient eu ce goût extravagant n'eussent osé en convenir. Le voyage de plaisir suppose, ce qui n'existait pas au moyen âge ni même à l'époque de transition qui nous occupe : sécurité des routes, facilité de locomotion, facilité et sûreté de transmission de lettres et d'argent, enfin des auberges

tolérables. Ce n'est que pour un motif puissant et sérieux qu'on se décidait à quitter ses foyers. En affrontant sans raison les périls et les incommodités d'un long voyage, on aurait éveillé les soupçons des autorités et des populations. Ceux qui ont parcouru certaines contrées peu visitées de l'Espagne, du Portugal, de l'Orient, se rappelleront l'incrédulité qu'ils rencontraient en leur qualité de touristes, et les embarras, tantôt ridicules, tantôt sérieux, qui en étaient souvent la conséquence. Aussi les étrangers en arrivant à Rome, avaient-ils soin de faire connaître le motif qui les avait amenés, de se mettre sous la protection de quelque personnage bien en cour, et d'éviter tout ce qui pouvait leur donner l'apparence de simples curieux, c'est-à-dire d'aventuriers désignés à la vigilance peu commode de la police. On conçoit que des personnes poursuivant un but défini et spécial donnent moins d'attention aux charmes de la nature, mettent moins de soins que les touristes de nos jours à visiter les monuments et les curiosités des pays qu'ils traversent. Il en résulte dans les lettres et dans les descriptions, fort rares d'ailleurs, de voyages de l'époque, de regrettables lacunes. Le sentiment de la nature et à un bien plus haut degré le goût des arts existaient certainement, mais ils se manifestaient moins dans les écrits, parce qu'ils ne figuraient qu'en seconde ligne dans les préoccupations du voyageur, comme dans un tableau d'histoire le paysage n'occupe que le second plan. L'usage de décrire par la plume la nature inanimée ne date que du dix-septième siècle. Il coïncide avec l'origine de l'art du paysagiste. Celui-ci et le touriste

débutent en même temps. Brill fleurit, il est vrai, à la fin du seizième siècle; mais Claude Lorrain et les grands maîtres hollandais créèrent leurs chefs-d'œuvre, où, pour la première fois, les figures ne sont plus qu'un accessoire, en même temps que les Anglais, fatigués des fêtes de Whitehall, du confort de leurs châteaux, de la monotonie de Bath ou de Tunbridge, commençaient à visiter la France, l'Allemagne, l'Italie; ce qui s'appelait faire le grand *tour*. Le touriste, le rentier, le désœuvré par état, qui occupent une si grande place dans la société moderne, l'homme du monde, l'homme de plaisir n'existaient pas au seizième siècle. En Italie, les classes élevées étaient beaucoup plus mêlées qu'elles ne le sont aujourd'hui aux affaires de tout genre. Les fils de famille, s'ils ne prenaient pas part aux travaux des municipalités de leurs villes natales, entraient dans la carrière militaire ou dans l'Église. Ils servaient leurs gouvernements, le pape, l'Empereur, les couronnes d'Espagne et de France, quelquefois la seigneurie de Venise, C'est à cette activité que les plus grands noms de l'Italie doivent le renouvellement d'une illustration qui se perd dans la nuit des temps. Ceux des barons romains qui, vivant dans leurs châteaux forts hors de Rome, préféraient leur indépendance, trouvaient dans les troubles continuels du pays l'occasion de s'exercer à la petite guerre. La prélature, souvent le cardinalat, les ordres chevaleresques de Saint-Jean et de Saint-Étienne, en accueillaient un nombre considérable. A Venise, à Pise, à Gênes, le trafic ne faisait pas déroger et entrait dans les occupations habituelles d'une partie

de la noblesse. A Gênes, les premières familles devaient leurs fortunes aux spéculations commerciales. Tout le monde était affairé. Les désœuvrés faisaient exception. L'ancien adage, que « noblesse oblige » non-seulement à vivre grandement, mais à se distinguer, à faire de bonnes et, s'il est possible, de grandes choses, était alors rigoureusement mis en pratique. En prenant part à la vie active, on faisait reverdir les lauriers fanés, on entourait d'un nouvel éclat le vieux blason des ancêtres, on perpétuait enfin l'illustration qui, avec la naissance et la grande propriété foncière, forme la base de la noblesse, et dont les familles de l'aristocratie ne sauraient se passer impunément pendant plusieurs générations consécutives. Le travail était l'un des éléments des grandes existences de cette époque, tandis que la jouissance et le désœuvrement ne forment que trop souvent, dans l'Europe de nos jours, le triste privilége des classes élevées.

En entrant, à l'aide des documents du temps, dans le détail de la vie quotidienne des hommes importants, on est étonné de l'activité que présentaient les palais, les rues, les grandes routes, et qui s'étendait aux suites nombreuses des cardinaux, des ambassadeurs, des grands seigneurs. Ceux-ci s'intéressaient surtout aux arts, moins aux sciences, faisaient des vers, entretenaient des communications avec les principales villes de l'Italie, avec les cours de l'Europe. En général, il y avait multiplicité de relations, grande communauté d'intérêts entre les différentes couches de la société, si distinctes, et cependant, grâce au contact continu et familier, si rapprochées les unes des autres.

De tous ces centres d'activité Rome était le plus important et le plus agité. C'est là que se rendaient: les Français, par le mont Cenis, dont le passage était toujours difficile et en hiver dangereux, heureux de trouver à Suse une bonne auberge, la dernière qui leur rappelât les usages de leur pays; les Allemands, par Trente et la vallée de l'Adige; les habitants de la basse Autriche, de la Bohême, de la Silésie, les Hongrois, les Polonais, par les gorges de la Ponteba ou par Ampezzo et Serravalle, la route, aujourd'hui abandonnée, des anciens Romains qui la suivaient pour se transporter en Carinthie et aux eaux de Gastein.

Les impressions de nos ancêtres d'outre-monts étaient bien différentes de celles que nous éprouvons en apercevant pour la première fois, du haut des derniers contre-forts des Alpes, le ciel diaphane du Midi, l'horizon azuré, les plaines verdoyantes et dorées par le soleil, de cette terre objet des rêves de notre jeunesse, le sol classique de l'Italie. Notre enthousiasme est grand, et aucune préoccupation matérielle n'en arrête l'élan, sûrs que nous sommes de trouver le soir, à Turin ou à Milan, à Vérone ou à Venise, bon gîte et bon souper. Il n'en était pas ainsi au seizième siècle. Brisé de fatigue, tout ému des périls d'une course à cheval de plusieurs jours le long des précipices des Alpes, le voyageur arrivait enfin aux portes de la première ville italienne, où mille difficultés l'attendaient. Le passe-port n'existait pas, excepté comme sauf-conduit en temps de guerre. En revanche, au moindre bruit de maladie contagieuse, on demandait de ville en ville des bulletins de santé, et les agents

des communes en prenaient prétexte pour rançonner les étrangers. Dans les auberges on lisait au-dessus de la porte de chaque chambre les mots : « Souvenez-vous du billet, » et avant d'y être reçu, il fallait, pour obtenir le permis de séjour, envoyer son nom au magistrat et indiquer le nombre de ses compagnons. Enfin on est admis. On passe le pont-levis et on pénètre sous la voûte d'une porte crénelée dans l'intérieur de la ville. C'est avec peine que les montures, glissant sur le mauvais pavé, parviennent à gagner l'auberge. Chemin faisant, les voyageurs regardent autour d'eux et aperçoivent à chaque pas des églises, des palais magnifiques mais négligés, des maisons solidement construites en pierre, mais sombres et désertes en apparence. Le feu et l'eau y semblent faire défaut. Personne ne les engage à entrer et à s'asseoir au foyer domestique. Les rares et grandes fenêtres dépourvues de vitres sont munies de volets ou de persiennes grossières. Les hôtelleries, les *locande*, sont à peu d'exceptions près, détestables. Les hommes du Nord habitués aux fortes libations et aux repas copieux y déplorent un excès forcé de sobriété! Leurs yeux sont trop peu formés pour apprécier la beauté des œuvres d'art, la noblesse des monuments devant lesquels ils passent. L'Italie, riche de l'héritage de l'antiquité, plus riche des conquêtes des temps modernes, image vivante des évolutions de l'esprit humain, berceau de la civilisation, et comme telle notre patrie commune, de quelque race que nous soyons : l'Italie manque rarement d'exercer sur ceux qui la visitent, non dès le premier moment, mais après un court séjour, un

charme magique et indéfinissable. Nos voyageurs n'en étaient pas là encore. Quelle différence, se disent-ils, avec la Bourgogne, la Suisse, la haute Allemagne qu'ils viennent de quitter! Là on se sentait en riche et gai pays! quel contraste avec Bâle et ses innombrables fontaines; avec Augsbourg, joyeuse résidence des Fuggers, les princes du haut commerce; avec toutes ces villes riantes de la Souabe, que traversent des ruisseaux d'eau fraîche et limpide bordés de jolies maisons à pignon sur rue, coquettement décorées d'écussons peints et de devises, percées jusque sous le comble de petites fenêtres, qui, à travers des carreaux luisants et des rideaux entr'ouverts d'une blancheur irréprochable, admettent le regard dans l'intérieur des ménages! Et à chacune de ces fenêtres des têtes qui se montrent : la vieille grand'mère berçant dans ses bras le dernier des poupons, le patriarche de la famille coiffé de son bonnet de fourrure, des jeunes filles le fuseau à la main et le sourire sur les lèvres! On se rappelle leur fraîcheur éclatante, leurs cheveux soigneusement tressés, leur air avenant, et on préfère ces beautés du Nord au profil plus classique, au teint mat, à la réserve plus grande vis-à-vis des étrangers, des femmes italiennes. En s'approchant des portes de ces habitations hospitalières, l'odorat se délectait aux parfums délicieux qui s'en échappaient, car ces bons et prospères bourgeois consacrent trois ou quatre heures au moindre de leurs repas. Aussi la broche à ressort, nouvellement inventée[1],

[1] En Italie, vers le milieu du siècle.

Cappa : O taverna miracolosa,

et qui, selon le philosophe Montaigne, a seulement le défaut de trop sécher les viandes, cesse-t-elle rarement de tourner, au fond de la salle, devant un grand feu de propriétaire! C'est en évoquant de semblables souvenirs que nos voyageurs entrent dans la première ville de l'Italie, « non guère plaisante et ayant perdu toutes les grâces de l'Allemagne[1]. »

Mais ces doléances n'étaient pas toujours fondées. A part certaines jouissances matérielles pour lesquelles les méridionaux ont de tout temps montré un noble dédain, à part les modes qui venaient de Madrid, l'Italie marchait encore à la tête de la civilisation. Sous le rapport des facilités de la vie, des communications, des routes, du luxe et du raffinement des mœurs, elle tenait toujours la première place. On n'a qu'à entendre les voyageurs italiens qui visitent l'Allemagne, la France, l'Espagne, la Pologne. Les ambassadeurs de Venise, en se rendant à Paris auprès de Henri III, se font gloire d'avoir, par amour de la patrie, bravé les périls et les difficultés de ce long voyage; ceux qui parcourent l'Espagne risquent littéralement de mourir de faim dans les plaines inhabitées de la Vieille-Castille, de succomber au froid, de périr dans les neiges des sierras. Le chevalier Guarini, tour à tour poëte de cour et secrétaire des ducs de Ferrare, d'Urbin et de Ferdinand de Toscane, l'auteur du trop vanté *Pastor fido*, envoyé par

Miracolosa per li spedoni
Che si voltano per se stessi.
PIETRO ARETINO, *la Cortigiana*, acte II, scène I.

[1] *Voyage de Montaigne.*

Alphonse II en Pologne pour complimenter Henri III, passe par Ampezzo et le Kreuzberg, et fait, dans une lettre à sa famille, un triste tableau de la « rudesse des hommes et des choses, de la cherté des chevaux, du manque de vivres et des objets de première nécessité. » De Vienne à Varsovie il est « non transporté, mais traîné, cahoté, abîmé dans des chars indescriptibles. »

Des différentes routes qui menaient de la haute Italie à Rome, celles de Bologne, Florence, Sienne, Viterbe, et du littoral de l'Adriatique étaient les plus fréquentées. A la fin du quinzième siècle et au commencement du seizième, la cour d'Urbin, dite l'Athènes d'Italie (*Itala Atena*), alors l'une des hautes écoles de la vie élégante, des arts et des sciences, attirait les voyageurs de distinction. Pour jouir de la noble hospitalité du duc Frédéric, de son épouse la célèbre Battista Sforza, toujours entourée d'un cercle de jeunes beautés, de Guidobaldo Ier, de Francesco Maria della Rovere, l'ami et le protecteur de Raphaël, on quittait les bords de la mer à Pesaro, résidence d'hiver de la famille ducale, et on gagnait Urbin par la montagne. Cette ville, située sur l'un des contre-forts des Apennins, possédait la plus somptueuse habitation princière, le monument profane le plus renommé de la renaissance[1]. Ses belles proportions, ses longues enfilades d'appartements, la richesse et le fini des sculptures des portes et des fenêtres en avaient fait, du temps de sa construction, l'objet de l'admiration universelle.

[1] Terminé en 1476.

Depuis lors la cour d'Urbin avait beaucoup perdu de sa splendeur. Aussi, la route qui y amenait fut-elle tout à fait abandonnée, comme elle l'est encore aujourd'hui[1], et la partie la plus riante, la plus pittoresque de la péninsule et l'une des plus riches en trésors de l'art redevint comparativement une terre inconnue. On retrouve ces paysages poétiques dans les fonds de tableaux de Raphaël, de Pérugin, de tous les anciens maîtres de l'Ombrie.

Les *maremmes*, le littoral de la Méditerranée entre Cecina et Corneto, assainies en partie et rendues accessibles seulement de nos temps, grâce aux travaux considérables que le grand-duc Léopold y a fait exécuter, n'étaient alors qu'un seul et immense marais. Des maquis impénétrables le couvraient et servaient de repaire aux sangliers « haïssant, comme du temps de Dante, les lieux cultivés. » Les cultures y étaient et y sont toujours fort rares. De chétives populations habitaient de misérables villages perchés à l'intérieur des terres sur les crêtes des montagnes. Les fièvres les décimaient, elles et plus encore les garnisons qui, sur les bords de la mer, occupaient pour le roi d'Espagne Orbitello et les autres présides. Les voyageurs fuyaient ces lieux déserts et pestilentiels.

Les pèlerins, très-nombreux depuis le réveil de la vie catholique, se rendaient habituellement à Rome par la route de Florence et Sienne, et retournaient par Lorette, dont le sanctuaire attirait plus que jamais la

[1] « Tutti concorrono che sotto Angubbio le strade sieno molto più cattive e pericolose. » — Gritti au Doge, 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

foule des âmes pieuses, et malheureusement aussi un grand nombre d'escrocs, de mendiants et de voleurs.

En général, dans la haute Italie et au centre, les routes étaient bonnes et, sauf le passage des Apennins, pendant la plus grande partie de l'année, plus ou moins carrossables. En hiver, les torrents, dont plusieurs manquaient encore de ponts, arrêtaient parfois la circulation des voitures. Grégoire XIII, le grand-duc Côme et Emmanuel-Philibert avaient compris l'importance des facilités de communication. C'est à eux que l'Italie est redevable des ponts de pierre de taille et des premières routes de la « largeur d'un carrosse » tracées d'après les règles de la science et soigneusement entretenues. Le desséchement du marais de Ravenne, la route de Rome à Lorette et Ancône, que des inscriptions sur des plaques en marbre désignaient par le nom de *via Buoncompagna*, le pont Centino sur la route de Florence et d'autres travaux de ce genre sont l'œuvre de Grégoire XIII. La Toscane commençait à se couvrir d'un réseau de routes, et les étrangers admiraient la solidité et l'élégance des ponts alors partout en construction. Dans le Milanais, on était déjà passé maître dans l'art du drainage et de la canalisation. Les pays les plus arriérés de l'Italie étaient Naples et la Sicile, et, à un moindre degré, la terre ferme de la république de Venise, toujours un peu négligée par la seigneurie.

Cependant l'usage de la voiture pour voyager n'était pas entré dans les mœurs : il ne se généralisa tout à fait que dans les dernières années du seizième siècle. A peine commençait-on à entrevoir le luxe, qui deviendra exagéré au dix-septième. Le duc de Ferrare fut le pre-

mier à en donner l'exemple, et lorsqu'il se rendit avec quatre cents carrosses à Padoue[1], à la rencontre de l'impératrice, veuve de Maximilien, la seigneurie de Venise ne fut pas seule à s'en formaliser. Vingt ou trente ans après, tous les princes, et à leur imitation les personnes de la haute société, en faisaient à peu près autant, et c'est alors que l'excès du luxe en chevaux, carrosses, bâtisses et meubles devint la règle commune.

Du temps de Grégoire XIII, on voyageait ordinairement à cheval. Les voiturins, — on les désigne déjà par ce nom, — fournissaient les montures à des prix qui variaient selon les circonstances, mais qui, eu égard à la valeur comparative de l'argent, semblent se rapprocher beaucoup de ceux de la première moitié de notre siècle[2].

[1] 1581.

[2] On comptait, comme dépense journalière d'un voyageur, dix sous pour un repas, vingt sous pour nourriture et logis, trente sous pour le louage d'un cheval, toute dépense comprise, en tout cinquante sous de France, qui équivalaient à six réaux d'Espagne, ou à autant de jules. La valeur du jule ou paul, monnaie d'argent romaine, ainsi nommée d'après les papes Jules II et Paul III, était alors de cinq sous de France. Pour le voyage de Rome à Naples, on payait ordinairement cinq ducats et demi par tête, la dépense des auberges et le louage du cheval étant à la charge du voiturin. En courant la poste, on avait souvent à se plaindre des exactions des maitres de postes, qui exigeaient quelquefois jusqu'à quatre réaux (vingt sous) par cheval et par poste, ce qui était jugé exorbitant. On faisait des journées de quarante à quarante-cinq milles (soixante-quinze au degré). Les voiturins se chargeaient aussi, pour Rome, des bagages, qu'ils transportaient dans des charrettes, en vingt jours, de Milan ou de Venise (à raison de deux bajoques par lieue); en dix jours de Florence ou d'Ancône. En se rappelant ce qu'étaient les moyens de communication il y a quarante ans, c'est-à-dire avant l'établissement des diligences, qui n'existaient alors que dans les provinces autrichiennes (la malle-poste ou le courrier ne prenait qu'un seul voyageur), on trouve que, jusqu'au moment très-récent où le chemin de fer est venu opérer ses grandes révolutions, aucun progrès notable ne s'était fait dans les

La poste aux lettres fonctionnait lentement mais régulièrement. Il y avait l'*ordinaire* de Lyon (Paris), qui partait de Rome une fois par semaine et qui passait par Florence et Milan. Les lettres arrivaient à Lyon en dix, à Paris en quinze jours. Un service *ordinaire* reliait Milan avec Coire et l'Ouest de l'Allemagne. La poste vénitienne, dont la régie avait été accordée à la seigneurie, quittait le palais de Venise à Rome une fois par semaine et arrivait à destination le quatrième jour. Un service postal du gouvernement pontifical entretenait les communications avec les Marches. Les lettres à destination d'Ascoli et de Fermo

facilités de locomotion depuis les jours de Grégoire XIII. Dans les villes, il y avait, sous le rapport du traitement et des prix, une grande irrégularité. On n'y était pas aussi bien que dans le midi de l'Allemagne et en Suisse, il s'en fallait même de beaucoup; mais les vivres étaient moins chers d'un tiers et se rapprochaient des prix de France. Les meilleurs hôtels se trouvaient à Rome et à Venise, les deux villes les plus fréquentées par les étrangers. Dans la dernière de ces villes, on avait en outre l'avantage d'éviter la dépense des chevaux et d'une nombreuse valetaille. Les gondoliers faisaient le service de la maison. On louait une gondole à un homme à raison de dix-sept sous de France pour les vingt-quatre heures. Au reste, les prix de Venise étaient à peu près ceux de Paris. Padoue jouissait par excellence de la réputation du bon marché. Un grand nombre d'étrangers, notamment de gentilshommes français, y résidaient. Ces derniers fréquentaient les écoles d'escrime, de danse et de jeu de paume, fort renommées à cette époque. Il y avait pour les étrangers d'excellentes pensions, où l'on payait par mois sept écus pour maître et cinq pour valet, tout compté, sauf l'éclairage et le chauffage. Les voyageurs se plaignaient beaucoup du manque de confort, de propreté, et des prix exagérés des auberges de Florence, d'autant plus sensibles qu'il n'y avait pas de pensions ni d'appartements à louer. A *l'Ange*, le premier hôtel de la ville, on faisait payer sept réaux ou trente-cinq sous pour maître et quatre réaux pour valet, y compris le fourrage d'un cheval, ce qui dépassait de beaucoup les prix de Paris et même de Venise. Dans les autres villes de Toscane, la vie était à fort bon marché. A Lucques les hôtels étaient petits, mais bien meublés.

arrivaient le dixième ou onzième jour. Les communications avec Madrid par l'ordinaire de Lyon étaient souvent interrompues par les événements militaires dont le midi de la France était le théâtre. On préférait expédier la malle à Gênes et de là par mer à Barcelone.

En dehors de la poste aux lettres, il y avait la poste aux chevaux. On ne pouvait s'en servir qu'avec une autorisation des gouvernements respectifs, et on ne s'en servait que dans des cas exceptionnels et en allant à franc étrier. C'est de cette manière que le cardinal d'Autriche, fils de l'archiduc d'Autriche Ferdinand de Tyrol, appelé au conclave après la mort de Grégoire XIII, put franchir en six jours la distance entre Inspruck et Rome.

Si les postes aux lettres et aux chevaux laissaient beaucoup à désirer, le service pour les correspondances diplomatiques était parfaitement organisé. Les courriers des ambassadeurs étaient des personnages importants. Armés jusqu'aux dents et se faisant reconnaître par les écussons de leur pays qu'ils portaient sur la poitrine, ils avaient souvent maille à partir avec les sbires des villes qu'ils traversaient, avec les *bandits* qui détroussaient les voyageurs d'après les règles du métier, avec les *assassini*, brigands ordinaires non organisés en bandes, avec les *malandrini*, paysans qui jetant leur bêche et saisissant le tromblon, étaient tour à tour cultivateurs et voleurs à l'occasion. Les archives de l'ambassade de Venise à Rome sont remplies de procès-verbaux constatant des scènes de brigandage dont ses courriers étaient les victimes ou les héros, et où le « face par terre » jouait déjà son

rôle traditionnel. Les courriers vénitiens, en passant par Gualdo et Nocera, allaient de Rome à Venise en quarante-cinq heures (le train direct du chemin de fer en met vingt-quatre); les Français en neuf jours à Paris; ceux de l'Empereur en neuf ou dix à Prague. L'un de ces derniers s'engagea même à parcourir cette distance en sept jours. Les grands-ducs de Toscane Côme et François n'épargnaient pas les dépenses pour transmettre à l'Empereur, par des messagers renommés pour leur célérité, les dernières nouvelles de Rome. Les courriers de commerce des Fugger, comme aujourd'hui ceux de la maison Rothschild, se rencontraient sur toutes les grandes routes. Les cours de Prague et de l'Escurial s'en servaient parfois. En général, les courriers mettaient vingt jours pour parcourir à franc étrier la distance entre les capitales de Bohême et d'Espagne. Les ambassadeurs de Philippe II à Rome ne pouvaient entretenir de service périodique avec Madrid à cause de l'état politique de la France et de l'irrégularité des communications par mer, souvent interceptées par les corsaires; ils ne comptaient guère sur une réponse avant trois mois : en sorte que mesurant les distances d'après le temps qu'il fallait alors pour les parcourir, Madrid était aussi éloigné de Rome que l'est aujourd'hui Calcutta ou Madras; Paris et Prague se trouvaient à la distance de Washington, Varsovie à celle de Rio-Janeiro; sans parler des communications électriques qui, dans une certaine mesure, ont vaincu le temps et l'espace. Observation banale, mais que nous ne pouvons supprimer; car pour juger du mérite de la diplomatie de cette époque, il faut avoir présent

à l'esprit que les possessions des grandes puissances rivales, moins arrondies qu'à notre époque, se pénétraient par tous les côtés, ce qui multipliait les conflits, tandis que les siéges des gouvernements étaient séparés par des distances immenses. Il en résultait pour les cabinets l'obligation de prévoir dans leurs instructions toutes les éventualités possibles; pour leurs agents aux cours étrangères la nécessité d'assumer souvent une grande et lourde responsabilité; pour les uns et pour les autres le devoir de pratiquer l'art, si difficile et si important en politique, d'attendre et de laisser les choses mûrir. La prévoyance, le courage civique et la patience devaient compenser l'absence de communications accélérées, mais le hasard et les incidents jouaient nécessairement un plus grand rôle qu'aujourd'hui. En revanche, les hommes d'État n'étaient pas exposés, comme ils le sont maintenant, à agir sous l'impression du moment et à prendre de graves résolutions sur les indications sommaires et souvent incomplètes du télégraphe. Ce mode de correspondance accélérée n'existait pas; cependant, au temps du conclave, au moyen de signaux préparés à cet effet par les agents du grand-duc de Toscane, on parvint à transmettre très-rapidement le nom du nouveau pape. L'élection de Sixte-Quint, qui avait eu lieu dans la matinée, était connue à Florence, le même jour, à onze heures de la nuit. Depuis la descente des Turcs à Otrante[1], on avait construit le long de l'Adriatique les nombreuses tours isolées dont on voit encore les ruines, et qui servaient à surveiller les mouvements des fustes

[1] 1480.

des corsaires. On les signalait de tour en tour par des feux, et ce service était si bien organisé, que les avertissements expédiés de l'extrémité de la péninsule, de Brindisi ou du cap de Leucate, arrivaient à Venise dans l'espace d'une heure.

Nos voyageurs, que nous supposons Allemands ou Français, car les Espagnols arrivent ordinairement par mer et les Anglais sont encore fort rares, tâcheront d'éviter le contact des pèlerins. Ceux-ci, un long bâton à la main, le chapeau à larges bords et orné de coquilles suspendu à l'épaule, cheminent à pied, en bandes plus ou moins nombreuses, chantant leurs prières, demandant l'aumône; quelques-uns d'entre eux, car, ainsi que le dit l'auteur de l'*Imitation*, peu se sanctifient par les longs pèlerinages, en maraudant le long de la route. Nos voyageurs mettent encore plus de soin à fuir la rencontre de la soldatesque au service des différents princes de l'Italie, qui appartient à toutes les nations et a fort mauvaise réputation. Les Allemands sont, dit-on, de détestables luthériens, faisant la guerre aux saintes images et se moquant de la messe; les Gascons redoutables seulement au sexe faible; les Italiens mauvais soldats mais bons voleurs; les Suisses d'exécrables ivrognes[1]; les Espagnols, enfin, d'une cruauté proverbiale. Dans les villes, les men-

[1] Nous empruntons cette appréciation caractéristique à la Relation (Coll. Alberi) de l'ambassadeur Navagero, qui s'excuse de parler si mal de ses compatriotes : *Il che mi dispiace dire, perchè son pur nato Italiano.* Elle date du sac de Rome et de la guerre de Paul IV, et s'est conservée, en ce qui concerne les étrangers, dans les populations rurales de certaines contrées, peu visitées, de la péninsule. L'auteur en a retrouvé la tradition dans les montagnes de la Pouille et ailleurs.

diants alliés aux vagabonds de tout genre étalent leurs infirmités dégoûtantes, et poursuivent les passants de leurs importunités. Chaque ville a sa cour des miracles, foyer de misère et de crimes. Il y a les *bianti* (les béats), vendeurs de fausses dispenses; les *bordoni* (faux pèlerins), prétendant se rendre à Rome, à Lorette, à Saint-Jacques de Compostelle, et les *allacrimanti* (faux pénitents); les *reliquari*, qui débitent de fausses reliques; les *vergognosi* (pauvres honteux); les *attremanti*, les *cocchini*, les *admirati*, les *affarfanti*, et tant d'autres spécialités de la vie de bohème déjà parfaitement organisée. Les escrocs de l'époque ne le cédaient en rien à leurs confrères de nos jours. Ce qui manquait, c'était une bonne police. Parfois, à la suite d'une razzia, prompte et sommaire justice était faite par ordre de la municipalité; mais, en général, les chevaliers d'industrie jouissaient d'une grande impunité. Il fallait, enfin, éviter la rencontre des bandits, véritable fléau de la péninsule et surtout des États-Romains, plus dangereux, d'ailleurs, aux populations qu'aux voyageurs qui, informés à temps de leurs mouvements, pouvaient tourner les localités menacées. Le lecteur verra le rôle important que jouait le brigandage et quels efforts il fallut à Sixte-Quint pour en délivrer l'Italie.

Nos voyageurs ont traversé la Savoie, pauvre d'habitations, parsemée de petites bourgades qui souvent ne se composent que du château du seigneur et de la hutte de son colon. Ils ont passé par Turin sans s'arrêter. Cette ville, discréditée pour son climat brumeux et froid, n'offrait alors aucune espèce de ressources. De toutes

les villes d'Italie elle est, dans sa forme actuelle, la plus moderne et la plus changée à son avantage. Montaigne parle avec dédain de cette petite ville « située en un lieu fort entouré d'eau, qui n'est pas trop bien bâtie, ni fort agréable, quoiqu'elle soit traversée par un ruisseau qui en emporte les immondices. » Quelle différence avec Milan, selon lui, la ville d'Italie la plus peuplée, grande et remplie de toutes sortes d'artisans et de marchands! Elle ressemble assez à Paris et a beaucoup de rapports avec les villes de France. On n'y trouve point les beaux palais de Rome, Naples, Gênes et Florence, mais elle l'emporte en grandeur, et le concours des étrangers n'y est pas moindre qu'à Venise. Malgré la prospérité de ses habitants, la richesse et le luxe de sa noblesse, Milan avait un cachet provincial. Sa vie politique s'était éteinte. On s'y réglait sur Madrid. Sept cents Espagnols formaient la garnison, et le fort était pourvu d'une nombreuse artillerie.

A Vérone, peu peuplée et tombant en décadence, depuis qu'elle a passé sous la domination de Venise, c'est le Colisée qui arrête les passants. La seigneurie avait déjà ordonné quelques travaux de conservation. On y donnait des carrousels. Le fort était occupé par soixante hommes, avec mission de maintenir la tranquillité publique, car les habitants étaient peu affectionnés au gouvernement. Le *Chevalet* passait, après *l'Ours* de Rome, après les auberges de Venise et *la Poste* de Plaisance, pour le meilleur hôtel de l'Italie.

Vicence doit sa réputation à la beauté du site et à ses palais, dont les plus nouveaux sont l'œuvre de

Palladio, qui vient d'y mourir[1], après Vignole, le plus grand architecte du temps. On ne quittera pas cette ville sans avoir fait au couvent des Jésuates[2] une bonne provision d'eau de naffe.

Padoue était déjà ce qu'elle est toujours, une ville triste, monotone et dépeuplée. Son université attirait beaucoup d'étudiants, mais c'étaient des Italiens; les ultramontains, si nombreux au quatorzième et au quinzième siècle, avaient depuis longtemps cessé d'y affluer. En revanche, ses écoles d'escrime étaient très-fréquentées.

Enfin, en descendant la Brenta, bordée, sur un parcours de vingt milles, de jardins, de terrasses, de villas, pour la plupart les mêmes que nous y voyons encore, mais alors bien tenues, richement meublées, remplies de tableaux et d'objets d'art de tous genres, nos voyageurs arrivent sur les bords des lagunes. Le cri des oiseaux aquatiques mêlé au bruit cadencé des rames, le son tempéré par la distance des mille cloches de Venise, connues pour leur infatigable activité, interrompent seuls le silence profond et solennel qui plane sur cette vaste nappe d'eau. Sa surface, multicolore et sans cesse oscillante dans son immobilité, reflète tout un archipel d'îlots couverts d'habitations, de couvents, d'églises à clochers légèrement inclinés sous le poids des siècles : au fond une ligne claire surmontée de flèches rouges, que domine la basilique de

[1] 1580.
[2] Cet ordre, supprimé en 1668, sur la demande de la république, jouissait alors d'une grande popularité à Venise, où l'église de Gesuati, aux Zattere, en perpétue la mémoire.

Saint-Marc et, à l'horizon, suivant et laissant deviner la courbe de l'Adriatique, les contours fuyants des Alpes! Encore une ou deux heures, et on débarquera dans la ville des merveilles, au centre de cette auguste république, politiquement descendue déjà du rang de puissance de premier ordre, qu'elle avait occupé au début du siècle, mais matériellement et socialement à l'apogée de sa grandeur. Car il en est des nations et des États comme des individus : le repos vient après le travail, la halte après la marche qui était le progrès, et après la montée la descente. Mais c'est alors seulement que les peuples comme les individus jouissent pleinement des fruits de leurs labeurs passés. Aux yeux de la multitude, ils paraissent le plus forts quand ils ont déjà dépassé le méridien de leur puissance. C'était le cas de Venise, entrant alors dans cette phase où l'on vit sur sa réputation. Dans le public personne ne se doutait de ce déclin. Les Vénitiens étaient satisfaits, les étrangers qui venaient visiter leur ville «stupéfaits d'admiration[1]. » Les hommes d'État de la république, seuls, plus perspicaces, trahissaient déjà dans l'intimité de leurs épanchements le pressentiment de la décadence.

Il serait difficile, peut-être impossible, de se faire une idée exacte de la Venise d'alors. Un portrait peint après la mort par un artiste qui n'aurait jamais vu l'original pendant sa vie, pourrait-il être ressemblant? Une pareille tâche ne suppose-t-elle pas un travail

[1] « Con infinita soddisfazione degli abitanti e stupore de forastieri, » dit Francesco Sansovino (1580).

d'imagination dépassant les forces humaines, puisqu'il s'agit de rendre à un corps inanimé le souffle qui s'en est retiré, de dérober à l'œil le plus grand de tous les contrastes, celui de la vie avec la mort? Dans les deux derniers siècles, la république de Saint-Marc s'est éteinte graduellement et naturellement. Elle était morte avant d'être tuée, morte à jamais, car en politique il n'y a pas de résurrection. La Venise que nous connaissons, rappelant par sa physionomie les douceurs et les violences de son passé, attrayante encore malgré la pâleur mortelle qui recouvre ses nobles traits, n'est cependant qu'un cadavre. Nous n'essayerons pas, par des procédés galvaniques, de la faire paraître aux yeux des lecteurs sous les fausses apparences de la vie. Écoutons pourtant les impressions de quelques contemporains.

La police, la situation, l'arsenal, la place Saint-Marc, et la foule des peuples étrangers semblent à Montaigne les choses les plus remarquables. On ne saurait mieux caractériser Venise que par l'ordre même de cette énumération. D'abord la police, qui a déjà pris dans l'administration la première place, signe évident de décadence non pas de la nation, mais de son gouvernement ; la police dont la main se fait sentir partout, qui suppose tout le monde suspect, qui surveille tout et tous, mais qui sait fermer les yeux pourvu qu'on ne touche pas à la politique, réservée à certaines coteries appartenant à certaines classes, qu'un abîme artificiel, mais infranchissable, sépare du reste des citoyens ; la situation au milieu des lagunes inaccessibles ; l'arsenal, qui assure toujours à la répu-

blique sa place de grande puissance maritime et lui fournira dans cent ans les moyens de terminer glorieusement, par la seconde conquête de la Morée, la longue série d'actions d'éclat qui ont illustré son histoire; la place Saint-Marc, le cœur de la ville, qui est le cœur de la république; la foule des étrangers donnant à Venise son caractère de centre cosmopolite, de lien entre l'Occident et le Levant, de rendez-vous d'affairés et d'oisifs cherchant le gain ou les plaisirs.

Les plaisirs! ils étaient faciles et nombreux sous un régime dont l'austérité n'existait plus que dans les lois contre le luxe, que personne ne respectait. La gondole seule s'y soumettait; ce cercueil doucement bercé devenait de plus en plus le symbole des destinées de la république. Les femmes de la noblesse veulent bien porter sur leur riche toilette de couleur un voile noir fort transparent; mais, comme Francesco Sansovino le donne à entendre, c'est pour relever la blancheur de leur teint et non par égard pour les édits des pères conscrits. « On ne sait, dit le même auteur, quoi plus admirer de la richesse des étoffes ou de la finesse du linge brodé, apprêté, plissé avec un art infini. On ne voit que soie et drap d'or ou d'argent, sans parler des dentelles, ces merveilles de l'aiguille, dont rien n'approche de ce qu'on rencontre, en ce genre, dans d'autres pays. » Les patriciennes brillent aussi par leurs colliers de perles fines, d'une grosseur sans pareille, fruit des longues relations avec l'extrême Orient, avec Ormuz, sur le golfe Persique, d'où viennent ces trésors, avec tous ces pays fabuleux que, pendant des siècles, Venise a pu exploiter seule et où, hélas! elle

rencontre maintenant les Portugais et les Espagnols. Les dames usent et abusent de l'éventail et savent, par des préparations chimiques dont le secret semble s'être perdu, donner à leur chevelure la teinte d'or roux si admirée dans les têtes de femmes de Titien, de Palma Vecchio, de tous ces maîtres vénitiens qui ont peint avec des rayons de soleil. Les chaussures étaient d'une élévation exagérée. C'est à cette mode, qui empêchait les élégantes de marcher sans appui, que les *cavalieri serventi*, admis de droit à l'honneur de leur tendre la main aux fêtes et à la promenade, doivent l'origine de leur fortune et la position sociale dont le type a survécu au talon rouge et à la république [1]. Les hommes, contrairement à l'usage d'Allemagne, de France et du reste de l'Italie, sauf la terre ferme vénitienne, ne portent jamais l'épée. Ils s'habillent à l'étrangère, c'est-à-dire à l'espagnole, réservant pour les fonctions publiques la robe longue du costume républicain.

Les fêtes officielles, les promenades du doge sur *le Bucentaure*, les réjouissances solennelles dont les corporations des arts et métiers et même le bas peuple prennent leur part, et auxquelles la colonie allemande ne manque jamais de contribuer par des feux d'artifice et par l'illumination de son *fondaco* (entrepôt de marchandises), continuent toujours; mais le monde

[1] « Ciascuna aveva al lato un giovane nobile pomposamente vestito alla forastiere che le dava mano affine che esse schifassero il pericolo di cader in terra che è loro molto facile al presente per l'altezza troppo grande de' zoccoli che usano a questi tempi. » (*Venetia città nobilissima e singolare*, per Francesco Sansovino, 1581.)

élégant commence à s'en retirer. Les familles de l'aristocratie se voient de plus en plus entre elles. Des coteries se forment et on se réunit (*si riducono*) dans des maisons particulières ou dans de petits appartements loués à cet effet aux *procuracies*. De là le nom de *ridotti*, improprement traduit par le mot de redoute. Les femmes mariées seules sont de ces réunions. Les jeunes filles, condamnées à une retraite absolue, n'y paraissent jamais. Les futurs ne se voient qu'au moment où ils deviennent époux. Les étrangers de distinction sont admis aux *ridotti*, les ambassadeurs jamais. Pour ne pas se rendre suspects, les gentilshommes vénitiens fuient leur contact. Aux fêtes officielles, le doge reçoit le corps diplomatique et la noblesse du pays dans la salle du grand conseil, éclairée par soixante torches appliquées le long des murs ou *ancrées* dans le plafond. La dogaresse occupe une estrade ayant à sa droite les ambassadrices, à sa gauche les dames de sa famille. Les autres dames sont assises sur des banquettes. Les hommes circulent. On danse avant et après le souper et jusqu'au jour. A une certaine heure, le buffet, qui consiste en une grande variété de sucreries imitant des statues, des animaux, des temples antiques, est porté processionnellement à la place Saint-Marc par les garçons ouvriers des différents métiers et exposé ainsi à l'admiration et à la critique du peuple. Le grand canal est le théâtre d'autres divertissements non moins brillants. Quand *le Bucentaure*, monté par le doge, apparaît, les gondoles, les *palischermes*, les barques de tout genre qui l'entourent se mêlent dans une cohue

inextricable. D'autres fois de larges radeaux portent une salle de bal dont Paul Véronèse ou Jacopo Sansovino ont fourni le dessin. A travers les arcades ouvertes on aperçoit le monde élégant, souvent plus de cent jeunes femmes richement parées se livrant avec leurs cavaliers au plaisir de la danse. La musique suit dans des gondoles ; on chante des octaves d'Arioste ou du pauvre Tasse, dont le poëme, à peine publié, est déjà devenu populaire. Les *freschi* et les chœurs des *pittori* de nos jours ne donnent qu'une pâle idée de ces magnificences passées.

Les nobles ont conservé l'ancien usage des causeries en plein air. Tous les matins ils se rencontrent aux abords du palais ducal ou au Rialto. Après avoir échangé des saluts cérémonieux, ils passent plusieurs heures à débattre les événements du jour, il est vrai avec toute la circonspection voulue, « à la grande satisfaction, dit Sansovino, de ceux qui ont à traiter des affaires avec les nobles, puisqu'ils peuvent les approcher facilement et à des heures fixes, au grand étonnement des étrangers, qui profitent souvent de cette occasion pour voir l'aristocratie. » En hiver, ils en font autant le soir avant de se rendre aux réunions particulières. Ces conversations passaient encore pour la haute école de la jeunesse noble, appelée un jour à remplir les grandes fonctions de l'État.

L'aspect de la ville était alors d'une richesse, d'une vivacité, d'une animation inconnues dans les autres capitales de l'Europe. On admirait les églises, les palais et les boutiques, ces dernières répandues dans tous les quartiers même les plus éloignés et jusque sous les

portiques et dans les impasses. Elles donnaient à chaque rue l'apparence d'une ville à part. Les beaux carreaux blancs des fenêtres, livrés par les fabriques de Murano, faisaient l'étonnement des étrangers. Sansovino relève avec fierté que non-seulement les palais et les maisons de la bonne bourgeoisie, mais toutes les maisons sans exception, jusqu'aux plus humbles masures, avaient des fenêtres vitrées, et que l'usage de la toile cirée et du papier huilé des autres villes était inconnu à Venise. Tous les princes d'Italie y possédaient des palais; le duc de Ferrare à San Jacopo d'Orio, le duc d'Urbin sur le grand canal à côté du palais Vendramin. Celui du duc de Milan à San Michele est devenu depuis la propriété de la famille Mocenigo. Le palais Correr de la Ca Grande, le palais Balbi, le palais Stürmer, l'hôtel de la poste, presque tous dus à Jacopo Sansovino et à Scamozzi, alors à peine terminés, étaient le plus appréciés entre les nouvelles constructions. Parmi les anciennes du style tudesque, comme on disait, c'est-à-dire gothique, le palais Foscari, rempli des chefs-d'œuvre du Titien, passait pour le premier. On l'avait choisi à cause de sa belle vue pour y loger Henri III. Le palais Loredan, qui remonte aux croisades, descendu de nos jours à l'état d'auberge, était le plus vanté pour la richesse des matériaux et la splendeur de l'ameublement. Beaucoup de maisons étaient couvertes de fresques : quelques-unes, l'œuvre de Paul Véronèse, de Pordenone, aujourd'hui effacées, hélas! un grand nombre peintes par Tintoretto. L'intérieur des palais ressemblait à des musées. On y voyait les gloires de la famille, consacrées de génération en génération par le

pinceau des plus grands maîtres. Le palais Morosini est le seul qui donne une idée de cette union intime et vivante de la politique et des arts, de la toge et des armes, célébrée par des génies immortels.

Les mœurs offraient à ce moment un mélange bizarre d'austérité et de licence, rappelant le moyen âge et faisant pressentir la Régence. L'État semblait engager à son service, avec un égal empressement, les vertus et les vices des citoyens. Les courtisanes, affiliées à la police du conseil des Dix, ne jouissaient pas seulement à cause de leur beauté et de leur luxe d'une réputation européenne; de graves magistrats pouvaient sans trop donner de scandale, se passer leurs fantaisies, « au vu et su d'un chacun[1]. » En effet, les prétendus mystères de Venise sont une fable; c'est un voile de convention qu'on jetait volontiers sur les allures parfois peu régulières du prochain. Le loup et le manteau vénitiens ne cachaient personne, mais ils donnaient droit à l'*incognito*. Nulle part la vie n'était plus transparente et pourtant plus facile, car on savait détourner le regard comme le peuple de Venise sait glisser sans se coudoyer dans les rues étroites et tortueuses de sa ville.

Mais il est temps pour nos voyageurs de s'arracher aux séductions de la reine de l'Adriatique et de reprendre la route de Rome.

A Ferrare, les gentilshommes français ne manquent pas d'aller offrir leurs hommages au duc Alphonse. Les carrosses de la cour les conduisent au palais. Un

[1] Montaigne, *Voyage d'Italie*.

chambellan les introduit dans le cabinet du duc, qui les reçoit debout et découvert. Il n'omet jamais de s'appeler le serviteur très-obligé du roi très-chrétien. Ferrare manque d'animation ; on y voit beaucoup de palais et peu de boutiques. La vie la quittera avec la cour, et l'herbe ne tardera pas à croître dans ses rues larges et droites, quand elle aura cessé d'être la résidence des ducs d'Este.

On arrive à Bologne, plus grande et plus peuplée que Ferrare, inquiète, agitée, car les factions anciennes subsistent toujours. Celle des Pepoli est la plus forte, la plus remuante, la moins soumise à l'autorité du légat. Tout à l'heure l'intrépide Sixte-Quint la frappera dans la personne de son chef. Cette ville est vantée pour sa tour penchée, pour son géant le *Neptune* de Jean de Bologne, pour ses portiques et son bon marché qui la fait comparer à Padoue. C'est surtout la grande statue de Neptune qui jouissait alors, dans toute l'Italie, d'une réputation un peu exagérée. Les étrangers s'en extasiaient[1]. En général, rien n'est curieux comme de recueillir les critiques des différentes époques au sujet des productions de l'art. L'histoire du goût, si on avait jamais essayé de l'écrire, montrerait les générations qui *produisent* presque toujours injustes envers celles qui les ont précédées immédiatement, éprises d'elles-mêmes, fort exclusives et naïve-

[1] Voici comment elle est décrite par un voyageur de l'époque : « C'est une grande fontaine fort belle, sur le haut de laquelle il y a un grand Neptune en bronze ayant sous ses pieds quatre enfants, douze mufles et quatre sirènes qui pissent par cinquante-six endroits. » Paris, Bibl. imp., fonds fr. 5562, f° 80.

ment convaincues d'avoir réalisé l'idéal du beau. Celles qui *reproduisent*, qui imitent, qui remplacent dans leurs œuvres par l'éclectisme ce qui leur manque de puissance génératrice, ont l'esprit plus libre, la critique plus éclairée. Leur jugement est impartial et le plus souvent juste. Tel est, on ne peut se le dissimuler, le cas du temps où nous vivons. Mais les générations plus productrices d'autrefois se suivaient en se condamnant, et le goût, sautant d'un extrême à l'autre, variait périodiquement. A la fin du seizième siècle, on appréciait peu les chefs-d'œuvre de la renaissance. Le palais Giraud à Rome, l'une des plus belles créations de Bramante, passait alors, qui le croirait? pour plat et ordinaire; le palais ducal d'Urbin, naguère si vanté à juste titre, n'a aux yeux de Montaigne et de ses contemporains « rien de fort agréable ni dedans ni autour. » Il n'y a pas cent ans que l'église de Saint-Ignace était considérée comme la plus belle de Rome, et le portail du palais Sciarra sur le Corso comme la huitième merveille du monde. On le citait avec le Vatican et les obélisques; le peuple le croyait fait d'une seule pierre; les étrangers à peine arrivés mandaient à leurs amis qu'ils l'avaient vu et admiré. Ce qui mérite aussi d'être relevé, c'est que le Neptune de Bologne fut exécuté[1] sous le patronat de Charles Borromée, alors légat du pape à Bologne. Le prêtre, le prince de l'Église, le saint, concourut, sans scrupule et sans répugnance, à l'érection d'une statue colossale représentant un dieu de l'antiquité et destinée à être,

[1] 1564.

dans sa complète nudité, exposée à tous les regards[1]. Que dirait-on aujourd'hui d'un évêque qui s'aviserait d'orner d'un Neptune le parvis de sa cathédrale? Mais la mode était encore à la mythologie, et le mouvement catholique, dont le cardinal était l'un des héros, victorieux déjà sur le terrain religieux, en lutte acharnée avec la science de la renaissance, n'avait pas encore atteint les arts, toujours empreints d'un reste de ce paganisme moderne, legs du siècle précédent. A peine une génération passera-t-elle et la réaction aura envahi le domaine des arts, aura enrôlé à son service les Dominiquin, les Guido Reni, les Guercino, les Ribera, tous ces grands maîtres des nouvelles écoles.

Nos voyageurs ont franchi les Apennins. Ils descendent en Toscane et approchent de Florence, non sans éprouver une vive émotion. Qui ne la ressentirait en touchant pour la première fois ce sol privilégié, où le langage du peuple rappelle la diction classique de ceux qui ont créé la langue italienne, où les progrès des siècles se traduisent à chaque pas qu'on fait par des chefs-d'œuvre, où tout respire l'élégance, le raffinement, l'urbanité, le sentiment et le culte du beau, le travail et les jouissances de l'esprit, et où la splendeur des créations de l'homme est rehaussée par le charme de la nature?

Florence passait toujours pour la plus belle ville de l'Italie, mais la vie publique s'en était retirée. Les grandes familles, au lieu de déployer le luxe d'autre-

[1] Ce fait a été relevé par l'*advocatus diaboli* dans le procès de canonisation du saint (1610). Mais alors la réaction avait déjà atteint les arts.

fois, de dépenser en constructions des sommes énormes, vivaient retirées dans leurs palais ou à la campagne, dans ces villas qui couronnent les hauteurs environnantes. Pour se soustraire à l'attention du gouvernement, dont elles connaissaient la cupidité et l'arbitraire, elles cachaient leurs richesses. Le régime de terreur de Côme de Médicis, tempéré, il est vrai, et non avoué même par ceux qui en étaient les victimes, continuait sous François. Son pouvoir était basé, au dehors sur la ruse, à l'intérieur sur la force brutale. La crainte matérielle formait le seul lien moral entre le duc et ses sujets, qui se rappelaient trop avoir été naguère républicains. La classe moyenne et les classes inférieures avaient un peu moins à souffrir du nouvel état de choses. Cependant les impôts les écrasaient, atteignant les contrats de mariage, de vente, d'achat, les loyers, les objets de première nécessité, la viande, le change, les produits du pays, les marchandises importées de l'étranger, tout enfin. Un engourdissement très-visible avait succédé à l'animation d'autrefois. Le luxe des chevaux, par lequel Florence avait brillé, n'existait plus. Les arts et les sciences languissaient. Les deux artistes à la mode, Bartolommeo Ammanati et Giovanni, dit de Bologne, mais natif de Douai, travaillaient pour la cour. Le premier terminait les *Uffizi* de Vasari et la cour du palais Pitti, affectant, sans en atteindre la simple élégance, le style de la façade de Brunelleschi. La statue de Côme, œuvre de Giovanni, ornait déjà la place ducale. Des différentes branches d'industrie, celle des soieries était seule en progrès. Les belles et lourdes

étoffes, dites *rascia*, s'exportaient dans tous les pays d'Europe et jusqu'aux Indes occidentales [1].

Les étrangers ont hâte d'admirer la *Nuit* de Michel-Ange, mort il y a quelques années, mais jouissant toujours d'un prestige qui résistera aux variations de la mode. De San Lorenzo on les mène à la cathédrale qui les laisse froids, puis aux célèbres jets d'eau du château d'eau de plaisance, à Pratolino et Castello qui, avec les fontaines et chutes d'eaux artificielles de la villa d'Este près Tivoli et de Bataglia près Padoue, font les délices des contemporains.

Par suite de la retraite prudente des hautes classes, c'est la cour qui absorbe tout, qui remplace ou tâche de remplacer par le mouvement qu'elle se donne celui dont elle a privé le pays. Les étrangers vont visiter les deux palais du grand-duc, ses écuries, sa grande ménagerie. Selon un usage général alors à presque toutes les cours, le public est admis comme spectateur au repas du souverain. Introduit dans la salle à manger, on voit la grande-duchesse, la célèbre Bianca Capello, occupant le haut bout de la table. On admire sa mûre et riche beauté, l'expression altière de ses traits [2]. A sa gauche est assis François, noir, trapu, un peu au-dessous de la taille moyenne, avec de gros membres, sans distinction, mais fort poli, ayant toujours, quand il traverse la foule des courtisans, le sourire sur les

[1] En 1576, on en produisit pour deux millions d'écus d'or.

[2] « Cette duchesse est belle à l'opinion italienne, le visage agréable et impérieux, le corsage gros et des tetins à leur souhait. Elle semble bien avoir la suffisance d'avoir enjollé ce prince et de le tenir à sa dévotion longtemps. » (*Voyage de Montaigne.*)

lèvres et le chapeau à la main. Il est l'image de la santé et semble avoir quarante ans. En face de la duchesse on aperçoit, lorsqu'il se trouve à Florence, car d'ordinaire il habite Rome, un fort bel homme à la physionomie noble mais dure et peu avenante, grand, élégant et portant la pourpre avec une aisance martiale plutôt qu'ecclésiastique. C'est le cardinal Ferdinand de Médicis, le frère et successeur présomptif de François, tour à tour l'adversaire, l'ami et le confident de la duchesse. Quand il est à Rome, Bianca lui écrit constamment, lui ouvre son cœur, lui donne tous les détails, même les plus intimes, de sa vie et de sa santé [1]. Les assistants observent toutes les phases du service. Ils admirent la sobriété du duc, notent la quantité d'eau qu'il met dans son vin, et il ne leur échappe pas que la duchesse est loin d'en faire autant. C'est, d'ailleurs, un thème que les hommes sérieux de l'époque dédaignent rarement de traiter, même dans leurs correspondances officielles. Les repas des papes sont mentionnés et décrits par les ambassadeurs. Le cardinal d'Este en écrivant à Paris, relève fort injustement dans un moment de dépit, que Sixte-Quint est plus gai et plus expansif après le souper, et Pasquier vante M. de Pisany, l'ambassadeur de Henri III à Rome, l'un des plus sages « preu d'hommes qu'il connaisse, pour ne boire ni eau ni vin, ni toute sorte de breuvage [2]. »

Le beau moment pour visiter Florence était l'époque

[1] Les originaux de cette correspondance curieuse se trouvent aux Archives d'État de Florence.

[2] Lettres d'Étienne Pasquier, 1723, t. II, p. 468.

de la Saint-Jean. La foule des étrangers et les populations rurales des environs, conduites par leurs curés; les paysannes et beaucoup de moines coiffés de chapeaux de paille à larges bords, produit de l'industrie florentine, affluaient alors vers la capitale. Pendant plusieurs jours, la ville était en fête. Des processions avec *Saint François exhibant ses stigmates*, avec *Saint Georges combattant le dragon qui jette du feu par la gueule*, alternaient avec des courses de *barberi* et de chars vides. On apercevait le grand-duc et Bianca sur un balcon. A l'une de ces courses, le char de Strozzi semble l'emporter sur celui du souverain. Alors les applaudissements éclatent de toutes parts; la victoire est incertaine, mais le public insiste à grands cris pour que le prix soit décerné à Strozzi. Démonstration significative qui fait frémir les nobles, toujours exposés les premiers à sentir la main du maître s'appesantir sur eux. Les fêtes se terminaient la veille de la Saint-Jean par l'acte d'hommage des Siennais et la grande illumination de la coupole de la cathédrale. Ce jour-là, le seul de l'année, les jeunes filles de la noblesse et de la haute bourgeoisie peuvent descendre dans la rue et paraître en public. Vers le soir, le grand-duc prend place sur une estrade adossée au palais dont les murs sont tout tendus de riches tapis. Il a le nonce du pape à sa gauche. Celui de Ferrare se tient à une respectueuse distance[1]. A ce moment, le défilé commence. Des jeunes gens,

[1] L'Empereur et les grandes puissances avaient des agents, mais pas d'ambassadeurs à Florence, la Toscane étant considérée comme fief de l'Empire.

représentant Sienne et ses dépendances, portant les couleurs de leurs villes et bourgades, assez mal montés sur de petits chevaux ou mulets, passent un à un devant la tribune de la cour, et, annoncés par un héraut, remettent au grand-duc, au milieu de l'hilarité universelle, des gobelets d'argent ou des drapeaux. Cette solennité manquait de dignité et ressemblait à une mascarade plutôt qu'à une cérémonie d'État. Une pyramide placée sur un char immense suivait la cavalcade. Des enfants figurant des anges en occupaient les gradins. Au sommet on voyait saint Jean, représenté par un homme attaché à une barre de fer. La nonchalance des acteurs et le maintien irrévérencieux des spectateurs trahissaient les dispositions du public, peu sympathiques au pouvoir des Médicis.

Mais si la capitale frémissait encore sous l'étreinte de ses nouveaux maîtres, le pays était tranquille et prospère. Ceux qui le parcouraient trouvaient les villes fort bien pavées de grandes et larges dalles, les routes parfaitement entretenues et pourvues de ponts solidement construits en pierres de taille. De distance en distance, des bornes avec des inscriptions indiquaient la part de travail et de frais d'entretien qui revenait à chaque commune. Les champs ressemblaient à des jardins; les coteaux en terrasses étaient couverts de vignes, de châtaigniers, d'oliviers, de mûriers; les montagnes, le plus souvent, cultivées jusqu'au sommet. De quelque côté qu'on regardât on voyait des hommes au labeur. Les dimanches et jours de fête, ils se montraient le luth à la main; les bergères chantaient l'Arioste, et le blé coupé était laissé sur place plusieurs

jours, sans crainte du voisin. Partout l'activité, la culture de l'esprit, le respect de la propriété! Les étrangers en étaient vivement frappés.

A Pistoie, les Rospigliosi, qui dans le siècle suivant verront l'un des leurs monter sur la chaire de Saint-Pierre, occupent la première place parmi les familles nobles du pays. Messire Taddeo Rospigliosi est vanté pour son hospitalité. Montaigne, qui en est honoré à son passage, trouve « le palais fort paré, le service un peu farouche pour l'ordre des mets, peu de valets, le vin servi encore après le repas, comme en Allemagne. »

Lucques est toujours un État libre, du moins en apparence : grâce à la protection de l'Empereur, elle a jusqu'ici évité le sort de Sienne et de Pise. Les gentilshommes font tous le commerce. Les Buonvisi tiennent le haut du pavé. Rien de gai comme l'aspect de cette ville et de joyeux comme la vie qu'on y mène. On y trouve beaucoup de palais, assez petits mais d'une noble architecture, laissant le jour et l'air, toujours tempéré, pénétrer par de hautes fenêtres dans des appartements spacieux et voûtés. En été, les repas sont servis sous les porches ouverts, et les passants se mêlent à la conversation des personnes attablées. On voit peu de chevaux et pas de carrosses. Les dames nobles, quand elles sortent, montent sur des mulets et se font suivre par un valet de pied. La ville semble une seule et grande famille, un peu isolée du reste du monde. Les mœurs, la tournure d'esprit et jusqu'aux divertissements des habitants, rappellent le bon vieux temps, la grande époque des villes libres du moyen âge. Peu d'étrangers y pénètrent, ou ne font que passer

en se rendant aux bains de la Villa ou à ceux de Lucques, très-fréquentés les uns et les autres, et, pour ce qui concerne les aises de la vie, justement renommés. On y vit à fort bon marché. La livre de veau coûte trois sous de France, le reste est à l'avenant.

La saison des eaux embrasse les trois mois d'été; mais, en mai et octobre, ces lieux sont le rendez-vous de la noblesse lucquoise, qui y cherche non la santé, mais les plaisirs, les bals champêtres, le commerce facile, affranchi de toute étiquette. Quelquefois de bonnes troupes de comédiens, même celle des Disiosi, qui est la plus célèbre de l'Italie, viennent donner des représentations; mais la danse est de tous les amusements le plus recherché. Les personnes marquantes arrangent des bals à tour de rôle. On invite les populations des villages des environs, en y faisant publier le jour fixé et le nom de l'amphitryon. Les invités ont hâte de se rendre à l'appel. Les jeunes paysannes, renommées pour leur beauté, arrivent parées comme des dames. On n'en voit pas qui ne portent dans ces occasions des souliers blancs, de beaux bas de fil et un tablier d'armoisin (étoffe de soie fort légère), une fleur sur l'oreille droite ou sur l'oreille gauche, selon qu'elles sont du parti français ou espagnol. Elles font la révérence à la française en pliant les genoux, ce qui n'est l'usage qu'en Toscane et dans le duché d'Urbin, et exécutent avec beaucoup de grâce les différents pas du pays, surtout « les caprioles et le moulinet. » Les personnes de qualité, hommes et femmes, ne dédaignent pas de se mêler à la danse, ne fût-ce que pour ne pas paraître « trop réservées. » Le bal commence

sur la grande place, et, quand la chaleur est devenue trop forte, on le continue au palais Buonvisi. Un souper termine la fête. On a soin de choisir les paysannes les plus jolies pour les faire asseoir à la table d'honneur. La même distinction est réservée à la célèbre Divizia, pauvre paysanne, ni belle ni jeune, n'ayant appris ni à lire ni à écrire, mais improvisant des vers fort bien tournés sur des sujets mythologiques et autres, et sachant par cœur l'Arioste, à force de l'avoir entendu réciter. Quelquefois, à la fin du bal, des prix sont distribués aux invités. C'était de la bonne et franche gaieté, exempte de morgue d'un côté, de bassesse et de gêne de l'autre, conforme au goût du temps et aux mœurs d'une société dont les différentes classes ne se considéraient pas comme ennemies, étaient au contraire habituées à un commerce suivi et savaient se mêler sans se confondre.

En dehors de la circulation du nord au sud, du sud au nord, entre la ville éternelle, la haute Italie et les pays ultramontains, la grande route de Rome à Naples n'était pas moins fréquentée. Elle passait par Marino et Velletri et suivait l'ancienne Via Appia. Des cavaliers bien montés la parcouraient en quatre jours. Mais comme elle était constamment infestée par des bandes de voleurs, la plupart des voyageurs préféraient l'occasion plus lente mais plus sûre du *procaccio*, sorte de caravane organisée pour le transport des marchandises et escortée par des gardes du pape et du vice-roi.

On rencontrait sur ce chemin, mal renommé aussi pour ses auberges sales et encombrées au passage du

*procaccio*, des moines, des ecclésiastiques de tout grade, des évêques avec leurs suites nombreuses, des négociants et des hommes d'affaires, beaucoup d'Espagnols, mais peu d'autres étrangers et presque pas de Français, car ceux-ci ne visitaient guère un pays dont le souverain était si souvent en guerre avec le leur. « Cependant, dit un voyageur de cette nation, qui se trouvait à Naples à la fin du siècle, il n'y fait point mauvais pour les Français, pourvu qu'ils y endurent patiemment quelques moqueries, ce qui fait qu'il n'y a qu'un pour le jourd'hui qui y demeure, à cause d'Orazio que l'on tient le meilleur écuyer de l'Italie. » Sur les confins, une inscription latine, gravée sur une borne monumentale, promettait à ceux qui arrivaient en amis un séjour paisible, l'absence de mauvaises mœurs et la protection de bonnes lois : *Hospes, hic sunt fines regni Neapolitani, Si amicus advenis, omnia pacata invenies et, malis moribus pulsis, bonas leges*. Le premier effet de ces bonnes lois se traduisait par les exactions des gardiens de la sûreté publique et des douaniers : ces derniers surtout terribles mais non implacables pour les sortants, l'exportation des chevaux et de l'argent (on n'accordait que vingt-cinq écus au voyageur) étant rigoureusement défendue. Depuis Fondi la route est pavée. Les étrangers s'extasient sur la beauté des sites. Terracina, Fondi, Mola de Gaëte leur paraissent des endroits bien « gracieux, » et ils blâment seulement l'ignorance des habitants, incapables de satisfaire leur curiosité au sujet des nombreuses antiquités qu'ils rencontrent sur leur chemin.

Le sénateur vénitien Girolamo Lippomano, envoyé peu après la bataille de Lépante comme ambassadeur extra-

ordinaire auprès de don Juan d'Autriche, qui résidait alors à Naples, fait de cette ville la description suivante[1] :

« Par son antiquité et sa beauté, par son aristocratie (elle compte treize ducs, trente marquis et cinquante-quatre comtes, qui presque tous habitent dans leurs propres palais et dont quelques-uns, quoique endettés par suite de la grande dépense qu'ils font, possèdent de cinquante à cent mille ducats de revenus), par l'abondance de toutes choses, par la quantité de ses habitants, que l'on calcule à deux cent mille âmes, et par le grand nombre d'hospices et de monastères richement dotés, Naples est vraiment une cité royale et compte comme l'une des principales villes de l'Europe. Parmi les établissements pieux il y a le mont-de-piété qui prête gratis aux indigènes, les Hébreux n'ayant pas plus licence d'y résider que dans les autres possessions de Sa Majesté Catholique. Grâce à sa situation avantageuse aux bords de la mer, couvrant de ses édifices, de ses innombrables palais et jardins, la plaine et les coteaux environnants ; grâce à ses relations commerciales avec l'étranger et à l'extrême facilité dont disposent les négociants d'acquérir dans le pays d'un jour à l'autre pour des centaines de milliers d'écus des biens-fonds et des maisons, Naples est devenue l'une des plus riches villes de l'Italie et de l'Europe, et quoiqu'elle possède cette réputation depuis longtemps, le nombre des habitants a considérablement augmenté dans les derniers trente ans, à tel point que sa circonférence s'est accrue de deux grands milles et en compte maintenant six en tout. L'espace ainsi ajouté est déjà pres-

[1] 1575, Rel. Ven. Coll. Alberi.

que recouvert de maisons, car le peuple aime à s'établir à Naples, à cause des franchises dont jouit cette ville, du travail qui ne fait jamais défaut aux gens pauvres, et parce que les habitants de la capitale ne sont pas tyrannisés, comme on l'est dans les provinces, par les agents du gouvernement. A Naples, on compte cent mille feux, et j'entends par feu une habitation, qu'elle soit palais ou chaumière. On consomme plus de trois mille *tomuli* de grains par jour, non compris la consommation des couvents et autres lieux. Dans l'opinion de beaucoup de monde, cet agrandissement de Naples n'est pas de l'intérêt du roi, parce que les personnes qui quittent les provinces où elles auraient continué à payer les impôts en sont exemptes à Naples, et, ce qui est plus grave, parce qu'en temps de guerre le peuple, si nombreux, remuant, excitable et peu dévoué aux Espagnols, pourrait bien tenter quelque innovation. Aussi pense-t-on que le gouvernement ferait bien d'agrandir le château Saint-Elme, qui commande la plus grande partie des nouveaux quartiers. Les Napolitains vivent avec beaucoup de religion et grand zèle pour l'amour de Dieu ; mais, néanmoins, ils ne veulent pas entendre parler d'inquisition, et, au seul bruit d'elle, ils tenteraient, comme ils l'ont déjà fait, quelque mouvement d'importance. Les habitants de ce noble pays sont habiles et prompts dans tout ce qu'ils entreprennent, adonnés aux lettres, aux arts, au trafic, à l'agriculture, à toutes les occupations de la paix et de la guerre, mais dépourvus de stabilité et toujours désireux de choses nouvelles : défaut qui, comme on lit, a été particulier à cette nation dans tous les temps ; et c'est de

là que viennent les séditions, guerres, ruines et autres calamités, conséquences de la très-mauvaise ambition et naturel venin de ces peuples. Cependant, la circonspection des Espagnols, ou plutôt le manque de chefs et protecteurs des indigènes du royaume, fait qu'aujourd'hui ils vivent tranquillement et avec une incroyable soumission, aidant beaucoup à cet effet l'organisation du gouvernement. »

Cette tranquillité était d'ailleurs rarement de longue durée. Comme le travail sourd qui agite sans cesse les entrailles du Vésuve, le mécontentement couvait constamment sous les cendres, pour éclater périodiquement en émeutes aussitôt réprimées avec une extrême rigueur. Des emprisonnements en masse, quelques exécutions s'ensuivaient, et ceux qui étaient compromis tâchaient de gagner le territoire pontifical, où le bras des vice-rois ne pouvait les atteindre. Peu d'années après l'ambassade de Lippomano, une conspiration avortée inonda Rome en une fois de dix à douze mille émigrés napolitains. Parmi eux se trouvait le prince de Ventignano qui, déguisé en cordelier, parvint à se sauver[1].

Le *sosiego* (mot espagnol intraduisible, car aucune autre langue ne sait rendre exactement cette disposition de l'âme, propre à cette nation, qui tient de la morgue et de l'insouciance, produit d'un sentiment exagéré de sa dignité et d'un penchant naturel à l'indolence), le luxe et la magnificence des représentants de Charles-Quint et de Philippe II étaient devenus proverbiaux. « J'ai pensé visiter le vice-roi, dit un

[1] Le cardinal d'Este à M. de Villeroy, 4 sept. 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

étranger, et j'ai trouvé le roi d'Espagne. » On entendait aussi beaucoup de plaintes sur le gaspillage des fonds publics, dont quelques-uns des vice-rois et, plus encore, leurs agents se rendaient coupables, et sur les nombreux abus et inconvénients, résultant surtout des fréquentes mutations. Mais il y eut néanmoins parmi les vice-rois des hommes d'État de mérite, distingués, bienveillants pour leurs administrés, et valant mieux que le renom qu'ils ont laissé. Constamment en butte aux intrigues de leurs rivaux à la cour de Madrid, à l'humeur ombrageuse du souverain, aux haines de la noblesse et à la turbulence du peuple de Naples, la position de ces hauts mandataires n'était pas enviable, et ne saurait être comparée aux situations de même nature les plus épineuses et les plus complexes de nos temps.

Tel était l'aspect de l'Italie vers la fin du pontificat de Grégoire XIII.

Les étrangers que nous avons suivis depuis les Alpes approchent enfin du but de leur voyage. A quinze milles de distance, ils distinguent à l'horizon deux points culminants : Monte Mario et Saint-Pierre, dépourvu encore de sa coupole, mais élevant déjà vers les nues la galerie aérienne qui la portera. Alors les enfants de cette rude génération, peu habitués à dissimuler les sentiments qui les agitent, donnent un libre cours à leur émotion. Ils descendent de cheval, se jettent dans la poussière, l'arrosent de leurs larmes, étendent les bras vers le ciel, le bénissent de les avoir laissés vivre pour contempler la cité sainte.

# LIVRE DEUXIÈME

## LE CONCLAVE

I. Mort de Grégoire XIII, grand pontife et médiocre souverain. — Le cardinal de Côme et le duc de Sora. — Grâce au cardinal Ferdinand de Médicis, l'ordre matériel n'est pas troublé dans Rome. — Rivalité entre les ambassadeurs d'Espagne et de France.

II. Préliminaires de l'élection. — Influence de Philippe II aux conclaves. — Celle de la cour de France a baissé. — L'Empereur et les Vénitiens s'abstiennent. — Le grand-duc de Toscane fort intéressé à maintenir de bonnes relations avec Rome. — Le cardinal Ferdinand de Médicis et le cardinal Alexandre Farnèse sont les chefs des deux grandes fractions du sacré collége. — Médicis tâche de s'assurer de l'exclusion de Farnèse. — Le cardinal d'Este. — Le cardinal Farnèse. — Montalto, *papable* dans l'opinion du public plus que dans celle du sacré collége.

III. Saint-Pierre et le Vatican. — Le conclave. — Les cardinaux papables. — Les autres principaux membres du sacré collége. — Activité de Médicis. — Montalto élu par adoration. — Il prend le nom de Sixte-Quint. — Surprise des électeurs.

IV. Antécédents de Sixte-Quint. — Grottamare et Montalto. — Son origine slave. — Il prend l'habit de Saint-François à l'âge de neuf ans. — Prédicateur en renom. — Régent et inquisiteur. — Suit Buoncompagni en Espagne. — Ses démêlés avec ce cardinal. — Est fait cardinal par Pie V. — Sa disgrâce pendant le pontificat de Grégoire XIII. — Vittoria Accoramboni. — Paolo Giordano Orsini, duc de Bracciano. — Réflexions sur la carrière de frà Felice.

### I

Au moment où notre récit commence, Grégoire XIII venait d'entrer dans sa quatre-vingt-quatrième an-

née et était près d'accomplir la treizième de son pontificat. Cependant rien n'annonçait les approches de sa fin. Le pape, d'un naturel robuste et sanguin, jouissait en apparence d'une santé parfaite. Comme par le passé, il disait la messe trois fois par semaine et se montrait souvent en public, prenait de l'exercice en parcourant à pied les longues galeries du Vatican, en grande partie par lui construites, tenait ses chapelles et ses consistoires, et recevait aux jours fixés les ambassadeurs des grandes cours. Il possédait le talent, qui dans l'opinion des contemporains passait pour un gage de longévité, d'écarter facilement les pensées tristes ou désagréables. Ses amis se flattaient donc de le voir, à l'instar de son père et de plusieurs membres de sa famille, arriver aux dernières limites de l'âge humain. Néanmoins, les habitués du Vatican et les ambassadeurs vénitiens, toujours aux aguets des nouvelles du palais, crurent s'apercevoir de symptômes fâcheux[1]. Grégoire XIII, si sévère d'ordinaire envers lui-même, si peu enclin aux plaisirs et aux amusements du monde, commençait à modifier ses goûts. Il faisait appeler au palais des musiciens, assistait aux jeux et danses d'un jeune enfant du seigneur Giacomo, et s'enfermait pendant des heures avec un orfévre, admis dans son intimité, pour examiner des bijoux; distractions bien innocentes sans doute, mais nouvelles chez lui, et qui n'échappaient pas à l'attention de son entourage. Dès lors les prédictions d'un prochain changement de règne commencèrent à s'accréditer.

Dans les premiers jours de novembre 1584[2], il

[1] Leonardo Donato au doge. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 16.
[2] Leopoldo Priuli au doge, *ibid.*, *fil.* 18.

arriva que l'étendard papal du fort Saint-Ange fut abattu par un coup de foudre. Les Romains y virent comme un présage surnaturel de la mort imminente du pape. L'ambassadeur de Venise trouva le fait assez important pour le mander au doge, en ajoutant il est vrai, que « ces prophéties ne méritaient aucune créance ; que la vie des hommes ne dépendait pas de semblables accidents, mais de la volonté du Seigneur Dieu, et que la bonne et forte constitution de Grégoire permettait d'espérer qu'il aurait encore quelques années à vivre. » Le 13 mars [1], le cardinal de Sens écrit au duc de Nevers que le pape jouit d'une excellente santé. L'événement donna toutefois raison aux superstitieux.

Grégoire avait, malgré les supplications des médecins, observé pendant le carême un jeûne rigoureux. Le 5 avril, il eut un accès de fièvre qui ne l'empêcha pourtant pas d'assister le dimanche suivant à la chapelle, et, le lundi, après avoir reçu l'ambassadeur d'Espagne, de tenir son consistoire. Le jour suivant, il se coucha pour ne plus se relever. Sa maladie, une bronchite, fit des progrès tellement rapides, qu'il ne put se confesser ni recevoir la communion, et, le 10 avril, pendant que son neveu, le cardinal San Sisto, lui administrait l'extrême-onction, il rendit le dernier soupir [2].

Le pape [3] était né à Bologne, le 7 janvier 1502.

[1] Bibl. imp. Paris, fonds fr. 3363.
[2] Maffei, *Ann. Greg. XIII.*
[3] Rel. Ven. Coll. Alberi, t. X. Les ambassadeurs Paolo Tiepolo, Antonio Tiepolo, Giovanni Corraro et Lorenzo Priuli. — Relation du chevalier Serguidi. Arch. Méd. Flor., *fil.* 3605.

Son père, négociant de fortune modeste, et appartenant par là au *mezzo ceto*, qui, en Italie, à cette époque, sous le rapport du bien-être, de la culture de l'esprit et de la manière de vivre, devançait de beaucoup les classes moyennes des autres pays, mais qu'une ligne presque infranchissable séparait néanmoins de la noblesse, son père avait eu la bonne fortune d'épouser une Marescalchi, d'entrer par ce mariage dans les rangs de l'aristocratie bolonaise et de voir un de ses fils monter sur le trône de Saint-Pierre. Il était ainsi devenu le fondateur de l'illustre famille des Buoncompagni, plus tard confondue avec la famille, également papale, des Ludovisi [1], et qui toutes deux sont représentées aujourd'hui par celle du prince Piombino. Son fils Hugues s'était consacré à la jurisprudence, et avait rempli avec éclat, pendant trois ans, à l'université de Bologne, les fonctions de lecteur. Des hommes qui devaient un jour acquérir une haute renommée et porter la pourpre, Reginald Pole, Charles Borromée, Alexandre Farnèse, Oton Truchsess avaient fait partie de ses nombreux auditeurs. Ce ne fut qu'à l'âge de trente-six ans qu'il quitta la chaire et sa patrie pour aller à Rome, où il embrassa plus tard l'état ecclésiastique. La carrière rapide qu'il parcourut était due à sa réputation fort méritée de grand jurisconsulte, à sa probité proverbiale, un peu aussi à la faveur de Paul IV et des Caraffa. Mais c'est surtout comme homme de loi qu'il fut apprécié, put rendre des services, et grandir avec les tâches qu'on lui imposait. Après s'être

[1] Grégoire XV, 1631-1623.

fait remarquer au concile de Trente, en qualité d'auditeur apostolique chargé de la rédaction des décrets, il fut promu par Pie IV au cardinalat[1] et envoyé peu de temps après en Espagne, avec la mission délicate de reviser le procès de l'infortuné Carança, archevêque de Tolède. Dès lors il passa pour *papable*. En effet, son élection était accomplie dans les esprits des cardinaux avant même qu'ils entrassent au conclave, et le troisième jour il fut fait pape par *adoration*, c'est-à-dire sans scrutin et par le fait du concours unanime et spontané de tous les membres du sacré collége.

Nous avons apprécié les mérites de Grégoire XIII. Comme chef de l'Église, c'était certainement un grand pape, un pontife intelligent, poursuivant l'œuvre de la réforme avec zèle, quoique avec plus de ménagement que son sévère prédécesseur, comprenant sa haute mission, l'accomplissant bien suivant l'esprit du temps et en conformité des besoins de son époque. Ce jugement est confirmé par les témoignages unanimes de tous les contemporains, même de ses détracteurs, et a été ratifié par l'histoire. On n'a jamais essayé de le contester. Parcimonieux pour sa personne, il était magnifique en tout ce qui touchait à la représentation, libéral au plus haut degré, trop même pour ses finances, lorsqu'il s'agissait de doter des églises, de fonder des colléges, de propager la foi dans les contrées éloignées, d'élever des monuments plus remarquables par la richesse que par le goût, ce qui, à la vérité, n'était pas sa faute, mais celle de l'époque où il vivait.

Comme prince temporel, Grégoire avait été loin de

[1] 1565.

répondre aux espérances qui avaient salué son avénement. La situation de l'Italie comme celle de l'Europe demandait, au Vatican, un homme d'État de premier ordre : Grégoire n'était qu'un homme de loi. Rien ne lui était plus agréable que de présider la *segnatura* ou tout autre tribunal. Il examinait et envisageait toutes les affaires exclusivement au point de vue du droit. Une fois son opinion formée, il rendait le jugement et ne s'en départait jamais, à moins qu'à force de raisonnements logiques on ne parvînt à le convaincre de son erreur. Les considérations de l'opportunité, des exigences politiques, n'exerçaient aucun empire sur son esprit. C'était un juge animé du culte de la justice, qui cherchait à découvrir où était le droit. Quand il croyait avoir élucidé ce point, le seul essentiel à son sens, ses arrêts étaient prononcés, et il croyait avoir rempli sa mission de souverain. Quant à l'exécution, il ne s'en inquiétait guère, ce qui faisait que ses ordonnances et ses jugements restaient à l'état de lettre morte. Quant aux affaires politiques, il s'y entendait fort peu, n'y prenait aucun goût, manquait de suite dans les idées, mais, qui pis est, montrait parfois des velléités d'initiative propres à faire naître auprès des cours étrangères des espérances qu'il n'avait ni les moyens ni la volonté sérieuse de réaliser [1]. Il se reposait du soin des affaires sur son secrétaire d'État, le cardinal Galli, plus connu sous le nom de cardinal de Côme, qui déjà, sous

[1] « Quanto alle cose di stato il Papa ne è pochissimo intelligente, e in nissun modo ad esse inclinato, onde non si diletta d'intenderle nè di trattarle molto profondamente, e abborrisce i pensieri e travagli necessari a chi ne ha da aver cura. » Paolo Tiepolo, *Rel.* 1576.

Pie IV, avait tenu les rênes du gouvernement. Côme était un esprit borné, mais probe et intègre, aimant et attirant les médiocrités et tâchant de se perpétuer au pouvoir par un moyen commode, souvent employé autour des princes, et qui consiste à entrer bien plus dans les goûts que dans les idées du maître. Il s'étudiait à entretenir le pape aussi peu que possible des affaires politiques, à lui présenter les choses sous le point de vue le plus favorable, à lui épargner tout travail mental, surtout à ajourner les décisions difficiles, à traîner en longueur les questions épineuses, ce qui est souvent une détestable manière de les résoudre. Le pape, partisan déterminé de la paix, indisposait cependant les princes les plus puissants par le peu de cas qu'il affectait de faire d'eux et de leurs prétentions quand il croyait être dans son droit. C'était toujours l'homme de loi qui l'emportait sur le politique. Le cardinal en agissait de même, et son maître goûtait les récits qu'il lui faisait de ses entretiens avec les ambassadeurs. Personne ne savait mieux que Côme insinuer adroitement des choses désagréables, tout en se renfermant dans les limites de la plus exquise politesse. Les membres du corps diplomatique lui rendaient cependant la justice d'être fort coulant, une fois qu'une résolution était prise par le pape, et d'être en général homme de parole. Ce cardinal, qui fut pendant deux pontificats le maître de l'État, avait autrefois servi comme *familier* dans la maison d'un prélat romain. Quand Mgr Garimberto sortait à cheval, le jeune Galli le suivait à pied. Maintenant, on voyait le même prélat, heureux et honoré d'être

remarqué de son ancien familier, se mêler à la foule des courtisans dans les antichambres du beau palais de Bramante de la place Scossa Cavalli[1], alors la propriété du puissant cardinal. Les Romains trouvaient cela fort naturel; chacun d'eux en aurait fait autant à sa place, parce que tout le monde était habitué à ces brusques retours, à ces vicissitudes de la fortune. Mais l'ambassadeur de Venise relève le fait comme preuve, dit-il, de ce que peut le hasard à la cour pontificale.

Les neveux du pape, le cardinal San Sisto, fils du frère de Grégoire[2], bon homme, inclinant vers la France, le cardinal Guastavillani, fils de sa sœur, homme du monde plutôt qu'homme d'État[3], dont on vantait les manières agréables, avaient des revenus convenables, mais aucune part au pouvoir.

On disait de Grégoire que, peu aimé de ses sujets et ne se souciant guère de la popularité, si ce n'est par moments, il n'était vraiment attaché qu'au seigneur Giacomo, duc de Sora, son fils naturel, issu d'une liaison que le jeune professeur avait entretenue avec une noble dame bolonaise, longtemps avant d'entrer dans l'état ecclésiastique[4]. Ce fils faisait le bonheur et le tourment du pape. Grégoire avait concentré sur lui toutes ses affec-

[1] Connu sous le nom de palais Giraud, l'un des chefs-d'œuvre de Bramante. Bibl. imp. Paris, fonds fr. 13,375, f. 59. *Voyage d'Italie*. Ce palais passa en même temps que Mondragone des mains du cardinal Côme aux Delmonte, et des Delmonte aux Borghèse, pour changer plusieurs fois encore de propriétaire. Aujourd'hui il appartient au Duc Torlonia.

[2] Le cardinal d'Este à Villeroy 17 juin 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

[3] Rel. Ven. Paolo Tiepolo

[4] *Litta, famiglia Buoncompagni*. Tav. II.

tions; mais des scrupules de conscience, les égards dus à sa situation, les pieuses exhortations du P. Toledo et de Charles Borromée, le décidèrent d'abord à l'éloigner de sa personne. Les liens du sang finissaient toujours par le ramener dans ses bras. Dans ces luttes secrètes, mais qui se trahissaient par des disgrâces et des retours de faveur dont le jeune Giacomo était alternativement l'objet, par ses bannissements de la capitale et par ses rappels à Rome, dans ces péripéties se passa la vie intime de Grégoire. Sora était un jeune homme élégant, doux, fort agréable, fort léger, et généralement aimé. Sans cesse criblé de dettes, il menait grand train au palais Colonna qu'il occupait avec sa femme, donna Costanza Sforza, sœur du comte de Santa Fiora[1]. Ennemi juré des Farnèse, il était devenu l'instrument des adversaires de cette famille. Aussi le cardinal de Médicis comptait-il se servir de lui au prochain conclave. L'humeur changeante de Grégoire à son égard le plongeait souvent dans le plus profond désespoir. Il en faisait confidence à tout le monde, se plaignait amèrement du triste sort d'être fils d'un pape, mais au premier sourire de la fortune, son naturel insouciant reprenait le dessus. Au début et dans les dernières années du pontificat, il occupait avec de riches traitements le poste important de gouverneur de Sainte Église, c'est-à-dire de commandant en chef des forces pontificales et de gouverneur militaire de Rome.

C'était donc, avec le cardinal de Côme pour les

[1] Le cardinal de Médicis au grand-duc François son frère, avril 1585. Arch. Méd. *fil.* 5119. On évaluait les dettes de Sora à cent cinquante mille écus.

affaires d'État, avec le seigneur Giacomo comme gardien de la sécurité de sa personne et de ses sujets, que le pape Buoncompagni gouvernait l'État. C'étaient la haute jurisprudence, la probité, la bienveillance un peu banale sur le trône, la médiocrité dans le cabinet, la légèreté et le laisser-aller dans les affaires militaires; c'était l'appauvrissement graduel du trésor et du pays, mais le bien-être matériel à Rome, où l'argent affluait avec la foule des étrangers, où l'action du gouvernement se faisait à peine sentir, « où les bons et les méchants étaient également à leur aise[1]; » c'étaient le brigandage et la pénurie dans les provinces, l'impuissance et l'impunité partout.

Grégoire[2] était bel homme, il avait la taille élevée, le port majestueux, le front bas mais large et peu ridé. Son regard plein de bonhomie respirait la loyauté qui faisait le fond de son caractère. Néanmoins son premier abord n'était pas avenant. Il affectait, comme cela arrive si souvent, ce qu'il possédait le moins, la sévérité, et se complaisait à rendre la vie pénible à ceux qui avaient à traiter avec lui, notamment aux ambassadeurs. Mais à travers ce masque emprunté on ne tardait pas à découvrir le fond de bonté qui remplissait son cœur, bonté, nous l'avons dit, trop étendue à tout le monde pour s'affectionner particulièrement aux individus, impuissante par

[1] J'ai cité plus haut ce propos naïf de l'ambassadeur Paolo Tiepolo.

[2] D'après le beau portrait du temps qui se trouve à la villa Ludovisi dans l'un des salons de madame la duchesse de Sora, et la statue beaucoup plus récente (1722) et un peu idéalisée du tombeau de ce pape à Saint-Pierre. Il y a d'ailleurs beaucoup de portraits de l'époque répondant plus ou moins à celui que nous venons d'esquisser.

là à se les attacher : grand défaut chez un souverain, parce qu'il le prive de dévouements solides, et crée autour de lui le vide, dont il ne s'apercevra que dans les mauvais jours, lorsqu'il sera trop tard pour le remplir.

Grégoire XIII aimait la campagne et passait régulièrement une partie de la saison d'été dans une villa que le cardinal Altemps avait fait bâtir par Vignole au-dessus de Frascati, sur le penchant des montagnes latines, dans un pays ravissant dont les charmes pittoresques, rehaussés par des souvenirs classiques, ont été souvent décrits. Mondragone[1], magnifique création, non pas du génie mais de l'intelligence parfaite des proportions, jouissant d'un air pur et d'une vue immense qui embrasse avec Rome une grande partie du domaine de Saint-Pierre, Mondragone était devenu cher à Grégoire. Il y passait ses meilleurs moments. Là, sous le toit hospitalier de l'illustrissime Altemps, il lui était plus facile qu'au Vatican ou au Quirinal de bannir les préoccupations, de fuir les ennuis de la vie officielle, d'éviter surtout le contact des ambassadeurs, qui, cependant, usant de leur privilége, venaient parfois le déranger dans sa retraite. Ce fut à Mondragone que se passa la scène tragi-comique[2] de l'expulsion de l'ambassadeur Paolo Tiepolo. Il avait apporté au pape la nouvelle de la conclusion de la paix entre la seigneurie de Venise et le Grand Turc. En apprenant cette défection, si peu attendue par lui après la victoire de Lépante, Grégoire, enflammé de colère, se leva de son

[1] Aujourd'hui propriété du prince Borghèse.
[2] Au printemps 1573.

fauteuil, s'élança sur l'infortuné ambassadeur, qui prit incontinent la fuite, et le poursuivit à travers les appartements. Le diplomate, abandonné de tous, se vit obligé de retourner à Rome seul, sans escorte et exposé au pillage, car des soldats en marche vers Naples infestaient alors la *Campagna*. Ce procédé étrange fit grand bruit, mais les relations entre Venise et Rome ne furent pourtant pas rompues.

Le cardinal Altemps avait bâti Mondragone pour être agréable au pape, mais celui-ci, tout en acceptant son hospitalité, ne ménageait guère son amphitryon. Il avait ordonné de reviser les titres des feudataires de l'Église, et, à l'étonnement de tout le monde, Altemps ne put obtenir d'exemption en sa faveur. Au temps de Grégoire, les lois étaient faites pour tout le monde; seulement elles n'étaient respectées par personne. C'est ce qui arriva aussi à cette occasion. Le travail de la révision, dû à une pensée de justice et répondant à un besoin de l'administration, après avoir jeté l'effroi parmi les barons, n'aboutit à aucun résultat pratique. Aussi les Romains avaient-ils l'habitude de dire : *Habemus papam negativum.*

Tel était le pontife qui venait de fermer les yeux. Malgré les bruits sinistres prédisant sa mort qui avaient couru dans Rome pendant l'hiver, personne n'y était préparé, pas même les membres de sa famille, ni les intimes du palais, les mieux informées de ce qui s'y passait[1]. On avait trouvé que le pontificat

[1] Le cardinal de Médicis au grand-duc François, 11 avril 1585. Arch. Flor., *fil.* 5119.

se prolongeait trop : « Les courtisans de Rome, dit un ambassadeur de Venise, aiment que la roue tourne souvent, car chacun peut espérer gagner à la loterie. Ils accordent un lustre par pape, et trouvent mauvais quand le bail est renouvelé. » Mais cette fois-ci les impatients eux-mêmes partageaient la surprise. Les craintes, la consternation qui, à la nouvelle de ce décès, s'emparèrent du public, n'étaient que trop justifiées.

Heureusement les perturbateurs, pour ainsi dire officiels, les *bandits* et leurs chefs, étaient pris au dépourvu autant que le gouvernement et le sacré collége. Personne n'était disposé ni à troubler ni à maintenir l'ordre. Le cardinal Guastavillani, en sa qualité de camerlingue, prit de droit la direction suprême des affaires de l'État pendant l'interrègne. Avec lui les cardinaux, réunis en permanence, s'empressèrent d'organiser la défense contre les attaques des bandits et de quelques barons romains suspects, et d'aviser d'urgence aux mesures les plus indispensables. Les cardinaux de Médicis, Colonna et Guastavillani, furent spécialement chargés de veiller à la sûreté publique. Ils décidèrent qu'aucun bandit ne serait toléré dans Rome, que des lettres seraient expédiées aux barons feudataires pour les engager à assurer la tranquillité dans les campagnes et à diriger vers les frontières les hommes mis hors la loi auxquels ils donnaient asile. On en prévint le grand-duc de Toscane et le vice-roi de Naples, en les priant de prendre, de leur coté, contre cette plaie de l'Italie des mesures de sûreté [1].

[1] Le cardinal de Médicis au grand-duc, 11 avril 1585. Arch. Flor. *fil.* 5119.

Par motif de prudence autant que par convenance, mais surtout parce que chacun des prétendants à la tiare tenait à ne pas s'aliéner les créatures[1] du pape défunt, le sacré collége, sur la proposition du cardinal de Médicis, confirma, avec ceux de son lieutenant Mario Sforza, les pouvoirs du seigneur Giacomo comme général de Sainte Église, et nomma au poste vacant du Borgo un protégé de San Sisto. Les Savelli devaient comme toujours garder le conclave. Les Sforza recrutèrent des bandes particulièrement affectées au service de la police. Il y avait bien quelque agitation dans Rome, mais pas de troubles. On craignit un moment un conflit entre le seigneur Giacomo et Prosper Colonna, frère du cardinal, qui s'approcha de Rome avec ses massacreurs; c'est ainsi que le peuple appelait les troupes régulières qu'il commandait. Un ordre formel de se tenir au loin l'arrêta en route. Enfin, sauf quelques assassinats isolés, sauf de fausses alarmes, grâce à l'intelligence, à l'activité, à l'énergie du cardinal de Médicis, médiocre homme d'Église, mais né pour le commandement, on parvint, contre toute attente, à maintenir l'ordre pendant la vacance[2].

Les cérémonies d'usage purent donc avoir lieu sans être traversées par aucun incident fâcheux. Le corps

[1] On appelle créatures d'un pape les cardinaux par lui promus. Par reconnaissance pour la mémoire de celui à qui ils devaient la pourpre, ils votaient habituellement avec le cardinal neveu du pape décédé.

[2] Babbi au grand-duc de Toscane, 11, 12, 22 avril 1585. Arch. Flor. *fil.* 3604. L'auteur de ces lettres, secrétaire du cardinal de Médicis, raconte naïvement : « Le cose passano assai quietamente, sebben è stato ammazzato qualcuno, però pochi. »

de Grégoire, transporté d'abord à Saint-Pierre dans la chapelle de Sixte IV, fut ensuite pendant trois jours exposé dans la chapelle Grégorienne. Les obsèques eurent lieu dans la Sixtine les trois jours suivants, et se terminèrent par la grand'messe à Saint-Pierre, où un catafalque avait été dressé au centre de l'église. Aussitôt après avoir accompli les cérémonies funèbres, minutieusement prescrites par le rite et par la tradition, les cardinaux, obligés de vaquer aux affaires, se réunirent à la sacristie, où parurent successivement, pour prononcer l'éloge du pape défunt, le comte Olivarès, ambassadeur d'Espagne, le baron Frédéric Madruccio, frère du cardinal Madruccio, ambassadeur de l'Empereur, et, en l'absence de celui de Henri III, le cardinal d'Este en sa qualité de protecteur de France. Le marquis de Pisany, ambassadeur du roi très-chrétien, arriva le 18 avril au moment où les cardinaux se disposaient à entrer au conclave. Ce ne fut pas sans peine que, malgré une tentative de son collègue d'Espagne pour faire ajourner son audience après le conclave[1], il parvint à se faire recevoir par les cardinaux « ne songeant, disait-il avec humeur, qu'à faire pape le meilleur Espagnol qui s'y trouverait. » Dès le début, la rivalité entre les cours de Paris et de l'Escurial éclate dans les relations des deux représentants[2]. Cet antagonisme est dû à la force des choses. Il sera riche d'inconvénients, d'embarras et de dangers pour le pape qui va sortir du conclave,

[1] Pisany à Henri III, 22 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

[2] Vu l'abondance de matières d'un ordre plus élevé, nous passerons sous silence les interminables querelles d'étiquette des deux ambassadeurs.

aux portes duquel se débattent, l'un avec la réserve et le *sosiego* castillans, l'autre avec la verve, la *furia* proverbiale de sa nation, les ambassadeurs d'Espagne et de France.

La nouvelle de la mort de Grégoire fut accueillie à Madrid avec regret, avec indifférence à Prague, et à Paris et à Venise, avec une satisfaction mal dissimulée [1].

[1] Arch. Ven. *Deliberazioni*, avril 1585. Le sénat exprime, très-sobrement, le regret que lui cause la mort d'un pape, « pasteur zélé de la gloire du Seigneur Dieu, » sans ajouter un mot sur ses relations politiques avec Grégoire ; l'éloge est juste et le laconisme significatif.

## II

Si la mort subite de Grégoire avait causé une surprise universelle, l'événement n'en était pas moins prévu par ceux qui avaient le plus d'intérêt à ne pas se laisser prendre au dépourvu. C'étaient les membres du sacré collége, les grandes cours catholiques, les princes d'Italie.

Les cardinaux, dont quelques-uns passaient pour *papables*, dont un nombre considérable, les créatures de Grégoire XIII, se groupaient selon l'habitude autour de son neveu, et qui tous, grâce à l'esprit de ferveur distinctif de l'époque, désiraient sincèrement faire un bon pape, semblaient animés du désir de concentrer leurs votes sur le plus digne d'entre eux, sur le plus capable de défendre la foi contre l'hérésie, et de continuer, au sein de l'Église, l'œuvre de la réforme. Sous ce rapport, les choses étaient bien changées depuis le commencement du siècle.

Cependant, si la religion avait conquis une part bien plus grande qu'autrefois aux opérations électorales des conclaves, les préoccupations politiques et personnelles n'en étaient pas exclues. Les candidats à la papauté devaient compter avec les factions des différents

cardinaux-neveux, surtout avec celle des neveux du dernier pape, plus ou moins influents selon la durée de son pontificat; avec la popularité dont jouissaient quelques compétiteurs et plus encore avec les craintes que d'autres leur inspiraient. Le souvenir des actes de rigueur inouïe dont Pie IV[1] avait, au moment de son avénement, frappé un Caraffa, neveu de son prédécesseur, bien qu'un quart de siècle se fût écoulé, était présent à tous les esprits, planait comme une ombre sur l'urne électorale, et faisait que, la peur prédominant, on songeait bien moins à élire un bon pape, bon au point de vue personnel de chacun des électeurs, qu'à exclure des collègues qu'on se croyait hostiles.

Les princes aussi avaient pris leurs précautions, arrêté dans leur for intérieur le choix de leurs candidats, et muni à cet effet d'instructions éventuelles leurs ambassadeurs et cardinaux protecteurs. Les candidats devaient donc mettre un soin particulier à pénétrer le *secret* de l'empereur, de l'Espagne et de la France, armés déjà, non encore de droit mais de fait, du terrible privilége de l'exclusion. Et encore si on s'était borné à l'exercice de ce droit ! mais les bénéfices, les donations, les faveurs de tout genre, et au besoin, l'intimidation, comptaient parmi les moyens souvent employés pour se faire des amis à Rome. Malgré

[1] Le cardinal Carlo Caraffa, neveu de Paul IV, fut condamné à mort par un tribunal composé *ad hoc* de huit cardinaux, et étranglé au fort Saint-Ange. Le duc de Palliano qui, dans un accès de jalousie, avait tué sa femme, avait eu la tête tranchée dans les prisons de Tordinone. Même sort eurent ses complices, le comte d'Alife son beau-frère, et Lionardo de Cardiera son cousin. Ce procès fut revisé et les arrêts furent cassés sous le règne suivant de Saint Pie V.

tout, sur ce terrain aussi, les effets de la réforme se faisaient sentir. Charles-Quint y avait encore lutté d'influence avec François I[er] en prodiguant l'or; il ne tarda pas à connaître la stérilité de ses efforts. Les cardinaux, enfants de leur siècle peu délicat, consentaient bien, il est vrai, à accepter les gracieusetés qu'on leur faisait, à se montrer coulants en affaires, à aider de leurs bons offices les demandes et réclamations des princes, mais dans les grandes occasions, aux conclaves surtout, ils savaient, plus ou moins, garder leur indépendance. Les souverains en furent pour leur peine. C'est surtout depuis l'élection du pape Caraffa, dont Charles-Quint avait demandé l'exclusion, que ce prince s'était refroidi [1] à l'endroit du sacré collége. Son fils suivait cet exemple. Pendant dix ans il supprima les pensions assignées à des cardinaux. Les rois de France en firent autant, en sorte que la source des pensions princières s'était singulièrement tarie. Plus tard, il est vrai, Philippe II revint aux anciens errements; mais le fait seul que la grande majorité des cardinaux étrangers se composait de ses sujets et dépendants suffit pour expliquer son ascendant, qui était immense [2], au

[1] En 1565, Giacomo Soranzo dit dans sa Relation : « On peut dire que la distinction entre cardinaux de l'Empereur, de France, d'Espagne, n'a plus de raison d'être, car avec les donations, véritable cause de ces dévouements, a cessé aussi la dépendance des cardinaux. Sans doute beaucoup d'entre eux, ayant obtenu des évêchés ou d'autres bénéfices, doivent avoir des égards pour ces princes; mais c'est bien moins le cas aujourd'hui qu'autrefois. Les princes ont d'ailleurs appris à connaître le peu de puissance (politique) restée aux pontifes, et par conséquent se soucient peu des élections, et encore moins de s'attacher les cardinaux par des gratifications. »

[2] Paolo Tiepolo, qui en sa qualité de Vénitien n'est pas impartial à l'égard de Philippe II, se plaint des moyens employés par ce prince pour

sein du sacré collége. Si Olivarès en abusait souvent, le roi, pour sa part, loin d'approuver le zèle de son ambassadeur, hésitait, de plus en plus, à trop peser sur ses vassaux pourprés. Au fur et à mesure qu'il vieillissait, il se montrait moins exigeant. Non qu'il fût devenu indifférent à ce qui se passait au Vatican, car jusqu'à son dernier souffle, il apporta, au contraire, une attention suivie aux affaires du saint-siége et s'en crut le plus puissant et le suprême protecteur sur terre. Dans son esprit l'Église et la couronne d'Espagne s'étaient identifiées[1]. Influer sur les élections des papes lui semblait une conséquence de sa sainte mission, un devoir bien plus qu'un droit. Mais dans quelles limites et par quels moyens devait-il l'accomplir? Voilà la question qu'il se posait souvent. Des doutes, des scrupules, parfois des remords agitaient son âme, et lui firent à plusieurs reprises chercher des lumières dans le conseil de théologiens réunis à cet effet.

Henri III aussi pouvait peser sur le prochain conclave, mais la faction française était peu nombreuse et divisée par la politique. Quelques-uns de ses membres, que le cardinal d'Este dirigeait, tenaient à la couronne; d'autres, qui suivaient le fougueux cardinal de Sens, à la Ligue. On doutait d'ailleurs qu'ils arrivassent à temps,

agir sur le sacré collége. *Rel.* 1576. Olivarès, au contraire, dans un mémorable rapport à Philippe II, se récrie contre l'ingratitude des cardinaux espagnols et autres, recevant les pensions et faveurs du roi. Il suggère les moyens de les punir et de les ramener à la déférence envers la couronne d'Espagne. Arch. Simancas, 19 avril 1590, *leg.* 956.

[1] Un savant autrichien, M. Gindely, a publié sur cette matière des informations puisées par lui dans les Archives de Simancas. Voy. *Rudolf und seine Zeit.* Prague, 1863, et son Rapport à l'Académie impériale de Vienne, 1861

malgré les recommandations urgentes que le cardinal d'Este avait adressées à Henri III, « de les faire monter à cheval et arriver avec la plus grande vitesse possible, les Espagnols faisant de grandes pratiques pour élire le pape premièrement que seraient arrivés les cardinaux français[1]. »

L'empereur Rodolphe, comme nous l'avons déjà indiqué, ne donna aucune attention sérieuse aux affaires de Rome. En tout ce qui concernait la péninsule il avait, non sans éprouver de secrètes jalousies, abandonné la direction et, avec la direction, l'influence et le profit de son intervention au chef de la branche espagnole de sa maison.

A côté de la grande diplomatie s'agitaient, moins puissants, mais tout aussi actifs, et suppléant, au défaut de moyens matériels, par une connaissance approfondie des hommes et des choses de Rome et par l'avantage que leur donnait la proximité de leurs cours, les nombreux agents officiels et officieux des princes de l'Italie. Il faut en excepter toutefois, pour ce qui avait rapport aux élections du souverain pontife, l'État le plus important de la péninsule, la république de Saint-Marc[2]. La seigneurie ne prétendait nullement s'ingérer dans les opérations électorales. En temps de vacance, ses ambassadeurs, toujours fort bien informés, observaient et rapportaient comme toujours, mais se tenaient sur la réserve, et ses cardinaux, bien

[1] Le cardinal d'Este à Henri III, deux lettres du 10 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay.

[2] Ce fait curieux et important, en tant qu'il s'agit de juger la politique des Vénitiens, est confirmé par les correspondances diplomatiques de la république.

qu'en portant sans doute dans l'enceinte du conclave les sentiments patriotiques qui animaient tout Vénitien, y agissaient en princes de l'Église et non en agents politiques de leur pays. L'instinct exquis, la connaissance parfaite des affaires, le sens pratique joint au défaut de moyens nécessaires pour former une *faction* vénitienne, en un mot, la sagesse proverbiale qui distinguait encore la seigneurie, expliquent cette conduite d'abstention.

Des autres princes italiens, chacun tâchait de sauvegarder au conclave ses petits intérêts locaux qui, pour lui, étaient d'une importance vitale. Il n'y avait pas jusqu'au duc d'Urbin, qui n'entretînt des relations d'intimité avec un ou deux cardinaux, qui ne servît des pensions à quelques prélats romains, à des familiers du Vatican, à des subalternes officieux dont l'influence, quoique insaisissable, n'est pas moins réelle partout, et nulle part plus qu'à Rome.

Le duc de Savoie était de tous les princes de l'Italie, après Venise, celui qui se préoccupait le moins des élections. Le jeune Charles-Emmanuel allait, par son mariage avec une infante fille de Philippe II, s'inféoder pendant quelque temps à l'Espagne et trouver à Madrid l'appui qu'il lui fallait à Rome. Le protectorat de ses affaires se trouvait d'ailleurs en bonnes mains. Le cardinal Alessandrino, neveu de Pie V, passait avec raison, malgré sa médiocrité, pour l'un des membres influents du sacré collége.

Il n'en était pas ainsi du grand-duc de Toscane. Pour lui le Vatican était le centre du monde. Fort de l'amitié du pape, il se sentait moins exposé aux ran-

cunes de l'Espagne dont il redoutait toujours les projets sur Sienne qu'elle avait possédée. Dans le gouvernement de Henri III il trouvait un appui contre la Savoie, et plus encore contre ce terrible rival, le duc de Parme, qu'il soupçonnait d'aspirer à la couronne d'un futur royaume lombard[1]. La protection de l'Empereur n'était pas pour lui sans importance; mais sans l'amitié efficace du pape dont le territoire contournait le sien depuis Orbitello jusqu'à Ferrare, ou avec un pape froid et hostile, toute influence lui était interdite. Les ducs de Savoie et de Parme appuyés par l'Espagne, le duc de Ferrare etroitement lié avec la France, devenaient alors, selon la prépondérance de l'une ou de l'autre de ces puissances, les princes les plus considérables dans le nord et l'ouest de l'Italie, et lui, le grand-duc, se voyait menacé jusque sur son territoire.

Ces considérations déterminaient la politique de la cour de Florence, justifiaient l'attention toute particulière qu'elle consacrait aux affaires de Rome, et expliquaient, sans les justifier, les intrigues qu'elle y tramait toujours, mais jamais plus qu'en temps de vacance. Aussi François était-il le prince le mieux informé, non de la haute politique romaine, mieux connue des ambassadeurs de Venise, mais de la vie intime du Vatican, où il pénétrait par mille aboutissants, d'où les échos lui revenaient par les correspondances journalières de son frère le cardinal, de l'abbé Babbi secrétaire de ce dernier, de son ambassadeur Mgr Alberti,

[1] Le cardinal de Médicis au grand-duc François, Rome, 13 avril 1585. Arch. Flor., *fil.* 51'9.

archevêque de Cortone, de Mgr Gerini, et, pendant le pontificat de Sixte-Quint, de Mgr Sangaletto, camérier secret de ce pape. Mais le collaborateur le plus utile pour l'information autant que pour l'action, il le trouvait dans son frère le cardinal Ferdinand de Médicis[1], alors âgé de trente-six ans, rempli de zèle pour sa maison, politiquement dévoué au grand-duc, que d'ailleurs il aimait peu, remarquablement doué, actif à un rare degré, plein de ressources, mais peu délicat, voulant le bien de sa maison avant tout, puis le sien, en dernier lieu celui de l'Église. On le tenait pour grand seigneur, pour libéral dans le sens qu'on donnait alors à ce mot, magnifique et protégeant les arts en vrai Médicis, affable par calcul dans ses rapports personnels avec des inférieurs, et aimant à faire contraste avec François, qui, dans les dernières années de son règne, se rendait de plus en plus odieux à ses sujets. Politique de premier ordre d'un État de deuxième rang, conservant, malgré ses relations multipliées, malgré les correspondances qu'il entretenait avec les principaux personnages de l'époque, l'horizon restreint de son pays, il disposait d'une multitude de moyens d'action parce qu'il les employait tous sans scrupule et sans hésitation, pourvu qu'ils servissent à ses fins. Oubliant souvent qu'il était ecclésiastique, jamais qu'il était prince, il sera plus à sa place à Florence, lorsque plus tard il gouvernera la Toscane, qu'il n'y

[1] Lorenzo Priuli au doge. 1585. *Disp.* Rome, *fil.* 19. —Sesa à Ydiaguez, 1er août 1590. Arch. Simancas, S. de E. Rome, *leg.* 955. — Pisany à Henri III, 22 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. — Urbani au grand-duc François. Prague, 18 mars 1586. Arch. Flor. *fil.* 4342.

était à Rome dans le sein du sacré collége. A la cour papale, il jouissait d'une grande considération, habitait fastueusement le palais de Florence[1], et parfois la villa Médicis du Monte Pincio. Plus ménagé qu'aimé de ses collègues, il n'avait qu'un rival, le cardinal Farnèse, qu'il haïssait autant qu'il le craignait, et pour lequel, tout en conservant les dehors d'une froide politesse, il laissait percer publiquement une profonde aversion. Comme preuve de ce qu'il pouvait, on se racontait, à la cour de Prague, que le cardinal André d'Autriche même devait le bon accueil qu'on lui faisait à Rome à la puissante protection de ce cardinal. Les traits de Ferdinand étaient réguliers, sauf le front, un peu trop haut. Son regard froid contrastait avec son apparente bonhomie et décelait le fond de son caractère, naturellement dur et altier. Il était d'une taille élevée et d'un embonpoint excessif. Sa santé précaire, qui donnait souvent des inquiétudes, n'entravait jamais sa dévorante activité.

Par les intéressés, par les princes et les cardinaux, la mort de Grégoire XIII avait donc été prévue depuis de longues années, à dater du jour de son avénement, car, ainsi que le disait le cardinal d'Este[2], « il ne s'est

[1] « Nobilissimamente anzi regalmente adobbato. » Giovanni Gritti au Doge., 9 janvier 1587 (1588) Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.—Ce palais, situé via dei Prefetti, était la propriété du cardinal, il passa ensuite aux del Monte, fut plus tard acquis par la cour de Toscane qui, à la paix de 1866, le céda au royaume d'Italie. Le grand-duc François possédait à Rome le beau palais Lante, près Saint-Eustache, loué à M. de Pisany. Après le départ de cet ambassadeur, le cardinal de Médicis, devenu grand-duc, y établit son ambassade.

[2] Le cardinal d'Este à Villeroy, 8 mai 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

sitôt fait un pape qu'il ne se pense à l'élection du successeur. » Mais si prévue qu'elle fût, la tâche des diverses factions n'en restait pas moins difficile. En effet, comment préjuger toutes les éventualités, les incidents, l'imprévu enfin, qui joue un si grand rôle? comment s'assurer d'avance, sur un terrain aussi mouvant, des résultats derniers d'une opération si complexe où se heurtent tant d'intérêts différents, où les affections, les rancunes, les craintes de chacun, où les souvenirs, les espérances, la fidélité aux engagements pris, les défaillances, les petites trahisons ne peuvent manquer d'occuper une large place; où le hasard, ou plutôt la Providence, triomphant des faiblesses, des misères inhérentes à notre nature, peut déjouer les calculs les plus savants, faire à tous moments échouer les combinaisons les plus vastes, et donner raison à ceux qui, naïvement, croient et disent[1] que c'est Dieu qui, en dernière analyse, dans les luttes des conclaves comme sur les champs de bataille, refuse ou décerne la victoire?

La division du sacré collége en factions politiques de l'Empereur, de la France, de l'Espagne, dans le sens d'autrefois, n'existait pour ainsi dire plus. Durant le

[1] Les ambassadeurs de Venise étaient du nombre. Luigi Mocenigo, après avoir, en parlant du conclave de Pie IV, rendu compte des intrigues de l'ambassadeur Vargas, ajoute : « Mais Dieu a voulu que rien de ce qu'il cherchait d'obtenir n'arrivât. D'où il faut conclure qu'en fin de compte, c'est Dieu qui fait les papes. » *Rel.* 1560. Il fait la même réflexion à un autre endroit de la relation, « Dans ces affaires (électorales), je ne comprends guère comment on peut prévoir le résultat, puisque mille incidents peuvent déranger les desseins des hommes, en sorte qu'il faut croire que, comme dans les affaires des princes, dans celles de son vicaire, Dieu est le seul et véritable auteur des élections. »

long pontificat de Grégoire XIII, des coteries s'étaient formées que dirigeaient les neveux des derniers papes : Farnèse pour les créatures de Paul III, Borromée et Altemps pour celles de Pie IV, Alessandrino pour les cardinaux promus par son oncle Pie V. Cette classification était réglée moins par des intérêts communs que par le sentiment de reconnaissance, fondé sur les coutumes et la déférence, que professaient, ou semblaient professer les cardinaux pour le pape auquel ils devaient la pourpre. Une autre ligne de démarcation, beaucoup plus profonde, divisait le collége en deux camps ennemis. Farnèse et Médicis en étaient les chefs. Presque tous les cardinaux, même le saint et sage Charles Borromée, mort peu de temps avant Grégoire, se rangèrent de l'un ou de l'autre côté. Les représentants des cours étrangères se mirent de la partie, et pendant toute la durée de ce règne, les deux factions se disputèrent non le pouvoir, car il était entre les mains du pontife et du cardinal de Côme, mais l'avenir, l'avenir qui, vu le grand âge du Saint-Père, allait être le présent, que l'on touchait pour ainsi dire de la main, que chacune des deux factions se croyait sûre de saisir, n'était la partie adverse, également active, également forte, également préparée à une lutte à outrance.

Par suite de la mort de Grégoire, cette division en deux partis subit une notable modification. Le cardinal San Sisto, neveu de Grégoire, devenu le chef des créatures de son oncle, disposait naturellement d'un grand nombre de votes qui, placés dans la balance de l'une ou de l'autre des deux grandes factions, devaient

décider de la victoire. Sans pouvoir aspirer lui-même à la papauté, car les neveux et premiers ministres du pape défunt étaient à cette époque décidément exclus[1], San Sisto était le maître de la situation. De lui dépendait l'issue du conclave. C'est lui qui fera le pape, pourvu que les siens restent fermes, c'est-à-dire que leur reconnaissance soit solide et ne cède le pas à aucune considération étrangère, aux séductions, aux intimidations, aux mille ruses qu'on emploiera pour ébranler une fidélité, basée, nous l'avons dit, moins sur un dévouement réel envers la mémoire d'un mort, que sur des motifs de convenance, faible défense dans les grandes luttes et au moment suprême de la crise.

Gagner San Sisto avec tous les siens, ou l'isoler de ceux-ci, si on ne pouvait le gagner, voilà la tâche principale à accomplir. Il fallait, de plus, s'assurer le *veto* que les princes pourraient élever contre les adversaires les plus redoutables ; procéder d'abord négativement, c'est-à-dire par *exclusion*, ensuite par *inclusion*, c'est-à-dire en faisant la liste des candidats qu'on favoriserait à des degrés divers ; enfin, concentrer les votes de la majorité sur celui qu'on désirait le plus ou, selon les circonstances, qu'on craignait le moins.

A ce travail Médicis se donna avec une ardeur extrême[2]. Sa haine invétérée contre Farnèse et plus en-

[1] Bibl. imp. Paris, fonds fr. 5562, f° 80. C'était alors l'usage. Aucune loi ne limite à ce sujet le droit des électeurs.

[2] Ses lettres au grand-duc que nous avons sous les yeux, ses épanchements intimes, contiennent, jour par jour, l'histoire secrète des préliminaires du conclave. J'écris d'après ces documents, inédits et inconnus autant que je crois. — Le cardinal de Médicis au grand-duc, 11 avril 1585, même date, 12 avril, 13 avril, 14 avril, 17 avril, 20 avril, jour de l'entrée

core des considérations politiques, l'éventualité d'un agrandissement territorial du duché de Parme, du rétablissement du royaume lombard sous le sceptre des Farnèse, expliquent l'activité fiévreuse qu'il déploya dans ces jours critiques pour s'assurer de l'exclusion du neveu de Paul III.

La mort de Charles Borromée[1], fort dévoué aux Médicis, avait laissé dans les rangs de cette faction une lacune insuffisamment remplie par le cardinal Altemps, homme difficile à pénétrer, vaniteux, et en ce moment fortement engagé par les siens à se rapprocher de Farnèse. Ces tiraillements inquiétaient le cardinal Ferdinand de Médicis, qui avait aussi lieu de craindre une réconciliation de son grand adversaire avec le roi d'Espagne. Ce dernier, oubliant d'anciens griefs, allait restituer au duc de Parme la forteresse de Plaisance. Oublierait-il aussi la haine du cardinal Farnèse, l'exclusion dont il l'avait frappé aux derniers conclaves? Déjà une alliance entre Parme et la Savoie semblait se préparer sous les auspices de la cour de l'Escurial. Cette redoutable éventualité qui se réalisera le jour où le cardinal Farnèse, avec l'aide de Philippe, ceindra la tiare, se présente à l'esprit de Ferdinand, le glace d'épouvante, allume ses colères, devient la règle de sa conduite[2]. Dès le lendemain de la mort du pape, il fait de premières ouvertures à San Sisto, chef, comme on se rappelle, de la faction des créatures de

des cardinaux au conclave; enfin 24 avril 1585. Cette dernière lettre contient le récit de l'élection de Sixte-Quint. Arch. Flor., *fil.* 5119.

[1] 3 novembre 1584.

[2] Le cardinal de Médicis au cardinal de Florence, 28 décembre 1584. Arch. Flor., *fil.* 3879.

Grégoire. Ce cardinal se montre réservé, donne de bonnes paroles, mais ne montre d'inclination ni pour l'un ni pour l'autre des concurrents. Médicis le fait surveiller par Simoncello, et charge celui-ci de mettre en avant la candidature de Cesi, et de faire à San Sisto en même temps, mais sous le sceau du secret, des propositions relatives à un mariage entre le duc son frère et une Cesi. Les autres grégoriens, sondés par les affidés de Médicis, semblent décidés à voter avec leur chef San Sisto. Cependant, l'autre neveu de Grégoire, le cardinal camerlingue Guastavillani, laisse entrevoir des dispositions favorables : conquête importante si elle peut s'effectuer. Vers le soir, la situation est déjà changée. Alessandrino et Altemps font espérer qu'ils voteront contre Farnèse. Spinola, qui appartient tout entier à l'Empereur, incline du même côté. Enfin quelques-uns des grégoriens, si unis à San Sisto dans la matinée, trahissent de l'hésitation. Dans tous ces pourparlers il n'est encore question que de l'exclusion du doyen du sacré collége. Sur ce terrain la coalition de Médicis et d'Alessandrino est un fait accompli. Ces cardinaux se rencontrent dans une aversion commune, mais ils sont loin encore de s'entendre sur l'*inclusion*, sur le nom des candidats à appuyer en commun.

Médicis, heureux de ce premier succès, s'en tient là pour le moment, parlant toujours de Cesi, mais sans insister, sans même paraître attacher à ce choix une grande importance, tant il craint d'offusquer ses nouveaux alliés, si précieux par rapport au but qu'il poursuit, qu'il se flatte presque d'avoir atteint : l'exclusion de Farnèse, lorsqu'un incident imprévu vient remettre

tout en question et faire tourner les chances en faveur de son rival.

Philippe II ne donne pas l'exclusion à Farnèse. Soit par un scrupule de conscience qui lui commande la neutralité, soit par égard pour le prince Alexandre de Parme, toujours victorieux à la tête de ses armées de Flandres, peut-être pour ces deux motifs réunis, il revient sur ses anciennes préventions contre le doyen du sacré collége et fait répandre par son ambassadeur que, décidé à abandonner au Saint-Esprit le soin d'éclairer les électeurs, il compte laisser au conclave la plus entière liberté. Pour Médicis, c'est un coup de foudre. Divulguée par les partisans de l'Espagne, cette nouvelle porte le trouble dans les esprits des cardinaux qu'il vient de rallier, en leur faisant croire que Philippe se prononcera contre Farnèse[1]. Olivarès, pour dissiper jusqu'aux derniers doutes, se rend chez Médicis et l'informe lui-même de l'attitude de neutralité que son maître conservera au conclave. Au déboire politique que causent au cardinal de telles ouvertures vient s'adjoindre une humiliation personnelle. En sa qualité de protecteur des affaires ecclésiastiques de la couronne d'Espagne, il pouvait compter être muni des commissions du roi pour le conclave, vu qu'elles se donnaient d'ordinaire au cardinal protecteur : c'est ce qu'on appelle le secret des princes; commissions importantes, surtout entre les mains de Médicis, et dont il s'était promis d'user dans son intérêt personnel au moins autant que dans celui du roi. L'ambassadeur lui apprit

[1] Le cardinal de Médicis au grand-duc. Rome, 12 avril 1585. Arch. Flor., *ibid.* — Urbani au grand-duc. Prague, 8 mai 1585. *Ibid. fil.* 4344.

que le choix de sa cour était, à ce sujet, tombé sur le cardinal Madruccio encore absent, mais attendu d'un moment à l'autre de Trente, son siége épiscopal. Médicis, profondément mortifié et plus alarmé que mortifié, chercha vainement de dissimuler son dépit. Il dit à l'ambassadeur que si Sa Majesté avait fait connaître ses intentions plus tôt, son frère et lui auraient suivi une autre route ; qu'ils étaient eux-mêmes en mesure, par les moyens dont ils disposaient, de faire Farnèse pape, et qu'ils ne se seraient pas engagés si avant dans une autre voie s'ils avaient pu prévoir l'abstention de la cour de Madrid ; enfin, que cette abstention était en réalité un appui indirectement prêté au doyen du sacré collége. C'était, en effet, l'impression de tout le monde.

Depuis longtemps, le frère du grand-duc de Toscane avait conçu l'idée de raviver les préventions de l'Espagne contre son antagoniste. Dans ce but, il avait imaginé d'intriguer d'abord à la cour de Prague, où les Médicis jouissaient d'une grande faveur; ensuite, par l'entremise de l'ambassadeur de l'Empereur, à Madrid, où ils étaient très-peu influents, afin de provoquer pour le comte Olivarès l'ordre formel de donner l'exclusion à Farnèse. Après quelques hésitations qui firent perdre un temps précieux, le grand-duc François entra dans ces vues. Des instructions pressantes furent, par conséquent, expédiées à l'agent toscan près de la cour impériale. Le courrier qui, avec la nouvelle du décès de Grégoire, les y apportait, arriva à Prague vingt-quatre heures avant celui de l'ambassadeur Madruccio, et l'actif et intelligent chevalier Urbani se mit aussitôt à

l'œuvre. Malgré les cérémonies de la semaine sainte, malgré la difficulté habituelle d'approcher Rodolphe, peu accessible aux ambassadeurs, Urbani parvint à obtenir une audience. L'Empereur l'écouta avec attention, avec bienveillance même, et avec ce calme réfléchi sous lequel il savait si bien cacher ses irrésolutions. Cependant il ne se prononça pas. Sachant que Sa Majesté ne prenait aucune décision sans avoir écouté ses ministres, Urbani pénétra chez le vice-chancelier, alors malade et alité, tâcha de le gagner, déploya son éloquence, mais n'obtint aucune promesse positive. Ce haut fonctionnaire sembla au reste abonder dans son sens, et s'emporta même contre l'indolence de son maître; mais ses belles paroles n'aboutirent à rien. Urbani n'eut pas plus de succès auprès de Trautson et du docteur Curtius, les deux membres les plus influents du cabinet. On ne connaissait pas les vues du roi Philippe, et on ne se souciait nullement de le contrarier par ignorance, ce qui pouvait arriver, de déplaire à Madrid pour plaire à Florence, et de se faire un ennemi du prince de Parme. L'ambassadeur d'Espagne se trouvait dans le même cas. Ancien homme de guerre, et espérant être appelé à un commandement en Flandre sous les ordres du général Alexandre Farnèse, il déclina toute participation à cette intrigue, mal combinée dès l'origine, et ne pouvant amener aucun résultat, quand bien même les événements n'auraient pas marché plus vite que les délibérations de la cour de Prague. Enfin, pour satisfaire Urbani, ne fût-ce que pour la forme, on décida de munir les frères Madruccio d'instructions pour le conclave. La chancellerie était encore occupée à en

débattre la rédaction, lorsqu'on apprit que le pape était fait et installé au Vatican.

La campagne diplomatique ne pouvait amener aucun résultat. Mais à Rome aussi, les trames que Médicis avait conçues, ourdies, préparées de longue main avaient avorté, et, ce qui ajoutait à ses perplexités, le cardinal San Sisto, après avoir écouté en silence ses propositions matrimoniales, avait rejeté cette offre honteuse, l'avait communiquée à ses intimes, et raillé avec eux celui qui s'était proposé de le gagner par ce moyen. D'autres tentatives de corruption dont Médicis s'était rendu coupable transpirèrent parmi ses collègues. On apprit qu'il avait donné quelque argent à Sforza; qu'il faisait meubler à ses frais la cellule du cardinal de Florence; en général, que tout expédient lui était bon, pourvu qu'il servît à assurer l'exclusion de son redoutable rival. A cet effet, il ne cessait de conseiller à son frère de revenir de la campagne à Florence, de guetter à leur passage le cardinal d'Autriche et Madruccio, surtout les cardinaux français, alors en route pour Rome et obligés de traverser la Toscane, de les bien disposer par des offres, par des promesses, par des cadeaux, s'il le fallait, à tout prix enfin et n'importe par quels moyens. Mais le temps pressait, et il avait perdu du terrain. La neutralité de la cour d'Espagne et l'hostilité de San Sisto semblaient opposer à ses desseins des obstacles insurmontables. Il fallait se tenir pour battu ou changer de tactique. C'est à ce dernier parti qu'il s'arrêta. Désormais il ne s'agissait plus de rallier San Sisto et avec lui la foule des grégoriens; il fallait détacher ceux-ci de leur chef

qui venait de se *découvrir* pour Farnèse, et, éventuellement, pour Savello, dans le cas où Farnèse serait impossible. Or ces deux cardinaux, surtout le premier, passaient pour ennemis déclarés du duc de Sora, le seigneur Giacomo Buoncompagni, fort inquiet déjà, et avec raison, de sa position, se rappelant aussi le sort des Caraffa et intéressé, par conséquent, à un haut degré au résultat de l'élection. La communauté de ses appréhensions le rapprocha naturellement de Médicis, dont il devint, pendant le peu de jours qui précédaient le conclave, l'agent tout dévoué, actif, impétueux, recevant à toute heure le mot d'ordre de son nouvel allié, pesant sur son cousin Guastavillani, ébranlant d'abord et gagnant ensuite plusieurs des grégoriens, sauf à les voir s'éloigner de nouveau selon l'exemple de Guastavillani qui, naturellement irrésolu et impressionnable, balançait entre les deux factions sans se donner définitivement à l'une ou à l'autre.

Telle était la situation huit jours après la mort de Grégoire XIII. A l'exception du nom de Cesi, jeté incidemment dans les pourparlers, on n'avait jusque-là traité que d'exclusions. Il fallait pourtant poser une candidature. Médicis, servant ainsi à la fois ses intérêts et ses rancunes, se décida[1] à proposer cette fois sé-

[1] Médicis, en sortant du conclave, écrit à son frère qu'il avait toujours eu en vue Montalto. Cette assertion, inspirée évidemment par l'arrière-pensée de se donner aux yeux du grand-duc le mérite de l'élection de Sixte-Quint, est démentie par la série des lettres que pendant l'interrègne il avait journellement adressées à ce prince, et qui constatent qu'il a sérieusement posé la candidature de Cesi, tout en se réservant comme pis-aller de favoriser Albani ou Montalto. Je relève ce fait comme important au point de vue de la vérité historique.

rieusement le cardinal Cesi, d'abord comme dévoué à la famille grand-ducale, ensuite parce que cette nomination déplairait à Philippe II. Il comptait d'ailleurs, comme pis-aller se rabattre sur Albani ou Montalto, ce dernier étant beaucoup plus *papable* aux yeux du public, qui l'appréciait tout en l'aimant fort peu, qu'il ne l'était dans l'opinion du sacré collége ; car à l'exception d'Alessandrino et de Rusticucci, tous les deux créatures de Pie V et amis de Montalto, aucun des cardinaux ne semblait disposé à se donner le moine pour maître. Médicis lui-même le tenait en réserve seulement comme dernière ressource, et parce qu'il comptait sur la reconnaissance du *cardinal pauvre*, l'obligé du grand-duc dont il recevait de temps à autre de faibles secours.

On s'en tint donc pour le moment au nom de Cesi. Ce cardinal avait autrefois rempli des missions importantes, et vivait maintenant retiré des affaires dans son sombre palais du Borgo. Il se recommandait par des qualités solides plutôt que brillantes, et jouissait de l'estime universelle. Dans le camp opposé, Savello et Farnèse comptaient le plus de partisans. Le dernier était évidemment favorisé, sinon par le roi d'Espagne, du moins par son ambassadeur, parfaitement capable, au reste, d'agir de sa propre autorité. Ce diplomate recherchait cependant les occasions de rencontrer Médicis; il vint même un matin déjeuner chez lui au Vatican, augmentant par sa réserve polie, par des demi-mots dont le sens n'était guère saisissable, les embarras, les doutes, les perplexités du cardinal. Le grand-duc fit enfin connaître ses intentions à son frère. Préférant à une ré-

ponse écrite le moyen plus sûr d'explications verbales, il lui envoya son secrétaire, le conseiller d'État Vinta, chargé de l'engager à la prudence, et désavouant, non par des scrupules que François ne connaissait guère, mais par prudence, par crainte de compromission, les tentatives de corruption que Ferdinand lui avait si chaleureusement recommandées[1].

L'un des membres les plus éminents du sacré collége par la noblesse de la naissance, par le caractère, par l'esprit, par la largeur des conceptions, par tous ces avantages que le maniement des grandes affaires peut seul donner, et seulement à ceux qui sont nés pour les grandes affaires : le cardinal d'Este [2], tout en se montrant, en général, très-disposé pour marcher de concert avec les cardinaux de Médicis et Alessandrino, avait jusqu'à ce moment, au milieu de ce dédale d'intrigues, gardé un silence presque absolu et une réserve impénétrable.

Louis d'Este, frère d'Alphonse II, duc de Ferrare, tenait, par sa mère madame Renée, à la maison royale de Valois. Aimant la France, où il avait résidé à deux reprises en qualité de légat, dévoué à Henri III, il ne lui refusait jamais les lumières de ses conseils, ni, au besoin, son intervention, toujours active, parfois ardente et d'une grande utilité[3]. Pour ce

[1] Cela ressort de la réponse du cardinal, 17 avril 1585. Il tâche de s'excuser vis-à-vis de son frère, proteste de son innocence, et nie avoir eu l'intention d'employer la corruption.

[2] La volumineuse correspondance du cardinal d'Este avec Henri III et avec Villeroy se trouve à la Bibliothèque impériale de Paris.

[3] M. de Villeroy, qui voyait de près l'état d'impuissance où était réduit

prince le cardinal d'Este était un auxiliaire précieux, surtout dans ces temps néfastes où le prestige du roi très-chrétien, fort abaissé en France, était presque nul au Vatican, tout dévoué, sous le dernier règne, au roi d'Espagne et très-sympathique à la Ligue. M. de Pisany, l'ambassadeur de Henri III, avait bien raison d'écrire à son maître « que si ce n'était monseigneur le cardinal d'Este, les affaires de Votre Majesté ne seraient de nul prédicament par deçà. » Este demeurait à Rome au Monte Giordano[1], l'un des châteaux forts des Orsini, et en été dans sa magnifique villa près de Tivoli, construite par Ligorio Pirro pour le cardinal Hippolyte d'Este. C'est un des nombreux monuments qui témoignent de ce que pouvaient encore les arts au service des princes de l'Église[2]. Les grands revenus du cardinal, moins considérables seulement que ceux de Farnèse, étaient consacrés à des œuvres de bienfaisance, à l'encouragement des arts, à la plus noble hospitalité. Son palais regorgeait d'hôtes. Lorsqu'un jour le duc de Nevers vint descendre chez lui, il y trouva, outre la famille des Pepoli, deux cardinaux et une vingtaine d'évêques français, avec leurs suites. Au moment du conclave, Este n'avait que quarante-sept ans; mais sa faible santé faisait craindre et lui-même pressentait une fin prématurée.

son royal maître, recommande au cardinal la douceur; il le prie « de ne pas entrer en aigreur et altercations. » Villeroy au cardinal d'Este, 24 juin 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

[1] Aujourd'hui palais Gabrieli.

[2] Farnèse avait cent vingt mille écus, Este, quatre-vingt-dix mille écus de revenu.

De Thou l'appelle le trésor du pauvre et l'ornement du sacré collége[1].

Ce cardinal si influent laissa enfin entrevoir les intentions de Henri III, favorables à Savello et exclusives de Cesi. Il donna pourtant à entendre que ces préventions pourraient n'être pas invincibles, pourvu qu'il eût le temps matériel d'écrire à Paris et d'en recevoir la réponse. Le fait est que les méfiances du gouvernement français avaient en vue surtout le cardinal Madruccio, chargé des commissions des deux branches de la maison d'Autriche[2], les vassaux de Philippe, l'Espagne enfin. M. de Pisany, arrivé ce jour-là même (18 avril) le disait tout haut à qui voulait l'entendre; le protecteur de France le confiait tout bas à l'oreille de Médicis, ajoutant seulement que, ni Farnèse ni ses amis n'ayant demandé son concours, il comptait pour le moment garder le silence au sujet de Cesi. Mais insensiblement il quitta cette attitude de réserve. Au fur et à mesure que l'ambassadeur d'Espagne semblait favoriser Farnèse, Este se rapprochait de Médicis. Dès ce moment, les chances du doyen commencèrent à baisser, et bientôt l'élection de son ami Savello ne parut plus douteuse. C'était, sauf la tiare, mettre le pouvoir suprême dans les mains de Farnèse. Médicis était donc battu. Réduit à cette cruelle

[1] Rel. Ven. de Ferrare, d'Emiliano Manolesso, 1595. Coll. Alberi, et en plusieurs endroits, correspondance de Villeroy au cardinal d'Este. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. — Pisany à Henri III, 22 avril 1585, *ibid.* — Jehan Depiles au duc de Nevers, *ibid.* fonds fr. 3364. — Babbi au grand-duc. Arch. Flor., *fil.* 3604.

[2] Villeroy au cardinal d'Este, 25 juin 1585. La minute est de la main de Villeroy.

extrémité, il imagina une nouvelle combinaison.

Il avait été convenu antérieurement avec Este, qui disposait des cardinaux français, avec Altemps chef des créatures de Pie IV, avec Alessandrino chef de celles de Pie V, que ces deux derniers, Altemps et Alessandrino, feraient une *inclusion*, c'est-à-dire dresseraient une liste de candidats choisis parmi les créatures de leurs papes, Pie IV et Pie V, et que les quatre chefs réunis tomberaient d'accord sur un nom pris sur cette liste. De cette façon, Médicis avait espéré paralyser l'action de San Sisto et des grégoriens, favorable à Farnèse, et plus encore à Savello. Il s'était trompé. Cette faction se montrait plus forte que la coalition par lui formée, et il fallait par d'autres voies trouver moyen de neutraliser les grégoriens.

Altemps n'avait jamais rompu les pourparlers avec leur chef San Sisto. Inspiré, aidé par Médicis, il parvint à conclure avec les deux neveux de Grégoire un arrangement aux termes duquel les trois cardinaux, lui Altemps, San Sisto et Guastavillani, seraient libres de choisir leur candidat parmi les créatures de leurs papes, Pie IV et Grégoire XIII, mais ne pourraient donner leurs votes à aucun autre compétiteur, si ce n'était par suite d'une entente préalable entre eux trois. Or comme Farnèse et Savello avaient été promus par Paul III, et que Altemps, ce qu'il laissait ignorer à San Sisto et à Guastavillani, s'était engagé avec Médicis, Este et Alessandrino à ne voter que pour des créatures de Pie IV ou de Pie V, le doyen et son ami Savello se trouvaient indirectement, mais positivement écartés.

Dans tous les conflits humains, sur les champs de bataille, dans les siéges, au chevet du lit des malades, quand la vie et la mort sont aux prises, dans les combats diplomatiques, non moins rudes parce qu'ils se livrent dans l'embrasure d'une fenêtre ou autour d'un tapis vert, il y a toujours un certain point, le point important, imperceptible à l'œil de la multitude, mais que l'homme de génie saisit tout d'abord, fixe imperturbablement, sur lequel il concentre l'attaque ou la défense, tout en variant les moyens selon les exigences variables du moment. Ce coup d'œil, que nous appellerions volontiers le don de la diagnose, fait le grand politique, le grand capitaine, le grand médecin, et faisait de Médicis un grand intrigant. Ne voulant, ni ne pouvant aspirer à la tiare, le frère et l'héritier présomptif du grand-duc de Toscane ne poursuit qu'un but, celui de faire échouer les candidats hostiles à sa patrie et à sa personne, et les plus hostiles sont Farnèse et Savello, ce dernier parce qu'il abandonnerait le pouvoir à Farnèse. La scène change de jour en jour, on pourrait même dire d'heure en heure; mais grâce à sa perspicacité singulière, il aperçoit aussitôt le point vulnérable de l'adversaire. Concentrant ses aversions sur deux noms, admettant éventuellement plusieurs candidatures, son action est positive et péremptoire pour l'exclusion, hésitante et incertaine pour l'inclusion. Il n'éparpille pas ses moyens pour favoriser tel ou tel compétiteur. Il va au plus pressé, au plus important, qui est la défaite de Farnèse. Il tâche de le frapper, d'abord par l'exclusion des princes, par celle de la maison d'Autriche, et en

attendant la réponse de Prague, par l'exclusion des cardinaux. A cet effet, il essaye de s'assurer le concours des deux neveux du pape défunt, et par eux celui des autres grégoriens. Mais San Sisto n'ayant pu être gagné, Médicis modifie aussitôt son plan d'attaque en présence même de l'ennemi, et entreprend de séparer les créatures de Grégoire de leur chef, ce qui n'est possible qu'en portant la désunion dans la famille du pape, en détachant de San Sisto, Guastavillani et Giacomo : Guastavillani le plus populaire des deux ; le seigneur Giacomo le plus résolu, parce qu'il y va de son existence, le plus actif, le plus disposé à des actes de violence, et le plus en mesure de s'y livrer s'il le faut, parce qu'il tient entre ses mains l'armée, dont il est le chef.

Cette nouvelle campagne ne donne pas de grands résultats. La majorité des grégoriens reste unie à San Sisto. Les farnésiens, soit dans la personne de leur chef, soit, ce qui est plus probable, dans celle de Savello, touchent à la victoire. Cette fois-ci encore, servi à merveille par son coup d'œil, Médicis, au milieu même de la mêlée, reconnaît le côté faible de l'ennemi, apprécie l'importance d'Altemps, lui persuade de se glisser entre les farnésiens et San Sisto, parvient enfin, par la combinaison ingénieuse que le lecteur connaît, à effacer Farnèse et Savello de la liste des compétiteurs.

Cette victoire n'est pas, il est vrai, définitive. Pour qu'elle le devienne, il faut qu'au conclave la double exclusion soit maintenue, que San Sisto ne vote que pour un candidat agréé par le cardinal Altemps; mais l'auteur du piége où San Sisto a donné est

plein d'espérances et tout fier « d'avoir dupé les adversaires conformément à la volonté de Dieu[1]. » Assurément, Ferdinand de Médicis, excellent tacticien et maître dans l'art de l'intrigue, mériterait ici toute notre admiration s'il avait mis son habileté au service d'une plus noble cause, si le but justifiait les moyens, si le cardinal s'était moins rappelé qu'il était prince de Toscane et plus qu'il était prince de l'Église.

Cependant, Farnèse de son côté n'est pas resté inactif. Il pose ouvertement sa candidature, ne dissimule pas ses espérances, sans toutefois affecter le calme. Il cherche à augmenter le nombre de ses partisans, parmi lesquels figurent déjà, en première ligne, San Sisto, Caraffa, Lancellotto; rappelle à M. de Pisany[2], qui est tiède à son endroit parce qu'il le croit protégé par l'Espagne, des engagements éventuels pris par Henri III en sa faveur; dit à tous qu'il n'a pas le temps d'attendre; échange avec Médicis[3], qui dans ces jours critiques l'approche une seule fois, des paroles de politesse; se croit sûr du succès depuis qu'il a appris, par les ouvertures du comte Olivarès, que les méfiances de Philippe, ce terrible obstacle à ses vœux, ont fait place à une bienveillante neutralité. Est-il étonnant

[1] « Mi successe felicissimamente di frodar la gabella all' adversari, come fu voler di Dio. » Lettre du 24 avril, écrite à l'issue du conclave. La même pensée se rencontre dans ses lettres antérieures.

[2] Pisany à Henri III, 22 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

[3] Les bruits, répandus par Médicis et Babbi, d'un riche mariage proposé par Farnèse au frère de San Sisto sont sans fondement. Aucune trace ne s'en trouve dans les nombreuses correspondances que j'ai compulsées, si ce n'est dans les lettres du cardinal toscan et de son secrétaire.

que le cœur de l'ambitieux vieillard se gonfle d'espérances? Comme doyen et vice-chancelier, il occupe la première place au sacré collége, comme Farnèse, l'une des premières en Italie. L'autorité, les richesses, les qualités qui le distinguent, concourent à faire de lui le candidat né de tous les conclaves. Depuis la mort de son pape, il a vu tour à tour monter sur la chaire et disparaître dans les caveaux de Saint-Pierre, Jules III, Marcel II, Paul IV, Pie IV, Pie V et Grégoire XIII. Dans plusieurs de ces conclaves il a touché à la tiare, sans jamais pouvoir la saisir, lui qu'on appelle le faiseur des papes. Le nouveau monde religieux sorti du grand mouvement réformiste, les jésuites en tête, les grands noms de la littérature et des arts dont il est le Mécène, le public romain qui l'adore demandent pour lui le pouvoir suprême. La religion, les sciences, les arts, la faveur du peuple posent et appuient sa candidature. Le sacré collége, où il compte d'ailleurs de nombreux amis, subira, il l'espère, la pression de l'opinion publique, si puissante, quoique si mobile (elle ne l'était pourtant pas à son égard), que l'on ne doit braver que pour des convictions profondes, et que ceux qui n'en ont pas, la grande majorité, suivent invariablement, ce qui précisément fait souvent la force de l'opinion publique. Jamais candidat plus autorisé à espérer le succès ne s'est présenté devant des électeurs.

La vie du cardinal Farnèse, fils du duc Pier Luigi de Parme, frère du duc régnant, oncle de l'illustre guerrier alors commandant pour Philippe II l'armée de Flandre, embrasse toute cette grande époque, si rem-



plie de péripéties, de Charles-Quint, de François Ier, des grandes transformations religieuses et politiques dont l'Allemagne, dont l'Angleterre, dont l'Europe étaient le théâtre. A l'âge de quatorze ans, il paraît sur la scène. A vingt ans, il se trouve pour la première fois, en Flandre, dans l'intimité du grand empereur[1], ensuite auprès de François Ier, tient entre ses mains les plus grosses affaires, traite avec les personnages les plus illustres : de la paix entre ces deux souverains, de l'état de l'Angleterre qu'on espère toujours ramener, de tous les intérêts qui agitent alors le monde. Revenu à Rome, il voit sa situation grandir insensiblement, devient le centre de la vie intellectuelle et du mouvement des arts, dominés jusque dans la seconde moitié du siècle par le dernier survivant de l'âge d'or, Michel-Ange, son ami et son protégé. Après une jeunesse non exempte de fautes, il subit l'influence de la réaction, recherche l'intimité d'Ignace de Loyola, de François Borgia[2], de Philippe de Neri ; se transforme enfin avec le temps où il vit, avec l'atmosphère qu'il respire. Les chefs-d'œuvre dus à son initiative et créés avec les moyens que fournit sa libéralité princière, les monuments de l'art qui font l'admiration de la postérité, qui ont immortalisé, avec le nom d'Alexandre Farnèse, ceux des artistes qui en sont les auteurs : Michel-Ange, pendant la seconde période de sa longue existence,

[1] Charles-Quint avait dit de lui : « Si collegium cardinalium talibus viris constet, profecto senatus similis nusquam gentium reperietur. »

[2] C'est François Borgia qui lui a inspiré la première idée de construire l'église du Jésus. *Vida del Padre Francisco Boria duque de Gandia*, par le P. Ribadeneyra.

Baldassare Peruzzi, Pierino del Vaga, Sebastiano del Piombo, les frères della Porta, Vignole, — ces chefs-d'œuvre marquent toutes les phases de la vie intime ou publique de ce grand cardinal, de la longue existence qu'il a parcourue, depuis le dernier souffle de la Renaissance expirante jusqu'à la grande réaction catholique que, jeune encore, il avait vue naître, grandir pendant l'âge mûr, atteindre à son apogée au moment où il se prépare à monter sur un trône, avant de descendre dans la tombe.

Les arts suivent, ils ne précèdent jamais les évolutions de l'esprit humain. Aussi conservèrent-ils encore à Rome l'empreinte du génie païen du siècle précédent longtemps après que l'Église et l'État se furent engagés dans de nouvelles voies. La décoration du grand palais du cardinal[1] à Rome en est une preuve frappante. Le tombeau de Paul III, chef-d'œuvre de Guillaume della Porta, déplut aux générations réformées du siècle suivant et dut être voilé. Il n'est toléré aujourd'hui dans l'enceinte de Saint-Pierre qu'à cause de sa beauté classique, dont l'Église ne dédaigne pas les charmes[2]. D'autres créations, qui datent de la première moitié de la vie de Farnèse, contrastent avec celles de son âge avancé, avec les fondations pieuses, les colléges, les

[1] Le palais Farnèse, aujourd'hui propriété du roi de Naples. Il n'est pas ici question des célèbres fresques des Carrache, qui n'ont été exécutées qu'en 1600, douze ans après la mort du cardinal Alexandre.

[2] La tolérance sympathique de l'Église à l'endroit des gloires du monde païen est déjà relevée par Dante :

L'onrata nominanza
Che di lor suona sù nella tua vita,
Grazia acquista nel ciel che si li avanza.

*Enfer*, ch. IV.

hospices, avec le style et l'ornementation des églises qu'il a fait construire, surtout avec la dernière et la plus grandiose, avec le temple somptueux devenu, pour les deux siècles suivants, le prototype de l'architecture sacrée, avec l'église du Jésus [1].

Il occupait de sa personne le palais de la chancellerie, jamais le sien, d'où les artistes et les ouvriers ne sortaient guère; au printemps, le Casino du Palatin, par lui transformé en musée sur l'emplacement et au milieu des ruines du palais des Césars ; sa maison de campagne à Palo sur les bords de la mer en été ; Grotta Ferrata ou Caprarola, autre chef-d'œuvre de son architecte de prédilection Vignole, pendant les *ottobrate*, les vacances d'octobre, si chères aux Romains. Dans tous ces lieux il tenait maison ouverte[1], recevait, avec une urbanité passée en proverbe, les personnages les plus considérables du monde romain ou étranger, s'entourait volontiers de savants et d'artistes, qui tous accouraient, empressés de jouir de cette hospitalité magnifique, raffinée, relevée encore par le charme personnel de celui qui l'offrait.

Farnèse, bien que mêlé, surtout dans sa jeunesse, aux plus grandes affaires, n'a pas laissé de traces appréciables de son activité politique. Il n'a jamais attaché son nom à aucun des événements de l'époque. C'était un grand seigneur plutôt qu'un grand homme, et c'était certainement un grand car-

[1] « Hier mardi, arriva ici le vieux duc de Massa, de la maison Cibo, suivi de trente-sept carrosses envoyés à sa rencontre. Il descendit au palais du cardinal Farnèse, qui le fait servir avec cette splendeur et magnificence qu'on lui connaît. » *Avvisi*, Rome, 1er avril 1589. Arch. Flor. *fil.* 4027.

dinal, possédant, avec tant de dons rares, l'un des plus précieux, celui d'être parfaitement aimable. Quoique souvent en butte, comme tous ceux qui sortent de la foule, à l'envie, à la médisance, aux petites et parfois aux grandes persécutions, il ne connaissait pas la rancune, et on a dit de lui qu'il ne s'est jamais vengé [1].

De sa personne il était grand, et, comme presque tous les membres de sa famille, d'une beauté remarquable. Ses traits frappaient par leur noblesse, son maintien aux cérémonies de l'Église en imposait par une dignité majestueuse. Dans le commerce habituel, par la grâce, par l'élégance un peu mondaine, ses manières rappelaient les anciennes cours, les temps déjà si loin, si frivoles, mais si brillants de Jules II et de Léon X, qu'il n'avait pas vus, mais dont un reflet illuminait encore dans sa jeunesse le palais de Saint-Marc [2], résidence de prédilection de Paul III.

Les obsèques de Grégoire étaient terminées. Pendant les premiers jours de l'interrègne, la tranquillité matérielle avait continué à régner, mais des symptômes d'agitation avertissaient les électeurs illustrissimes (l'Éminence ne leur a été attribuée que dans le siècle suivant), qu'il y avait péril en la demeure. Un matin [3], malgré les ordres formels des trois cardinaux régents qui lui défendaient de venir à Rome,

[1] Pietro Maffei, son contemporain, dit de lui : « Nullas unquam ultus inimicorum injurias. » *Ex opere* Petri Maffei Bergamatis, etc. Bergame, 1727.
[2] Palais de Venise, aujourd'hui d'Autriche.
[3] Babbi au grand-duc, 21 avril 1585. Arch. Flor., *fil.* 3604

on vit Prosper Colonna parcourir les rues avec une trentaine d'hommes d'abord ; mais sa troupe, grossissant à chaque carrefour, atteignait le chiffre de deux mille personnes pendant le court trajet du palais Colonna à la demeure du cardinal de Médicis. Effrayé de cet excès de popularité et craignant d'être arrêté par le seigneur Giacomo, Prosper trouva prudent de rentrer chez lui en voiture fermée et de se retirer le lendemain à Zagarola. La situation était tendue. Tout le monde comprenait qu'il était temps d'en finir avec ces incertitudes, et les opérations électorales n'avaient pas commencé! On eut donc hâte d'entrer au conclave. En supposant que tous les engagements pris fussent observés, voici comment se présentaient les éventualités de l'élection : Farnèse et Savello exclus, Cesi avec fort peu de chances, Sirleto définitivement écarté. Les votes s'éparpillaient sur différents candidats, dont aucun n'en réunissait un assez grand nombre pour être pris au sérieux, si ce n'est un seul auquel on avait pensé le moins, qu'aucun des cardinaux, à l'exception peut-être d'Alessandrino et de Rusticucci, ne favorisait, mais que personne ne récusait absolument ; qui, sauf quelques démarches timides auprès de Farnèse, s'était presque complétement effacé, mais que les circonstances, la difficulté de tomber d'accord sur un autre nom, la force des choses et non la volonté des électeurs, mettaient en évidence à la dernière heure ; dont l'ambassadeur de France [1] résume en deux mots les

[1] Rapport de Pisany à Henri III, 22 avril 1585, cité précédemment.

chances bonnes et mauvaises, en écrivant à son roi : « Il y a aussi un cordelier qui est en très-bon prédicament, mais la faction espagnole en voudra un qui soit partial pour eux, et non attaché au bien universel. » Cet homme était Montalto.

# III[1]

L'église Saint-Pierre, le Vatican et la place qui s'étend au pied de ces illustres monuments, n'offraient pas alors l'aspect qu'ils présentent aujourd'hui. Au nord-est, du côté de la porte Angélique, deux petits portiques et un groupe de maisons de bourgeoise apparence, dans l'une desquelles Raphaël est mort, occupaient le terrain où devait s'élever, dans le siècle suivant, l'une des deux magnifiques colonnades de Bernini, et où le palais du cardinal Rusticucci (Accoramboni), situé à l'issue du Borgo Nuovo, se montrait déjà en voie de construction. L'obélisque d'Héliopolis, l'aiguille, comme on disait, debout encore sur le flanc

[1] J'écris dans ce chapitre l'histoire du conclave d'après les documents suivants, à savoir : une série de lettres du cardinal de Médicis à son frère; le récit verbal du cardinal Alessandrino mandé au duc d'Urbino par l'agent de ce prince à Rome; le rapport succinct de l'ambassadeur vénitien Lorenzo Priuli; le rapport de M. de Pisany, ambassadeur de France, inspiré par le cardinal d'Este; la lettre du cardinal Madruccio au roi d'Espagne; le rapport de l'ambassadeur de Venise Giovanni Gritti, à qui Sixte-Quint avait raconté les faits principaux de son exaltation. C'est donc sur la foi d'informations fournies par les principaux acteurs, c'est à l'aide de documents d'une authenticité et, au point de vue des faits, d'une véracité incontestables, qu'il m'a été possible de porter la lumière dans les ténèbres du conclave, d'en pénétrer les mystères, et de suivre pas à pas les mouvements stratégiques des électeurs. Leti, Tempesti et tous les au-

droit de la basilique[1], mais en partie ensevelie dans les décombres du cirque de Néron, attendait l'appel impérieux de Sixte-Quint pour secouer sa poussière quinze fois séculaire et se redresser au centre de la place. De larges gradins, surmontés aux deux extrémités par les statues de saint Pierre et saint Paul[2], menaient à une construction du quatrième siècle, percée de trois portes de style roman, et, aux étages supérieurs, de trois doubles fenêtres à plein cintre. Elle conservait les tra-

tres auteurs qui ont écrit sur Sixte-Quint ont puisé leurs informations dans la relation de ce conclave publiée avec d'autres en 1667, et dont j'ai trouvé des copies aux Archives d'État de Vienne et de Florence, à la Bibliothèque impériale de Paris, et dans plusieurs collections de manuscrits des princes romains. On l'attribue, probablement avec raison, à l'un des conclavistes. C'est certainement l'œuvre d'un subalterne bien informé des faits en général, très-bien des détails, peut-être pas assez haut placé pourtant pour embrasser l'ensemble, pour distinguer l'important de l'accessoire ; ignorant surtout des mobiles qui font agir les principaux personnages, et comblant cette lacune par des suppositions gratuites. En ce qui concerne l'état de Rome pendant la durée du conclave, j'ai puisé dans les rapports des ambassadeurs et agents diplomatiques, surtout dans les lettres de Babbi au grand-duc de Toscane; — Lettres de Médicis au grand-duc, 24 avril 1585. Arch. Flor. *fil.* 5119; — Rel. Alessandrino, *ibid.* Carte Strozz *fil.* 41; — Lorenzo Priuli au doge. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.; — Pisany à Henri III, 24 avril. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288; — Madruccio à Philippe II, Rome, 5 mai 1585. Arch. Simancas. Seg. de Estado. Rome, *Leg.* 946; — Giovanni Gritti au doge. Rome, 30 avril 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22. — Babbi au grand-duc, avril 1585, Arch. Flor. *fil.* 3604. Je traiterai en son lieu de la fable inventée et accréditée par Leti des moyens qu'aurait employés le cardinal Montalto pour se gagner des votes, en feignant les infirmités du grand âge, et rejetant ses béquilles au moment de son exaltation. La fausseté de cette assertion a été d'ailleurs démontrée par Ranke dans ses *Römische Päbste.* — Pour la description de Saint-Pierre, j'ai consulté la fresque de la salle de Sixte-Quint à la Bibliothèque Vaticane (1588), et une gravure de 1575 de la Bibliothèque Corsinienne, œuvre d'un Tyrolien, et dédiée au cardinal Madruccio.

[1] Près de la sacristie de Pie VI.

[2] Œuvres précieuses de Mino de Fiesole, aujourd'hui placées dans la nouvelle sacristie de Pie VI.

ces de mosaïques presque effacées, et touchait, du côté du Vatican, à un bel édifice de Paul II, dit le jardin du Paradis, parce que les pèlerins trouvaient, dans son enclos planté d'arbres, ce qu'ils appréciaient le plus, de l'eau et de l'ombre. La façade de ce charmant paradis se composait de trois colonnades superposées, reproduisant exactement l'architecture de la cour du palais de Venise, bâti sous le même pape et par le même architecte[1]. Du côté opposé, vers le sud-ouest, un petit palais à deux étages, chacun de trois fenêtres, reliait la façade du midi à une simple et belle construction florentine de Pie II, consistant en deux arcades superposées et formant angle vers le vieux quartier Saxon, un peu en avant de l'endroit où aujourd'hui l'aile méridionale de la colonnade de Bernini rejoint l'église. En pénétrant dans la cour par l'une des trois portes de l'édifice du milieu, on avait devant soi la basilique resplendissante d'or et de mosaïques et frappant les regards par sa naïve magnificence, tout empreinte encore du caractère des premiers âges. Un portique occupant toute la largeur de l'église, en ombrageait les approches. La façade était percée au premier étage de cinq, au deuxième de trois grandes fenêtres trilobées et à plein cintre; une rosace ornait le fronton. Derrière, au-dessus de ce vénérable édifice qui avait vu le christianisme monter sur le trône et prendre officiellement possession du monde, on distinguait, suspendues en l'air, comme Michel-Ange l'avait promis, d'autres merveilles, le triomphe de la renaissance des arts servant la renais-

[1] Giuliano da Majano.

sance de la foi. C'était la galerie, rappelant le Panthéon, élevée à une hauteur prodigieuse au-dessus du tombeau des apôtres, mais attendant encore de la main puissante de Sixte-Quint l'œuvre gigantesque qui devait le couronner : la coupole. Au milieu de la cour, un dais, porté par de basses colonnes antiques, protégeait le puits du saint pape Symmaque. Une massive construction de Paul II, aux fenêtres guelfes, autre copie de la façade du palais de Venise, l'aile méridionale du Vatican, fermait la cour vers le nord-est. En face, une maison de semblable architecture servait d'habitation au cardinal archiprêtre de Saint-Pierre.

A l'intérieur de la basilique, la transformation avait déjà fort avancé, d'abord sous la direction personnelle de Michel-Ange, et, après sa mort, d'après ses dessins qu'on suivait scrupuleusement. Ce sera Paul V qui, frappé par un mot plus spirituel que profond[1], s'écartera des plans du grand maître, et qui fera substituer, comme on sait, par Carlo Maderno, grand maçon plutôt que grand architecte, la croix latine à la croix grecque, abattre à cet effet, avec le puits de Symmaque, la façade et le portique de Constantin, disparaître jusqu'aux derniers vestiges ces monuments consacrés par l'histoire et par la piété de tant de siècles. Sur le terrain ainsi gagné s'élèveront la nouvelle arcade, la première moitié de la grande nef et la façade que nous voyons aujourd'hui.

Quoique les travaux n'eussent presque jamais été interrompus, depuis leur commencement sous Jules II

[1] « Le chef de l'Église latine ne peut admettre la croix grecque. »

jusqu'au moment où Alexandre VII consacra le nouveau temple, le service divin y fut constamment célébré; mais aucune des générations qui se sont succédé pendant ces cent vingt ans n'a vu l'église autrement que coupée en compartiments par d'immenses rideaux, et remplie d'échafaudages et d'ouvriers. Fière de posséder un jour la plus grande merveille de l'art moderne et du monde chrétien, Rome, religieuse, caustique, patiente, patiente parce qu'elle mesure l'avenir à son passé qui se perd dans la nuit des temps, Rome suivait ces travaux, qui marchaient toujours sans arriver jamais à leur terme, avec une curiosité sympathique, les contrôlait par ses critiques, toujours spirituelles, souvent mordantes, et s'habituait peu à peu à apprécier les pontificats d'après les progrès qu'ils avaient fait faire aux constructions de Saint-Pierre.

Le Vatican se compose de deux palais. Le vieux, dit le Belvédère, avait, depuis la moitié du siècle, depuis la mort de Jules III, cessé d'être l'habitation des papes. A leur retour d'Avignon, ils l'avaient restauré. Innocent VIII surtout y avait fait des travaux considérables. L'appartement qu'il occupait a conservé son nom jusqu'à la fin du siècle dernier, époque à laquelle il fut transformé en musée[1] On y voyait une grande salle, maintenant dite des Animaux, et une série de pièces de passage, d'*antichambres*, où se tenaient les personnes de distinction. Ces diverses pièces, réunies en une galerie, s'appellent aujourd'hui

[1] Musée Pio-Clementino.

les corridors de Cléopâtre. La salle suivante, celle des Statues, est l'ancienne chambre à coucher des papes; la dernière, celle du domestique de confiance. La chapelle où les papes disaient la messe est devenue la salle du Torse. Aujourd'hui ce célèbre antique en occupe le milieu, le sarcophage des Scipions l'emplacement de l'autel. Les écussons des Cibo qu'on voit au centre des voûtes, et quelques fresques du règne de leur pape Jules III rappellent l'ancienne destination de ces lieux. La vue magique sur la ville éternelle, dont on jouit du balcon de l'ancienne chapelle, a valu à cette partie du Vatican le nom si mérité de Belvédère. La petite et charmante cour, rebâtie par Bramante, et conservée, à peu de changements près, telle qu'on la voit aujourd'hui, fut, sous le pontificat de Jules II, ornée d'un petit nombre de statues de grande valeur. Ce prince avait le premier conçu l'idée de sauver et de réunir les chefs-d'œuvre de l'antiquité. Il jeta ainsi le germe, qui dut sommeiller pendant près de trois siècles, de la plus riche et de la plus précieuse collection d'antiques, rassemblée, comme par enchantement, sous Clément XIV et Pie VI, grâce à l'intelligence, à l'activité, à la main heureuse d'un homme hors ligne. Le Génois Giovanni-Batista Visconti, le fondateur de cette famille d'archéologues si connus et appréciés de tous ceux qui ont visité Rome depuis un siècle, Giovanni-Batista Visconti, l'ami de Winkelmann, avait offert de former à Rome une collection d'antiques supérieure à tout ce qu'on voyait en ce genre dans d'autres capitales, et même à Naples, devenu alors, par suite de la récente découverte de

Pompéi, le rendez-vous des savants et des artistes de l'Europe. Cet homme remarquable, à l'aide de la munificence des papes Ganganelli et Braschi, a créé le musée Pio-Clementino. Il a transformé le vieux palais en galerie, et fait, hélas! disparaître les fresques de Pinturichio, de Mantegna et de Giovanni d'Udine. L'art, les sciences, l'humanité, qui gagnent à la contemplation du beau, doivent à ces deux pontifes et à Visconti d'éternels remerciements; mais il n'en est pas moins caractéristique pour le culte exagéré de l'antiquité qui distingue le dix-huitième siècle, qu'on ait pu, sans choquer la conscience publique, installer les divinités de l'Olympe dans des lieux consacrés par tant de religieux souvenirs, et laisser le monde ancien envahir l'habitation et jusqu'à la chapelle des papes. Tant il est vrai que, dans les temps de calme et de sécurité, les jouissances de l'esprit et du goût prédominent, jusqu'à ce que les afflictions et les dangers viennent rétablir l'équilibre, et remettre chaque chose en sa place! Les épreuves ne se firent pas attendre; et si les papes suivants ont continué d'être les premiers Mécènes de l'art ancien, ils ne logent plus leurs collections d'antiques dans les appartements de leurs prédécesseurs et dans des chapelles.

Une longue rampe[1] mal pavée, commençant à l'angle sud-ouest de la place de Saint-Pierre, contournant l'église, et laissant à droite la tour de l'Observatoire[2], donnait accès au vieux palais. Elle aboutissait au Belvédère près des nouvelles constructions ajoutées par

[1] Une partie de a rampe existe encore.
[2] Dite plus tard de Galilée ; les archives secrètes s'y trouvent.

Visconti à l'appartement d'Innocent VIII. C'est sur ce long parcours que se déroulaient les immenses cavalcades des papes, suivis des cardinaux avec leurs équipages, de la prélature, de l'aristocratie romaine; celle-ci plus ou moins nombreuse dans ces occasions, selon le plus ou le moins de popularité du souverain.

Le nouveau palais, touchait du côté de la basilique à l'appartement Borgia et à un massif de sombres constructions du moyen âge et du quinzième siècle. Il se composait des édifices de Jules II avec les *stances* et les *loges* de Raphaël, de la Sixtine de Sixte IV, de la *sala regia* et de la chapelle Pauline bâtie par Paul III, qui a aussi fait construire l'escalier d'honneur, remplacé plus tard par celui de Bernini; enfin de la salle ducale et de celle des parements.

Pour mettre en communication le vieux et le nouveau palais, Jules II avait fait bâtir par Bramante deux longues galeries composées d'arcades ouvertes, aujourd'hui murées. Entre les deux palais et ces deux galeries, s'étendait une immense cour oblongue, disposée en amphithéâtre et ornée de la grande niche du Belvédère. L'effet merveilleux que produisait ce vaste emplacement, décoré avec le goût exquis du grand maître, a été détruit par les deux constructions transversales érigées, l'une, la bibliothèque, par Sixte-Quint, l'autre, le *braccio nuovo* du musée, par Pie VII.

Les grandes cérémonies avaient lieu dans les *stances*: celle de Constantin était la salle du trône. C'est là, et depuis Paul III dans la *sala regia*, que se déployaient les magnificences du pouvoir temporel, que les princes

souverains étaient reçus par le pape, que les ambassadeurs à leur arrivée lui remettaient leurs lettres de créance, après avoir passé la nuit à la Villa Giulia, hors la porte du Peuple, et traversé Rome avec un immense cortége.

Les loges servaient de dégagement et de vestibule.

Grégoire XIII fit construire et habita, au nouveau palais, l'appartement dit de Mathilde [1].

L'aile de l'est, occupée aujourd'hui par le pape et le secrétaire d'État, n'existait pas. C'est Sixte-Quint qui la fit construire et Clément VIII y a demeuré le premier.

Les appartements étaient tendus de tapisseries, d'Arazzi, dont plusieurs conservées jusqu'à ce jour, servent à orner le grand escalier du palais et le vestibule à l'occasion de la Fête-Dieu. Le mobilier était d'une grande simplicité : dans les antichambres, de petits siéges de bois, tels qu'on en voit encore dans les salles d'entrée du Vatican et de quelques maisons princières ; dans le cabinet, comme aujourd'hui, le fauteuil et la table du pape placés sous un dais de damas rouge et un tabouret sur lequel s'asseyaient les cardinaux et les ambassadeurs admis en sa présence. L'ameublement de la chambre à coucher répondait au goût austère de Pie V, de Grégoire XIII, de Sixte-Quint. Ce n'est que sous les papes suivants,

[1] En face de l'escalier de Pie IX fermant la cour de Damas, vers le Nord. Cet appartement situé au deuxième étage, s'étend depuis la salle des consistoires jusqu'à la *stance* de Constantin, et consiste en une chapelle, en deux salles et trois chambres, donnant vers le sud sur les *loggie* de Grégoire XIII et ayant du côté opposé vue sur la campagne.

sous Clément VIII et Paul V, que la splendeur du souverain pénétra dans l'habitation du pontife[1].

La Sixtine, où l'on admirait déjà le *Jugement dernier* de Michel-Ange, la Pauline, la salle royale qui touche à ces deux chapelles et à laquelle un appartement décoré des fresques de Fiesole a été sacrifié, ces trois pièces, resplendissantes alors d'éclat et de fraîcheur, formaient le centre de la scène officielle des conclaves[2].

La salle ducale, ainsi nommée parce que les ambassadeurs des ducs de *majeure puissance*, c'est-à-dire régnants, y avaient leurs premières audiences, et où se tenaient les consistoires, les loges et les petits appartements attenants, étaient, au moyen de constructions en bois, partagés en cellules. C'étaient les habitations des électeurs. La porte donnant de l'escalier d'honneur dans la salle royale était nommée la porte du conclave et restait, pendant sa durée, rigoureusement fermée. Dans d'autres endroits, des tours, appelés *trous*, servaient à faire passer les repas des cardinaux, qu'on leur apportait de leurs palais. C'est là que, sur leur demande expresse et pour des causes graves, les ambassadeurs étaient admis et pouvaient s'aboucher avec les cardinaux de leur nation. Inutile d'ajouter que la

[1] « Les *stances* du pape, dit un voyageur français qui a visité Rome du temps de Paul V, regardent vers midi sur les jardins, et en ces *stances* il y a force beaux cabinets, horloges, peintures sur albâtre, et une agate, environnée de lapis. » Le lit du pape était alors couvert d'un grand pavillon de damas rouge à passements d'or fort larges ; on voyait dans la chambre une petite cheminée fort basse, un crucifix d'ivoire, d'un excellent travail français qui n'avait coûté au pape que 180 écus. C'était un *Christo moribondo*. Les *stances* étaient pour la plupart tapissées de damas rouge à clinquants d'argent. Bibl. imp. Paris, fonds fr. 19,013.

[2] Dans les derniers temps, les conclaves eurent lieu au Quirinal.

curiosité trouvait moyen, quoique dans une mesure limitée, de se glisser à travers ces ouvertures, et de puiser, pour les répandre dans Rome, des informations fournies par des conclavistes indiscrets[1]. Au reste, il était et il est encore d'usage, qu'une absolution sommaire du nouveau pape mette les consciences à l'aise sur les petites infractions aux lois, très-sévères en ces matières, qui auraient pu être commises pendant la retraite électorale.

Les dix jours qui, conformément aux constitutions de Grégoire IX et de Pie IV, doivent séparer le conclave de la mort du pape étaient écoulés. Les invitations aux cardinaux absents avaient été dûment envoyées ; le Vatican était prêt à recevoir ses hôtes. D'après la loi, les appartements se distribuent au sort. En sa qualité de doyen, Farnèse avait demandé celui d'Innocent VIII ; mais, sur la proposition du cardinal de Médicis, qui craignait les facilités que cet emplacement éloigné pouvait offrir aux intrigues de son rival, il fut réservé pour le cardinal d'Autriche.

Le 21 avril, le dimanche de Pâques, les cardinaux se réunirent à Saint-Pierre, assistèrent à la messe du Saint-Esprit, écoutèrent le discours *de Eligendo pontifice* prononcé par Marcantonio Moretto, l'un des prédicateurs

[1] La correspondance des agents diplomatiques de second ordre prouve combien il était, cependant, difficile de suivre la marche des opérations électorales. Les ambassadeurs des grandes cours seuls étaient bien informés, non des détails, mais des principaux incidents. Ainsi la correspondance des cardinaux, même celle de Médicis avec son frère, qui était journalière, cesse au moment où le conclave se ferme, et n'est reprise qu'après l'élection du pape.

alors en renom ; ils se rendirent ensuite processionellement au Vatican. Classés en évêques, prêtres et diacres, et précédés de la croix, ils traversèrent la basilique, que remplissait une foule compacte, gravirent entre une double haie de curieux privilégiés le roide escalier d'honneur de San Gallo, non encore remplacé, nous l'avons dit, par la magnifique construction de Bernini, pénétrèrent dans la *sala regia* et se répandirent dans les pièces attenantes; chacun cherchant sa cellule, qu'il avait fait meubler et tendre de drap violet[1], avec le désir, sinon l'espoir de la voir pillée, à l'issue du conclave, par la domesticité du Vatican, à laquelle appartenait de droit le mobilier du pape élu.

Trente-neuf électeurs étaient réunis pour l'œuvre de l'élection. Les cardinaux André d'Autriche, Madruccio et Vercelli arrivèrent les jours suivants, et portèrent ainsi le chiffre à quarante-deux. Farnèse, Este, Alessandrino, Altemps, Médicis et San Sisto, ce dernier disposant du plus grand nombre des votes, étaient, comme neveux de papes, leurs chefs naturels; Farnèse, Savello, Sirleto, Paleotto, Santa Croce, Cesi, Santorio, Torres, Altemps[2], Mondovi et Castagna, enfin Montalto, étaient les candidats de la voix publique, les *papables*, comme on dit.

Savello, le seul des cardinaux auquel le pape défunt eût témoigné quelque sympathie, tout respectable qu'il fût, comptait peu d'amis dans le sacré collége. Ses manières cassantes, son esprit ergoteur le rendaient

[1] On évaluait cette dépense à 300 écus.

[2] Depuis la mort de Pie V, il passait pour papable. Rel. Ven. Paolo Tiepolo. 1576.

impopulaire. Fort bien vu à la cour de Madrid, il visait à la tiare et se croyait sûr du succès. Membre de l'une des quatre familles qui marchaient à la tête de l'aristocratie romaine, il comptait parmi les *grands* cardinaux, demeurait dans son palais au Borgo [1], et pendant la saison d'été, dans la magnifique villa de Castel Gandolfo qui fut plus tard la résidence d'automne des papes [2].

Sirletto, saint homme dans toute l'acception du mot, était fort aimé. On le comparait à Charles Borromée. Sa charité, — il dépensait en aumônes les deux tiers de son modeste revenu, — sa piété, sa douceur étaient devenues proverbiales. Mais son penchant trop prononcé pour l'Espagne, la crainte qu'il ne laissât la direction des affaires retomber entre les mains de Côme, généralement détesté, avaient plus de poids dans l'opinion des électeurs que les qualités de son âme, qui faisaient de lui un prince modèle de l'Église, et qui en auraient fait probablement un médiocre chef [3].

Paleotto, Bolonais, professeur de droit, célèbre jurisconsulte, avait brillé au concile de Trente, et, devait plus tard, au conclave de Grégoire XIV, toucher au pouvoir suprême, une seule voix manquant pour son élection. Il passait pour l'un des ecclésiastiques les plus marquants dans l'œuvre de la réforme, et, aux yeux du public, pour l'un des papables qui avaient le

[1] Autrefois Fieschi. Le cardinal le vendit à donna Camilla. Il a été démoli.

[2] Babbi au grand-duc. Arch. Flor. *fil.* 3604. — *Avvisi.* Arch. Flor. *fil.* 4027. — Serguidi, Rel. 1581. Arch. Flor. *fil.* 3615.

[3] Médicis au grand-duc. — Babbi au même. — Correspondances des Arch. Flor. citées ci-dessus.

plus de chances. Dans le conclave, on ne prononçait pas même son nom, tant on avait horreur des Bolonais, trop favorisés pendant le long pontificat de Grégoire XIII.

Enfin, il y avait le *frate*, le moine, comme on l'appelait, « un cordelier nommé Montalto, » comme le dit l'ambassadeur de France, fils d'un jardinier, autrefois l'un des prédicateurs ambulants le plus en renom, plus tard, comme cardinal, peu aimé de Grégoire, vivant dans sa vigne, loin des affaires, obséquieux envers ses collègues, dont plusieurs affectaient de ne faire aucun cas, mais, objet de l'attention publique, quoi qu'il fît pour s'y soustraire, et fort considéré, malgré les envieux, les méchants et les médiocres qui font le grand nombre, mais qui heureusement, au moment décisif, ne forment pas toujours la majorité.

En dehors des *papables*, le sacré collége comptait dans son sein des noms célèbres. Madruccio, archevêque de Trente, revêtu des pouvoirs de l'Empereur et de l'Espagne pour le conclave, protecteur des affaires ecclésiastiques d'Allemagne, partageait avec Este et avec Granvelle, alors vieux et infirme, mais encore premier ministre de Philippe II, la réputation d'un homme d'État de premier ordre. Après la mort de son frère Frédéric, il dirigea, pendant quelques années, l'ambassade impériale installée dans son palais du Borgo[1]; lui-même habitait le palais Massa, place Navone, dont

[1] Aujourd'hui Pénitencerie apostolique, place Scossa Cavalli, en face du palais Bramantesque de Torlonia (Giraud), bâti en 1471, par le cardinal Dominique de la Rovère. Il est orné de charmantes fresques, et est l'un des bijoux de la première renaissance ; il est actuellement en fort mauvais état de conservation.

il avait fait le rendez-vous des notabilités politiques et des étrangers de distinction[1]. On vantait sa douceur, l'élévation de ses sentiments, ses manières affables, sa charité pour les pauvres, le noble usage qu'il faisait de ses revenus. Aux qualités morales il joignait les avantages physiques, une taille élevée, un grand air, une physionomie spirituelle. Son corps repose non loin de celui du Tasse, dans l'église San Onofrio, dont il était le titulaire et où une inscription rappelle encore cette grande existence. Son frère aîné Fortunato, le chef de cette illustre famille, éteinte aujourd'hui, perpétuait, comme seigneur d'Ala, dans les montagnes du Tyrol méridional et sur le lac de Garde, les mœurs et les errements du moyen âge. Il donnait asile aux bandits[2], et créait ainsi de cruels embarras à ses deux frères, le cardinal et l'ambassadeur, obligés sans cesse de le protéger contre les colères de la seigneurie de Venise, les réclamations du pape et les menaces impuissantes, à la vérité, du saint-empire[3].

Gesualdo, noble napolitain, l'un des plus ardents réformateurs, le fondateur de Saint-André della Valle que le petit-neveu de Sixte-Quint devait achever, était l'un des ornements du sacré collége, magnifique, d'une grande pureté de mœurs et fort recherché de sa personne. Ses collègues, moins difficiles peut-être sous ce rapport, le plaisantaient quelquefois en présence de Gré-

[1] Sur l'emplacement du palais Pamphili Doria, bâti par Innocent X.
[2] Arch. Ven. *Delib.* 3 janvier 1586 (1587).
[3] Les papiers du cardinal Madruccio dont un fort petit nombre se trouve aux Archives impériales de Vienne et à Simancas, semblent être perdus. Les recherches que j'ai faites à Trente et dans les anciennes résidences de la famille n'ont donné aucun résultat.

goire XIII lui-même sur ce culte excessif de la propreté.

Outre Montalto, trois papes futurs, Castagna, Sfondrati, Facchinetti assistaient au conclave. Les familles régnantes y étaient représentées par André d'Autriche, fort aimé pour sa bonhomie, sa modestie et l'affabilité héréditaire dans son auguste famille[1], par Médicis et Farnèse; l'aristocratie romaine par Colonna, Savello, Cesi, Lancelloti et Santa Croce; le saint-empire, par les cardinaux d'Autriche, Madruccio et Altemps (Hohenembs) ; la France, par Rambouillet et Pelvé, cardinal de Sens, l'ambassadeur confidentiel de la Ligue auprès du saint-siége, le spirituel, l'actif, l'implacable ennemi du roi de Navarre. Il ne pourra survivre au triomphe du Béarnais, et mourra de déplaisir dans son bel hôtel de Sens au Marais, en entendant les cloches de Paris saluer l'entrée de Henri IV. L'Espagne était représentée par Deza, appartenant à l'une des grandes familles du pays, alliée à la maison royale de Portugal, homme d'Église et grand seigneur, vrai type du Castillan de la vieille roche, ennemi acharné de la France. Il avait fait bâtir[2], et habitait le beau palais qui devait être plus tard propriété et résidence des Borghèse, et s'amusait parfois, en signe d'une anti-

[1] Novaes, dans son *Histoire des souverains pontifes*, l'appelle fils naturel de l'archiduc du Tyrol. Cela est inexact. Philippine Welser était la femme légitime de Ferdinand, mais ses enfants ne jouissaient pas des titres, droits et honneurs d'archiduc. C'était ce qu'on appellerait aujourd'hui un mariage morganatique. Amayden, qui le servait comme page, raconte que ce prince répétait avec lui ses leçons pour lui épargner les rudes corrections de son précepteur.

[2] La façade et le corps principal regardent le midi.

pathie, dans ce cas bien inoffensive, contre la France, à entre-choquer violemment des monnaies espagnoles et françaises en criant : *Guerra! guerra!* jusqu'à ce que, exténué de fatigue, il séparât les combattants en criant : *Paz! paz!* C'était un original, qui avait cependant son importance, et avec qui on devait souvent compter, surtout aux conclaves[1].

Côme, Altemps, Alessandrino et Rusticucci se sont fait connaître par l'influence qu'ils exerçaient, les deux premiers, sous le pontificat de Pie IV, Alessandrino et Rusticucci sous celui de Pie V.

L'étoile de Côme va s'éteindre à jamais. Altemps, grâce à sa situation de grand seigneur du saint-empire, restera en évidence. Aessandrino[2] avait commencé par être garçon tailleur. Pour fuir les mauvais traitements de son maître, il s'était fait dominicain, et avait reçu le chapeau, de son oncle Pie V, qui le nomma aussi secrétaire d'État, sans toutefois lui abandonner les rênes du gouvernement. Il habitait, sur la place des Apôtres, l'un des beaux palais de Rome alors encore en voie de construction[3]. L'aménité de ses manières, sa douceur jointe à un certain savoir-faire lui avaient valu l'amitié de beaucoup de cardinaux. Les créatures de son oncle se groupaient autour de

[1] Theod. Amaydeni, *Summorum pontificum et cardinalium omnium Elogia*, manuscrit rédigé sous le pontificat d'Innocent X (1644-1655). Bibl. du prince Corsini, Rome, f° 1066. L'auteur était secrétaire intime du cardinal André d'Autriche, et fut plus tard avocat à Rome.

[2] Rel. Ven. Paolo Tiepolo, 1569, et Rel. Ven. Antonio Tiepolo, 1578.

[3] Palazzo Valentini, autrefois Imperiali. *Lettere di Girolamo Catena.* Rome, 1589, tom. I, p. 23. Ce vaste palais, qui est resté inachevé, devait occuper une partie du forum de Trajan. Voy. livre VI, chap. II

lui, et en faisaient l'un des membres importants du conclave.

Rusticucci, ancien secrétaire de Pie V, lorsque celui-ci était encore cardinal, appartenait, comme Alessandrino et comme tous les cardinaux promus par ce pape, à la faction des zélés. Il était fort lié avec Este, et reparaîtra, sous Sixte-Quint, pendant quelque temps, sur la scène politique. Nous avons déjà cité son palais, construit par lui, à l'entrée de la place de Saint-Pierre, dans le goût nouveau, c'est-à-dire en style de caserne.

Dans l'opinion des contemporains, si sévère en général à l'égard du sacré collége, ce vénérable corps était bien composé. Il brillait par les vertus chrétiennes, par la piété, à peu d'exceptions près, par la pureté des mœurs, par la charité, par la science, enfin, par l'absence de scandale. Les grands cardinaux faisaient de leurs revenus un excellent usage. On blâmait toutefois que, parmi les pourprés savants, il y eût plus de juristes que de théologiens. Si Médicis, aveuglé par sa haine contre Farnèse, avait donné quelque scandale dans les derniers jours aux personnes initiées à ses menées, leur réprobation et le blâme que son frère même lui avait infligé, par des motifs de prudence, font l'éloge du sacré collége, jugé évidemment inaccessible à la corruption par ceux qui étaient le plus à même de le connaître.

Il faisait jour encore lorsque les cardinaux prirent possession de leurs cellules. Ils auraient donc pu rentrer dans leurs palais et revenir le soir. Mais la coalition formée l'avant-veille entre les factions

Médicis-Alessandrino et Altemps-San Sisto tenait les esprits en émoi. La crainte de quelque combinaison imprévue, de quelque proposition subitement enlevée par surprise, retenait les électeurs à leur poste.

On passa la soirée en visites, en échanges de phrases banales, en compliments d'usage, et en réceptions d'ambassadeurs qui venaient présenter leurs hommages et donner les dernières instructions aux cardinaux de leur nation. Une longue causerie du comte Olivarès avec le cardinal de Sens fut fort remarquée. Il y eut aussi un aparté du marquis de Pisany avec le cardinal Farnèse. Au moment où l'ambassadeur français prenait congé, le cardinal, pour justifier son intimité avec les partisans de l'Espagne, se rapprocha de Pisany et lui dit à l'oreille qu'il « devait connaître ses obligations pour la royale couronne d'Espagne, et savoir qu'elle avait en main la restitution de la citadelle de Plaisance et infinités d'autres affaires qui importaient pas moins que la conservation de toute sa maison[1]. »

Enfin, avertis par les trois coups de sonnette que le temps de clôture était arrivé, les ambassadeurs se retirèrent. A quatre heures de nuit (entre dix et onze heures de notre temps), le conclave fut fermé. Este, Médicis et Alessandrino, décidés à marcher d'accord, mais loin encore de l'être, tâchèrent de s'assurer avant tout du concours d'Altemps. Ce cardinal, en retour de l'appui qu'Alessandrino lui avait prêté lors de l'élection de Grégoire, s'était engagé à le

[1] Pisany à Henri III, 22 avril 1585.

suivre au prochain conclave; mais, sondé à ce moment critique, il semblait peu disposé à se souvenir de sa promesse; il fallait toute l'éloquence de Médicis pour la lui rappeler. De son côté, Alessandrino avait des motifs de se méfier de ce dernier. Ce ne fut qu'en le menaçant de se réunir à Farnèse, qu'il obtint de lui quelques paroles rassurantes. Ces entretiens se prolongèrent, non sans attirer l'attention d'autres électeurs et des conclavistes, plus curieux que leurs maîtres, en sorte que tout le monde resta éveillé, et que les cardinaux passèrent une fort mauvaise nuit.

Au dehors, c'était de Montalto qu'il était le plus question; mais les initiés, ceux qui croyaient l'être, la petite diplomatie, les prélats et les courtisans, estimaient que Médicis lui serait contraire par égard pour son beau-frère, Paul Giordano Orsini [1], l'amant de Vittoria Accorambona, l'assassin présumé du mari de cette dame, lequel n'était autre que le neveu du cardinal moine, Francesco Peretti.

Le lendemain mardi, 22, de grand matin, les cardinaux se réunirent dans la chapelle Pauline, et reçurent la communion des mains du doyen, le cardinal Farnèse. De là, on passa à la chapelle Sixtine, pour procéder aux scrutins, lesquels ne donnèrent aucun résultat. Chacun rentra ensuite dans sa cellule. L'événement de la journée était l'entrée du cardinal d'Autriche. Malgré sa corpulence, il avait parcouru en six jours et à franc étrier la grande distance qui sépare

[1] Marié en premières noces avec la sœur du grand-duc François et du cardinal de Médicis, donna Isabella, dont on connaît la mort tragique, attribuée à son époux.

Inspruck de Rome. Arrivé à quatorze heures, il mit pied à terre au Vatican, et se présenta aussitôt aux portes du conclave. Ce prince n'avait pas encore reçu les ordres, et Farnèse avec San Sisto en prirent prétexte pour s'opposer à son admission. Ces difficultés aplanies, grâce à l'intervention de Médicis, il fit son entrée, complimenté par tous les pourprés, et de suite entrepris, sans qu'il s'en doutât, par le frère du grand-duc qui se servit de lui, comme on verra, pour démentir la candidature de Montalto et endormir ainsi la vigilance des farnésiens. Des pourparlers actifs mais stériles remplirent l'après-midi. Les cardinaux de la coalition, œuvre de Médicis, comme on sait, se réunirent en faveur de Cesi, et chargèrent le cardinal toscan de gagner Este à sa candidature. Cette tentative ayant échoué, on se rabattit sur Sirletto. Mais tout en reconnaissant les bonnes qualités et les mérites de ce cardinal, Este opposa un refus catégorique, disant qu'il ne voulait pas d'un chapelain de l'Espagne qui, de plus, se laisserait gouverner par Côme. Cette candidature fut donc abandonnée. Vers le soir des nouvelles alarmantes se répandirent dans le conclave. On craignait de nouveau une surprise, et les premières heures de la nuit se passèrent sans que les cardinaux eussent pu jouir du repos. Enfin, on sut que ces rumeurs n'avaient aucun fondement, et tout le monde se coucha.

Dans Rome, les bruits les plus contradictoires s'étaient succédés pendant la journée. Vers le soir, on disait que Farnèse était pape. A cette nouvelle, le peuple se livra, pour témoigner sa satisfaction, aux plus

bruyantes démonstrations, parcourut les rues en criant : « Vive le saint-père ! » et, voulant appliquer le pillage, autorisé pour la cellule du pape élu, au palais de Farnèse, fit un instant mine de l'envahir. On ne tarda pas à être désabusé, et les marques de désappointement succédèrent à celles de la joie. A la bourse des parieurs, les actions de Montalto et de Farnèse avaient baissé ; celles de Sirletto étaient cotées en hausse. Aucune variation à l'égard de Savello.

Le mercredi 23 trouva les électeurs plus divisés que la veille, embarrassés, désorientés, et craignant que le conclave ne traînât en longueur. Dès la matinée, voyant ses deux candidats, Cesi et Sirletto, définitivement écartés, Médicis proposa à Este, en lui laissant le choix, Albani ou Montalto. Este comprit qu'il fallait prendre un parti ; qu'il serait imprudent d'augmenter le nombre de ses ennemis par de nouvelles exclusions ; qu'il ne pouvait compter sur le concours des cardinaux français, encore en route, peut-être même empêchés de venir par les troubles de la Ligue. Il accepta donc cette double candidature : Albani ou Montalto, à la condition toutefois que Madruccio, chef de la faction espagnole, que l'on attendait d'un moment à l'autre, y consentît. Les Espagnols et Farnèse firent la plus vive opposition. Pour y parer, Médicis, qui dès lors ne voyait plus de salut que dans l'élection de Montalto, seul moyen d'empêcher celle de Farnèse ou de Savello, eut recours à un stratagème. Il fit croire aux cardinaux André d'Autriche, Deza et autres, et, par conséquent, répandre par eux, qu'a-

vertis des préventions qui existaient contre Montalto, lui et les siens avaient résolu de retirer leur appui à ce dernier.

Rassurés ainsi, les adversaires ne s'en occupèrent plus, et Médicis atteignit ainsi le double but, de tromper les farnésiens et d'empêcher contre Montalto une démonstration, qui aurait pu produire de l'effet sur les indécis et timides, les rallier peut-être à l'ennemi, et faire évanouir, à ce moment critique, les chances du moine. Mais le temps pressait, et Médicis, qui ne craignait rien tant que l'arrivée des cardinaux Madruccio et Vercelli, parvint, non sans peine et avec l'aide de Gesualdo, d'abord à intimider Altemps, chef, comme on se rappelle, des créatures de Pie IV, en lui faisant craindre l'élection de son adversaire Ceneda, ensuite à les bien disposer en faveur d'un choix entre les créatures de Pie V, ce qui était contraire aux engagements pris par ce cardinal avec San Sisto; enfin, à l'amener insensiblement à prononcer lui-même le nom de Montalto. « Je vois bien, lui dit Altemps, que vous voulez le moine. » Il objecta l'inimitié de Paolo Giordano Orsini, et s'étonna de ce que Médicis consentît à exposer son beau-frère à la vengeance de l'oncle de Francesco; mais ces considérations ne prévalurent pas auprès de son interlocuteur, et Altemps fut définitivement gagné. Il promit même de parler à Madruccio.

Ce cardinal arrivé à Rome ce jour-là même, sur les vingt trois heures (une heure avant le coucher du soleil), visité aussitôt par les ambassadeurs de l'Empereur et d'Espagne, qui le conjurèrent de se rendre

tout de suite au conclave, ne s'arrêta dans son palais que peu d'instants, « le temps de dire un *Credo*, » et se fit ensuite porter au Vatican. En homme d'État et plus encore en homme d'Église, il comprit qu'un pape exclusivement Espagnol serait aussi peu à la hauteur des besoins de la chrétienté qu'un pape purement Français. Il était donc résolu à s'entendre avec Este, et on a vu que celui-ci, guidé évidemment par de semblables considérations, avait fait de l'assentiment de Madruccio une condition de son acceptation de la candidature de Montalto. Ces deux hommes, quoique appartenant aux camps hostiles qui, sur le terrain de la politique, divisaient alors le monde chrétien, planaient au dessus des intrigues mesquines, des arrière-pensées intéressées, des craintes pusillanimes qui s'agitaient autour d'eux ; ils se rencontraient dans une même idée, dans celle de donner à l'Église un chef capable de la diriger et, par conséquent, aussi impartial que possible vis-à-vis de l'Espagne et de la France. Fort contraire d'abord à Montalto et préférant Sirletto, qu'il abandonna cependant dès qu'il apprit l'opposition d'Este, Madruccio, finit par se déclarer contre Albani et par accepter Montalto. C'est Altemps qui, fidèle à son engagement pris avec Médicis, avait été le premier à parler à Madruccio en faveur du moine. Médicis et Gesualdo vinrent ensuite joindre leurs efforts à ceux du cardinal allemand, et Madruccio, une fois résolu à subir cette candidature, sentit qu'il fallait y mettre de la bonne grâce. Il n'eut pas de peine à faire accepter Montalto par la faction espagnole, par André d'Autriche, Colonna, Deza, Spinola, Sfondrati, Gon-

zaga et autres[1]. Cette grande conquête assurée, Este et Médicis comptèrent les voix, et trouvèrent qu'il en manquait quatre à la majorité requise des deux tiers. Ces quatre voix, on ne pouvait espérer les trouver que dans la faction des grégoriens, dont plusieurs tenaient encore à Farnèse. En attendant, il fut décidé que le lendemain, vers vingt heures, on se réunirait dans la *sala regia;* qu'on se rendrait ensuite en masse à la Sixtine pour tenter d'enlever l'élection par *adoration*. C'est ainsi que se termina cette journée importante, qui faisait présager la fin du conclave pour le lendemain. A minuit, le cardinal Alessandrino, avec Rusticucci, le seul des cardinaux qui fût sincèrement dévoué à Montalto, après avoir endossé les vêtements d'un de ses conclavistes, espérant ainsi, mais à tort, échapper à la vigilance des adversaires, parcourut les corridors, passa de cellule en cellule pour informer les siens de la résolution prise en faveur de Montalto, se glissa enfin dans la chambre du moine, lui apporta la grande nouvelle. Montalto, averti déjà par le cardinal de Médicis du travail qui se faisait en sa faveur, s'était abstenu de toute démarche. Retiré dans sa chambre, il attendait en silence, se conformant ainsi aux conseils de son protecteur, à ceux de la prudence, aux exigences aussi de sa situation. Car, dans toutes les sphères de la vie, à de semblables moments, ceux qui n'ont pour eux que leur valeur doivent attendre qu'on les recherche, et non se mettre eux-mêmes en avant. Ils ne peuvent espérer le succès qu'en se

[1] Madruccio à Philippe II, 5 mai 1585. Arch. Simancas. *Secretaria de Estado*. Roma, *leg*. 946.

faisant pardonner leur mérite, et on ne le pardonne que sous l'empire d'une nécessité impérieuse, sous la pression des circonstances, quand les circonstances, plus fortes que les volontés, veulent bien favoriser le mérite.

Dans la ville, il y eut ce jour-là peu de gageures; mais Montalto passait pour réunir le plus de chances. Une certaine apathie mêlée à des terreurs vagues, à la crainte que le conclave ne traînât en longueur, avait succédé aux agitations de la veille. On s'en consolait un peu en apprenant que les provinces restaient tranquilles ainsi que Rome, où l'ordre matériel continuait de régner.

Le mercredi, 24 avril, le cardinal de Médicis se leva avant le jour, fit appeler secrètement Montalto dans la chambre de Gesualdo, s'y rendit de son côté, renouvela les conseils qu'il lui avait fait parvenir la veille et dans la nuit, lui donna enfin ses dernières instructions pour la crise qui approchait. Il était étonné et se félicitait de l'ignorance, de la sécurité, de la torpeur de Farnèse et des siens. Erreur! Farnèse savait tout, seulement il n'en croyait rien. Il ne supposait aucune chance au cardinal-moine. Pendant que Médicis s'entretenait avec Montalto, le doyen du sacré collége eut une explication avec Este, lui laissa entrevoir qu'il était informé de ce qui se passait et lui demanda ce qu'il comptait faire. Este, embarrassé de se voir découvert, répondit qu'il ferait dépendre sa conduite de celle d'Altemps; que d'ailleurs il n'oserait pas s'opposer, tous les grégoriens (ce qui n'était pas vrai) ayant résolu de voter avec le neveu de Pie IV.

Les objections de Farnèse ne pouvant l'ébranler, on se sépara, le premier persuadé que Médicis, par égard pour son beau-frère Orsini, ne prêterait jamais la main à l'exaltation du moine. En quittant Farnèse, Este se rendit dans la salle royale et se plaça entre la porte de la Pauline et celle qui donne dans l'escalier d'honneur. Altemps vint le rejoindre sous prétexte de recevoir le cardinal de Vercelli, arrivé dans la nuit à Rome. Tout le monde se réunit ensuite dans la Pauline pour entendre la messe et assister à la lecture des bulles, à l'occasion de l'entrée de Madruccio et Vercelli. Ce fut alors qu'Este parvint à gagner définitivement Guastavillani, si important, nous l'avons dit, comme neveu du pape défunt, Marcello et Sforza, en leur disant que le pape était fait avec ou sans eux, et que, dans leur propre intérêt, dans l'intérêt même de Paolo Giordano, il ne leur restait qu'à adhérer. Pendant que ces entretiens décisifs avaient lieu dans la salle royale, la masse des cardinaux s'était, selon l'habitude, réunie à la Sixtine. Este y envoya Alessandrino pour faire appeler San Sisto, qui parut aussitôt, fort surpris et plus contrarié encore des ouvertures qu'on lui faisait. Il fut ébranlé cependant lorsqu'il vit que les coalisés étaient résolus à en venir à l'*adoration*, quand même il refuserait son concours. Après avoir prétexté que les choses n'étaient pas mûres, qu'on ne pouvait rien tenter pour l'instant sans provoquer des résistances fâcheuses, des scènes scandaleuses peut-être, il céda subitement, comme il arrive toujours dans les grandes transactions, lorsque tous comprennent que la crise est arrivée, les uns im-

périeux et exigeants parce qu'ils se sentent victorieux, les autres intimidés et renonçant à une résistance jugée désormais inutile. San Sisto se résigna donc tout d'un coup, et fit, comme on le lui demandait, appeler dans la salle tous les autres grégoriens réunis, nous l'avons dit, pour le scrutin dans la chapelle Sixtine. Médicis qui s'y trouvait, engagea d'abord par signes, et lorsqu'il les vit de nouveau hésitants à ce moment suprême, par des paroles fort vives qu'il leur disait à l'oreille, ses derniers ralliés, Guastavillani, Marcello et Sforza à suivre les grégoriens. Ils se levèrent enfin et sortirent, poursuivis par les sarcasmes du cardinal Facchinetti. Peu d'instants après, la foule des cardinaux, rassemblés ainsi dans la salle royale, rentra dans la chapelle. Ce fut alors seulement que Farnèse comprit qu'il était vaincu. Il adressa quelques paroles amères à Este et Médicis. Ceux-ci se bornèrent à le conjurer d'accepter de bonne grâce ce qui était un fait accompli, et Este voyant tout le monde réuni s'écria : « Il ne s'agit plus de lire des bulles de scrutin. Le pape est fait ! Procédons à l'adoration ! » Ces paroles furent saluées par les cris unanimes et plusieurs fois répétés de : « Montalto ! » et tous les électeurs, San-Sisto en tête, se prosternèrent aux pieds du nouveau pape. L'acte de l'adoration fut suivi du vote, qui se fit à haute voix, par appel nominal, et, comme on le pense bien, à l'unanimité.

Ainsi se termina le conclave, au milieu de la surprise générale même de ceux qui l'avaient préparé, car personne ne doutait que si on n'avait pas précipité

l'adoration, vu la versatilité de San Sisto, Savello était pape avant la nuit[1].

« Aux détails que j'ai donnés dans le temps à Votre Sérénité, dit l'ambassadeur Lorenzo Priuli dans sa relation[2], j'ajouterai aujourd'hui que l'élection de Sixte-Quint est estimée l'œuvre du Saint-Esprit, tous les cardinaux ayant si promptement concouru à son exaltation, quoique les neveux de Grégoire et leur nombreuse bande, pour des raisons particulières, dussent préférer tout autre candidat, connaissant ses mauvaises dispositions au sujet de Grégoire et le mal qu'il disait, pendant la vie de ce pape, et de lui et de son gouvernement et des personnes de son entourage. Ni l'inimitié du seigneur Paul Giordano Orsini, ni les démarches que ce seigneur faisait auprès du collége des cardinaux, leur demandant un à un, en se jetant à leurs pieds, de ne pas faire Montalto pape, ni l'aversion de toute la cour qui, se rappelant les sévérités de Pie V, ne voulait pas d'un pape moine, n'ont pu prévaloir ; car de semblables démarches et considérations et de plus grandes encore ne peuvent rien contre la volonté de notre seigneur Dieu. »

Et M. de Pisany racontait plus tard à Pasquier : « Advient la mort du pape Grégoire XIII, par laquelle les deux cardinaux faiseurs de papes (c'étaient les cardinaux d'Este et de Farnèse, par devers lesquels les autres avaient baillé diversement leurs voix pour la papauté : celui d'Este pour la maison de France, l'autre pour celui d'Espagne) se trouvèrent grandement

[1] Récit d'Alessandrino, cité plus haut.
[2] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586.

particuliers, ne pouvant donner coups assurés à leurs dévotions, que les bons compagnons appellent brigues; enfin furent contraints de se ranger à celui qui était le plus éloigné du plat, sur lequel nul du conclave n'avait auparavant jeté l'œil[1]. »

Ce fut le mercredi de la semaine de Pâques, 24 avril, à treize heures, vers huit heures du matin de notre temps, que le cardinal Montalto, sous le nom de Sixte-Quint, monta sur le trône de Saint-Pierre.

Il devait son élection à Este, Médicis, Altemps et en grande partie aussi à la pusillanimité, à la défection de San Sisto. C'est ainsi que les grégoriens, fort irrités contre leur chef, qualifièrent sa conduite, car il s'était, comme on a vu, engagé avec Altemps à n'appuyer que des candidats choisis parmi les créatures de leurs papes, Pie IV et Grégoire XIII, et, sauf une entente préalable entre eux tous, à refuser son concours à tout autre compétiteur. Or Montalto avait été fait cardinal par Pie V. En rejoignant à la dernière heure la faction Este-Médicis, San Sisto avait évidemment manqué de parole. Il avait de plus placé les grégoriens dans la plus fausse position. En effet, ils ne purent que le suivre, et passer malgré eux à l'ennemi pendant la bataille.

C'est ce qu'ils firent, mais ils le firent pleins de honte et de confusion, remplis d'appréhensions pour l'avenir, profondément mécontents de leur meneur et plus encore d'eux-mêmes, ce qui est la plus pénible de toutes les mortifications; car, si on excuse volon-

[1] *Lettres d'Etienne Pasquier*, tome II, page 460.

tiers, on se pardonne difficilement les fautes qu'on a commises, lorsque ces fautes entraînent des dommages sérieux et irréparables.

Dès lors commençait à se dessiner au sein du sacré collége, contre le pontificat à peine installé, une sourde opposition nourrie principalement des rancunes des créatures du règne précédent qui, éveillant l'attention et ensuite les ombrages de Sixte-Quint, attira sur quelques-uns d'entre eux les sévérités de l'irascible pontife.

Médicis, tout glorieux d'avoir fait le pape, rêvait déjà de tenir entre ses mains le gouvernail de l'État. A un moindre degré, Este partageait ces illusions. Sixte-Quint se croyait l'obligé de Dieu plus que des hommes. Il accueillit cependant avec des paroles gracieuses et en souriant les hommages, les félicitations, les protestations de dévouement des deux cardinaux; mais il savait parfaitement à quoi s'en tenir à leur sujet. Il savait que Médicis avait principalement poursuivi un but négatif, l'exclusion de Farnèse, donnant ensuite son concours à Cesi et à Sirletto; proposant, lorsque l'impossibilité de faire nommer l'un ou l'autre de ces deux cardinaux eut été démontrée, indistinctement Albano et lui Montalto, et qu'il s'était rabattu sur ce dernier nom, parce qu'aucun autre cardinal, en dehors de Savello et de Farnèse, ne semblait offrir la moindre chance; qu'Este et Madruccio, par des considérations semblables, mais aussi par des motifs d'un ordre plus élevé, avaient accepté, non proposé, sa candidature; que les grégoriens s'étaient laissé surprendre dans la personne de leur chef; que d'autres

s'étaient ralliés à sa candidature, entraînés non par leurs sympathies pour lui, mais par le courant devenu irrésistible, et parce qu'ils craignaient de se compromettre en continuant une opposition désormais impuissante. Il se rendait parfaitement compte de sa propre valeur. Il savait que celle-ci n'était un secret pour personne, ou du moins ne devait pas l'être; mais en profond connaisseur du cœur humain, il savait aussi que sa réputation d'esprit supérieur, de caractère de fer, était pour bien des électeurs une faible recommandation. Il savait, enfin, que la distinction n'est réellement appréciée que par les gens distingués qui sont toujours en très-petit nombre; qu'il n'était donc pas étonnant qu'on lui préférât d'autres candidats provoquant moins de jalousie et moins d'appréhensions, offrant au contraire plus de garanties aux intérêts particuliers, que les hommes, même vertueux, par une erreur, pardonnable s'ils ne sont pas doués d'une très-grande perspicacité, confondent facilement avec le bien public. Il savait, en un mot, que c'était à un concours imprévu de circonstances, toutes négativement favorables, qu'il devait son exaltation.

Le lecteur connaît ces circonstances. Admis dans l'enceinte du conclave, il a pu saisir le fil des intrigues, constater les faits, pénétrer les pensées secrètes, les mobiles soigneusement dissimulés des principaux acteurs.

Il a vu à l'œuvre : Este et Madruccio [1] les deux

[1] Dans un mémoire secret (un statuor), antérieur au conclave, rendant compte des dispositions personnelles des membres du sacré

hommes supérieurs de l'assemblée, désireux de satisfaire leurs souverains, sans trop déplaire à leurs collègues, mais sacrifiant à la fin aux intérêts de l'Église leurs intérêts personnels, au risque d'amoindrir leur situation, comme c'était probable, s'ils se donnaient pour maître un homme supérieur; Médicis, le plus habile et le moins scrupuleux des cardinaux; Altemps, le politique par excellence; le grand nombre des électeurs, menés comme ils le disaient et le croyaient, sans doute, par le Saint-Esprit, et « menés par le nez, » comme le leur disait tout haut le cardinal Facchinetti, en les voyant quitter la Sixtine pour préparer, dans la salle royale, la surprise de l'adoration.

Le lecteur a vu tout cela, mais il a vu aussi que toutes ces agitations diverses, les hésitations d'Este et de Madruccio, puis leur intervention, les machinations de Médicis, les duplicités d'Altemps, les irrésolutions, les allées et venues, entre les deux camps, de Guastavillani, le ralliement de San Sisto, les petites menées, les petites trahisons, les petites misères, ont abouti à l'exaltation d'un homme qui, quoique l'objet de l'attention de tous, n'était le candidat de personne, et que la tiare a été placée sur la tête de celui qui, dans le jugement des contemporains et de la postérité, était le plus digne de la porter.

collége, le cardinal d'Este avait désigné à l'attention de M. de Villeroy le cardinal Madruccio, comme affectionné à la couronne de France. Dans une lettre postérieure, le cardinal revient sur cette opinion, disant : « Néanmoins, lui ayant été donnée la charge d'être chef principal de la faction espagnole dans le conclave, il me semble ne devoir plus le mettre en considération (comme candidat futur à la papauté acceptable au point de vue de la France). » — Este à Villeroy.Rome, 8 mai 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

## IV

Dans l'une des parties les moins visitées des Marches, à quatre-vingts kilomètres au sud d'Ancône, s'élève à mi-côte, sur l'un des contre-forts des Apennins, une petite ville ou plutôt un bourg, *un castello*, comme on dit dans le pays. Sur la plage on aperçoit quelques chétives maisons bâties à la fin du siècle dernier, lorsqu'on avait cessé de craindre les Barbaresques. Les convois du chemin de fer de l'Adriatique s'y arrêtent un instant, mais les voyageurs qu'ils amènent sont pressés. Ils se rendent en Égypte, aux Indes, aux antipodes. Leur contact est trop fugitif pour communiquer à ce coin reculé l'activité, les idées, les mœurs de nos jours. Après avoir gravi, entre des jardins d'orangers et de citronniers, de roides escaliers encaissés dans le roc, on pénètre dans Grottamare, le lieu natal de Sixte-Quint. Dans cette antique bourgade, tout rappelle le grand pape. Ici c'est la *via Peretti ;* là sa statue colossale ; au centre, l'église de Sainte-Lucie, érigée par donna Camilla, sa sœur, sur l'emplacement de la maison où il est né[1].

[1] Cette église, sur un emplacement qui ne permet pas un grand développement, est une construction simple en forme de croix latine, sur-

Une route, rendue carrossable depuis quelques années, mène, à travers un pays accidenté, à Montalto situé sur la crête d'une haute montagne et ayant, comme Grottamare, conservé sa physionomie du moyen âge. Les progrès du temps s'y arrêtent aux quinzième et seizième siècles[1]. A vingt minutes de distance, sur un point culminant, s'élève le couvent de cordeliers où le petit Felice Peretti a pris l'habit de Saint-François à l'âge de neuf ans. Pour la seconde fois, le torrent révolutionnaire vient d'en disperser les habi-

montée d'une coupole. Le duc Cesarini, comme héritier des Peretti, en possède encore le patronage. On y voit un portrait du pape, un beau médaillon en bronze de donna Camilla et un calice de vermeil portant l'inscription : F. DE MONTALTO, ÉVÊQUE DE SAINTE-AGATHE.

[1] Les principaux édifices : la cathédrale inachevée, l'ancienne résidence du délégat, le séminaire, sont dus à la munificence de Sixte-Quint. Il y a en outre quelques maisons seigneuriales portant le cachet de la transition qui s'opérait alors dans l'architecture. C'est sous le toit hospitalier de l'aristocratie locale, dans ces palais, que sont reçus les rares étrangers qui s'y montrent, presque tous des voisins, car le touriste n'a pas encore pris possession de ces régions inconnues des *Guides du voyageur*. A l Hôtel de Ville, on conserve trois portraits du pape et des portraits de donna Camilla, du cardinal Alexandre Montalto et du cardinal François Peretti, petit-neveu et arrière-petit-neveu de Sixte-Quint, des lettres fort curieuses de frà Felice, et deux signées par donna Camilla, l'une de 1589 et l'autre de 1602. On peut lire dans les caractères la biographie de celle qui les a tracées. Les traits de la première trahissent encore l'humble origine de la paysanne ; ceux de la seconde constatent, — ce que d'ailleurs atteste l'histoire, — combien la fille du jardinier, la veuve du campagnard, a su s'adapter à sa situation de princesse romaine. Il y a entre les deux écritures toute la différence qui existe entre la fille des champs et la grande dame, et cependant il est évident qu'elles appartiennent à la même main.

La cathédrale, assise sur une substruction colossale, consiste en deux églises superposées. C'est l'église inférieure, édifice simple, solide et de nobles proportions, qui a été achevée du temps du pape. On continue, en se tenant aux dessins de l'architecte de Sixte-Quint, du célèbre Domenico Fontana, les travaux de l'église supérieure. Les nombreuses fondations du pape ont, en grande partie, disparu. Cependant, il y a

tants. Lorsque l'auteur de ce livre a visité ces lieux[1], l'ancien prieur et un autre moine erraient seuls dans les couloirs silencieux de cet édifice abandonné à la ruine. Quelques semaines s'étaient passées depuis que la pieuse communauté avait été frappée de mort, et déjà les symptômes de la destruction se faisaient apercevoir. Le petit jardin manquait de soins, et des plantes sauvages en envahissaient les allées. Bientôt le désert se fera autour du monastère[2]. Du couvent on a une vue superbe : au premier plan, la vénérable ville étageant, les unes sur les autres, ses vieilles masures, rousses et blondes au soleil, violacées et jaspées à l'ombre ; sous les pieds, un chaos de gorges et d'anfractuosités desséchées par la chaleur ; tout autour sur les hauteurs, où l'on respire l'air frais des Alpes, de l'eau, de l'ombre, une végétation exubérante ; partout des mamelons couronnés de bourgades aux murs crénelés, et, sur un immense parcours, ici, l'horizon de la mer, là, les vastes courbes des Apennins, les plus hautes montagnes de la Pouille !

C'est dans ce pays charmant, entre Grottamare et Montalto, que s'est passée l'enfance de Sixte-Quint. Lorsque la nouvelle de son élection se répandit dans Rome, on se demanda, non qui il était, on le savait parfaitement, mais d'où il sortait. Dans la ville comme à la cour, le cardinal Montalto était l'un des caractères

encore quelques propriétés dont les revenus ont conservé leur destination et sont employés à doter quatre filles, chacune de cinquante écus.

[1] En mai 1867.

[2] Les traditions du séjour de Sixte-Quint se sont perdues depuis la première suppression du couvent, lors de l'invasion française.

publics les plus connus. Hors de Rome, quoiqu'il eût si souvent parcouru la péninsule, il y avait trente ou quarante ans, les fidèles électrisés jadis par le feu et l'éloquence de sa parole n'existaient plus : le prédicateur autrefois en renom, le frère Felice, était presque oublié. En Europe, hors de la péninsule, on n'avait jamais entendu prononcer son nom, si ce n'est peut-être à Madrid, où il avait suivi le cardinal Buoncompagni, attaché à son ambassade comme théologien, position importante, sans doute, mais comparativement subalterne. Aussi M. de Pisany, en parlant des candidats, l'appelle-t-il, comme on a vu, « un cordelier nommé Montalto. »

Ce nommé Montalto venait de se rendre de la Sixtine à Saint-Pierre, et de Saint-Pierre à l'appartement de Grégoire XIII, pour s'y installer comme chef de l'Église. On se mettait donc à scruter son passé, curiosité naturelle, mais difficile à satisfaire, tant son origine était obscure, « tant il était bas né, dit de lui, à son retour de Rome, l'ambassadeur vénitien Giovanni Gritti, qu'on avait à peine conservé mémoire de ses parents[1]. » Et Lorenzo Priuli en mandant au doge, le surlendemain de l'élection, le peu de renseignements qu'il a pu se procurer, dit[2] : « Il est né dans un castello nommé Grottamare, de père jardinier. Contrairement à la volonté de celui-ci, il se décida à fréquenter l'école, désirant seulement apprendre à lire et à écrire. Son père, ne pouvant faire cette dépense, voulut le rappeler à la maison, mais l'en-

[1] Rel. Ven. Gio. Gritti, 1589.
[2] Lorenzo Priuli, 26 avril 1585. Arch. Ven. *Disp*. Rome, *fil*. 19.

fant s'enfuit et prit l'habit de novice aux frères mineurs de Montalto, devint plus tard grand prédicateur, général de son ordre, évêque de Sainte-Agathe, ensuite de Fermo, et finalement cardinal. »

Voilà à quoi se bornaient les informations recueillies dans les premiers jours. Plus tard on parvint à réunir sur ses antécédents une foule de particularités[1]. On sut que sa famille, d'origine esclavone, avait paru en Italie au milieu du siècle précédent, fuyant comme tant d'autres à l'approche des Turcs qui, maîtres de Constantinople, dévastaient l'Illyrie et menaçaient la Dalmatie. Sous les pontificats de Paul II et Sixte IV, on voyait, depuis Ancône jusqu'à Otrante, aborder journellement de petites barques chargées d'émigrés. Beaucoup d'entre eux arrivaient dans un état de dénûment complet, tombaient dans la plus affreuse misère, et périssaient. D'autres, plus heureux, parvinrent à prendre racine dans leur nouvelle patrie. Ils fondèrent à Rome entre le Corso et la Ripetta, alors via Leonine, le misérable quartier de la *Schiavonia*. Une partie d'entre eux, restée sur le littoral de l'Adriatique, se confondit avec les gens du pays, en adopta la langue et mena une modeste existence. De ce nombre était Zanetto. Il s'établit à Montalto et eut des enfants qui s'allièrent à des familles respectables de la localité, occu-

[1] Tempesti, dans sa *Vie de Sixte-Quint*, fort consciencieux sur ce point, a réuni toutes les données ayant un caractère d'authenticité qu'il lui a été possible de se procurer, grâce à un examen minutieux et à des recherches faites dans les Archives de Rome. Cet auteur a su répandre la lumière sur plusieurs points obscurs, et, entre autres, par des preuves irréfragables, a résolu, en faveur de Grottamare contre Montalto, la question si longtemps débattue entre ces deux villes, relativement au lieu de naissance du pape.

pèrent parfois des emplois à la municipalité, prirent ainsi place dans la petite bourgeoisie, devinrent, en un mot, selon l'expression italienne, des gens de *condition civile.*

Piergentile, le quatrième descendant de l'émigré dalmate, le père du futur pape, après avoir vu de meilleurs jours, fut ruiné à la suite de la prise et du sac de Montalto [1]. Il se réfugia à Grottamare, où il afferma quelques champs, se fit cultivateur, jardinier, car l'horticulture forme l'industrie principale des habitants de ce littoral abrité contre les vents et jouissant, sur les premiers gradins des Apennins, d'un climat exceptionellement doux. Descendu ainsi, de quelques degrés, sur l'échelle sociale, Piergentile plaça sa femme comme servante auprès d'une dame noble, donna Diana de Venti. Une de ses sœurs gagna sa vie comme blanchisseuse. Le seul membre de la famille qui n'eût pas eu à souffrir des revers de fortune du chef était son frère, frà Salvador, de l'ordre des mineurs conventuels, qui vivait au monastère de Montalto. Quoique réduits à la pauvreté, non à l'indigence, et confondus désormais avec le peuple, les Peretti n'étaient pas complétement déchus. Ils avaient gardé, avec les souvenirs d'un meilleur passé, des relations avec des parents aisés et participaient, dans une certaine mesure à la considération que donnait au frère Salvador sa réputation de bon religieux, et à l'influence dont il disposait en sa qualité de moine; car les ordres monastiques, institution essentiellement démocratique, for-

[1] Par le duc d'Urbin en 1518.

ment, on le sait, dans les pays catholiques où on n'a pas commis la faute de les détruire, le lien moral entre les masses et les rangs plus élevés de la société, adoucissent les aspérités entre les différentes classes, et offrent aux enfants du peuple l'occasion de monter sans obliger personne à descendre. Piergentile, tout occupé qu'il était de planter et de soigner ses orangers, nourrissait cependant une singulière ambition. Il se croyait destiné à être le père d'un pape. Des indices infaillibles, disait-il, lui donnaient cette certitude et, ayant rêvé une nuit que le premier enfant que concevrait sa femme serait pape, il ne douta plus des hautes destinées du petit garçon qui vint au monde le jour de Sainte-Lucie, le vendredi, 13 décembre 1521, à seize heures. Il le nomma Félix, voulant par là prendre acte de la haute fortune réservée à son fils. Dans la famille, la future papauté du jeune enfant était un fait acquis, et quand sa petite sœur demandait un bajoque aux passants, ce qui, dans les villages d'Italie, n'est pas nécessairement preuve de mendicité, elle ne manquait pas d'ajouter : « Félix vous le rendra [1]. »

Que le futur pape ait gardé les porcs [2], c'est ce qui

[1] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586. En donnant ces détails, que Tempesti ignore peut-être volontairement, l'ambassadeur de Venise ajoute qu'ils lui ont été communiqués, avant l'exaltation de Sixte, par un compatriote de celui-ci, « personne digne de foi. »

[2] Pasquier l'a entendu dire par M. de Pisany : « Lequel, de son premier métier, gardait les pourceaux, et comme il était en cet exercice aux champs, advint un si grand orage, que deux cordeliers voulant passer par un ru qui était infiniment accru par cette pluie extraordinaire, ils furent contraints d'avoir recours au porcher, lequel étant nu-pieds les passa l'un après l'autre sur ses épaules. » Un enfant de neuf ans qui porte des moines sur ses épaules !

est fort possible. C'était le bruit à Rome au moment de son avénement. Les porcs, ces animaux domestiques si utiles, jouissent dans les campagnes des pays méridionaux d'une extrême faveur, de la tendresse et de l'intimité même des familles aisées, et si Piergentile, assez heureux pour en posséder quelques-uns, en a confié la garde à ses enfants, il n'a fait qu'imiter ses voisins; mais cela ne prouve pas que le petit Peretti ait été berger, comme Leti et d'autres l'ont dit, plaçant ainsi sa famille, contrairement à la vérité, aux derniers rangs du peuple.

A l'âge de neuf ans, Félix entra au couvent de Montalto, prit à l'âge de douze l'habit de novice, étonna les moines par sa vivacité, son application, sa facilité à apprendre, fit des progrès rapides, et, ayant continué ses études dans différents couvents, devint, à peine âgé de dix-neuf ans, un prédicateur de renom. Pendant plusieurs années, les couvents de son ordre, d'abord des petites et ensuite des grandes villes de la péninsule [1], se disputèrent l'honneur et le profit d'avoir le frère Felice comme prédicateur de l'avent, du carême ou des grandes fêtes, toujours sûrs de l'effet prodigieux que produisait sa parole abondante, pleine de verve et riche en citations selon le goût

[1] Dans son Journal il dit : « L'an 1540, n'ayant pas encore dit la messe, j'ai prêché à Monte Pagano, dans les Abruzzes. L'an 1541, à Vaghiera, ville du Ferrarais, pendant que j'étudiais à Ferrare ; l'an 1542, à Grignano, province de Rovigo ; en 43, à Fratta de Londinara; en 44, à Canda della Badia, étant étudiant à Bologne; en 45, aux fêtes de Rimini, où il était lecteur des canons : — c'est la première grande ville où il fit admirer son éloquence ;— à Saint-Geminiano, près de Sienne; en 49, à Ascoli ; en 50, à Fano ; en 51, à Camerino; en 52, à Rome en 53, à Gênes; en 54, à Naples; en 55, à Pérouse. »

du temps. Jamais arrêté par le respect humain, il s'attaquait aux choses et aux hommes, parfois même aux plus puissants, si, à son sens, ils manquaient à leur mission. Ce fut ainsi qu'en prêchant un jour à Rome sur le texte : *Astiterunt reges terræ*, il lui échappa des paroles véhémentes contre Charles-Quint, Ferdinand I[er] et Henri II. Il y avait plusieurs cardinaux et quelques ambassadeurs dans l'auditoire. Ceux d'Espagne et de France portèrent plainte à Jules III, et le cardinal protecteur des franciscains, qui aimait frà Felice, eut beaucoup de peine à le tirer de ce mauvais pas. Ce fut pendant le carême de 1552 que, pour la première fois, sa voix puissante retentit sur la grande scène du monde ecclésiastique. Il prêchait dans l'église des Saints-Apôtres, au milieu d'une affluence extraordinaire. Avec les théologiens de la cour on voyait accourir les membres les plus distingués des autres ordres religieux, auditeurs plus curieux que bienveillants et jaloux déjà de cette réputation naissante, des jeunes seigneurs, des dames de la haute société romaine amenés par la mode autant que par la piété, le cardinal Carpi dont frà Felice avait fait la conquête quelques années auparavant, le cardinal Ghislieri (saint Pie V), Ignace de Loyola, Philippe de Néri, non encore entourés de l'auréole officielle, mais déjà canonisés dans l'esprit du public. Frappés du feu sacré qui brillait dans la parole, dans les gestes, dans les traits du jeune moine, découvrant, sous l'exubérance de sa diction, la base solide de la science, la pureté de la doctrine, la ferveur qui l'embrasait, l'esprit tout empreint des idées nouvelles de la réaction

catholique, ils reconnurent aussitôt que cet homme leur appartenait de droit, se promirent de s'en emparer, d'en faire, — ce qu'ils en firent en effet, — l'un des grands ouvriers de la réforme. De là date sa fortune. Dès ce moment le frère Felice vécut dans l'intimité des hommes les plus haut placés, non dans la faveur de Jules III qui n'était pas des *zélés*, mais dans la nouvelle opinion catholique qui s'agitait déjà, pour bientôt l'envahir, autour du Vatican. On voyait le cardinal Caraffa, qui sera deux ans plus tard Paul IV, le cardinal Ghislieri, qui sera Pie V, le cardinal Carpi, l'un des membres éminents du sacré collége, l'ami de Bembo, de Sadolet, de saint Ignace, de Paolo Plannuzio; on voyait ces cardinaux, au grand étonnement des moines et des habitants de la place des Apôtres, descendre de leurs carrosses à la porte du couvent, pénétrer dans la cellule du jeune *frate*, s'y enfermer avec lui pendant des heures. Ignace de Loyola et Philippe de Néri, Bozio, des célébrités littéraires, des religieux en odeur de sainteté appartenant à d'autres communautés le visitèrent, répandirent son éloge et, en lui prédisant la papauté, lui en ouvrirent les voies. Même au point de vue purement mondain, ses séjours à Rome, toujours limités mais souvent répétés, n'étaient pas perdus pour son avancement. Il y faisait la connaissance d'un jeune Colonna, le visitait dans le palais de ce nom attenant au couvent, lui donnait des leçons, et formait ainsi de premières relations avec cette illustre famille, à laquelle un jour se devait allier celle du pauvre moine.

Frà Felice avait les défauts de ses qualités. Loyal

mais brusque, vif mais facilement emporté[1] par la colère, sévère envers lui-même, peu indulgent pour les autres, sobre, dormant peu, travaillant sans cesse, zélé mais manquant parfois de discrétion et de mesure, il était humble quand il se jugeait, fier quand il se comparait, car l'humilité n'exclut pas la clairvoyance, et toujours moine, *frate* dans toute l'acception du mot. Il méprisait les richesses de ce monde tant qu'il n'en possédait pas, se complaisant dans sa pauvreté de moine, qui est la plus solide des richesses parce qu'elle donne l'indépendance. Généreux, mais naturellement parcimonieux et très-rangé dans ses petites affaires, il avait soin de celles de sa famille, toujours plein de tendresse pour les siens que, dans sa vie errante et occupée, il voyait rarement, mais qu'il n'oubliait jamais. Son grand trésor, c'était ses quelques livres, qu'une dispense du supérieur l'avait autorisé à acquérir, et dont il notait les titres dans son journal[2]. Il y inscrivait aussi avec ses petits comptes de dépenses, les incidents vulgaires de sa vie de moine, qui contrastaient si fort avec l'influence qu'il exerçait déjà par sa parole, avec sa réputation acquise, avec les relations qu'il avait for-

[1] « La collera è in lui tanto gagliarda che alcune volte li tremano le mani quando è preso da ella. » Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586. — « Magnanimus dignoscebatur, ad iram tamen pronus Somni potens, cibi parcissimus, in otio numquam visus, aut de studiis aut de negotiis meditans. » Ms. de la Bibl. Altieri. Voy. la critique, chez Ranke *Päbste*, tom. III. — Dans son instruction au cardinal Alexandre Montalto, il recommande à son neveu la patience quand le pape s'emporte, ajoutant comme pour s'excuser : « Le nature risentite e libere sono piene d'amore e di gratitudine. »

[2] Ce manuscrit, tout entier de sa main, se trouve encore dans la bibliothèque du prince Chigi. Tempesti et Ranke le citent et en ont profité.

mées, avec les destinées plus hautes encore qui l'attendaient.

Après avoir terminé ses études de théologie à Ferrare, occupé une chaire de lecteur à Rimini, reçu à l'âge de vingt-six ans la prêtrise à Sienne[1], le grade de docteur à Fermo; après avoir, aux disputes publiques de Sienne, attiré l'attention du cardinal Carpi, il fut, grâce à la protection de ce dernier, employé comme régent des couvents de son ordre successivement à Sienne, à Naples et à Venise[2]. En arrivant dans cette dernière ville, il était dans sa trente-sixième année. A cette époque, il avait déjà rempli la péninsule de son renom de prédicateur hors ligne. Quelques-uns de ses sermons, qu'il avait fait imprimer, furent lus avec avidité[3]. Comme recteur, il avait pour mission spéciale de réformer les couvents, d'y introduire l'étroite observance des règles, de lutter par conséquent contre les éléments tièdes ou mauvais; tâche difficile, souvent pénible, et par lui remplie avec une rigueur impitoyable. Cette sévérité, si bien en rapport avec ses convictions, rencontra à Rome l'approbation de ses protecteurs, mais lui valut, avec de nombreuses inimitiés, la réputation de cruauté. Il eut le tort de s'en donner volontiers les apparences, comptant agir par la peur, mauvais moyen cependant d'attirer et de conver-

[1] 1547.
[2] Il y arriva en 1556.
[3] Un exemplaire, le seul connu de cette édition de six de ses sermons, se trouve dans la Bibliothèque du prince Barberini. Ils sont remarquables par des mouvements d'éloquence dans le goût du temps, et écrits dans une langue vraiment magnifique, ce qui explique la vogue du prédicateur.

tir les âmes. Sa mission de recteur, délicate partout, l'était doublement à Venise, dans le grand couvent des Frari, où le parti opposé à l'œuvre de la régénération catholique pouvait compter, sinon sur l'appui, du moins sur la tolérance sympathique du gouvernement. Dès l'arrivée du nouveau recteur, on lui fit, par tous les moyens, une opposition sourde et on finit par obtenir que, de guerre lasse et désespérant du succès, dans un moment de découragement, il se retirât volontairement. Les accusations qu'on avait dirigées contre lui ayant été reconnues fausses, il fut rétabli à son poste, et cette fois, non-seulement comme recteur des Frari, mais aussi comme consulteur du Saint-Office. A cette occasion, il eut la générosité, fort remarquée alors à Rome, de proposer son principal antagoniste, qu'il croyait revenu à de meilleurs sentiments, mais qui devait le payer d'ingratitude, pour la place devenue vacante de supérieur des Frari. Les privilèges étendus dont le nouveau pape Pie IV l'avait investi, en sa qualité d'inquisiteur, et la rigueur avec laquelle il exerçait ces fonctions particulièrement odieuses aux Vénitiens, excitèrent les mécontentements de la Seigneurie, qui demanda et obtint son rappel. Cet incident, qui provoquait pour la seconde fois l'intervention de la diplomatie à son sujet, lui aurait fait grand tort en d'autres temps, mais dans ces jours de combat où l'Église militante luttait pour son existence, ses fautes, si fautes il y avait, ne faisaient que le rendre plus cher à ses puissants amis. Il revint à Rome grandi par les persécutions mêmes dont il avait été l'objet, fut nommé théologien au concile qui devait se rouvrir à Trente, mais où

il ne se rendit pas, consulteur au saint office [1] et lecteur à la Sapienza. Les années suivantes, séjournant à Rome dans son couvent des Saints-Apôtres, successivement comme procureur général et vicaire apostolique de son ordre, il continua la lutte contre les arriérés, les tièdes, les récalcitrants, et étonna encore une fois la ville et la cour par un acte de généreux oubli des injures reçues. Le même moine, son ennemi acharné, qui avait été cause de son rappel de Venise, fut reconnu coupable de divers délits et sommé de se rendre à Rome pour y subir sa peine. C'est grâce à l'intervention de sa victime auprès du pape qu'il obtint son pardon. On vanta beaucoup l'héroïsme chrétien de frà Felice, et le cardinal Ghislieri, depuis longtemps son protecteur, lui témoigna dès lors une affection toute particulière. A cette époque, Pie IV, avant de prononcer un dernier arrêt dans le procès de l'archevêque de Tolède, condamné pour hérésie par le tribunal de l'inquisition espagnole, résolut d'envoyer un légat sur les lieux. Le cardinal Buoncompagni, à la tête d'une ambassade brillante, qui outre ce cardinal comptait trois papes futurs, monsignor Castagna, monsignor Aldobrandini, et comme théologien frà Felice, se rendit en Espagne quelques mois avant la mort du

[1] C'est surtout à son activité au saint office qu'on attribuait la faveur de Pie V et la confiance dont il jouissait parmi les chefs de la grande réaction catholique. Six jours encore avant sa mort, à une congrégation de cardinaux convoqués pour traiter des affaires de France, le cardinal d'Aragon lui dit qu'il devait la tiare à son activité d'inquisiteur : *Acordandole cuan gran ministro de la Inquisicion havia sido siempre y que por ello habia llegado á sentarse en aquella silla.* Relation du cardinal d'Aragon, 21 août 1590; Arch. Simancas. *S. de E.* Rome, *Leg.* 955.

pontife. C'est de ce voyage que date la longue mésintelligence qui devait, pendant toute la durée du pontificat de Buoncompagni, peser sur l'existence du cardinal Montalto, et, lorsqu'il serait devenu pape lui-même, le rendre souvent injuste envers la mémoire de Grégoire XIII. De mauvais procédés de la part du légat, qui eurent un certain retentissement[1], semblent avoir été la première origine de cette inimitié. On raconte[2] que quand il y avait difficulté pour trouver un nombre suffisant de chevaux, le cardinal Buoncompagni faisait monter le *frate* sur les bêtes de charge et le reléguait avec les bagages en compagnie des muletiers. C'était, à la rigueur, la place du moine, qui devait céder le pas aux prélats; ce n'était pas la place du frère Felice. Celui-ci, plus prompt à pardonner les grandes offenses que les petites, conçut contre Buoncompagni, naturellement antipathique à son ardente nature, une profonde et invincible aversion.

La mort de Pie IV mit fin à la mission du légat. Appelé au conclave, il quitta l'Espagne à la hâte, et revint à Rome avant d'avoir accompli sa mission. Cette fois-ci le frère Peretti eut la bonne fortune de voyager seul, et la plus grande de trouver à son retour le cardinal Ghislieri assis sur le trône pontifical. Le nouveau pape le nomma aussitôt à l'évêché de Sainte-Agathe, qu'il échangea ensuite contre celui de Fermo et le comprit[3] quatre ans plus tard dans sa troisième promo-

[1] On en trouve des traces dans les correspondances des ambassadeurs.

[2] Manuscrit de la Bibliothèque du prince Altieri : *Sixtus V, pontifex maximus.*

[3] En 1570.

tion de cardinaux, en lui accordant la pension[1] connue sous le nom de *plat du cardinal pauvre*. Il pourvut généreusement aussi aux frais de sa première installation[2]. Le nouveau cardinal tint ses réceptions dans une maison aux *Banchi*, connue sous le nom des *Puppazzi*, à cause des statues grotesques enchâssées dans la façade, et que le propriétaire avait mise à sa disposition pour cette occasion[3].

Dès qu'il avait été promu au poste important de vicaire général de son ordre, il avait appelé à Rome sa sœur Camilla. Il l'aimait tendrement, la comparait à sainte Monique, et, devenu pape, disait souvent qu'elle lui avait fait traverser honorablement les longues années de la pauvreté ; que c'était à ses prières qu'il devait son exaltation. Quoique d'une grande dévotion, donna Camilla, qui au physique lui ressemblait beaucoup[4], s'entendait parfaitement aux choses de ce monde[5], dirigea la maison du cardinal, et resta pendant toute sa vie la providence temporelle de la famille. Veuve d'un cultivateur, elle était mère de Francesco et de Maria Mignucci, qui, grâce à la situation de leur oncle, contractèrent des mariages fort au-dessus de leur nais-

[1] De cent écus par mois.

[2] Le cardinal Santorio (Santaseverina) note, dans sa Vie, les actes de munificence du pape envers lui et cinq de ses collègues : Maffeo, Montalto, Aldobrandini, Teano et Acquaviva. Ils reçurent chacun quatre portières, une aiguière, des masses en argent, des harnais rouges et violets pour une mule, et, outre la pension, cinq cents écus d'or pour frais d'installation.

[3] D'après une tradition qui s'est conservée jusqu'à nos jours dans ce quartier de Rome.

[4] Voir son portrait à la villa Massimo (Peretti).

[5] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586.

sance. Un avenir bien autrement brillant attendait les enfants de Maria, qui avait épousé un gentilhomme romain, Fabio Damasceni [1]. Ces enfants devaient être le cardinal Alexandre Montalto, Michel Peretti prince de Venafro, Flavia Orsini duchesse de Bracciano, bru de Paolo-Giordano Orsini, dont le lecteur ne tardera pas à faire connaissance, et Ursule, femme du grand connétable Marc-Antonio Colonna. Ces quatre petits-neveux du pape, auxquels il fit prendre comme à ses neveux le nom de Peretti, naquirent pendant son cardinalat, furent amenés à Rome, accueillis par lui et élevés sous ses yeux. A cette époque, il occupait avec sa sœur, avec Francesco et la jeune femme de celui-ci, avec Fabio et Maria et leurs quatre enfants, ses petits-neveux, dans le quartier Parione, sur la via Papale, une maison très-petite et de bourgeoise apparence [2]. La simplicité de ce ménage et la pauvreté de l'ameublement frappèrent l'ambassadeur de Venise, lorsqu'à

[1] Sa dot consistait en terres et trois mille écus.

[2] Différents auteurs disent que le cardinal a demeuré via de Lautari. Des recherches faites dans les Archives de Saint-Laurent in Damaso, qui ne remontent qu'à l'année 1589, ne pouvaient donner aucun indice à ce sujet; mais l'*Archivio notarile* de la chambre apostolique contient un document concernant la vente de la maison indiquée, portant aujourd'hui les numéros 68, 69 et 70, et située dans la via Papale, *Rione Parione*, au coin d'une petite ruelle. Cette dernière, aujourd'hui murée et occupée par une petite masure, donne dans la cour du palais Bischi, transformée en écuries et remises. L'acte de vente, daté du 11 février 1574, porte que l'acquisition, au prix de 2,050 écus, se fait par un nommé Andrea Rubini, *pro persona nominanda*. Un autre document du 2 avril de la même année déclare que l'acquéreur est le cardinal Felice Peretti. Plusieurs petites circonstances, qu'il serait oiseux de relever ici, permettent de constater que c'est cette maison qui a été habitée par le cardinal, depuis 1574 jusqu'en 1581, époque à laquelle il s'établit dans sa vigne, près Sainte-Marie Majeure.

l'issue du conclave il s'empressa d'aller offrir ses félicitations à donna Camilla et la trouva dans un appartement presque dégarni et fort ordinaire. Le petit Alexandre portait des habits plus que râpés. Mais Priuli pense avec raison que cet enfant ne tardera pas à les changer contre la pourpre[1]. La fortune du cardinal était bornée. Elle se composait des revenus de son évêché, augmentés par le savoir-faire de sa sœur et par de sages économies. On les évaluait à environ 8,000 écus[2], ce qui pouvait suffire pour vivre avec aisance; mais Montalto en employait la plus grande partie à des constructions qu'il avait entreprises à Sainte-Marie Majeure, et plus tard dans une vigne située près de cette basilique.

Honoré de la confiance de Pie V, consulté sur toutes les questions importantes en matières ecclésiastiques, actif surtout comme inquisiteur, il partageait son temps entre les devoirs de pasteur et les travaux qui le retinrent à Rome pendant la plus grande partie de ce pontificat. Sentant les approches de sa fin, Pie V le fit appeler auprès de son lit, et Montalto put ainsi assister à l'un des spectacles les plus émouvants et les plus grandioses, la mort d'un saint.

Les beaux jours de son cardinalat prirent fin avec la vie de ce pontife. Buoncompagni, devenu Grégoire XIII, eut la faiblesse de se souvenir de ses démêlés avec son ancien attaché et des torts qu'il avait à se reprocher envers lui. Il le traita avec hauteur,

[1] Lorenzo Priuli au doge, 26 avril 1586; cité plus haut.
[2] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586.

l'exclut de toute participation aux affaires[1], et lorsqu'un jour, à l'issue d'une cérémonie à Sainte-Marie Majeure, il aperçut la maison de campagne de Montalto, il lui retira son plat en disant que les cardinaux pauvres ne construisaient pas des palais.

De son côté, le cardinal acceptait sa situation de disgracié, se retirait de plus en plus, et ne se montrait que lorsqu'il le fallait aux solennités de l'Église et aux consistoires.

Il entretenait peu de relations avec ses collègues, dont il était plus estimé qu'aimé, et faisait, en somme, bonne contenance dans la mauvaise fortune. Mais incapable de s'imposer le silence, parleur abondant qu'il était, autant que caustique, il se laissait aller à critiquer le pape[2], son gouvernement, ses favoris, se vengeait en sarcasmes, ce qui était de la dernière imprudence (et les hommes d'esprit sont souvent imprudents) s'il visait réellement à la papauté; car il aurait dû prévoir que les grégoriens, la plus nombreuse faction du sacré collége, lui donneraient infailliblement l'exclusion. Mais mille circonstances prouvent qu'à cette époque de sa vie, il subissait les effets de la défaveur, se ressentait des loisirs forcés si peu en harmonie avec sa nature bouillonnante et active; et qu'il renonçait alors à des aspirations ambitieuses, à celles de sa famille

[1] Dans ses causeries avec les ambassadeurs vénitiens, Sixte-Quint revint souvent sur cette époque de sa vie. Ainsi, blâmant la conduite de Grégoire XIII à l'égard de la république de Saint-Marc, il disait un jour à l'ambassadeur qu'il l'avait désapprouvée, mais qu'il s'était tu comme il le devait faire dans un temps où il s'était retiré des affaires. Alberto Badoer au Doge, 8 avril 1589. Arch. Ven. *Disp*. Rome, *fil*. 23.

[2] Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586; cité plus haut.

au moins ; car sauf des propos d'enfant, quand il habitait encore la maison paternelle, rien ne prouve qu'il les ait jamais sérieusement partagées. Il ne songeait donc qu'à se créer des occupations et quelques distractions dignes de lui, de l'élévation de son esprit, des raffinements de son goût en matière d'art, de sa situation de cardinal pauvre et disgracié, il est vrai, mais toujours prince de l'Église, et, sinon dans l'opinion de la cour et du monde officiel, du moins dans la conviction du public, qui pourtant ne l'aimait pas, l'un des hommes éminents, l'un des ornements du sacré collége.

Il avait trois nobles passions. Il aimait les livres, les arts et les constructions. Depuis longues années il avait consacré ses loisirs à un travail scientifique, la révision des œuvres des Pères de l'Église. Devenu cardinal, le premier usage qu'il fit des libéralités de son bon pape Pie V fut de faire ériger à Nicolas IV, franciscain comme lui, dans la tribune de Sainte-Marie Majeure [1], un monument sépulcral. En même temps, il entreprenait d'ajouter à cette basilique la chapelle de la Crèche [2], qui, élargie et achevée sous son pontificat avec une grande magnificence, réunit dans une dernière demeure les dépouilles des deux amis, Pie V et Sixte-Quint. Enfin il fit acquisition d'une vigne pour y bâtir une maison de campagne. A cette occasion aussi, comme il faisait toujours quand il achetait quelque petit immeuble, pour se soustraire à la vigilance mal-

[1] C'est dans le siècle dernier que, sous Benoît XIV, ce monument fut enlevé de cette place et transporté près de l'entrée où on le voit aujourd'hui.

[2] 1576.

veillante de la cour, il se servit d'un prête-nom. Obligé de consulter ses moyens, augmentés de temps à autre de modiques subventions du grand-duc de Toscane [1], il avait recours à un garçon maçon, récemment arrivé des montagnes de Côme, sa patrie, qui montrait de l'intelligence et qui lui était fort dévoué. Ce jeune homme, à la manière des campagnards, envoyait ses petites économies à ses parents, qui les gardaient cachées dans quelque coin de leur cabane. Lorsque le cardinal, privé de sa pension, se vit obligé de suspendre les constructions, le jeune Domenico Fontana, — car le garçon maçon n'était autre que ce célèbre architecte, — les continua sur ses épargnes, plein de reconnaissance pour son bienfaiteur, et, en fin montagnard, comptant aussi un peu sur celle du cardinal, quand la roue de la fortune viendrait à tourner, ce qui est possible partout et nulle part plus qu'à Rome. Les travaux ne furent donc pas complétement interrompus, et, quatre ans avant d'entrer au Vatican, le cardinal eut la satisfaction d'entrer dans sa vigne, disant et croyant peut-être par moments, — car les désœuvrés qui se sentent des forces ne renoncent jamais complétement à l'espoir de s'en servir, — disant à ses amis qu'il y terminerait ses jours.

[1] Le grand-duc dépensait en général fort peu d'argent à Rome. « En effet, dit Antonio Ticpolo dans sa Relation au Sénat, 1578, le grand-duc ne s'aide pas de pensions, il n'a pas les moyens d'en donner ; aussi ne voit-on pas qu'il fasse grands frais pour venir au secours de quelques cardinaux. » D'après Urbani, le grand-duc aurait fait payer à Montalto la pension mensuelle de cent écus, supprimée par Grégoire XIII. Urbani au grand duc ; Prague, 8 mai 1585. — Le grand-duc au cardinal Montalto ; 25 décembre 1583. Arch. Flor. *Sez.* Med. 261.

Cette villa Peretti, aujourd'hui Massimi, bâtie sur la déclivité de l'Esquilin, occupe un terrain classique. Les remparts de la Rome royale de Servius Tullius le traversaient. Sous Auguste il faisait partie des jardins de Mécène. Dioclétien l'avait compris dans la vaste enceinte de ses thermes.

Lorsque Montalto fut devenu pape, il acheta quelques champs pour agrandir sa propriété, fit enlever les magnifiques ruines qui s'y trouvaient, car il respectait peu les choses païennes, surtout quand elles le gênaient, et y érigea son lourd palais, dit des Termini. Le voyageur l'aperçoit en débarquant du chemin de fer. Cette construction contraste désavantageusement avec le *palazzetto*. Fontana, ainsi qu'il arrive parfois, recula en avançant avec son siècle.

Comme cardinal, Montalto se contentait d'une petite habitation, du palazzetto dont nous venons de parler, vrai bijou et modèle d'une maison de campagne de modestes dimensions. Le dernier reflet de la grande époque ennoblit cette première et plus belle œuvre de Domenico Fontana. Il se retrouve aussi dans les fresques des appartements, exécutées par les artistes alors le plus en vogue, par Mattia de Sienne, Cesare Nebbia, Salimbene, Paolo Brill, Baglioni et autres, confondus avec les Zuccari, auxquels on attribue souvent les produits de leurs pinceaux. On a relevé avec raison la supériorité incontestable des peintures faites pour le cardinal Montalto, que rien ne pressait, sur les travaux exécutés par ordre de Sixte-Quint, alors qu'animé d'une activité fiévreuse, la communiquant, l'im-

posant à ses instruments, il pressentait la mort [1], suppléait par l'étendue de ses volontés à la brièveté du temps, demandait aux heures ce que des années à peine accordent au commun des mortels. Quiconque a visité ces lieux a subi le charme de cette demeure d'apparence si noble encore, malgré les dégradations de ces fresques pâlies sous l'action des siècles, de ces longues avenues d'arbres magnifiques, que nous avons vus tomber, depuis que l'esprit moderne a imprimé son cachet à ce quartier de Rome! L'ermite de la villa Peretti les avait plantés de ses mains, aidé de quelques amis fidèles à sa mauvaise fortune, du célèbre Scipion Tolomei, de Castrucci, et d'autres encore, pendant qu'il roulait dans sa tête les plus vastes projets, qui n'étaient alors, dans sa propre estimation, qu'un jeu de l'imagination, des chimères, des rêves impossibles à réaliser! Autour de sa vigne s'élevaient les voûtes, les piliers massifs des thermes, devant ses fenêtres l'antique basilique non encore masquée par son enveloppe moderne; et du haut de sa *loggia*, qui, elle aussi, a disparu, comme la plus grande partie des thermes, comme les vieilles façades de Sainte-Marie Majeure, il embrassait du regard l'ancienne Rome, une partie de la campagne et les montagnes de la Sabine [2].

Il se disposait à quitter la maison de la via Papale

[1] C'est ce que prouvent ses conversations intimes.

[2] On a de la maison une vue de la villa et des alentours qui atteste l'étendue de la destruction des ruines, dont une grande partie était alors encore debout. Le prince Massimo, propriétaire actuel de la villa Peretti, en a publié une description, fruit de longues et consciencieuses recherches, et remplie de renseignements intéressants. *Notizie istoriche de la villa Massimo*. Rome, 1836. Une partie de l'édifice, écroulée en 1868, est en voie de reconstruction.

pour s'installer dans sa vigne, lorsqu'un événement cruel, et qui eut un grand retentissement, vint le frapper dans ses plus chères affections. Son neveu Francesco, appelé une nuit dans la rue par son beau-frère Marcello Accoramboni, fut le lendemain trouvé assassiné; son corps atteint de coups de feu et percé de coups d'épée gisait sur le pavé de l'une des rues qui mènent au Quirinal, près de l'entrée des jardins Sforza (aujourd'hui le palais Barberini). Cet infortuné laissait une jeune femme, l'une des célébrités de l'époque.

Qui n'a entendu vanter sa beauté classique, son esprit cultivé et prompt à la repartie, son éloquence, le son mélodieux de sa voix, ses manières simples, élégantes et câlines, le charme irrésistible de tous ces dons dont un seul suffit pour attirer, mais qui réunis, fascinent, subjuguent, répandent sur l'heureux privilégié, sur l'enfant gâté de la nature, les clartés surnaturelles de l'Olympe, nous remplissent à la fois d'admiration, de craintes vagues, de pressentiments sinistres; car l'excès des perfections inspire des terreurs secrètes comme l'excès du bonheur! Personne n'ignore les péripéties de cette courte existence, les aventures, les faiblesses, le repentir, l'expiation, la fin tragique de la trop belle Vittoria Accoramboni. A Gubbio, cette ville classique de l'Ombrie, on voit encore, dans la grande rue du haut quartier, le palais des Accoramboni, belle construction aujourd'hui délabrée de la première renaissance. Le propriétaire de cette maison, le père de Vittoria, avait épousé une noble romaine, Tarquinia Paluzzi des Albertoni, fort bien ap-

parentée, fière, mal satisfaite de son union avec un simple gentilhomme de province, ambitieuse, intrigante, rêvant pour sa fille de hautes destinées. Les prétendants ne faisaient pas défaut : il y en avait de sérieux, il y en avait d'autres dont les intentions pouvaient inspirer des doutes, non à la mère, qui comptait sur son savoir-faire et sur les charmes de sa fille, mais au père, qui recevait avec déplaisir et non sans crainte les visites fréquentes d'un des plus importants personnages de Rome et d'Italie, prêt à mettre aux pieds de Vittoria sa personne, son nom, sa fortune [1], et son existence hors ligne. Le seigneur Paolo-Giordano Orsini, duc de Bracciano, avait en premières noces épousé l'infortunée princesse Isabelle de Toscane, morte soudainement et non sans que de graves soupçons pesassent sur son mari. On accusait celui-ci publiquement de l'avoir étranglée de ses mains [2] dans un accès de jalousie. Mais, chose étrange, il continuait néanmoins à entretenir les meilleurs rapports avec ses deux beaux-frères, le grand-duc François et le cardinal de Médicis. L'entente intime avec ce dernier formait même l'un des éléments de sa puissance, fort grande à Rome, et dont le cardinal profitait à son tour. A la cour de l'Escurial, il jouissait d'une faveur constante due à son dévouement éprouvé à la couronne d'Espagne [3]. Il aimait à afficher ses relations avec

[1] On évaluait ses revenus à 30,000 écus. Rel. Ven. Girolamo Soranzo.
[2] 1576.
[3] Lorsque la nouvelle de la prise de Lisbonne arriva à Rome, lui et le duc de Sora firent illuminer leurs palais. Corraro au doge, 24 sept. 1580. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

Philippe II, dont les bonnes grâces ajoutaient grandement à son autorité. Le roi, sur la demande de son premier ministre, le cardinal de Granvelle, se disposait à lui conférer la Toison d'or, lorsqu'on reçut à Madrid la nouvelle de sa mort[1]. A Rome, il possédait le palais de Monte-Giordano (maintenant Gabrieli), le palais du Campo de Fiori (Pio), et celui de la place Navone dit Pasquino, démoli à la fin du siècle dernier, et dont l'emplacement est aujourd'hui occupé par le palais Braschi. Autour du seigneur Paolo Giordano, se groupaient de nombreux Orsini : Latino, renommé comme homme de guerre, d'autres plus ou moins mêlés aux affaires du duc, plus ou moins brouillés avec le gouvernement, quelques-uns bannis et en relation ouverte avec les bandits. Parmi eux Ludovico Orsini, tout scélérat qu'il fût, avait des qualités réelles. Son frère Raimondo avait perdu la vie dans une de ces rixes avec les sbires si fréquentes dans les rues de Rome, sous le pontificat de Grégoire. Pour le venger, Ludovico avait fait assassiner Vincenzo Vitelli, lieutenant général du seigneur Giacomo. Ce malheureux sortait d'une partie de jeu chez ce dernier, lorsqu'il reçut un coup de feu qui le tua au fond de son carrosse. Ludovico prit aussitôt la fuite, se livra pendant plusieurs années au métier de bandit, puis entra, pour se réhabiliter, au service de la seigneurie de Venise. Celle-ci, toujours pleine d'égards pour les Orsini, le nomma commandant militaire de Corfou. C'est à ce moment de sa vie, qui doit finir tragique-

[1] Leonardo Donato au doge, 12 avril 1581. Arch. Ven. *Disp*. Rome. Cet ambassadeur parle de lui comme d'un personnage de la plus haute importance.

ment, que nous le rencontrerons sur notre chemin.

Le seigneur Paolo Giordano, quoique soupçonné d'un crime atroce, se promenait fièrement dans Rome, donnait dans son palais, comme dans ses nombreux châteaux de la *Campagna*, surtout à Bracciano, asile aux bandits et jouissait de cette impunité qui, sous le faible règne de Grégoire XIII, était acquise aux hommes de sa trempe, surtout quand ils portaient un nom distingué et s'abritaient derrière de puissantes relations. Personnellement il n'avait aucun des avantages qui séduisent les femmes. Il avait près de cinquante ans, des traits peu agréables, était d'une corpulence extraordinaire, et souffrait d'une infirmité qui inspirait la répulsion. Il ne déplut pas cependant à la jeune Vittoria, dont il se montrait de plus en plus épris. La mère croyait toucher à l'accomplissement de ses vœux, lorsque Accoramboni, pour couper court aux assiduités, dangereuses sous plus d'un rapport, du redoutable chef des Orsini, maria sa fille avec le jeune Francesco Peretti, neveu du cardinal; pauvre mariage en comparaison de celui qu'on désirait, mais acceptable pourtant, vu la haute position de l'oncle, vu surtout les embarras de la situation, et à défaut d'autre expédient. Le mariage fut célébré [1] dans l'église Santa-Maria della Corte, la paroisse du chef des Albertoni, et la jeune mariée vint s'installer avec son époux dans la maison du cardinal Montalto. Elle y fut reçue en reine, se gagna d'abord tout le monde, et plut surtout au cardinal qui, jusqu'à la fin de sa vie, garda

[1] Le 21 juin 1573.

pour elle un grand fond de tendresse. S'efforçant de la réconcilier avec son existence nouvelle, l'entourant d'un peu de luxe, d'un peu de confort, il essayait de lui rendre agréable son modeste intérieur, si peu en harmonie avec les habitudes, les antécédents, les qualités plus brillantes que solides de la jeune patricienne. Son mari, éperdument épris dans les premiers temps mais fort inférieur à elle, n'avait à lui offrir en retour de tant de trésors qu'un amour qui aurait dû lui suffire, mais l'amour malheureusement ne suffit pas toujours. Il ne put faire oublier à la belle et élégante Vittoria la perspective, à jamais évanouie, des grandeurs rêvées, surtout par sa mère, qui ne se consolait pas de cette nouvelle déchéance, entretenait toujours des rapports d'amitié avec le duc de Bracciano, et, en empêchant probablement sa fille de se faire à son sort, nourrissait en elle des espérances insensées, si elles n'étaient pas coupables.

Quelle était la conduite de la jeune femme? Hélas! elle laissait beaucoup à désirer. Vittoria entraînait son faible époux à des dépenses exagérées. Bientôt elle avait gaspillé sa dot. Elle s'entourait d'adorateurs[1] et jalousait sa belle-sœur Maria Damasceni, qu'on préférait dans la famille à cause de ses vertus, et qui devait succomber quelques années après à une maladie de langueur. On attribua sa mort aux maléfices d'une sorcière, femme de chambre de Vittoria, qui était aussi accusée d'avoir ensorcelé Paolo Giordano, comme si les charmes de la

[1] Babbi au grand-duc, 19 avril 1581 : « *Ed avendoli lei più inamorati.* » Arch. Flor. 3603.

femme de Francisco n'avaient pas suffi pour enchaîner le duc à ses pieds[1].

Dans les commencements de son mariage le jeune Peretti s'estima le plus heureux des hommes, mais son ivresse et ses illusions furent de courte durée. Sa femme ne tarda pas à le prendre en aversion, et bientôt les habitués de la maison s'aperçurent des dissentiments qui troublaient le ménage. Donna Camilla ne pouvait se faire au genre de vie du jeune couple, au luxe de toilette de sa belle-fille, à ses goûts dispendieux et mondains, conformes il est vrai à ses antécédents, mais déplacés dans le milieu bourgeois, uniforme, un peu monacal de la famille Peretti. Cette infortunée mère avait peur de sa belle-fille et pressentait quelque catastrophe. Dans la funeste nuit où son fils, sur l'appel de Marcello Accoramboni, se disposait à quitter la maison pour aller au-devant de la mort qu'il devait recevoir des mains de son beau-frère, elle se jeta à ses pieds, le conjura de rester, lui prédit quelque malheur, soupçonnant qu'un crime se préparait, et devinant d'où le coup devait partir.

La nouvelle de l'assassinat de Francesco glaça la ville et la cour d'épouvante. Non que des faits semblables fussent rares, on n'y était que trop habitué; mais tout le monde comprit que le duc avait trempé

[1] Ces détails sont donnés par Sixte-Quint à l'ambassadeur de Venise. Lorenzo Priuli au doge, 15 février 1585 (1586). Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19. Cette prétendue sorcière, l'ancienne femme de chambre de Vittoria, fut retenue dans les prisons de Padoue. Donna Camilla demanda à son frère de réclamer son extradition. Le pape refusa ; il recommanda cependant à la Seigneurie de remettre ce procès à l'évêque de Padoue, en disant que, si elle avait commis d'autres crimes de semblable nature, elle mériterait d'être brûlée.

dans l'affaire. On tremblait à l'idée que le gouvernement, poussé peut-être par le cardinal, ne sortît cette fois-ci de sa torpeur habituelle, n'essayât de sévir contre le coupable, et, comme ce coupable était, — personne n'en doutait, — le puissant chef des Orsini, ne provoquât des scènes sanglantes dans Rome. Cependant il n'en fut rien. Tandis que le public frémissait au retentissement de ce crime, l'oncle de la victime gardait seul son sang-froid. Le lendemain il y eut consistoire. Montalto s'y rendit comme d'ordinaire et, admiré par beaucoup, accusé d'affectation par d'autres, se borna à répondre aux condoléances de ses collègues par des paroles adaptées à la circonstance. Mais après le consistoire, il s'approcha du pape et donna un libre cours à sa douleur[1].

[1] Babbi au grand-duc, 17 avril 1581. Arch. Flor. 3603. « Questa mattina che è stato consistoro, è stato (Montalto) con nostro signore, e *ha fatto un gran lamento* e il papa si è rissentito molto, ma fin' adesso non ha fatto alcuna essecuzione. » — Cinq ans après, le pape en causant avec l'ambassadeur de Venise lui dit : « Che dalla prima ora che ebbe nuova della morte di quell' infelice haveva rimesso ogni cosa in mano del signor Dio, e che sebbene papa Gregorio mostrò di far voler quache cosa, non solamente non lo fece, ad instanza sua, ma operò con mezzi termini poco convenienti, perchè di poi formato il processo, se lo fece dar in mani sue da monsignor Portico che ora vive, ne se n'è saputo altro, ed il servitore del signor Francesco, che fù fatto prigione come spia che lo condusse al macello, fù fatto dare dal Pontifice in mano del signor Giacomo ne si è poi saputo cosa alcuna di lui. » Lorenzo Priuli au doge, 15 février 1585 (1586). Arch. Ven. *Disp.* Rome, — Serguidi, dans sa Relation sur la cour de Grégoire XIII, Arch. Flor. 3605, donne le déni de justice dont Montalto avait à se plaindre comme l'un des motifs de la mésintelligence entre lui et le pape. Il résulte de tout ceci que l'oncle de Francesco désirait, sans se mettre en avant personnellement, la punition du coupable, par conséquent l'intervention de la police et de la justice que Grégoire lui refusait, et que l'attitude équivoque de ce pape, sévèrement blâmée par le cardinal, devint un nouvel aliment pour leur inimitié réciproque ; c'est-à-dire que Grégoire ne peut pas avoir dit ·

Sans se porter accusateur, lui demandant même, pour la forme, de ne rien faire, il espérait cependant que Grégoire XIII ordonnerait des poursuites sérieuses. Le saint-père manifesta en effet l'indignation que lui inspirait un si grand crime. Une enquête eut lieu; mais évidemment peu disposé à s'attirer les vengeances du puissant duc de Bracciano [1], le pape fit plus tard consigner entre ses mains les pièces du procès, qu'on déposa au fort Saint-Ange, et remettre au duc de Sora le domestique de Francesco Peretti, arrêté dans les premiers jours comme suspect de

*E veramente un gran frate*, et que les faits se sont passés tout autrement que, sur la foi de manuscrits anonymes, presque tous les auteurs les ont présentés. Cela est aussi prouvé par la conduite ultérieure de Sixte-Quint, qui fit réclamer à Venise, juger et exécuter Marcello Accoramboni. Je suis entré dans ces détails, en apparence secondaires, parce qu'ils mettent en évidence, avec le caractère de Sixte-Quint, sa situation sous le règne de Grégoire XIII. On lui refusait tout, même les poursuites contre les assassins du principal membre de sa famille. Il disait alors qu'il leur pardonnait. Que pouvait-il faire? Il fallait bien se résigner et faire de nécessité vertu. En résumé, il désirait vivement que le crime fût puni; mais il ne voulait pas se porter accusateur, afin d'éviter les apparences d'une vengeance particulière. Il agissait de même à l'égard de Marcello, qu'il aurait préféré voir mourir sur un échafaud vénitien pour l'un des nombreux crimes dont ce malfaiteur s'était rendu coupable, et non pour l'assassinat de son neveu et à la suite d'un jugement rendu par les tribunaux romains. Ce n'est que lorsque la Seigneurie eut refusé de reviser le procès de Marcello relatif à un meurtre commis à Padoue, qu'il consentit à ce que ce bandit fût remis aux tribunaux pontificaux, jugé et exécuté comme assassin de son neveu. Cette conduite, qui certes manque de franchise, n'est psychologiquement explicable que par le caractère du pape, juste et sévère jusqu'aux limites peut-être de la cruauté, mais répugnant à des actes de vengeance, et rancuneux seulement dans les petites choses.

[1] Un manuscrit du Vatican, de l'époque, n° 7484, donne les noms des sicaires soudoyés, dit-il, par un seigneur « dont, pour certains égards, nous taisons le nom. » On voit quelle terreur inspirait ce nom, qu'on n'osait même pas prononcer.

complicité. Les choses en restèrent là. Quelques jours après, pour donner le change sur les véritables auteurs de l'assassinat, on fit écrire par un chevalier Pallentieri, personnage décrié et exilé pour divers délits, une lettre portant que lui, Pallentieri, avait tué Francesco, afin de prévenir un attentat que ce dernier aurait prémédité contre ses jours. Cette fable ne trompa personne. Le naturel inoffensif du neveu de Montalto, qui n'avait d'autre ennemi que la beauté de sa femme, toutes les circonstances, la teneur même de la lettre, concouraient à en prouver la fausseté. Cependant le pape semblait y ajouter foi. Il fit lancer un mandat d'arrêt contre le prétendu meurtrier, démarche dérisoire, car Pallentieri se trouvait hors de Rome et en parfaite sûreté. D'ailleurs, l'opinion publique n'avait pas hésité à désigner les véritables criminels. C'étaient, se disait-on tout bas à l'oreille, le duc de Bracciano et donna Tarquinia, la mère de Vittoria. Pendant que le cardinal profondément affligé, mortifié aussi de se voir refuser l'intervention de la justice, redoublait de tendres soins auprès de la jeune veuve, pendant qu'il s'occupait à consoler la malheureuse mère, à répondre aux condoléances des amis absents[1], un nouveau chagrin, plus poignant que tous les autres, parce qu'il touchait à l'honneur de la famille, vint aggraver le deuil où elle

[1] Le cardinal Montalto au duc d'Urbin; lettre signée de sa main, 29 avril 1581. Arch. d'Urbin, réunies récemment à celles de Florence, CXXI. « Vedendo che dio N. S. con suo giusto giudizio, l'ha tolerato, ne ho reso grazie alla sua santissima madre, consolandomi che, per essersi l'infelice la mattina istessa confessato e communicato, si può esperar sia in luogo di salute. »

était plongée. Quelques jours après la perpétration du crime, Vittoria disparut de la maison du cardinal. On ne tarda pas à apprendre qu'elle se trouvait auprès du duc de Bracciano. Cette nouvelle, qui remplit la famille Peretti d'indignation et de honte, donna l'alarme aux Orsini et surtout au cardinal de Médicis, désireux à tout prix d'empêcher un mariage. On obtint de Grégoire un monitoire[1] défendant à Vittoria de contracter mariage sans son consentement, et, le cas échéant, le déclarant à l'avance nul et non avenu. Le duc, effrayé de cette manifestation, cacha sa maîtresse dans son jardin de la rue de Magnanapoli. Quelques jours plus tard, un autre monitoire du pape ordonna à Vittoria de retourner dans la maison paternelle, de n'en jamais sortir, pas même pour entendre la messe, et de rompre tout commerce avec Orsini. Elle revint en effet chez son père. Les monitoires se succédèrent. On obéit, mais pour le moment seulement, et la jeune femme passait alternativement du palais (Massa) de ses parents près Saint-Louis des Français, à la vigne du duc de la rue Magnanapoli, et de là à la maison paternelle. A la fin de l'année, les sbires pénétrèrent dans le palais Accoramboni, enlevèrent Vittoria et la conduisirent au monastère de Sainte-Cécile, au Transtevère. Écrouée plus tard au fort Saint-Ange, elle y fut détenue pendant près d'un an.

Cependant Paolo Giordano jouissait des faveurs du Vatican et parvenait à faire annuler[2] tous les monitoires, un seul excepté, celui qui défendait à Vittoria

[1] 5 mai 1581.
[2] 13 janvier 1583.

de contracter mariage sans la permission du pape. Le chef des Orsini avait fait croire qu'il renonçait à l'épouser[1]. Les membres de sa famille, le grand-duc de Toscane, et le cardinal de Médicis, respiraient plus librement. Ils ne savaient pas que cette union avait été deux fois bénie, à Rome et à Bracciano[1], où Vittoria vivait avec son époux sans être inquiétée par d'autres monitoires. L'année suivante, ce mariage donna pourtant lieu à un procès public, mais le couple vint néanmoins s'installer à Rome et vivre conjugalement au palais Orsini[2]. A la fin, craignant de nouvelles rigueurs du pape, et cédant aux instances du cardinal de Médicis, peu de jours avant la mort de Grégoire, Paolo Giordano promit solennellement de se séparer de Vittoria. Cette promesse fut suivie d'un troisième mariage, conclu le 24 avril, au moment même de l'élection de Sixte-Quint[3].

Ainsi, à l'exception des deux dernières années du règne de Pie V, le cardinalat de Montalto se passa dans les déboires et dans une retraite forcée. Pendant de longues années, de petites persécutions, plus difficiles à endurer que les grands revers de la fortune, empoisonnèrent la vie du futur pape. Il fallait cependant les supporter, sinon en silence, ce qui était

[1] Leonardo Donato au doge, 21 juillet 1582. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 16. — Marco Ottoboni au doge, 8 octobre 1583, *ibid.*

[2] Le 10 octobre 1583.

[3] Le comte Gnoli, auteur d'un livre sur Vittoria Accoramboni, sous presse au moment où j'écris, a bien voulu me communiquer quelques-uns de ces détails puisés dans des documents publics. Ils m'ont semblé dignes de l'attention des lecteurs, parce qu'ils peignent l'état déplorable de Rome sous le règne de Grégoire XIII.

au-dessus de ses forces, au moins avec la résignation qui fait subir le mal présent sans éteindre l'espérance d'un avenir meilleur. Le cardinal Montalto était martyr en attendant qu'il devînt héros. Il se consacrait à ses travaux littéraires, surveillait ses maçons, plantait ses arbres, lui l'ancien inquisiteur, autrefois l'un des acteurs importants quoique peu en évidence, du grand mouvement religieux qui agitait toujours le monde, qui avait rempli son existence, qui remplissait encore son âme. Ce mouvement semblait le fuir. Il se voyait banni de la vie publique, par suite de la défaveur du souverain, de petites rivalités, par suite aussi de ses propres fautes, fautes de caractère les plus difficiles à éviter, les plus amères à expier, parce qu'on ne les reconnaît et qu'on ne se les reproche que lorsqu'il n'est plus temps de les réparer; grâce, enfin, aux circonstances plus fortes que la volonté des hommes, quand les hommes sont faibles, mais non toujours insurmontables, quand on leur oppose les qualités que Montalto possédait à un aussi haut degré : la foi des convictions, la clarté de l'esprit, le ressort d'une âme fortement trempée. Il avait sans doute des moments de découragement. Qui ne les a eus dans les grandes épreuves? Il y avait des jours, des semaines où il se croyait parvenu au terme de sa carrière; mais ces accès d'abattement passaient vite. Son naturel indomptable, parfaitement jugé par de sagaces observateurs, finissait par reprendre le dessus[1]. Le jour où il vit le sacré col-

[1] Antonio de Tiepolo dit de lui en 1578, c'est-à-dire à l'époque de sa plus grande disgrâce : « *E frate vivace, e vuol essere al mondo per molto.* » Rel. Ven., 1578.

lége prosterné à ses pieds le proclamant pape, il retrouva toutes ses qualités obscurcies mais non éteintes, — son pontificat le prouve, — pendant cette longue et pénible disgrâce. Ces fameuses béquilles dont on a tant parlé, qui ont passé à l'état d'article de foi, ces béquilles qu'au moment de son exaltation il jeta loin de lui, selon la légende plus symbolique encore que mensongère, laquelle, comme c'est souvent le cas des légendes, laisse reconnaître sous les imaginations populaires la vérité défigurée et travestie, ces béquilles, c'étaient des chaînes, les chaînes de son inaction forcée et prolongée durant les treize années du règne de Grégoire. Elles venaient de se briser.

Quel changement dans son langage, dans son maintien! quel contraste entre Montalto et Sixte-Quint! La cour et la ville en étaient émerveillées. L'étonnement du public, qui voit seulement la superficie des choses et rarement le fond, revêtit avec le cours du temps les formes du mythe, et le mythe devint histoire, au détriment de la mémoire de Sixte-Quint, et, qui pis est, au détriment de la vérité[1]. On a fait de Montalto un hypocrite, un comé-

[1] Il est possible toutefois, que la retraite de l'ermite de la villa Peretti fût alors déjà dans le public interprétée comme une feinte. Un *avviso* d'un manuscrit urbinate, n°1583, parle de l'âge feint du cardinal. C'est la seule trace que j'aie trouvée, dans les manuscrits du temps, qui soit propre à donner du crédit aux assertions postérieures de plusieurs auteurs au sujet de la ruse qu'aurait employée Montalto pour tromper sur son âge. L'ambassadeur Priuli, dans son Rapport plusieurs fois cité du 24 avril 1585, sur le conclave, mentionne ainsi ce bruit, auquel il ne semble pas ajouter foi : « *Nacque per quanto fin hora è stato creduto a* 15 *dicembre del* 21. *Ma dipoi fatto papa è stato detto che ha quatro anni di manco.* » Dans sa Relation, qu'à son retour de Rome, ce même ambassadeur lut au sénat (1586), il

dien trompant tout le monde, qu'on suppose bien crédule, par des ruses absurdes. Rien n'est plus faux : c'était l'aigle captif sortant soudainement de sa cage, étendant ses ailes, s'élançant dans l'espace. Le changement qu'on remarqua dans sa personne au moment où il monta sur le trône ne semble guère avoir frappé ses électeurs, surpris pourtant, non de le voir transfiguré, mais d'être les auteurs de cette transfiguration.

Comment, par quels moyens le fils du jardinier de Grottamare avait-il parcouru la grande distance qui séparait son berceau du Vatican? Il y a différentes manières de faire sa carrière. Les uns parviennent par l'audace ou par la platitude, s'imposent à tous moments, digèrent les affronts sans sourciller, trouvent, quand ils sont éconduits, une porte pour rentrer. Ils se font accepter à force d'importunités, s'aident de la

donna de nouveau comme date de la naissance du pape l'année 1521; ce qui prouve qu'il ne croyait pas à la fable connue, que le cardinal aurait voulu paraître plus âgé qu'il n'était réellement. — Monsignor Graziani, secrétaire de Sixte-Quint, et auteur d'un manuscrit sur ce pontife, avait écrit que celui-ci était né le 12 décembre 1521. Le pape, auquel le manuscrit fut soumis, a corrigé la date, mettant de sa main : né le 13 décembre, vendredi, à 16 heures, le jour de Sainte-Lucie, 1521. Dans les lettres des principaux personnages et dans les rapports des ambassadeurs il n'y a aucune mention de la prétendue dissimulation du cardinal, et le rapport cité du conclaviste dit au contraire que le cardinal de Médicis avait jeté les yeux sur lui, précisément à cause de son âge de soixante-quatre ans à peine et de sa bonne et forte constitution qui faisaient espérer qu'il survivrait à Farnèse. En novembre 1586, Sixte-Quint était assez gravement indisposé, et le cardinal d'Este écrit à M. de Villeroy que « sa santé n'est pas si ferme qu'on *estimait.* » Este à Villeroy, 17 novembre 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. Je pourrais multiplier les citations démontrant jusqu'à l'évidence la fausseté des assertions de Leti et d'une foule de manuscrits, tous postérieurs au pontificat de Sixte-Quint.

lassitude qu'ils causent, de l'habitude qu'on prend de les voir toujours et partout, du mépris silencieux des honnêtes gens, autant que des applaudissements bruyants de la foule. Mais ils finissent presque toujours mal, car tôt où tard arrive la catastrophe. L'opinion publique, si facile à éblouir, si lente à se désabuser, mais prompte aux représailles quand elle a reconnu son erreur, omet rarement de faire expier cruellement ou honteusement les faveurs accordées à des indignes.

D'autres paraissent sur le terrain confiants dans leur valeur réelle. Ils marchent lentement mais sûrement, donnent le spectacle toujours attrayant de l'intelligence, du courage, de la persévérance, déployés sous les yeux de tous. Ils fixent et conservent l'attention, commandent le respect même des malveillants, et enlèvent de vive force les prix que la banalité, l'intrigue, les fausses vertus leur disputent. Ils reçoivent sans enivrement les applaudissements de la multitude, subissent ses disgrâces sans défaillance, marchent de succès en succès, ou tombent honorablement, sinon glorieusement, suivis de la considération des honnêtes gens, seule récompense solide des labeurs et des émotions de la vie publique. Mais les uns et les autres, les bas courtisans de la fortune comme les nobles ambitieux, ont besoin pour réussir d'un sourire du hasard. Un seul moment peut suffire, mais il faut qu'il s'offre. Saisi avec présence d'esprit, exploité avec habileté, il les fera monter sur la scène du monde, ne fût-ce d'abord que comme comparses, sauf à les faire passer plus tard aux premiers rôles de la grande comédie humaine.

C'est cet avantage qui fit défaut à frà Felice. Pendant sa longue vie de moine, son nom ne fut jamais mêlé à aucun des événements marquants de l'époque. Aucun incident historique n'était venu mettre en relief cette existence importante mais obscure, jusqu'au jour où il prit possession de la chaire de Saint-Pierre. Sa carrière est des plus ordinaires, et extraordinaire seulement en ce sens qu'elle l'ait pu élever si haut. Humble cordelier, il se distingue dans sa jeunesse, comme tant d'autres, par son talent oratoire. Régent de divers couvents, vicaire de son ordre, il travaille à la réforme des âmes ; inquisiteur, à la préservation de la pureté de la foi. Le silence et l'ombre inhérents à cette activité dérobent frà Felice pendant des années à l'attention du public. Si par moment il se fait remarquer, c'est par l'excès de zèle qui donne à ses supérieurs autant de trouble que de satisfaction, mauvais moyen d'avancer dans les temps de calme. Il est vrai que ceux où il vivait n'étaient pas calmes. Vint ensuite la retraite, le désœuvrement de son cardinalat. Rien dans cette vie n'est fait pour frapper les imaginations, pour graver le nom du futur pape dans la mémoire des contemporains. Aux yeux du monde, c'est un cordelier nommé Montalto, comme dit l'ambassadeur de France. On ne saurait mieux peindre d'un mot l'obscurité où ce moine avait vécu jusqu'au moment de son avénement. Mais ce qui explique sa haute fortune, c'est qu'il avait des convictions profondes, qu'il s'était, dès le début, lancé dans le courant religieux dont les flots puissants montaient encore ; qu'il s'était enrôlé dans la grande armée victorieuse

de l'Église; que ceux qui la dirigeaient devaient recruter des forces; qu'ils en trouvèrent beaucoup dans ce petit moine; qu'ils le firent cardinal, en attendant que ses rivaux le fissent pape. Frà Felice était un heureux mortel, si l'on peut appeler heureux ceux qui, doués des plus hautes facultés, les concentrent toutes vers un seul but et dans un seul effort, combattent sous des chefs qu'ils admirent et qu'ils remplaceront à leur tour quand ceux-ci auront disparu; qui agissent ou souffrent, s'ils ne peuvent agir, pour la pensée qui les domine, fermement persuadés, comme l'était Montalto, que la cause qu'ils servent est la première, la plus importante, la seule sérieuse de l'humanité.

# LIVRE TROISIÈME

## LES BANDITS [1]

I. Extérieur de Sixte-Quint. —Son installation.— Son couronnement. — Prise de possession du Latran. — Il forme son gouvernement. — Faveur témoignée aux créatures de Pie V. — Ses premières relations avec les ambassadeurs. — Le duc de Bracciano et Vittoria Accoramboni s'enfuient. — Ses rigueurs. — Son allocution aux conservateurs de Rome. — Son petit-neveu Alexandre fait cardinal.

II. Les bandits sous le règne de Grégoire XIII.— Leurs relations avec les Turcs et les huguenots de France. — Tolérance que le grand-duc de Toscane et le duc d'Urbin leur accordent. — Alfonso Piccolomini et le prêtre Guercino. — Exécution à Bologne du comte Pepoli. — Premiers succès de Sixte-Quint. — Terreur qu'il inspire. — L'ordre rétabli dans Rome, la bande de Guercino détruite.

III. Pour exterminer les bandits Sixte-Quint propose une entente entre son gouvernement, la Toscane et la Seigneurie. — Difficultés qu'il rencontre à Venise, où l'on maintient le droit d'asile. — Concordat excluant du territoire vénitien les sujets romains bannis par Sixte-Quint. — Lamberto Malatesta. — Le grand-duc refuse d'abord et finit par concéder son extradition. — Malatesta, accusé d'entretenir des relations avec les huguenots de France, est exécuté. — Les États pontificaux purgés des bandits vers la fin de 1587.

IV. M. de Pisany, ambassadeur de France. — Son renvoi de Rome. — Son retour. — Monseigneur de Nazareth. — Le vice-roi de Naples et le gouverneur de Milan menacés d'excommunication. — Fin tragique de Vittoria Accoramboni.— L'Europe applaudit aux rigueurs de Sixte-Quint.

[1] Quand à Rome, où Sixte-Quint a laissé d'ineffaçables empreintes, il est question de ce pape, on parle des bandits, des monts, des congréga-

## I

L'acte de l'élection accompli, on descendit à Saint-Pierre. Le pape y fut porté processionnellement. La grande nouvelle s'était répandue avec la promptitude de l'éclair, et la curiosité l'emportant sur le déplaisir[1], Rome, bien que peu satisfaite, accourut en foule pour contempler ce spectacle émouvant, pour voir de près le nouveau souverain qu'on avait si peu aperçu sous le dernier règne.

Sixte-Quint ne paraissait pas ses soixante-quatre ans. Il était d'une taille moyenne, légèrement courbée, mais qui semblait plus petite qu'elle n'était. La tête, comparativement forte, s'enfonçait un peu entre de larges épaules. Il avait le front haut et sillonné de rides. Des sourcils arqués et touffus ombrageaient de petits yeux bruns qui lançaient des éclairs de feu. Quelle mobilité, non dans les traits qui semblaient plutôt impassibles et rigides, mais dans l'expression! La sérénité, la bonhomie, la tendresse, et tout d'un

tions, de l'aiguille (l'obélisque). C'est ainsi que la tradition résume fort bien les différentes branches de son administration intérieure, la justice, les finances, les affaires ecclésiastiques, les arts et les constructions publiques. C'est cette classification populaire que j'adopte à mon tour, me réservant de traiter en leur lieu les incidents de la politique étrangère, et d'élucider à la fin de mon livre, puisqu'elle coïncide principalement avec la fin de son pontificat, l'intervention diplomatique de Sixte-Quint dans les troubles de la Ligue.

[1] Babbi au grand-duc, 24 avril 1585. « Questa città non s'è molto rallegrata havendolo per assai terribile e rigoroso. » Arch. Flor. 3604.

coup la sévérité, la colère, puis le calme, se succédaient tour à tour dans sa physionomie : c'était l'orage qui menace, qui gronde, qui éclate, mais qui s'apaise aussitôt. Il avait le teint basané, les joues colorées, les pommettes fort saillantes, signe caractéristique de la race slave. Sa chevelure et sa barbe de franciscain longue et épaisse, de couleur châtain, grisonnaient légèrement. Bientôt il blanchira sous le poids de la tiare. Sa santé était excellente, sauf cependant une infirmité, mais qui, au dire du célèbre Messer Aurelio Stagni, le médecin le plus à la mode, n'avait rien de grave[1]. L'ensemble de son extérieur frappait au premier coup d'œil, effrayait presque au second ; ceux toutefois qui l'examinaient de près ne tardaient pas à se rassurer. C'était, au reste, le type du moine ; mais le moine obéit avant tout, et celui-là était évidemment né pour commander. Dépourvu de charmes mais plein d'attraits, il captivait mais il ne plaisait pas ; imposant sans être majestueux, quoiqu'il n'eût rien du grand seigneur, rien du souverain, on voyait bien qu'il était le maître. Le peuple le comprit tout d'abord, car il est des révélations qui sont à la portée de tous, que tous acceptent, quoique peu seulement les sachent expliquer.

Lorsque le cortége pénétra par la grande porte du milieu dans l'enceinte de la basilique, la chapelle, dirigée par l'immortel Pierluigi de Palestrina, entonna le *Ecce sacerdos magnus*. On chanta ensuite un motet à cinq voix : *Tu es pastor ovium*, et une messe égale-

[1] Alberti au grand-duc, 18 novembre 1586. Arch. Flor. 3296 Rel. Ven. Lorenzo Priuli, 1586.

ment à cinq voix, l'un et l'autre composés à la hâte et à cette occasion, pendant les quatorze jours de la vacance. Cette création de circonstance était restée au-dessous de la réputation du grand maëstro. Le pape s'en aperçut. Dans ces moments si pleins d'émotions, il eut l'esprit assez libre pour donner de l'attention à la musique. « Pierluigi, dit-il, a oublié la messe du pape Marcello[1], » critique mordante qui frappa Palestrina au cœur, mais que des juges compétents ont ratifiée. C'est le premier mot prononcé par le nouveau pape, juste, sévère, impitoyable comme sera son pontificat.

Un *Te Deum* termina la solennité, et Sixte-Quint se retira dans les appartements de Grégoire XIII. Là, les cardinaux, les grands seigneurs, une multitude de prélats et de courtisans remplirent les *stances*. On y voyait aussi les jeunes princes japonais, ambassade fantasque amenée par les jésuites des confins du monde, et qui avait fait le bonheur des vieux jours du pape défunt. C'était le spectacle vivant de la conquête de ces contrées lointaines par la foi chrétienne.

L'ambassadeur de France, mettant du prix à complimenter le nouveau pape avant son collègue d'Espagne, eut la plus grande peine à pénétrer jusqu'à lui. Ce ne fut qu'avec l'aide du cardinal de Sens, qui voulut bien « l'épauler[2], » qu'il put se frayer un

[1] Qui a immortalisé le grand régénérateur de la musique. Voy. dans Baini la critique des compositions dont il est ici question. *Memorie, etc. di Pierluigi di Palestrina.* Roma, 1828.

[2] Pisany à Henri III, 24 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

passage et se glisser dans le cabinet de Sixte-Quint. Le saint-père était à dîner. Il causait avec le cardinal Altemps, qui se tenait debout devant lui et « négociait » l'audience du comte Olivarès. Après le repas, M. de Pisany fut admis à baiser le pied du pontife, qui, le regardant « avec un visage fort allègre, » lui dit que c'était le cardinal d'Este qui l'avait fait pape. Aussi Pisany ne doutait-il pas d'avoir affaire à un pontife traitable pour les affaires du roi très-chrétien. Le cardinal d'Este partageait ces illusions[1]. Il mande à Henri III d'avoir dit au saint-père, contrairement à la vérité, que « c'était par ordre de son souverain qu'il avait concouru à l'élection, ce qu'a montré d'accepter et de croire qu'il fût ainsi. » Le comte Olivarès et le cardinal Madruccio étaient loin de partager ce sentiment de sécurité. Ce dernier, en annonçant à Philippe II l'exaltation de Montalto[2], qu'il donne comme fort dévoué à l'Espagne, tâche d'excuser ce choix, qu'il représente d'ailleurs comme excellent, par les nécessités présentes et par l'impossibilité de réunir sur un autre candidat les suffrages du sacré-collége. Sixte-Quint lui-même prit à tâche de gagner Olivarès, lui parla de son dévouement pour Philippe II, lui adressa des paroles gracieuses mais vagues, comme il en disait à tous les membres du corps diplomatique. L'ambassadeur de Venise, Priuli, moins confiant que les représentants de la France, moins soupçonneux que ceux d'Espagne,

[1] Le cardinal d'Este à Henri III, 24 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. — Lorenzo Priuli au doge, 24 avril 1585; cité précédemment.

[2] Le cardinal Madruccio à Philippe II. Rome, 5 mai 1585. Arch. Simancas. S. *de E. Roma Leg.* 946.

et plus dans le vrai que les uns et les autres, trouvait qu'on ne pouvait encore porter de jugement sur la marche du nouveau souverain, qui répandait de bonnes paroles, exprimait sa reconnaissance, mais laissait déjà entrevoir un régime sévère. C'était l'impression que lui avait laissée son premier entretien avec le pontife. Pour sa part, il n'avait qu'à s'en louer. Comme M. de Pisany, il était accouru en toute hâte. Conduit par le cardinal de Vérone, il parvint enfin à percer la foule, et arriva auprès du pape, entouré d'un grand nombre de cardinaux, qui tous demandaient des faveurs, mais se dérangèrent à la fin un peu pour permettre au diplomate de baiser le pied de Sa Sainteté. On se borna à échanger quelques paroles banales, car les cardinaux, la barrette en main, n'eurent garde de se retirer. Le surlendemain, il trouve encore une foule de cardinaux auprès du pape, qui vient à la rencontre de l'ambassadeur, l'appelle lui-même dans une pièce voisine et, ne connaissant pas encore l'étiquette, l'invite à se couvrir. « Écrivez, lui dit-il, à la Seigneurie, que nous l'aimons grandement et entendons être avec elle fort uni, voulant l'aider toujours et favoriser, plein de compassion de voir son État entouré de Turcs et d'hérétiques, et ceci n'est pas dit pour la forme et par cérémonie, mais parce que c'est ainsi en vérité. » Il répéta ces paroles avec force, et en regardant Priuli d'un air résolu; il recommanda ensuite au gouvernement vénitien le respect à l'office de la sainte inquisition et aux évêques, que la Seigneurie dérangeait trop facilement en les appelant et retenant à Venise. « Je ne dis pas, ajouta-

t-il, qu'on doive porter respect aux évêques en cas de rébellion; alors nous n'objecterions rien à ce que le gouvernement les mît en prison, et même qu'il leur fît trancher la tête. » Ces dernières paroles le pape les dit, selon le rapport de l'ambassadeur[1], en souriant fort agréablement.

A l'étranger, la nouvelle de l'élection de Sixte-Quint fut accueillie avec des sentiments divers; par Philippe II avec déplaisir[2]. Tout en voulant réellement laisser cette fois son entière liberté au conclave, il avait incliné en faveur de San Giorgio, et non de Farnèse, comme les cardinaux le pensaient, et il craignait que Montalto ne fût que peu favorable à ses intérêts. Toutefois, avec sa prudence habituelle, il dissimulait son mécontentement. Autour de lui, on était moins discret. Les intimes du cardinal Granvelle ne cachaient pas leur dépit. Ils regrettaient que ce ministre n'eût pas été envoyé à Rome pendant la vacance. On aurait alors, disaient-ils, grâce à son influence, fait une autre élection[3]. Les échos de la cour d'Espagne, peu flatteurs pour le nouveau pape, ne tardèrent pas à arriver jusqu'à lui. A Paris, son avénement causa une joie sans mélange. Henri III avait soupçonné Grégoire de favoriser la récente levée de boucliers des Guises. La nouvelle de sa mort venait de dissiper ces craintes. Le roi était dans l'enivrement, et aimait à ajouter foi aux

[1] Lorenzo Priuli au doge, 26 avril 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

[2] Antonio Tornimbene au doge. Barcelone, 16 mai 1585. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 18.

[3] Vincenzo Gradenigo au doge. Saragosse, 19 mai 1585, *ibid.*

belles espérances que son ambassadeur lui transmettait, et qui dans une certaine mesure se trouvèrent confirmées par les lettres du cardinal d'Este. Il ne perdit pas un instant pour demander au pape « de l'aider à pacifier au plus tôt les misérables troubles de son royaume, » cri de détresse mêlé d'une légère menace indirecte mais significatif dans la situation; car, ajoutait-t-il, « en m'aidant à maintenir et à conserver mon État en paix et obéissance, Sa Sainteté conservera aussi au saint-siége un royaume qui sera toujours à sa dévotion (pourvu que Sixte-Quint prenne fait et cause contre la Ligue) et obligera particulièrement à Elle un prince lequel n'y sera jamais ingrat [1]. »

L'Empereur [2] se montra très-satisfait, et son vice-chancelier disait que c'était une bonne et sainte élection. La nouvelle s'en était répandue pendant que la cour et le corps diplomatique assistaient à la chapelle. Le parti espagnol ne cachait pas son dépit. Il avait compté sur l'élection de Farnèse. Le seigneur Ottavio Spinola s'écria : « Si Farnèse n'est pas pape, c'est lui qui les fait et les dirige. » On se moqua un peu de ce propos, et en effet il y avait de quoi, surtout si on avait mieux connu le caractère de Sixte-Quint. Le grand-duc de Toscane, informé de l'élection dans la journée même, grâce à une sorte de télégraphe organisé par l'infatigable cardinal de Médicis, crut avoir et eut en effet à s'en féliciter. Le pape lui-même, et

[1] Henri III au cardinal d'Este, 5 mai 1585. La minute écrite de la main de M. de Villeroy. Bibl. imp. Paris. Coll. Harlay, 288.

[2] Urbani au grand-duc. Prague, 8 mai 1585, cité précédemment.

par reconnaissance et par des motifs politiques, s'empressa de faire parvenir à François des paroles affectueuses. « Eh bien, s'écria-t-il en apercevant dans la foule qui se prosternait à ses pieds Mgr Gerini, autrefois fort lié avec frà Felice, eh bien, Son Altesse sera-t-elle fâchée de ma nomination? la lui avez-vous fait connaître? » Le vieux prélat, l'un des correspondants du grand-duc, ne peut assez s'en louer[1]. Un autre correspondant du grand-duc, Sangaletto, lui transmet de semblables assurances. C'est un ancien familier de Pie V, dès cette époque fort lié avec Peretti, et qui, nommé son camérier secret, assistera aux derniers moments de Sixte-Quint[2]. Cependant François eut le bon esprit de modérer le zèle de son frère qui, persuadé de disposer du pape, se vantait de l'avoir fait, et eut l'imprudence de le fatiguer par des demandes de tout genre[3]. François lui donna le sage conseil de ne pas importuner le pontife, surtout de ne pas l'habituer à des refus, « car lorsqu'on en subit souvent, on passe pour mécontent du souverain et on perd ses bonnes grâces. »

A Venise[4], la notification de l'*Assomption* fut faite d'après l'usage par le nonce, qui comparut au sénat et échangea avec les sages du conseil des paroles sobres et mesurées. De part et d'autre, on se renferma strictement dans les formes diplomatiques prescrites par

[1] Gerini au grand-duc, 24 avril 1585. Arch. Med. Flor. 3610.
[2] Il fut en correspondance avec le grand-duc François et Ferdinand I[er] depuis avril 1581 jusqu'à mai 1598. *Ibid.* 3609.
[3] Le grand-duc au cardinal de Médicis. Pratolino, 8 mai 1585. Arch. Flor. *fil.* 5110.
[4] Arch. Ven. *Espos.* 2 mai 1585.

étiquette. Le nonce ignorait la conduite que tiendrait le nouveau pape à l'égard de la république qui avait autrefois demandé son rappel ; le collége de son côté, précisément pour cette raison, se tenait sur la réserve, assez inquiet de l'attitude que prendrait l'ancien inquisiteur expulsé de son territoire. Mais à Rome, l'ambassadeur Priuli, dès les premiers entretiens, put se convaincre que le pape était, à l'égard de son pays, animé des meilleures dispositions.

Le jour même de son avénement, Sixte-Quint fit des nominations importantes. Il désigna le cardinal Rusticucci pour les affaires des princes, comme on disait alors, les affaires étrangères, comme nous dirions, en remplacement du cardinal de Côme, retiré désormais et à jamais dans son beau palais (Giraud), ou dans la villa Mondragone, où nous avons vu le feu pape faire sa villégiature, et que le puissant secrétaire d'État avait achetée d'Altemps. Rusticucci avait déjà, sous Pie V, occupé cette haute et importante position. Alessandrino fut nommé chef de la consulte du gouvernement ecclésiastique. En le réintégrant dans les fonctions que ce cardinal avait remplies également sous Pie V, le pape l'assura que son intention était de lui accorder toute l'autorité dont il avait joui sous le règne de son oncle. Il lui assigna au palais l'appartement occupé en dernier lieu par San-Sisto, neveu, comme on se rappelle, de Grégoire[1]. Ces deux nominations, inspirées par un sentiment de reconnaissance envers la mémoire de son grand bienfaiteur, pou-

[1] Lorenzo Priuli au doge, 26 avril 1585, cité en plusieurs endroits.

vaient s'expliquer par l'impossibilité de confier la direction des affaires à ses petits-neveux, tous deux des enfants. Le seigneur Giacomo (duc de Sora), général de l'Église, fut confirmé dans son commandement; mais le pape, sans donner de motifs, destitua Mario Sforza, lieutenant du duc. Le marquis Altemps eut, avec la garde de Sa Sainteté, le gouvernement du *Borgo*, Mgr Sangiorgio celui de Rome. Mgr Ghislieri remplit la chambre du pape des créatures de Pie V[1].

Le lendemain, les conservateurs du Capitole se présentèrent au Vatican, demandant ce que les peuples demandent mais n'obtiennent pas toujours, la justice, la paix et l'abondance. Le pape répondit qu'ils auraient de la justice et qu'ils n'auraient pas de disette, comme sous un autre pape, allusion de mauvais goût à Grégoire, et qui fut fort relevée par les auditeurs. Il ajouta que « c'était à eux qu'il recommandait l'exercice de la justice, qu'ils pouvaient compter sur son appui s'ils faisaient leur devoir et sur les punitions les plus sévères s'ils y manquaient, résolu qu'il était, s'il le fallait, de leur faire couper la tête. » Les conservateurs s'en allèrent anéantis et glacés d'épouvante. Les partisans même les plus chaleureux du nouveau pape trouvèrent ces propos un peu forts pour le commencement[2].

Dans le monde officiel, on motiva d'ailleurs les sévérités de ce langage sur les besoins de la situation, qui en effet exigeait la dernière rigueur. On eut confiance dans le bon sens et dans les sentiments de

*Ibid.*, 24 avril 1586. Arch. Flor. 3604.
[2] Babbi au grand-duc, 26 avril 1585. *Ibid.*

justice qu'on connaissait à Peretti. On ne craignait pas qu'il devînt un Néron, mais on comprit que de toute façon c'était un Dracon. Ses premiers actes furent, au reste, plus goûtés que ses premiers discours. Il fit peu de changements de personnes, voulant évidemment connaître son monde avant de former son gouvernement. Les grandes nominations accomplies dans les premières heures, parce qu'on ne pouvait les différer, portèrent toutes le cachet du provisoire. Personne ne prit au sérieux le duc de Sora comme commandant des forces pontificales. Il en fut de même de Rusticucci, dont l'incapacité pour les affaires était notoire, et d'Alessandrino, assez vaniteux pour se croire le maître de l'État sous le nouveau pape. Il en fit la confidence à Santorio, lui disant à l'oreille : « Ne tourmentons pas ce pauvre vieux, puisque nous serons les maîtres. » Bientôt on s'aperçut du peu de crédit de ces personnages, qui n'étaient là que pour remplir momentanément des places réservées à d'autres, et, dans l'idée du saint-père, à lui-même ; car dès les premiers jours, il fit les affaires avec son secrétaire Azzolini en se passant des titulaires[1]. Les vieux serviteurs de Pie V étaient évidemment favorisés ; le pape les connaissait, et faute de mieux, s'en servait, en attendant de pouvoir choisir ses instruments d'après le mérite et la capacité. Il eut dès ses débuts à lutter avec les effets de la longue retraite qui l'avait éloigné de la vie active : inconvénient grave et bien connu de

[1] *Vita Sanctorii.* — Babbi au grand-duc, 17 mai 1585. Arch. Flor. 3604. — Lorenzo Priuli au doge, 6 juillet 1585. Arch. Ven, *Disp.* Rome, *fil.* 19.

ceux qui rentrent soudainement aux affaires. Ils doivent agir parce que les affaires n'attendent pas, mais se voient privés d'organes et obligés, par conséquent, de revenir à des gens qu'ils ont connus autrefois, qui ne sont plus du temps présent, qu'il est indispensable d'appeler, faute de mieux, qu'il paraîtra cruel, mais qu'il sera nécessaire de renvoyer quand on aura trouvé mieux. Dans ses causeries, Sixte disait qu'il ne voulait faire la guerre qu'en cas de provocation, mais qu'il organiserait une croisade contre les musulmans. Cette pensée s'était évidemment emparée de son esprit dès sa jeunesse, peut-être dès l'enfance, car dans sa famille on n'avait pas oublié les horreurs qui avaient été commises par les Turcs de l'autre côté de l'Adriatique, et qui avaient, dans le siècle passé, déterminé les nombreuses émigrations dalmates. Cette pensée s'accordait pourtant fort peu avec la situation. On n'en était plus au temps où la chrétienté frémissait sous les coups de la conquête de Constantinople; on n'en était même plus à la bataille de Lépante. Le danger créé par les progrès des Turcs existait toujours, mais l'état de l'Europe, profondément divisée par la réforme, rendait alors impraticable de songer à une entreprise commune contre le croissant. Cette situation nouvelle, l'ancien moine, l'ancien recteur, l'ancien inquisiteur, l'ermite de la villa ne la connaissait pas assez. Sur le terrain de la politique étrangère il eut à faire son apprentissage. Les ambassadeurs s'en aperçurent bien vite et se promirent d'exploiter à leur profit cette ignorance, ignorance réelle alors, mais qui, grâce à sa rare sagacité, grâce aux vastes horizons

qu'il embrassera du haut de son trône, ne tardera pas à faire place à de plus justes appréciations[1].

Parmi les personnes qui, à l'issue du conclave, s'étaient pressées dans les antichambres du Vatican pour rendre hommage au nouveau pontife, on avait remarqué avec étonnement le duc de Bracciano. Payant d'audace, il s'était présenté devant le pape, qui le reçut assez bien. On raconte cependant qu'il lui décocha un regard étrange, disant plus et autre chose que les quelques paroles banales par lesquelles il répondit aux protestations de dévouement de l'assassin de son neveu. Vittoria, de son côté, pénétra chez donna Camilla, qui avait vainement refusé de la voir, qui la reçut, enfin, mais fort mal et en sanglotant pendant toute la durée de cette visite malencontreuse. Le pape fut assez mécontent de la hardiesse de la jeune femme, mais il n'en garda pas moins pour elle un sentiment de tendre sympathie. En effet, en y mettant de la bonne volonté, ne pouvait-on pas se dire qu'elle ignorait l'auteur du crime? C'était possible en lui supposant fort peu de pénétration. Malheureusement, tout le monde savait qu'elle en avait beaucoup. Le duc son époux, sur la demande de Médicis et d'Olivarès, obtint une seconde audience. L'accueil plus que froid du saint-père lui fit comprendre que sa position à Rome n'était plus tenable. Soudainement pris de peur, il s'enfuit dans la nuit avec toute sa famille, se rendit d'abord à Bracciano,

[1] Olivarès se plaint souvent de cette ignorance du pape. « Lo poco que el papa entiende en cosas de Estado y el quererlas guiar por su cabeza. » Olivarès à Philippe II, 9 février 1587. Arch. Simancas. S. *de E. Leg.* 948.

puis comme il ne s'y croyait pas en sûreté, à Padoue et de là à Salò, sur le territoire de la république de Venise[1]. Pendant le conclave, Marcello Accoramboni, l'un des frères de Vittoria et l'instrument dont Orsini s'était servi pour se débarrasser de Francesco, avait rassemblé à Bracciano un grand nombre de bandits. Ils se dispersèrent à la nouvelle de la fuite du duc. On supposa qu'il s'était agi de quelque grand coup.

La situation, on le voit, était fort tendue. Dans ces circonstances exceptionnelles, il fallait des mesures énergiques. Sixte-Quint le comprit, et voulut évidemment, dès le commencement, porter la terreur parmi ceux qui l'avaient exercée jusque-là avec une entière impunité. Après avoir, le lendemain de son avénement, rempli d'effroi la ville de Rome par sa harangue aux conservateurs, après avoir, le jour suivant, par un regard, intimidé et obligé l'audacieux et puissant chef des Orsini à chercher le salut dans une fuite précipitée, Sixte-Quint marqua le quatrième jour de son règne par un acte de rigueur inouïe. Il avait défendu le port des armes. Quatre jeunes frères qui avaient servi pendant la vacance du saint-siége dans la bande de Sforza, formée pour maintenir l'ordre public dans Rome durant l'interrègne, rentrèrent chez eux portant chacun son arquebuse. Ils furent arrêtés par le *bargel* et condamnés à mort sommairement pour contravention à la défense du port d'armes. Le soir, plusieurs cardinaux vinrent se jeter aux pieds du pape, en lui rappelant

[1] « Questa notte da vedere e non vedere con tutta la casa se n'è andato à Bracciano. » Babbi au grand-duc, 27 avril 1585. Arch. Flor. 3604.

que jamais des exécutions n'avaient lieu avant le couronnement. Le pontife se montra inexorable. Le lendemain, deux heures après le lever du soleil, les quatre jeunes frères furent pendus au pont Saint-Ange. Cette nouvelle, accueillie dans Rome avec le silence que produit la surprise mêlée à l'effroi, fit trembler non-seulement les malfaiteurs, mais aussi, quoique à tort, car ils jugeaient mal le caractère de Sixte-Quint, tous ceux qui l'avaient maltraité dans d'autres temps. Les moines des Saints-Apôtres, ses ennemis intimes depuis ses premiers séjours dans leur couvent, étaient du nombre. « Ils ont, écrivait-on au grand-duc de Toscane, l'oreille basse, sont furieux de cette élection, mais la peur les empêche d'en parler. » Le fait est que la ville éternelle était dans la consternation et reprenait rapidement la physionomie austère de la Rome de Pie V. Un regard, un mot, un acte, acte terrible il est vrai, avaient opéré cette transformation du 24 au 27 avril, c'est-à-dire, dans les quatre premiers jours du règne de Sixte-Quint.

Cependant le pape avait distribué les gouvernements des provinces. Castagna eut le plus important, celui de Bologne, Colonna la Romagne, Cesi les Marches, Spinola Pérouse, et Lancellotto la Campagne. Se rappelant l'état peu satisfaisant de ses finances de cardinal pauvre, Sixte doubla le plat, le portant à deux cents écus par mois, tandis qu'il n'accordait qu'une pension de cent écus aux cardinaux neveux de Grégoire XIII et à un frère de San Sisto. Les barons romains se sentaient peu à leur aise, les Sforza surtout ne semblaient guère en faveur. La destitution de Mario et l'exécution des

quatre frères qui avaient porté leurs couleurs, étaient de mauvais augure[1].

Le mercredi 1er mai, le couronnement eut lieu à Saint-Pierre avec la pompe habituelle et au milieu d'un concours immense, surtout des populations rurales. Le cardinal de Médicis posa la tiare sur la tête du pape. Aux ambassadeurs étrangers tous présents, sauf celui de l'Espagne, qui s'abstenait de paraître aux cérémonies, pour ne pas céder le pas à l'ambassadeur de France, étaient venus se joindre les envoyés extraordinaires, chargés de complimenter le nouveau souverain au nom du grand-duc de Toscane. Tous les membres du sacré collége, les princes romains et la haute prélature y assistèrent. Le pape fut porté solennellement à l'église ; le marquis de Pisany fonctionna comme caudataire du pontife. L'un des princes japonais lui présenta l'eau. Pour éviter des rixes, Sixte-Quint supprima la distribution d'argent au peuple, comme aussi, à cause de la cherté des vivres, le banquet d'usage que les papes offraient, en pareille circonstance, aux barons romains.

Le dimanche 5 mai, il prit possession du Latran. Il avait passé la nuit au palais de Saint-Marc, devenu depuis Pie IV l'habitation des ambassadeurs de la Seigneurie. Le lendemain de grand matin, il se rendit au couvent d'Ara-Cœli par le long corridor aérien qui relie encore le palais de Venise au Capitole. C'est de ce couvent que partit la procession composée des membres du sacré collége, des ambassadeurs, excepté toujours celui

[1] J'ai suivi dans ce qui précède les rapports du secrétaire Babbi au grand-duc de Toscane.

d'Espagne, des princes japonais[1], des barons, des prélats, du personnel de la cour papale. Tout le monde était à cheval, et la tête de ce cortége immense débouchait devant la première basilique de la chrétienté[2] lorsque la queue s'agitait encore sur les déclivités du Capitole. Après les cérémonies, le pape donna la bénédiction du haut du balcon, congédia sa suite, et accompagné seulement des cardinaux Alessandrino et Rusticucci, passa le reste de la journée dans son ermitage d'autrefois, dans sa vigne aux thermes de Dioclétien.

Le 13, il annonça dans un consistoire tenu à cet effet les nominations que le lecteur connaît, et scandalisa Rome et les cardinaux en donnant la pourpre à son petit-neveu Alexandre qui sera un jour l'un des ornements du sacré collége et l'un des faiseurs de pape, mais qui alors n'était qu'un enfant de quatorze ans.

[1] Cette cavalcade est représentée dans une fresque de la salle dite de Sixte-Quint à la bibliothèque du Vatican. Le costume des Japonais y est absolument celui des ambassadeurs du même pays qui ont, il y a quelques années, visité l'Europe.

[2] Saint Pierre occupe le second rang.

## II

Les sévérités extrêmes du nouveau pontificat, multipliées de jour en jour, furent diversement jugées. Dans le public il y eut une explosion d'indignation, contenue cependant par la peur de s'attirer les ressentiments du pouvoir, si fort, si bien informé, si prompt à frapper[1]. Le corps diplomatique et les cardinaux qui entretenaient des correspondances avec des souverains étrangers, tout en relevant de temps à autre les rigueurs de ce régime, tout en blâmant parfois mais rarement ces excès, approuvent le pontife qui, d'une main de fer, remet l'ordre dans ses États, répand les

[1] Les *avis* en font foi. C'est ainsi qu'on nommait les nouvelles du jour, répandues deux fois par semaine dans Rome et à l'étranger. Les rédacteurs de ces feuilles manuscrites s'appelaient meneurs (*menanti*), « parce qu'ils mènent l'opinion, dit l'ambassadeur Michel Suriano ; mais ils la mènent sans discrétion et sans égards. » Le cardinal de Médicis se plaignit du grand nombre de ces rapports, faits pour fausser l'opinion publique, et Sixte-Quint sévit plus d'une fois contre les nouvellistes. Ces avis, qu'on ne doit pas confondre avec les feuilles volantes qui portent le même nom et que les secrétaires des ambassadeurs de Venise, comme nous l'avons dit, joignaient aux rapports officiels, étaient d'une grande importance, car ils contribuaient à former l'opinion publique, et ont été jusque dans les temps les plus récents, avant que les Archives d'État ne s'ouvrissent à la science, les sources principales des historiens. Les *avis* donnent une idée de la consternation et de la mauvaise humeur du public romain dans les premiers jours du règne de Sixte-Quint.

bienfaits de la sécurité publique non-seulement dans sa capitale, mais indirectement dans toute l'Italie. Chez tout le monde, le nouveau gouvernement gagna en crédit.

Ce n'était pas seulement le territoire de l'Église qui gémissait sous la terreur exercée par les bandits. Le royaume de Naples[1] en était également infesté, bien que les vice-rois, lors des fréquentes échauffourées qui troublaient périodiquement la paix publique, déployassent une extrême rigueur. Les gens compromis tâchaient de se sauver en gagnant les frontières romaines. Aussi peu de mois après l'avénement de Sixte-Quint[2], les fuyards y arrivèrent par milliers. D'autres se jetèrent dans les montagnes et se firent brigands. A Naples les prisons regorgeaient de détenus politiques, et il y eut de nombreuses exécutions. Mais ces sévérités restaient sans effet, parce que le gouvernement manquait de justice et d'esprit de suite. Son action était incohérente, sa police vénale. On pendait les petites gens, et on laissait, moyennant finances, s'échapper les grands personnages. Les vice-rois se voyaient paralysés dans le pays par leurs détestables organes, à Madrid par les intrigues de l'aristocratie napolitaine, plus ou moins complice de ces désordres, mais plus ou moins bien en cour. C'était sans doute un bien mauvais gouvernement que celui de Naples, mais le mal tenait plus à la situation

[1] Michel Suriano au doge, 15 octobre 1569. Arch. Ven. *Disp.* Rome. — Le cardinal de Médicis au grand-duc, 11 avril 1585. Arch. Flor. 5119.

[2] Niccolini au grand-duc, 12 septembre 1589. Arch. Flor. 3298. — Rel. Ven. Girolamo Lippomano, 1575. Naples. — Le cardinal d'Este à Villeroy, 4 septembre 1585. Bibl. imp. Paris. Coll. Harlay, 288.

qu'aux personnes. Philippe II, en changeant souvent les personnes, espérait améliorer la situation. Il ne fit que l'empirer.

Dans l'Italie centrale la tranquillité laissait aussi beaucoup à désirer. En Toscane, comme dans la Romagne et les Marches, il y avait un grand nombre de feudataires de l'empire, de demi-souverains, constamment brouillés entre eux, troublant à chaque instant la paix publique, et se servant pour leurs vengeances particulières des nombreux *fuorusciti*, des *masnadieri*, des *bandits* embrigadés sous le commandement de chefs qui, suivant l'exemple des *condottieri* d'autrefois, vendaient leurs bras au plus offrant. Ce fut seulement sur la terre ferme de Venise où cependant les *capelletti*, troupes albanaises particulièrement affectées à ce service, faisaient main basse sur les bandits, souvent aussi sur les pauvres paysans, et dans le duché de Savoie que l'on souffrit comparativement peu du brigandage, devenu terrible partout ailleurs, mais intolérable et menaçant jusqu'à l'existence du gouvernement, dans les États de l'Église. A Rome même, des meurtres furent commis en plein jour. Des rixes entre les jeunes seigneurs et les sbires ensanglantèrent les rues, pendant que des bandes de *fuorusciti* se rapprochaient de la ville, dressant fièrement leurs tentes dans la Campagne à mi-chemin de Prima-Porta et de Ponte-Molle, c'est-à-dire aux portes de la capitale[1]. Sixte-Quint n'exagérait pas lorsque vers la fin de son règne il disait au duc de Luxembourg qui l'avait entretenu

[1] Les rapports de Leonardo Donato au doge sont remplis de détails sur les bandits.

de l'état déplorable de la France « qu'il le croyait bien, puisqu'il se rappelait ce qu'était Rome du temps de son prédécesseur, lorsqu'au milieu du jour ni hommes ni femmes ne se trouvaient en sûreté dans leurs propres maisons[1]. » En effet, vers la fin de Grégoire XIII la ville éternelle vivait dans des transes continuelles; les homicides, les vengeances particulières, les désordres de tout genre, étaient entrés dans les mœurs publiques. Un matin[2] le cardinal Montalto, en traversant les rues à pied selon son habitude, suivi d'un seul domestique, se vit soudainement enveloppé de gens armés qui se livraient bataille. Le chef des sbires avait enlevé du palais Orsini (Pio), toujours rempli de bandits, l'un des plus mal famés d'entre eux, acte de nécessité, mais constituant une infraction aux franchises dont jouissaient les habitations des grands. En emmenant le prisonnier, ses gens rencontrèrent une joyeuse bande de jeunes élégants, Raimondo Orsini, Savelli, Ottavio Rusticucci, Emilio Capizucchi et d'autres, tous à cheval et suivis de leurs palefreniers. Aussitôt ils coururent sus au *bargel*. Une lutte s'engagea dans laquelle Rusticucci, quelques-uns des Orsiniens, et par hasard le domestique du cardinal perdirent la vie. Montalto, lui-même, eut de la peine à se mettre à l'abri dans une maison voisine. Les Orsini se plaignirent d'une violation de domicile et se fortifièrent dans leurs palais; leurs amis en firent autant. Pendant trois jours des combats acharnés se succédè-

[1] Alberto Badoer au doge, 13 janvier 1589 (1590). Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 25.
[2] 1585.

rent dans les rues et dans les cours des palais. Dans l'enceinte même du Vatican, il y eut des morts et des blessés. Pour gagner sa vigne, le cardinal Montalto avait eu besoin d'une escorte de cinquante soldats. Cependant le malheureux *bargel* qui n'avait péché que par un excès de zèle, justifié d'ailleurs par les circonstances, connaissant la faiblesse du gouvernement, s'était enfui. Il fut arrêté et sur la demande des Orsini mis à mort; singulier moyen d'apaiser la ville en sacrifiant ceux qui combattaient pour la loi. Cependant les Orsini avaient donné l'ordre à leurs gens de prendre les armes, et il fallut, outre la satisfaction donnée par l'exécution du chef des sbires, de longues négociations et l'intervention du cardinal de Médicis, fort influent auprès de cette famille, pour décider les barons à désarmer leurs gens et à renvoyer les bandits. Pendant quatre jours le pape et les habitants de Rome avaient tremblé pour leur vie; les boutiques et les lieux publics avaient été fermés, les maisons des riches gardées par des soldats.

La protection accordée aux bandits par les barons avait pris les formes d'une assurance mutuelle. A la campagne les *fuorusciti* jouissaient d'une impunité complète, grâce à l'asile qu'ils trouvaient dans les châteaux des seigneurs. Ceux-ci, à leur tour, les appelaient à Rome quand ils étaient en lutte entr'eux ou avec l'autorité. On pouvait se croire revenu aux plus mauvais jours du moyen âge. Les commandants des forces pontificales eux-mêmes se renforçaient de cette façon, pour faire face aux agressions que pouvaient méditer leurs rivaux. C'était le cas de Prosper Colonna,

jrère du cardinal, en froid comme on a vu avec le seigneur Giacomo. Grâce à l'intervention du cardinal de Médicis [1], on put prévenir un conflit entre ces deux généraux. Les bandits, quoiqu'ils ne pénétrassent pas à main armée, comme on le craignait sans cesse, dans la ville même, y exerçaient néanmoins leur métier, en employant les moyens dont se servaient les brigands, il y a quelques années, sur les confins du Napolitain et en Ombrie. Il y eut des coups de main d'une extrême audace. Le prêtre Guercino, l'un des chefs le plus redoutés, qui s'intitulait roi des provinces de la Campagne, avait suspendu l'évêque d'Anagni de ses fonctions, et enjoint au clergé et aux populations de le reconnaître, lui Guercino, pour évêque et roi. Il adressa à Mgr Odescalchi une lettre de menaces, demandant une somme d'argent. Le prélat courut chez Grégoire qui fit saisir et mettre en prison le porteur de la lettre. Une nouvelle intimation du chef des bandits ayant menacé ce prélat de mort imminente, le pape céda aux instances de ce dernier, ordonna la mise en liberté du brigand et accorda même son pardon à Guercino avec l'absolution pour quarante-quatre homicides. Pendant que l'acte de grâce lui était envoyé, il avait commis de nouvelles atrocités, pénétré dans un château, et tué les hommes armés qui s'y trouvaient.

La voiture de Mgr Mario Savelli [2], frère du cardinal, fut un jour soudainement entourée de quatre inconnus

[1] Lorenzo Priuli au doge, 12 janvier 1584 (1585). Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 18.

[2] Leonardo Donato au doge, 8 septembre 1581. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 15.

à cheval, et le prélat tué d'un coup d'arquebuse. L'attaque avait eu lieu entre la porte du Peuple et le *Ponte-Molle*, alors déjà le rendez-vous du monde élégant, à l'heure de la promenade, au milieu d'une multitude de carrosses et d'une foule de promeneurs, sans que personne osât arrêter les assaillants. « On ne sait la cause, dit l'ambassadeur de Venise, mais la qualité de la victime qui est prélat et juge du vicaire du pape, le lieu si fréquenté, l'heure (il faisait encore jour), la circonstance que Mgr Mario se trouvait dans son carrosse, que chacun considère comme sa maison, tout ceci a fait que la ville est restée fort émerveillée. »

Les barons étaient revenus aux allures d'autrefois. Ainsi on voyait, malgré la défense du pape, le marquis d'Ariano, neveu du cardinal Cesi, sortir de Rome suivi de cent cinquante cavaliers, dans l'intention de se battre avec un jeune Aguillar. Le pape fit arrêter comme otage le père de ce dernier, ce qui n'empêcha pas les deux jeunes seigneurs de se tuer mutuellement beaucoup de monde [1].

Tel était, dans les dernières années de Grégoire XIII, l'état de Rome. Il s'explique par l'état des provinces. Là les bandits étaient les maîtres. A Rome ils ne s'introduisaient que déguisés, ou avec des saufs-conduits que le gouvernement leur accordait parfois en grand nombre, espérant les rendre inoffensifs par cet expédient qu'un ambassadeur de Venise appelle avec raison un poison lent [2]. Les craintes assez généralement répandues d'un coup de main que les bandits

[1] Lorenzo Priuli au doge, 22 déc. 1584. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 18.
[2] *Tossicco a termine. Ibid.* Le même au même, 7 avril 1584. *Ibid.*

tenteraient sur Rome et d'un nouveau sac n'étaient que trop fondées.

De tout temps le brigandage a tenu une grande place dans la vie des peuples de race latine. Les brigands de l'Italie de nos jours, les bandits du seizième siècle, les *partidas* de l'Espagne, les *guerrillas* du Portugal, ne se distinguent les uns des autres, que par la couleur locale. Ils ont la même origine, et se conduisent de la même façon, s'effacent en apparence dans les temps de calme, sans jamais disparaître complétement, remontent sur la scène aux époques de guerres et de troubles intérieurs, deviennent alors une véritable puissance, et tâchent comme toutes les puissances, les régulières comme les irrégulières, de se prévaloir d'un nom, d'une cause, d'un principe, cherchent enfin à légitimer par un faux semblant de droit la guerre qu'ils font à la société. Ils attirent les éléments équivoques des populations ; chaque village envoie son contingent, ses hommes ruinés, les mauvais sujets, ceux qui ont eu maille à partir avec la justice. Des liens s'établissent ainsi entre les bandes et le peuple. Le spectacle de la bravoure, du mépris des dangers et de la mort, frappe les imaginations, et entoure les malfaiteurs de l'auréole du héros. La crainte de se compromettre, l'espoir d'être ménagé créent les connivences et l'assistance passive, portent la démoralisation dans le foyer du paysan, en font l'allié des bandits et privent de tous moyens d'informations ou de secours les commandants des forces envoyés à leur poursuite[1].

[1] En parcourant le midi du Portugal, les Algarves, en 1842, sept ans après la guerre civile, j'ai vu une centaine de *guerillas*, soi-disant

C'est l'histoire du brigandage dans tous les temps. A l'époque qui nous occupe, l'origine de ce fléau public remontait aux guerres civiles, aux inimitiés locales des villes libres et des petits princes des deux siècles précédents, à certains cris de ralliement qui avaient jadis partagé en deux camps la péninsule tout entière, aux guelfes et aux gibelins, enfin au système militaire des *condottieri*. Il n'y avait plus ni guelfes ni gibelins, il n'y avait plus de villes libres, ni de petits tyrans exerçant de droit un pouvoir suprême et absolu, auquel il était d'ailleurs très-facile de se soustraire, vu l'exiguïté de leurs territoires ; il n'y avait plus de *condottieri*. La première après l'Espagne, l'Italie avait adopté les idées et revêtu les formes des États modernes, mais les souvenirs du passé n'étaient pas complétement effacés. Des traditions subsistaient encore de ces époques pleines de violences, il est vrai, mais pleines aussi de liberté, de cette liberté qu'on avait perdue, qu'on regrettait toujours, et que les chefs des grandes bandes défendaient en quelque sorte en faisant la guerre à l'autorité établie. Ce sont ces souvenirs que les feudataires invoquaient, quand ils troublaient la paix publique par leurs inimitiés personnelles avec

Miguelistes, mais qui, par le fait, étaient devenus des brigands véritables, tenir en échec, dans les gorges de la Serra de Monchique, trois mille hommes de troupes régulières. On m'insinua que cette bande respecterait ma qualité de diplomate étranger, et que le seul moyen pour moi de voyager avec sécurité, était de renvoyer mon escorte. Des cas analogues se sont présentés, il y a quelques années, dans les Abruzzes, sur les confins du Napolitain et aux environs de Rome. Ces malfaiteurs aiment toujours à ennoblir leur métier en se couvrant du manteau de la politique, et à porter les couleurs d'un parti, longtemps après avoir cessé de le servir par des moyens réguliers.

l'aide des bandits qui ne se recrutaient pas uniquement dans les campagnes, comme nous venons de le dire, mais aussi dans les villes, souvent dans les hautes classes, en se grossissant des mécontents, des endettés, des exilés pour actes de violence. Dans l'opinion publique, grâce à ces souvenirs et à ces traditions, le bandit n'était pas frappé du déshonneur qui s'attache, d'après nos idées, à la révolte contre la société. On craignait les bandits, on les poursuivait, quand on le pouvait on les envoyait à l'échafaud, mais on ne les considérait pas comme irrévocablement flétris. C'étaient tout au plus des membres égarés de la société qui pouvaient, et qu'en effet on voyait souvent rentrer dans son sein, obtenir non-seulement le pardon, mais quelquefois même la faveur du souverain, occuper de grandes situations dans le gouvernement, ou bien prendre service à l'étranger. Ainsi, Ludovico Orsini, banni de Rome pour un acte de *vendetta*, et ayant mené, pendant plusieurs années, la vie de *fuoruscito*, entra, comme on l'a vu, à l'exemple de plusieurs de ses ancêtres, au service de la Seigneurie, et obtint l'important gouvernement de Corfou. Le seigneur Giovanni-Battista del Monte[1], de la famille de Jules III, naguère lieutenant général de la cavalerie légère de Flandres, sollicite, par l'intermédiaire de l'ambassadeur Priuli, pour son frère, un commandement au service de la République. Celui-ci, possesseur de plusieurs fiefs de l'Empereur, se déclara prêt à aller à Candie ou ailleurs, et offrit de lever dans ses terres jusqu'à deux mille fantassins. Il avait été banni

[1] Lorenzo Priuli au doge, 22 décembre 1584. Arch.Ven. *Disp.*Rome.

pour un fait que le diplomate vénitien trouve assez remarquable. Ce jeune homme, écrit Priuli au doge, très-ardent de son naturel, était en mésintelligence avec les notables de Cività-Castellana. Ne tenant aucun compte ni d'eux, ni de toute la ville, il y pénétra en plein jour avec huit chefs de bandits et deux cents hommes, s'empara de la ville, fit massacrer ses ennemis, et aurait également tué le podestat, s'il ne fût parvenu à s'enfuir : « Si Votre Sérénité, continue l'ambassadeur qui trouve ce jeune homme ardent et le fait remarquable, mais qui n'a aucun mot de blâme ni pour l'un ni pour l'autre, si Votre Sérénité ne veut pas traiter directement avec lui, Elle pourra Se servir de mes frères, auxquels il se fera connaître. » Les actes de violence, on le voit, n'étaient pas un déshonneur. On risquait d'avoir la tête tranchée sur un échafaud tendu de noir, si on était grand seigneur, mais généralement on ne se laissait pas prendre. C'était donc l'exil, et l'exilé se faisait naturellement bandit. Il se mettait à la tête d'un parti, pouvait, s'il était un personnage, compter sur l'appui des membres de sa famille qui lui donnaient asile dans leurs châteaux, puis quand il était las du métier, il invoquait le pardon du souverain. Il pouvait aussi passer en France, en Espagne, à Venise, pour y prendre du service.

L'État du pape fourmillait de petites et de grandes bandes qui le dévastaient, moins cependant que les troupes envoyées pour les combattre. Les bandes étaient mieux disciplinées que ces dernières, mieux vêtues, mieux nourries, et ménageaient les populations rurales

dont elles avaient besoin, tandis que les soldats du duc de Sora, de Prosper Colonna, de Mario Sforza, étaient la terreur du paysan. On les nommait Massacreurs (*Amazzatori*), et on craignait plus les défenseurs que les perturbateurs de l'ordre public.

Dans les dernières années du règne de Grégoire XIII, le nombre des bandits qui infestaient le domaine de Saint-Pierre variait de douze à vingt-sept mille hommes. Ce dernier chiffre égalait, s'il ne le dépassait, celui de la totalité des troupes régulières engagées au service des princes d'Italie. Les bandes les plus considérables étaient celles d'Alphonse Piccolomini, de Lamberto Malatesta et du prêtre Guercino.

Alphonse Piccolomini, duc de Montemarciano, d'une famille noble de Sienne, illustrée par l'un de ses membres, Pie II, était, sous le règne de Grégoire, devenu pour ainsi dire le maître de l'État pontifical. De sa maison de Pienza ou de Pitigliano, où il jouissait de l'hospitalité et de la protection des Orsini, ses proches parents, il pénétrait sur le territoire du pape, tantôt en s'approchant de Rome, tantôt en se dirigeant vers la Romagne et les Marches. Ses mouvements étaient exécutés avec la rapidité de l'éclair; il battait presque toujours les troupes qui le poursuivaient, et, quand il avait le dessous, il savait adroitement s'esquiver. En habile capitaine, il rentrait dans le grand-duché, et reparaissait quand on s'y attendait le moins. Près Cattolica, il mit un jour en pleine déroute cinq mille pontificaux, n'ayant que trois cents hommes avec lui; une autre fois, il entra avec cent ou cent cinquante hommes dans un château-fort,

passa au fil de l'épée la garnison, et s'échappa comme par miracle[1].

Il portait les cheveux longs et épouvantait par l'expression terrible de son visage. On racontait de lui mille traits, et les paysans, qu'il ménageait le plus souvent, l'admiraient et l'aimaient presque autant qu'ils le redoutaient. Ce héros des grandes routes était l'épouvantail de Grégoire. Il avait annoncé son intention de traverser Rome, de tuer le seigneur Giaccomo, et de ne se retirer que si on le réintégrait dans ses possessions confisquées par ordre du pape. Il avait avec lui plusieurs gentilshommes des premières familles, introduisant l'opulence, les habitudes et les goûts du grand monde au milieu de la vie de brigandage, payant les provisions argent comptant, et accréditant les bruits d'une entreprise politique contre le saint-siége, stipendiée par l'étranger. On s'étonnait aussi avec raison de l'abstention scandaleuse du duc d'Urbin, et plus encore de celle du grand-duc, sourds tous deux aux réclamations de la cour de Rome. Viela Orsini de Pitigliano protégeait ouvertement son parent. Aux plaintes du pape, François répondait par des excuses vagues; le duc d'Urbin, en envoyant un agent pour se disculper de sa faiblesse; Viela Orsini, en disant qu'on ne pouvait lui demander d'être plus fort que Sa Sainteté.

L'intervention de l'ambassadeur Madruccio auprès des feudataires de l'empire n'eut pas plus d'effet. A Rome on disait tout haut que les princes d'Italie

[1] Le grand-duc Ferdinand de Toscane le fit pendre en 1591.

voyaient avec plaisir les embarras du Saint-Père, et qu'ils ne le ménageaient aussi peu, que parce qu'ils n'avaient de lui rien à espérer et rien à craindre. Grégoire ne resta pourtant pas inactif. Une commission, formée de quelques cardinaux et du seigneur Giaccomo, fut établie en vue de diriger le mouvement des troupes. Pour les renforcer, on eut recours à l'expédient blâmable d'enrôler un des Baglione de Pérouse, encore bandit lui-même et ennemi mortel de Piccolomini. On eut alors le spectacle déplorable d'une bande de brigands combattant côte à côte avec les troupes pontificales. Enfin, le cardinal de Médicis, qui avait partout la main, parvint à conclure un arrangement. Le pape, sans restituer les biens confisqués, accorda une pension aux sœurs de Piccolomini. Il fit retirer le *bando* par lequel la tête de ce dernier avait été mise à prix, mais maintint le bannissement. Le cardinal s'entremit aussi pour obtenir la levée de l'excommunication, et le célèbre bandit abandonna pour quelque temps le théâtre de ses forfaits [1].

[1] Les *avis* et les manuscrits du temps sont remplis de renseignements sur le triste état du territoire pontifical à l'époque de Grégoire XIII, et sur les ravages faits par les bandits. Comme il m'a été impossible de vérifier l'exactitude de ces données, je me suis tenu exclusivement aux informations authentiques que donnent les ambassadeurs de Venise. Giovanni Corrado au doge, 27 février 1580. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 14. — Leonardo Donato au même, 22 juillet 1581, *fil.* 15. Le même au même, 12 août 1581. Le même au même, 13 août 1581. Le même au même, 26 août 1581. Le même au même, 2 septembre 1581. Le même au même, 9 septembre 1581. Le même au même, 16 septembre 1581. Le même au même, 12 mai 1582, *fil.* 16. Le même au même, 19 mai 1582. Le même au même, 26 mai 1582. Le même au même, 16 juin 1582. Le même au même, 7 juillet 1582. Lorenzo Priuli au même, 12 janvier 1584 (1585). *fil,* 18. Le même au même, 3 mars 1584. Le même au même, 22 décembre 1584. *Ibid.*

Piccolomini avait disparu, mais sa place fut aussitôt occupée par d'autres chefs, et, à l'époque de la mort de Grégoire, Rome et les provinces regorgèrent de ces malfaiteurs. C'était une calamité qui menaçait jusqu'à l'existence de l'État. Les remèdes par lesquels on avait cherché à le combattre étaient évidemment insuffisants, et les Romains taxèrent le gouvernement de faiblesse et d'imprévoyance. Sans doute il ne brillait, ni par l'énergie, ni par l'intelligence. Il devait se reprocher d'avoir laissé prendre au brigandage des proportions énormes; mais les grands maux ne cèdent qu'à l'action de moyens énergiques, qui supposent dans celui qui les emploie des qualités et des ressources que Grégoire ne possédait pas. Dans la conscience des contemporains, les bandits, comme on l'a vu, n'étaient pas frappés de réprobation. Ce n'étaient pas des criminels ordinaires. Ils pouvaient, dans une certaine mesure, compter sur les sympathies des populations. Les grands s'en servaient pour leurs fins, et les gouvernements eux-mêmes, la conduite du grand-duc François le prouve assez, les tenaient en réserve pour certaines éventualités. A la faveur de ces circonstances, ils avaient pris racine dans le pays, et formaient, pour ainsi dire, un élément de la vie publique. Renoncer définitivement à toute idée de transaction ou d'accommodement avec eux, les attaquer sérieusement, leur faire une guerre à outrance pour arriver à les exterminer complétement, était une entreprise chimérique suivant l'opinion du public, dangereuse au plus haut degré, aux yeux des hommes d'État, parce qu'elle pouvait entraîner les plus grands malheurs, devenir le signal

d'une conflagration générale dans cette Italie, où s'accumulaient tant d'éléments de perturbation, et compromettre finalement, du moins à Rome, l'existence temporelle de la papauté.

D'un autre côté, qu'adviendrait-il du saint-siége, de la religion catholique elle-même, si le pontife suprême se voyait contraint de s'enfuir, d'abandonner la ville éternelle à ces bandes, soudoyées par des mains inconnues, mais évidemment puissantes? Où irait se réfugier le chef de l'Église? A Avignon, menacé par les huguenots? Auprès du faible Henri III? Dans cette Allemagne, si troublée et exposée encore à de plus grands déchirements? Irait-il demander asile à Philippe II, se faire bon Espagnol, et abdiquer entre les mains du catholique et zélé monarque son autorité, sa dignité, son indépendance?

Ces questions, qui rappellent des situations analogues de temps plus récents, se présentaient à tous les esprits. Mais si on ne prenait pas énergiquement l'offensive contre ces ennemis de la société, c'étaient eux qui la prenaient, qui marchaient sur Rome et qui, selon toute apparence, s'en emparaient.

En examinant l'état du gouvernement et du pays, il paraissait impossible de découvrir une issue. Dans ces moments critiques, le plus commode est de ne rien faire, de vivre au jour le jour, et de compter sur la Providence que les gouvernants comme les individus invoquent ordinairement, au milieu des difficultés créées par leurs fautes, par leur imprévoyance ou leur faiblesse. C'était le cas de Grégoire; ce n'était pas le cas de Sixte-Quint.

Il va d'abord au plus pressé : c'est d'éloigner les bandits des portes de Rome. Ils s'y montraient tous les jours, interceptaient les communications, arrêtaient la poste et dévalisaient les courriers des ambassadeurs[1]. Sixte-Quint augmenta le nombre des troupes, et Prosper Colonna, étant tombé malade, céda le commandement au cardinal son frère. Celui-ci se mit en campagne, tua beaucoup de monde aux bandes, entre autres le prêtre Guercino, et les refoula bientôt vers les frontières du royaume de Naples[2]. Les municipalités des petites villes prirent du courage, et joignant leurs efforts à ceux du cardinal, firent si bien qu'à la fin de l'année la Campagne de Rome était délivrée du fléau.

Le seigneur Giacomo Buoncompagni, trouvé trop mou, encourut la disgrâce du pape et fut, comme nous l'avons dit, remplacé nominalement dans son commandement de général de Sainte-Église par le jeune Michel Peretti. Grâce à ses relations intimes avec les Sforza[3], que Sixte-Quint n'aimait pas mais qu'il ménageait, Giacomo parvint à se soustraire, par un départ précipité, à un traitement plus sévère.

Le gouverneur de Rome, Mgr San-Giorgio, lui aussi, ne semblant pas à la hauteur de sa tâche[4]. Mgr Pierbenedetti, lié d'ancienne date avec frà Felice, prit sa place et inaugura un régime de rigueur que les exigences de la situation pouvaient justifier, et

[1] Les rapports des ambassadeurs de Venise contiennent plusieurs procès-verbaux de faits semblables.

[2] Babbi au grand-duc, 17 juin 1585. Arch. Flor.; cité précédemment. — Le même au même, 30 décembre 1585. *Ibid.*

[3] Lorenzo Priuli au doge, 28 sep. 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

[4] Babbi au grand-duc, 10 août 1585. Arch. Flor. 3604.

qui, dans l'opinion des hommes sérieux, était, en effet, regardé comme une douloureuse nécessité. Une série d'ordonnances draconiennes furent rendues contre les astrologues et diseurs de bonne aventure, les voleurs au jeu, les blasphémateurs, contre ceux qui, dans les auberges et lieux publics, inscrivaient sur les murs des propos déshonnêtes, qui, à partir du coucher du soleil, porteraient des armes dans le quartier des courtisanes, qui donneraient asile aux bandits et ne les remettraient pas, morts ou vifs, entre les mains de l'autorité. L'un de ces édits prescrit aux ecclésiastiques de reprendre la tonsure et des vêtements conformes à leur état. Les nouvellistes, les *menanti*, sont menacés du dernier supplice s'ils divulguent des choses devant rester secrètes ou portant atteinte à l'honneur des particuliers. Il paraît, au reste, qu'à peu d'exceptions près, la peine capitale ne fut appliquée que pour homicide et toujours avec les formes légales, très-sommaires à la vérité.

La haute naissance, la haute situation, les hautes relations, l'état ecclésiastique, avaient cessé de conférer l'impunité.

De jeunes seigneurs s'étaient permis de déposer sur des piques, au pont Saint-Ange, des têtes de chat, par allusion aux nombreuses exécutions du nouveau règne. Quelques-uns de ces imprudents portaient les plus beaux noms : Virginio Orsini, Ascanio Sforza, Marc-Antonio Incoronati. Ils furent aussitôt arrêtés, et personne ne doutait qu'ils ne payassent de la vie cette téméraire plaisanterie ; ils en furent cependant quittes pour la peur[1].

[1] Babbi au grand-duc, 3 sept. 1585. Arch. Flor. 3604.

Robert d'Altemps, fils naturel du cardinal de ce nom, avait enlevé une jeune fille de la maison du seigneur Frangipani. Il fut écroué au fort Saint-Ange et détenu, malgré les instances du cardinal, pendant quatre mois, toujours sous le coup de la peine capitale, qu'il avait encourue aux termes de la loi. Cette affaire eut un grand retentissement, même à l'étranger[1], et le sacré collége se sentit frappé dans la personne de l'un de ses membres. Néanmoins le pape, resté impénétrable sur le sort qu'il réservait au jeune homme, ne le fit relâcher que par égard pour le comte Hohenembs, qui était accouru d'Allemagne implorer la grâce de son neveu.

Le cardinal Guastavillani fut mis aux arrêts pour désobéissance. Lorsque le cardinal de Médicis intervint en sa faveur, le pape lui répondit : « Votre langage nous étonne ; nous entendons nous faire obéir ici, à Rome, des nôtres, comme nous avons espérance d'être obéi des princes[2]. »

Deux palefreniers du cardinal Sforza ayant eu ensemble une rixe, il y avait eu du sang répandu. Les coupables étaient parvenus à se sauver. Le pape réclama du cardinal, qui trouva bon de se cacher, l'extradition de ses domestiques, le menaçant de le mettre lui-même au fort Saint-Ange, s'il n'obéissait. Il y eut un grand mécontentement parmi les cardinaux, mais peu osèrent le montrer. Seuls Médicis et Farnèse, forts de leurs relations avec les cours de Florence et de Parme,

[1] Babbi au grand-duc, 3 sept. 1585. Arch. Flor. — Le même au même, 11 octobre 1585. *Ibid.* et beaucoup d'*avisi*.

[2] Lorenzo Priuli au doge, 22 juin 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

s'en plaignirent hautement. Le dernier fuyait d'ailleurs tout contact avec le pape, et quand il lui fallait se rendre au Vatican, on disait qu'il avait l'air de marcher au supplice. Savello ne paraissait plus du tout au palais, et, retiré à Frascati, n'assistait même pas aux consistoires ni aux solennités de l'Église[1].

Le comte Attilio Baschi, de Bologne, avait commis un parricide, il y avait près de quarante ans. Le pape ordonna une enquête, et le coupable fut exécuté.

Le capitaine Fossombrone, complice de Ludovico Orsini dans l'assassinat de Vicenzo Vitelli, fut pendu après avoir été tenaillé[2]. Plusieurs autres criminels, oubliés depuis de longues années, furent traduits devant les tribunaux.

Le public se vengeait de ces rigueurs en prêtant le dialogue suivant à saint Pierre et à saint Paul, dont on voit encore les belles statues à l'entrée du pont Saint-Ange. « Pourquoi, demandait saint Paul à saint Pierre, portes-tu un sac sur ton dos? — Parce que, répondait saint Pierre, je pars, de crainte d'être jugé pour avoir coupé l'oreille de Malchus. »

Nicolino Azzolino, capitaine des gardes pontificales, fut exécuté pour avoir blessé un porte-étendard de sa compagnie. Sa proche parenté avec le fidèle ami et ancien secrétaire du pape, devenu cardinal Azzolino, ne put le sauver. Un incident qui, selon le cardinal d'Este[3], touchait au ridicule et au sérieux tout ensemble,

[1] Babbi au grand-duc, 4 novembre 1585. Arch. Flor. 3604. — Le même au même, 22 novembre 1585. *Ibid.*

[2] Lorenzo Priuli au doge, 17 août 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

[3] Le cardinal d'Este à Villeroy. Tivoli, 28 juillet 1586. Bibl. imp.

se produisit lors de l'ambassade du comte Daun de Zimbern et du docteur Curtius, envoyés par l'Empereur pour rendre l'obéissance, c'est-à-dire complimenter le pape à l'occasion de son avénement. Un de leurs estafiers, surpris avec son épée au quartier des courtisanes, fut emprisonné et, selon l'ordonnance de police, frappé de trois coups de cordes. Les ambassadeurs s'indignèrent de cet outrage. Le comte Zimbern voulut même partir et ne fut retenu qu'à grand'peine par son collègue, le docteur Curtius. Le gouverneur de Rome s'empressa, il est vrai, de faire des excuses ; mais les ambassadeurs insistèrent pour qu'il fût puni. Des paroles prononcées par Sixte-Quint, à cette occasion, augmentèrent leur mécontentement. « Le pape, écrit le cardinal d'Este à M. de Villeroy, répondit qu'il ne voulait rien faire, et dit que si l'un des ambassadeurs eût été trouvé de cette façon, on lui en eût fait tout autant, voire que, si l'Empereur même était en personne à Rome, il faudrait qu'il observât les réglements établis par Sa Sainteté. C'est à son neveu que le pape l'a dit lui-même après souper, en raillant, comme il a coutume, avec sept ou huit des siens qui le publièrent au sortir de là et cela est à présent divulgué par tout Rome. » Cependant une enquête fut ordonnée, et les ambassadeurs de l'Empereur finirent par avoir une demi-satisfaction. Un événement bien autrement grave[1] avait marqué les premiers mois du règne de Sixte-Quint.

Paris, Coll. Harlay, 288. — Giovanni Gritti au doge, 19 juillet 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

[1] Lorenzo Priuli au doge, 10 août 1585. — Le même au même,

Les Pepoli de Bologne sont l'une des premières familles de la haute Italie. Leur chef, le comte Giovanni, déjà fort avancé en âge, jouissait d'une grande et, à ce qu'il paraît, méritée considération. Le légat apostolique lui ayant demandé l'extradition d'un bandit réfugié dans l'un de ses châteaux, Pepoli refusa, alléguant que le château où se trouvait le bandit était un fief de l'Empire. Alors le légat y envoya des sbires pour enlever cet homme de vive force. La tentative échoua; les sbires furent repoussés par les gens du comte. A cette nouvelle, le cardinal fit arrêter Pepoli : conduite hardie, vu la disposition des esprits à Bologne, et qui pouvait entraîner des troubles sérieux ; mais le pape approuva le cardinal, et fit, sous peine de mort et de confiscation de ses biens, enjoindre au comte de livrer le bandit. Vainement le duc de Ferrare et le cardinal d'Este, intimement liés avec les Pepoli, mirent tout en œuvre pour sauver leur ami. Le saint-père se montra inexorable. Il répondit qu'il avait rendu la liberté au comte Giovanni, détenu à Rome sous le règne précédent précisément pour ses relations avec les bandits, et qu'il était décidé à laisser son cours à la justice parce que ce seigneur était si promptement retombé dans la même faute. Aussi Este se hâta-t-il d'envoyer un courrier à Bologne pour informer le comte du danger où il se trouvait, et pour le conjurer d'obtempérer aux ordres

17 avril 1585. — Le même au même, 7 septembre 1585. *Ibid.* — Le cardinal d'Este à Villeroy, 4 sept. 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. — Alberti au grand-duc, 17 août 1585. Arch. Flor. 3295. — Babbi au grand-duc, août 1585. *Ibid.* 3604.

du pontife. Mais le vieux seigneur resta ferme, irrita le pape en invoquant la protection de l'Empereur et eut même l'imprudence d'écrire, dans une lettre qui fut interceptée, qu'il espérait sortir bientôt des mains de ce moine tyran. Condamné à mort, il fut étranglé dans sa prison[1]. Ses biens, plus de seize mille écus de revenus, furent confisqués. Bienfaisant et généralement aimé à Bologne, il causa par sa mort un véritable deuil public. L'indignation était grande, mais personne n'osait la témoigner hautement. Malgré la turbulence proverbiale des habitants, cette ville resta tranquille, la peur l'emportant sur la colère; mais plusieurs des seigneurs bolonais, les Malvezzi et d'autres avec eux, qui n'avaient pas la conscience nette, s'enfuirent de leurs palais, cherchant la sécurité sur le territoire des princes voisins, notamment de la république de Venise. A Rome, on trouvait cette rigueur excessive. Le cardinal d'Este, la douleur et la colère au cœur, écrivit à M. de Villeroy : « Il n'y a personne qui ait connu ce bon seigneur et qui sache ce fait, qui ne demeure grandement scandalisé, et il y a accord de la part des savants comme des ignorants pour dire que c'est une injustice manifeste. » Telle n'était pas cependant l'opinion de tout le monde. Babbi, le secrétaire toscan, se borne à dire : « Avec le pape, il faut, non-seulement peser les paroles qu'on dit, mais encore avoir les yeux dans ses mains. Il est fort difficile en toutes choses, mais il ne fait de tort à personne. » Et l'ambassadeur de Venise mande au doge : « Les seigneurs, sujets de

[1] 27 août 1585.

l'Église, voyant ces rigueurs et le peu de respect qu'on leur porte, s'éloigneront du pays autant qu'ils pourront; mais, de l'autre côté, on croit que cette sévérité profitera grandement à la tranquillité publique, car chacun sera averti qu'il faut vivre sensément, avec modestie et respect envers son prince. »

Cet acte terrible de sévérité, mais non d'injustice, car Pepoli était sujet du pape et avait encouru la peine de mort aux termes de la loi, était en même temps un acte de grande témérité, nous l'avons dit, vu l'état de Bologne, mais vu aussi la situation de l'Italie, et les relations qui semblaient s'être formées entre quelques-uns des chefs de grandes bandes et les huguenots de France. Le pape brava ces dangers et frappa ce coup qui produisit partout en Italie, et même à l'étranger, une profonde sensation. Il y avait à peine quatre mois qu'il était monté sur le trône, et déjà l'Europe avait appris à connaître son indomptable énergie.

Estimant qu'on ne déshonore pas une classe en punissant ceux de ses membres qui se sont rendus indignes de lui appartenir, il ne ménagea pas plus l'habit ecclésiastique ou le froc du moine que la pourpre du cardinal et l'armure dorée des barons.

Un religieux exploitait la crédulité des dévots en faisant opérer des miracles par une image de Sainte-Marie du Peuple. L'imposteur fut promené d'un bout à l'autre du Corso et fustigé. Un franciscain, coupable de divers crimes, fut pendu au pont Saint-Ange; deux frères de la Transpontine furent envoyés aux galères[1].

[1] Procès-verbaux de l'*Uffizzio notarile del Borgo*.

Un ecclésiastique, don Annibal Capello; l'un des nouvellistes les plus décriés, après avoir été dégradé à San Salvatore in Lauro, fut conduit au pont Saint-Ange, où il fut cruellement exécuté. Il eut la main et la langue coupées, avant d'expirer sur la potence. Un écriteau portait la désignation de son crime, avec mention d'avoir pendant longues années répandu de fausses nouvelles, calomnié des personnes de tout rang, insulté au culte des saints en exhibant des statuettes obscènes, et correspondu avec des princes hérétiques.

Une mère avait trafiqué de l'honneur de sa fille; elle fut pendue au pont Saint-Ange, et la jeune personne, habillée des riches vêtements donnés par son séducteur, qui avait pris la fuite, dut assister au supplice[1]. « Spectacle et acte peu loués, dit l'ambassadeur de Venise et qui a fort déplu à la ville. » Un imposteur se disant parent du cardinal Guastavillani, et qui avait en Espagne vendu de fausses bulles, expia son crime sur une potence dorée.

Rome assista à ces supplices en silence. Il n'y avait que *Marforio* et *Pasquino*, ces deux statues antiques qu'on voit encore au capitale et au coin du palais Braschi, qui gardassent leur franc parler. C'est toujours Marforio qui demande et Pasquino qui répond. Les mots souvent spirituels, toujours incisifs, qu'on leur prêtait divertissaient le public, qui prenait ainsi sa revanche des sévérités du gouvernement. Sur le bas peuple le nom de Sixte agissait à légal d'un talisman. Quand surve-

[1] Giovanni Gritti au doge, 7 juin 1586. Arch.Ven. *Disp*. Rome.

naient quelques rixes, pour séparer les combattants, les passants n'avaient qu'à leur dire : « Rappelez-vous que Sixte règne; » et les mères apaisaient leurs enfants en leur disant : « Chut! voilà Sixte qui passe! »

## III

Le pape n'eut pas plutôt pris possession du Latran, acte par lequel les pontifes se saisissent officiellement du pouvoir, qu'il appela l'attention des ambassadeurs de l'empereur et de l'Espagne, de Venise et du grand-duc sur la grave question du brigandage. Des ordres péremptoires, conçus dans le même sens, furent aussi expédiés aux différents nonces. Sixte-Quint s'adressa personnellement à François, son ami, son ancien protecteur, dont le concours, en raison de la situation géographique de ses États alors qu'il s'agissait du rétablissement de l'ordre matériel en Italie, était de la plus haute importance. « Aidez-moi, lui écrivait-il de sa main[1], à dénicher ces bandits qui, au grand dommage du peuple, et à la honte du saint-siége, ravagent le pays. »

La bonne intelligence entre le grand-duc et le doge était un gage puissant de sécurité pour l'Italie. Telle avait été déjà l'opinion de Grégoire XIII[2]. Sixte-Quint, adoptant les vues de son prédécesseur, s'empressa de

[1] Sixte-Quint au grand-duc François, 11 mai 1585. Lettre autographe. Arch. Flor. 3715.
[2] Paolo Tiepolo. Rel. Ven. 1576.

travailler à l'amélioration des rapports, rarement satisfaisants, des deux gouvernements. Il engagea François à faire bon accueil aux ambassadeurs de Venise envoyés à Rome pour le complimenter, et devant traverser la Toscane. Les Vénitiens ayant été comblés d'attentions à Florence, le pape en témoigna au grand-duc sa vive reconnaissance, non sans glisser un mot sur les avantages d'une union étroite entre les trois États; « union nécessaire, dit-il à Mgr Alberti, et objet constant de sa sollicitude, car elle paralysera toute entreprise des ennemis contre l'un ou l'autre d'entre eux, tandis que leur mésintelligence entraînera les plus funestes conséquences[1]. » Dissiper les nuages qui reparaissaient toujours à l'horizon étroit du grand-duc et assombrissaient même l'horizon plus étendu de la seigneurie, lui semblait une tâche de la plus haute importance. Lorsque le cardinal Cornaro, esprit éclairé et conciliant, se disposa à retourner dans son diocèse de Padoue, le pape le chargea, en passant par Florence, de voir le grand-duc et Bianca Capello, son épouse, et de leur faire comprendre les avantages d'une entente cordiale avec leurs puissants voisins, mais, tout en tenant ce langage, de parler en son propre nom d'évêque de Padoue, sans mettre le sien en avant, afin qu'en cas d'insuccès son autorité suprême ne pût être compromise. Le cardinal se conforma à ces ordres[2], et grâce à ses efforts réitérés, les différends entre Venise et Florence perdirent beaucoup de leur gravité.

[1] Alberti au grand-duc, 12 novembre 1585, Arch. Flor. 3295.
[2] Arch. Ven. *Espos.* 22 mai 1586. Rome.

Cependant le roi d'Espagne avait promis d'apporter son concours à la répression du brigandage. Les ducs de Ferrare et d'Urbin se montraient aussi animés des meilleures dispositions ; mais à Venise, où pourtant on ne manquait pas de bonne volonté, cette affaire des bandits présentait des difficultés sérieuses, parce qu'elle touchait à une question de principes. La république avait de tout temps maintenu le droit d'asile à l'égard des exilés. Quiconque mettait le pied sur son territoire se considérait comme sauvé. On ne s'enquérait pas de la nature des faits qui avaient motivé l'exil du réfugié. On ne distinguait pas encore, comme aujourd'hui, entre les crimes ordinaires et les délits politiques, et la république de Saint-Marc couvrait indistinctement tous les réfugiés de sa puissante protection. Il était évident que, tant que la Seigneurie maintiendrait le droit d'asile dans toute son intégrité, le mal serait sans remède. En conséquence, le pape fit, par son nonce, demander au sénat une déclaration publique portant que désormais les hommes mis hors la loi et bannis par le gouvernement pontifical ne seraient plus accueillis dans la ville et sur la terre ferme de Venise. Il offrait d'en faire autant de son côté à l'égard des réfugiés sujets de la Seigneurie. C'était proposer indirectement un traité d'extradition, c'est-à-dire introduire dans le droit international un principe parfaitement inconnu jusqu'alors et contraire aux traditions politiques de la république. Aussi ces ouvertures furent-elles accueillies avec défaveur. Le nonce ne put rien obtenir, et le pape se vit obligé d'entrer personnellement en négociation avec l'ambassadeur Priuli. « Ce que je

veux, lui dit-il[1], c'est qu'on puisse vivre tranquillement dans l'État de l'Église, et le principal moyen sera d'ôter aux mauvais sujets l'espérance de se sauver. Tous les princes d'Italie et le roi catholique m'ont donné la satisfaction de leur refuser asile. J'espère que le doge en fera autant. Autrement, je douterai de sa bonne volonté envers moi. Il suffira qu'un ordre général conçu en ce sens soit publié. Je ne m'opposerai pas à ce que ces gens soient enrôlés au service de la république, envoyés à Candie et à Corfou, ou dans d'autres pays lointains, mais non en Dalmatie d'où ils pourraient facilement revenir dans mes États. Quant aux seigneurs et gentilshommes de mes États, je ne m'oppose pas à ce qu'ils soient bien accueillis par le doge; mais quand il s'agit du respect dû au saint-siége qui doit avoir plus de poids aux yeux de Sa Sérénité qu'un simple particulier, je ne puis croire et il ne me paraît pas convenable que la Seigneurie accorde ses faveurs à des rebelles. J'espère que sous mon règne cela n'arrivera jamais (que l'asile soit donné à des seigneurs romains bannis). Mais si néanmoins des cas semblables se présentaient, pourvu qu'ils ne soient pas exorbitants, un mot (d'explication ou d'excuse) qu'on me fera parvenir par l'ambassadeur suffira (pour qu'il ne fasse pas de réclamation), pourvu toujours que la déclaration générale (portant refus d'asile aux bandits) soit publiée. »

Ces propositions nouvelles, empreintes d'une sage modération et plus en rapport que les premières avec

[1] Lorenzo Priuli au doge, 31 août 1585. Arch. Vén. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

les idées et les habitudes des Vénitiens, rencontrèrent l'approbation de la Seigneurie, qui s'efforça de concilier la question de principes avec les demandes du pontife.

Un concordat fut conclu par lequel la république s'engageait à ne pas admettre sur son territoire ceux qui seraient bannis par Sixte-Quint, et dès ce moment, l'appui du gouvernement vénitien ne lui fit jamais défaut. Huit mois après ces premières démarches, il put se flatter d'avoir obtenu de grands résultats. Il raconte à l'ambassadeur Gritti que le roi d'Espagne lui avait écrit pour l'en féliciter, et avec toute raison, les bandits ayant formé une véritable armée qui, en agissant de concert avec les Turcs et les huguenots, aurait pu faire beaucoup de mal[1]. Dans presque tous ses entretiens avec l'ambassadeur, il revient sur ce sujet. Tantôt il se borne aux faits les plus saillants, tantôt il s'étend sur les plus minutieux. Il déplore la mollesse et l'inaction des gouverneurs nommés par son prédécesseur, remercie la Seigneurie de son utile coopération, et, en le rendant témoin de son activité pour la répression du désordre, il la communique au diplomate vénitien.

Cependant quelques petits orages marquaient parfois ces causeries intimes. « Leurs seigneuries de Venise, dit-il un jour à Gritti en le regardant fixement avec un sourire ironique, leurs seigneuries veulent-elles faire du bandit Garzetta[2] un gentilhomme vénitien ? De grâce, priez-les de nous le donner. » Puis, il fit une longue énumération de griefs ; il rappela tous

[1] Giovanni Gritti au doge, 19 avril 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome.
[2] *Ibid.*, 6 juin 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 21.

les mauvais traitements que la république avait eus à endurer de la part de Grégoire XIII, leur opposant les bons procédés dont elle était par lui comblée; et toujours il revenait à ce bandit condamné à mort, gracié par suite de l'intervention du duc de Ferrare, et envoyé seulement aux galères, lorsqu'il eût fallu lui infliger le dernier supplice. Le pape, enfin, le réclame pour le faire exécuter. « Si vous nous demandiez notre neveu, le cardinal Montalto (s'il avait commis le crime de Garzetta), nous vous le donnerions, » s'écrie-t-il. C'est ainsi que, pour arriver à ses fins, il passait tour à tour de la colère à la tendresse, des louanges aux plaintes, sans laisser de témoigner ses sympathies constantes pour la république et son désir de marcher d'accord avec elle. Ni le Sénat, ni l'ambassadeur, ne doutaient de la parfaite sincérité du saint-père, et, malgré ces tiraillements et d'autres dissentiments d'une nature plus sérieuse, les rapports entre Rome et Venise étaient et restaient excellents.

Il n'en était pas ainsi des relations avec le grand-duc. A l'intimité d'autrefois avait succédé un véritable refroidissement. François avait ses raisons de ne pas sévir contre les bandits. En temps de guerre, ils pouvaient lui être des alliés utiles, et, de toute façon, en les ménageant, il mettait ses États à l'abri de leurs excès. Sourd aux prières de Grégoire XIII, qui avait vainement sollicité son concours, et répondant à ses instances par de vaines paroles, il comptait en agir de même vis-à-vis de Sixte-Quint. Celui-ci en conçut un vif déplaisir. Cette conduite équivoque paralysait ses efforts. D'ailleurs, être assimilé à son prédécesseur,

lui semblait une sorte d'outrage. Il n'en fallait pas davantage pour allumer ses colères.

Depuis que Piccolomini avait quitté la scène, Lamberto Malatesta était sans contredit le chef de bandes le plus redoutable. Il appartenait à l'illustre famille qui avait autrefois exercé à Rimini un pouvoir presque souverain. Il ravageait la Romagne, l'Ombrie, les Marches. Son audace n'était égalée que par ses succès, par la terreur qu'il inspirait aux populations, par les échecs qu'il faisait subir aux troupes pontificales. Il ne se bornait pas à rançonner les campagnes, il attaquait et prenait des châteaux forts. Une nuit, il eut la témérité d'escalader les murs d'Imola, l'une des villes les plus considérables de la Romagne. Sa base d'opérations était la Toscane. Comme Piccolomini, il y trouvait la sécurité, de bons quartiers d'hiver et tout ce qu'il lui fallait pour se ravitailler et recruter des compagnons. Sixte-Quint, fort irrité de cette tolérance coupable, ne cessait de réclamer à Florence, soit par l'ambassadeur toscan l'évêque Alberti, soit par son nonce. Ce dernier non-seulement n'obtint aucun résultat, mais fut même l'objet de mauvais traitements. François commença par devenir inaccessible, lui fit un jour faire antichambre pendant plusieurs heures, et prouva enfin, par toute sa conduite, son parti pris de ne pas agir. Le cardinal de Médicis ayant refusé d'intervenir auprès de son frère, le pape poussé à bout, se porta à une démarche extrême. Il écrivit d'abord de sa main au grand-duc[1] : « Je suis

[1] Sixte-Quint au grand-duc, 10 mars 1587. Lettre autographe. Arch. Flor. 3715. — Le même au même, 8 mai 1587. — Le même au même, 27 juin 1587. — Alberti au grand-duc, 10 mars 1587.

dans la plus grande perplexité, et ne sais si je pourrai écrire à Votre Altesse ce que je dois lui dire, ayant reçu d'Elle tant de preuves de bonté, non-seulement dans la charge que j'occupe, mais alors aussi que je me trouvais en plus basse condition. Si jamais j'ai mis de l'espérance en homme qui vive, c'est maintenant en vous seul. Et cependant vous tolérez que Lamberto Malatesta, homme banni de la sainte Église, lève des gens dans vos États, au grand dommage des miens. Vous le voyez et vous vous taisez, et moi, pour ne pas blesser le respect que je vous dois, je suis obligé de supporter cela, à ma propre honte et devenant le sujet de la risée publique. J'ai autorisé Votre Altesse par un bref à poursuivre les bandits sur le territoire de l'Église. Qu'Elle m'accorde au moins la même liberté. Je La prie de me répondre, de faire en sorte que cet homme ne puisse augmenter ses forces, et que les voisins cessent de se rire de nous. »

Le même jour il y eut consistoire. Le pape y dénonça les entreprises de Malatesta, et se plaignit avec une extrême véhémence de la conduite de François, de ce prince auquel il avait montré tant d'affection et qui le payait si mal de retour. Plus de quarante cardinaux et prélats avaient entendu ces paroles. Elles se répandirent aussitôt dans Rome et produisirent une certaine sensation. En sortant du consistoire, Sixte-Quint envoya le cardinal Lancelloti chez Mgr Alberti, pour lui faire savoir que si Malatesta n'était pas remis sur-

Arch. Flor. 3296. — Le même au même, 13 mars 1587. — Le même au même, 14 mars 1587. — Le même au même, 27 juin 1587. *Ibid.*

le-champ entre les mains de ses autorités, il allait recourir à des mesures coercitives. A l'en croire, il était résolu de déclarer la guerre à la Toscane. Déjà la veille, à son souper et en causant selon son habitude avec ses familiers, il avait laisser échapper des propos significatifs. C'était une véritable bourrasque, et les agents toscans, tout en admettant qu'on ne devait pas prendre à la lettre les paroles du pape quand il était irrité et qu'il s'épanchait avec ses intimes, conseillèrent néanmoins à leur maître de ne point prolonger la résistance. Alberti put approcher le pontife. Il le conjura de se servir de son intermédiaire ou de celui du nonce, et non de la voix publique, pour faire parvenir ses doléances à Florence.

Le grand-duc s'exécuta de bonne grâce. Il fit arrêter Malatesta et le dirigea sur Rome. De son côté, le pape écrivit au souverain toscan pour l'engager, par mesure de précaution, à faire prendre à Malatesta un antidote pour que celui-ci ne pût s'empoisonner en route. Sixte-Quint croyait savoir que ce bandit avait apporté de France un poison qu'il avait toujours sur lui. Les raisons pour lesquelles le pape attachait tant de prix à ce qu'il lui fût remis vivant étaient des indices, basés sur des lettres interceptées, de relations politiques qu'il aurait nouées avec le maréchal de Lesdiguières.

L'arrivée de Malatesta à Rome fut le signal de la fuite pour un grand nombre de personnes qui craignaient d'être compromises par ses dépositions ; ce qui semblait prouver l'étendue de ses intelligences autant que de ses projets. Il ne se serait agi de rien moins que d'une invasion de l'Italie par les princes protes-

tants dans le but de détruire la papauté. Malatesta devait prêter le concours de ses bandes. Sixte-Quint était-il bien informé? les aveux de Malatesta justifièrent-ils ces appréhensions? C'est ce que nous ignorons.

Le procès se prolongea pendant six semaines, et se termina par une condamnation[1]. Par égard pour la famille ou parce qu'il fut trouvé moins coupable qu'on n'avait pensé, Malatesta porta seulement sa tête sur l'échafaud. Le pape satisfait reprit ses bonnes relations avec François. Il lui écrivit une lettre affectueuse, l'assurant de son amitié et lui fit dire par Mgr Alberti qu'il « l'aimait toujours autant et plus que tout autre prince. »

On était dans l'automne de 1587. Deux ans et quelques mois seulement s'étaient écoulés depuis l'avénement de Sixte-Quint, et déjà il pouvait dire que le brigandage avait cessé d'exister. L'hiver précédent encore, il s'était plaint à M. de Pisany[2] que, sur vingt-sept mille de ces malfaiteurs, on n'eût pu en détruire que sept mille ; maintenant il se plaisait à regarder en arrière et à comparer la Rome de Grégoire XIII avec celle de son règne.

[1] Sixte-Quint écrit le 8 mai 1587 au grand-duc : « Acciochè si possa intendere che intelligenza era la sua con Lesdiguières. » Les actes du procès, que je n'ai pu découvrir, seraient d'une haute importance s'ils constataient le fait d'une entente secrète entre les huguenots et les bandits italiens. Le pape, lui, n'en doutait pas. Qui n'est frappé ici de l'analogie d'événements récents : les bandes qui se ruent sur Rome, qui se recrutent en Toscane, et entretiennent des intelligences avec le parti d'action à l'étranger? Gritti au Doge, 27 juin 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 21. — Le même au même, 21 mars 1587. *Ibid.* — Pisany à Henri III, 17 novembre 1586, Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

[2] Pisany à Henri III, 24 mars 1587. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. Une partie de ce rapport publiée dans la *Vie du cardinal de Joyeuse*. Paris, 1654.

Un jour M. de Pisany, l'entretenant des troubles de sa patrie, lui dit: « Que son souverain était un très-grand roi, très-chrétien et plein de courage, lequel ne pourrait qu'il ne prît jalousie s'il voyait que Sa Sainteté approuvât que ses sujets catholiques comme les huguenots voulussent faire une part en son royaume, pour se servir de ses forces avec les intelligences étrangères, pour le seul respect de leur ambition et intérêts, prenant pour couleur la religion; que son roi ne peut tolérer ce que Sa Sainteté ne permettrait pas à ses propres sujets, à savoir qu'ils s'armassent et eussent des intelligences avec l'étranger. » « Le pape ne montra pas, écrit l'ambassadeur, être mal content. Ains me dit que d'avoir raison, et qu'il avait bien considéré ce que je lui avais dit, et me nommant tous ses principaux barons de Rome qui pouvaient avec leur crédit et force altérer son État, il me dit en propres mots : Il n'y a nul de ceux-là, s'il mettait seulement un homme en sa maison qui me donnât le moindre soupçon du monde, que je lui misse la tête aux pieds, et tant moins endurerais-je qu'il armât et inquiétât mon État, et me le mît en compromis. »

Causant avec le cardinal de Joyeuse, Sixte-Quint se prit à dire : « Il faut deux choses, à savoir rigueur et amas d'argent. » « Et puis, mande ce cardinal au roi, fit un long discours de combien il importait à un prince d'être craint et redouté, tant des siens que des étrangers, et de ne se laisser jamais braver à personne, ni près ni loin, et puis se louant lui-même, dit, qu'à son assomption au pontificat il avait trouvé l'autorité du pape fort abaissée

dans Rome même, et au reste de l'Italie et qu'il l'avait relevée; que les princes d'Italie n'avaient pour lors guère bonne intelligence entre eux et peu de respect au vicaire de Jésus-Christ; que les principales familles et les premières maisons de Rome étaient aux mains entre elles, s'accordant toutes néanmoins à ne se soucier point de ce que le pape ferait ou dirait d'elles; que tout l'État ecclésiastique fourmillait de bannis et d'autres malfaiteurs; mais qu'il avait en très-peu de temps fait en sorte que les plus grands avaient fait joug, et que les brigands et autres malvivants avaient été dissipés ou exterminés[1]. »

Le pape ne disait rien de trop. A Rome comme dans les provinces, il avait fait revivre le respect de la loi, et, en rétablissant l'autorité de son gouvernement, rétabli la tranquillité matérielle, procuré à ses sujets une prospérité inconnue sous le dernier règne. Par des moyens qui répugnent, il est vrai, à nos mœurs, et qui même alors ne pouvaient se justifier que par les besoins d'une situation extrême, il était parvenu à rassurer les bons et à faire trembler les méchants, car ses sévérités frappaient ces derniers et non les paisibles citoyens. Ce n'était pas un souverain qui croit son autorité menacée par ses sujets, impatients de s'en débarrasser, et qui, pour la maintenir contre eux, a recours à des mesures exceptionnelles. Ses ennemis étaient les ennemis de la société, des gens mis hors la loi pour des crimes ordinaires, et non des réfugiés politiques; c'étaient des brigands qui paralysaient l'action du gou-

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 7 septembre 1587. *Vie du cardinal de Joyeuse.*

vernement, démoralisaient les populations, entravaient les transactions commerciales, et qui, entre les mains de l'étranger, des princes protestants, des huguenots, des Turcs, pouvaient devenir l'instrument de sa ruine. Déjà ils étaient devenus une puissance incompatible avec la sienne, et qu'il fallait attaquer par tous les moyens dont on disposait, combattre à outrance, vaincre à tout prix. Quant à la masse de ses sujets, ils ne songeaient nullement à priver la papauté de son pouvoir temporel, à se donner à un autre prince. Ces théories n'avaient pas cours alors dans les esprits, et Sixte-Quint, en inaugurant son règne par des rigueurs inouïes, entendait protéger ses sujets autant que lui-même contre les attentats d'un ennemi commun, et non les contenir de force sous une autorité que personne ne lui contestait. Lorsqu'à la mort du duc de Parme, le cardinal Farnèse lui demanda la permission de lever sur le territoire pontifical des hommes de guerre destinés à maintenir les Parmesans dans l'obéissance du duc Alexandre, il refusa net, disant : « que c'était par douceur et affection que les États devaient se conserver, et non par force et violence[1]. »

[1] Pisany à Villeroy, 7 septembre 1586.

## IV

Peu de temps après son avénement, Sixte-Quint résolut de remplacer Mgr de Bergame, son nonce à Paris, par l'archevêque de Nazareth[1]. Se conformant à l'usage établi, il en prévint l'ambassadeur de France. M. de Pisany, soit inexpérience, soit légè-

[1] Lorenzo Priuli au doge, 27 juillet 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.— Giovanni Gritti au doge, 4 avril 1587. *Ibid. fil.* 21.— Olivarès à Philippe II, 12 juin 1585. Arch. Simancas. *S. de E.* Rome, *leg.* 946. — Le même au même, 30 juillet 1585. *Ibid.* — Le cardinal d'Este à Villeroy, 14 et 16 juin 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288. — Le cardinal d'Este à Henri III, 30 juillet 1585. *Ibid.*— Le même au même, 3 août 1585. *Ibid.*— Henri III au cardinal d'Este, 17 août 1585. *Ibid.*— Henri III au cardinal d'Este, même date. *Ibid.* — Villeroy au cardinal d'Este, 1er octobre 1585. *Ibid.*— Le cardinal d'Este à Villeroy, 25 février 1586. *Ibid.* — Villeroy au cardinal d'Este, 24 juin 1586. *Ibid.*— Le cardinal d'Este à Villeroy, 12 août 1586. *Ibid.* — Le même au même, 25 août 1586. *Ibid.* — Pisany à Henri III. 17 sept. 1586. *Ibid.* — Pisany à Villeroy, 18 novembre 1586. *Ibid.*— Pisany à Henri III, 7 avril 1587. *Ibid.* — Le cardinal de Médicis au grand-duc, 21 mai 1585. Arch. Flor., *fil.* 5119. L'incident du renvoi de M. de Pisany est raconté d'après les rapports de l'ambassadeur et du cardinal protecteur de France, d'après les rapports de l'ambassadeur d'Espagne, à qui le pape a donné lui-même tous les détails, d'après les rapports de l'ambassadeur de Venise, par conséquent sur la foi des principaux acteurs et spectateurs de cet épisode, les premiers naturellement induits à juger les choses à leur point de vue, les autres inclinant, Olivarès dans cette affaire du moins, du côté du pape, Priuli du côté de la France, mais tous, le pape, Pisany, Este, Olivarès, Priuli, racontant les faits absolument et exactement de la même manière.

reté, au lieu de réserver l'appréciation de son roi, sembla, ou par son langage ou par son silence, adhérer à ce choix. Mgr Fabio Mirto Frangipani, archevêque de Nazareth, avait fourni une longue et honorable carrière. Vieilli dans les affaires d'État, ancien nonce près de Charles IX, ancien gouverneur de plusieurs provinces importantes, il passait pour l'un des membres les plus distingués de la haute prélature. Mais il avait eu le malheur de déplaire au cardinal de Médicis. Ce dernier lui était tellement hostile, qu'immédiatement après l'élection, il avait supplié Sixte-Quint de ne jamais employer les services du prélat ; mais le pape avait répondu que sa conscience ne lui permettait pas de se priver des lumières d'un homme aussi éminent, surtout à une époque où les capacités étaient rares.

Médicis ne se tint pas pour battu. Il se jeta aux pieds du cardinal d'Este et le conjura d'intervenir de son côté pour empêcher une nomination qu'il redoutait. Napolitain de naissance, et par conséquent sujet de Philippe II, très-lié avec la faction espagnole du sacré collége, particulièrement protégé par Olivarès, par Rusticucci, par les Farnèse, Mgr de Nazareth n'était pas fort sympathique au cardinal protecteur de France, et sa désignation à la nonciature de Paris lui déplaisait presque autant qu'à Médicis. Pour décider M. de Pisany à revenir sur l'adhésion tacite ou explicite qu'il avait donnée, Este lui assura qu'il avait, pour sa part, entendu dire autrefois à Mgr de Nazareth que le seul moyen de sauver la France était de lui donner le duc de Guise pour roi. On comprend qu'il n'en

fallut pas davantage pour exciter l'indignation de l'ambassadeur de Henri III. Il joignit donc ses efforts à ceux du cardinal d'Este; mais leur intervention n'eut d'autre effet que d'indisposer Sixte-Quint. A la fin, ces deux personnages, pour le calmer, lui offrirent d'écrire eux-mêmes, et lui montrèrent leurs lettres au roi de France, tendant à détruire les préventions que Sa Majesté pouvait avoir contre le nouveau nonce. Le pape loua leur conduite, tout en leur recommandant d'avoir bien garde d'en écrire d'autres dans le sens contraire; il s'en prendrait à eux, disait-il, des difficultés que Nazareth pourrait rencontrer dans l'accomplissement de sa mission, et s'il arrivait le moindre désagrément à son ambassadeur, il leur refuserait toute audience. En même temps, il prescrivit à l'archevêque de rebrousser chemin, au premier obstacle que l'on mettrait à son voyage.

De son côté, Mgr de Nazareth eut une explication assez vive avec le cardinal d'Este. Il retourna contre lui les accusations dont on voulait l'accabler. Il lui rappela leur séjour commun en France, leurs causeries intimes, et comme quoi le cardinal semblait alors prêter les mains à une combinaison favorable aux Guises, dont il lui faisait aujourd'hui un crime. Il lui demanda pourquoi alors il n'avait pas informé le roi, se défendit enfin de son mieux. Le cardinal de Médicis eut beau rappeler que, du temps de Jules III, lorsque les procès pour hérésie étaient si fréquents à Rome, Nazareth avait eu affaire à l'inquisition, le pape maintint la nomination, et l'archevêque partit pour sa nouvelle destination.

Le cardinal d'Este en fut d'autant plus mortifié que l'incident était connu de tout le monde. On sut que le cardinal français avait échoué et que le saint-père n'avait tenu aucun compte de son opposition au choix du nouveau nonce. Este voyait donc son crédit gravement compromis à Rome autant qu'à Paris. Dans son mécontentement, il se laissa entraîner à une démarche peu digne de lui, de son esprit, de son caractère, mais inspirée par la passion et par la peur, toujours mauvaises conseillères. Il fit suivre ses lettres ostensibles, vues par le pape, d'autres lettres secrètes, conçues dans un sens tout opposé. Il conjura le roi de ne point recevoir immédiatement Mgr de Nazareth et de protester contre sa nomination, en donnant pour motifs les étroites relations que ce prélat avait autrefois entretenues avec les chefs de la Ligue.

Le nonce, arrivé à Lyon, y trouva des lettres du roi qui lui enjoignaient, pour le moment, de s'arrêter dans cette ville. M. de Pisany eut la pénible mission d'en informer le pape.

Cet ambassadeur avait, comme on a vu, salué avec enthousiasme l'élection de Sixte-Quint. Il se croyait appelé à exercer sur le pontife une influence prépondérante et avait communiqué à sa cour ses espérances, qui n'étaient que des illusions ; illusions plus fréquentes qu'on ne pense chez les diplomates qui approchent un pouvoir nouveau. Les gouvernements à peine nés, soit d'un mouvement victorieux, soit de l'évolution régulière des institutions établies, comme c'est le cas à Rome, quelles que soient les difficultés qui les attendent, répandent autour d'eux comme

une atmosphère de jeunesse et de fraîcheur, excitent des espérances, ouvrent aux ambitions de brillantes perspectives. C'est leur lune de miel. Tous ceux qui touchent au gouvernement semblent pleins de confiance dans l'avenir; ils vivent au jour le jour, ne demandent au pouvoir que ses jouissances, et renvoient la peine au lendemain. Rien n'est dangereux pour les agents diplomatiques comme de se laisser atteindre par cette contagion; mais rien n'est plus difficile à éviter. Qu'ils se rendent bien compte de la situation où se trouvent les gouvernements nouveau-nés. Encore surpris de leur propre existence, peu préparés à faire face aux exigences du moment, sans idées arrêtées sur la marche à suivre à l'égard de l'étranger, ils sont obligés de gagner du temps, évitent, par conséquent, de toucher aux questions brûlantes, et créent ainsi autour d'eux, souvent sans le vouloir, un sentiment de fausse sécurité. Ne voulant déplaire à personne, ils ont un sourire pour tout le monde, et répondent aux avances qu'on a le tort de leur faire à ces premiers moments, par des marques d'une bienveillance banale qui ne devrait pas tromper des hommes sérieux, mais qui les séduit souvent. L'esprit, l'expérience, l'habitude du monde et des affaires ne mettent pas toujours à l'abri de la fièvre des cours nouvelles; le cardinal Este lui-même n'avait pas su s'en préserver complétement. Médicis et Pisany en étaient atteints au plus haut degré.

Jean de Vivonne[1], dit de Torettes, seigneur de

[1] Moréri, *Dictionnaire historique*.

Saint-Gouard, marquis de Pisany, chevalier des ordres du roi, colonel de la cavalerie légère italienne, sénéchal de Saintonge, nouvellement nommé ambassadeur du roi très-chrétien et arrivé à Rome pendant la vacance du saint-siége, était un homme brave et loyal, un preux chevalier de la vieille roche, vif, pointilleux, toujours la main sur la garde de son épée, mais intelligent et fort dévoué à son maître. Étienne Pasquier[1] fait de lui un grand éloge. Il l'appelle « l'un des plus sages prud'hommes que nous ayons jamais halené en cette France ; duquel je vous puis dire comme d'un que j'ai vu (car j'avais cet honneur de le fréquenter souvent), qu'il ne buvait ni eau ni vin, ni toute sorte de breuvage, comme celui qui passait sa vie sans boire, vrai que pour supplément, le fruitage dont il usait lui était fort familier et commun. » Son hôtel, le palais Lanti, près Saint-Eustache, alors propriété du grand-duc, qu'il habitait avec sa femme, une Savella, était le rendez-vous de la jeunesse dorée de Rome. On y jouait gros jeu, au grand déplaisir de Sixte-Quint qui, cependant, ne permit pas au gouverneur de violer les priviléges de l'ambassadeur. Après la mort de Henri III, Pisany se rallia au nouveau gouvernement, rentra dans l'armée comme colonel de la cavalerie légère, et mourut à Rome ambassadeur de Henri IV[2]. Il était d'une naïveté que l'on ne peut pas mettre tout entière sur le compte de son siècle et de la tournure militaire de son esprit. Ainsi, le pape demande l'extradition d'un bandit pour le faire

[1] *Œuvres*, tom. II, page 408.
[2] En 1599.

exécuter. Le marquis recommande à M. de Villeroy « de gratifier Sa Sainteté, si ce n'est personne que Sa Majesté affectionne ou qui lui puisse faire quelque bon service[1]. » Se plaignant de la conduite du duc de Nevers, il l'accuse, dans une lettre au roi[2], d'avoir dit : « que Votre Majesté est pusillanime et incapable de gouverner ; » se promettant d'ailleurs, s'il le trouvait entre ses mains, « de lui perdre aussi vivement le respect, comme je vois que indignement et fort calomnieusement, il le perd à Votre Majesté. Il fait son compte de partir dans dix ou douze jours d'ici, et peu après le cardinal de Vendôme. Si Votre Majesté voulait donner ordre de le faire attraper l'un et l'autre à leur retour, il serait, ce crois-je, peu malaisé et serait très-bien employé de leur apprendre à être plus sages. » Un jour, retenu dans son lit par une indisposition, il déplore de ne pouvoir se lever pour châtier de sa main des attachés insoumis.

Dès son début à Rome, le cardinal d'Este s'était emparé de ce diplomate. Dans les premiers mois, tout alla à souhait. Le représentant de Henri III savourait à longs traits les petites faveurs dont le comblait le nouveau pape. Ainsi Grégoire XIII avait supprimé l'intervention des ambassadeurs des grandes cours dans les cérémonies de Saint-Pierre et de la Sixtine. Sur la demande de Pisany, Sixte-Quint révoqua cette ordonnance. Il y avait eu de tout temps des contestations sur le pas entre les ambassadeurs d'Espagne et de France. Le pape se décida en faveur de ce dernier, ne faisant,

[1] Pisany à Villeroy, 9 sept. 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.
[2] Pisany à Henri III, 7 juin 1585. *Ibid.*

au reste, en ceci que se conformer à l'exemple de Pie IV. Mais Pisany y attachait le plus grand prix, et croyait son crédit des plus solides et à jamais assuré.

Avant d'informer le pontife de l'injonction royale qui avait interrompu le voyage de l'archevêque de Nazareth, l'ambassadeur eut soin de lui communiquer une autre nouvelle qui ne pouvait que lui plaire, celle de la paix conclue, en vertu du traité de Nemours, entre le roi et la Ligue. Cette communication faite, l'ambassadeur glissa la protestation de son souverain contre le choix du nouveau nonce. Sixte-Quint réservait son jugement sur la paix de Nemours, n'en connaissant pas, disait-il, les conditions. En ce qui concernait l'archevêque de Nazareth, il le chargeait d'écrire au roi qu'il était fort affligé du traitement dont on avait usé à son égard, et qu'il n'aurait jamais cru qu'un prince, réputé très-chrétien, pût ainsi violer le droit des gens dans la personne d'un représentant du saint-siége. Lorsque M. de Pisany en revint à l'intimité du nonce avec le duc de Guise, le pape l'interrompit : « Vous m'étonnez, lui dit-il. Comment! la paix est faite entre le roi et le duc, ils sont devenus amis, et leurs serviteurs continuent à se méfier les uns des autres ! »

Le lendemain, le cardinal de Rambouillet alla trouver le pontife pour conjurer l'orage, mais il ne put obtenir de résultat. Sans innocenter complétement le cardinal d'Este, le saint-père se plaignit surtout de l'ambassadeur, et accusa, avec raison, Médicis d'être l'instigateur de l'intrigue.

Des lettres du nonce relatant les faits connus et annonçant son prompt retour étant arrivées le jour sui-

vant, le pape fit enjoindre à l'ambassadeur de France d'avoir à quitter Rome dans les vingt-quatre heures, et les États pontificaux dans l'espace de six jours. Il donna lui-même au comte Olivarès tous les détails de cet incident, parce qu'il savait, disait-il, qu'il parlait à un homme d'État qui en rendrait exactement compte à son roi. L'ambassadeur espagnol, tout en admettant les griefs du pontife, le pria néanmoins, en sa qualité même d'homme d'État et sûr en ceci d'être approuvé par son maître, de permettre que ce différend fût arrangé à l'amiable.

L'ambassadeur de Venise entremit aussi ses bons offices, d'abord de sa propre autorité, et ensuite par l'ordre exprès de la Seigneurie, fort alarmée de ce commencement de rupture entre le saint-siége et la France.

Pour M. de Pisany, c'était un coup de foudre. Il se rendit aussitôt à Tivoli, où le cardinal d'Este, malade de la goutte, s'était retiré pendant les fortes chaleurs. Plusieurs cardinaux avaient inutilement intercédé et le pape se montrait inébranlable. Mais à travers ses colères perçait évidemment, avec le désir de faire acte d'autorité, l'arrière-pensée de ne pas se brouiller complétement avec le roi très-chrétien, très-impuissant sans doute à faire le bien, au sens de Sixte-Quint, c'est-à-dire à dompter, à exterminer l'hérésie dans ses États, mais puissant toujours à faire le mal, en cherchant, auprès des huguenots, des secours contre les Guises, si ces derniers, ce qui était fort possible, malgré la paix récemment conclue, s'avisaient de reprendre les armes. Tout indigné qu'il semblait être,

le pontife ne perdait pas de vue ces considérations importantes. Il comptait aussi sur le dénûment où se trouvait le trésor de Henri III, dénûment tel, que ce prince en était réduit aux instances les plus pressantes pour obtenir l'autorisation de se créer des revenus par l'aliénation de quelques biens d'Église. Il y avait donc dans la conduite du saint-père un calcul qui n'échappa pas à la sagacité du cardinal d'Este. Aussi pria-t-il l'ambassadeur expulsé d'attendre à Tivoli l'issue de sa négociation; il se mit en route pour Rome, et fut aussitôt admis à l'audience.

Cette fois encore, le pape s'appliqua à ménager la personne du roi. « Sa Majesté a été, disait-il, induite en erreur. La faute vient de l'ambassadeur, l'ambassadeur doit l'expier ; c'est lui qui, après avoir accepté le choix du nouveau nonce, est revenu sur son premier langage, a rendu de mauvais services par ses lettres, et est la cause de tout le mal. Le cardinal prit la défense de Pisany. « Dire la vérité à son souverain n'est pas rendre un mauvais service, c'est chose digne de louange et non d'aucun blâme, comme au contraire ne le faire point serait déloyauté grandement punissable. En outre, quand un ambassadeur aurait grièvement failli, ce serait à son maître que l'on devrait laisser le soin de la punition. Traiter ainsi les ambassadeurs, c'est offenser leurs rois. Et des offenses faites aux grands princes, il résulte des inconvénients irréparables, et mêmement quand ils sont peu respectés en la personne de leurs ministres. » Le pape laisse à peine parler le cardinal. Il s'en prend de nouveau à l'ambassadeur et non au roi, « qu'il aime, dit-il, et qu'il aidera, si Sa Majesté veut se déci-

der à faire la guerre aux huguenots. Si, au commencement de son pontificat, il endurait ces affronts, chacun voudrait le gourmander, le traiter comme on a traité le pape Grégoire. Si le feu pape n'eût point toléré de semblables procédés, lui Sixte-Quint n'aurait pas à présent été si indignement traité. » Ayant épuisé tous ses arguments, le cardinal en vint aux prières, mais il ne put obtenir que la permission pour M. de Pisany de rester à Tivoli, avec défense formelle de se montrer à Rome. Cette concession ne pouvait être acceptée avec dignité, et, suivant les conseils du cardinal, l'ambassadeur partit, se rendant[1] à Lucques pour y attendre les ordres de son gouvernement, qui ne tardèrent pas à le rappeler en France. Il était au désespoir. « Ceci, écrit-il à M. de Villeroy, me donne un grand tour de reins, et s'il y avait rien de ma faute, je serais mort de déplaisir, m'estimant le plus défortuné homme du monde d'avoir si mal conclu cette légation, mais remettant le tout aux mains et jugement de Dieu. »

Les efforts du protecteur de France n'avaient donc produit aucun résultat. Le cardinal tremblait d'ailleurs à l'idée que le pape portât le fait au consistoire. Il craignait que l'approbation du renvoi de l'ambassadeur, ou même le silence seul de l'assemblée ne rendît le mal irremédiable. Cependant il n'en fut rien, soit que Sixte-Quint se fût rendu aux supplications de plusieurs membres du sacré collége qui le conjuraient de ne pas envenimer le différend, soit qu'il eût agi de son propre mouvement.

Le cardinal, fâché de s'être trop avancé et obligé de

[1] 30 juillet 1585.

donner un conseil au roi, se trouvait dans le plus cruel embarras. Personne ne jugeait mieux que lui la situation déplorable de ce prince, personne ne connaissait mieux son caractère et le danger qu'il y avait pour la cause catholique de le voir se jeter dans les bras des huguenots pour contre-balancer la Ligue, ou dans ceux de la Ligue pour combattre les huguenots. C'était exposer la France aux dangers de l'hérésie, ou bien la livrer à l'Espagne. Dans ces perplexités, Este conseilla à Henri la prudence, et la prudence exigeait la soumission à la volonté du pape. C'est à cette dure extrémité que se voyait réduit cet homme d'État ordinairement si éclairé, parce que cette fois la passion l'avait aveuglé un instant; parce que, cédant au désir de paralyser sur le terrain de Rome l'influence de l'Espagne, il avait engagé son souverain dans une impasse d'où on ne pouvait sortir qu'en reculant. Il conseille donc la prudence, mais le fait avec des précautions oratoires infinies, en ménageant habilement l'amour-propre et la dignité du roi. « Il s'en rapporte à la sagesse de Sa Majesté très-chrétienne qui, par sa prudence, saura très-bien juger combien il importe (coûte), d'un côté, d'endurer tels affronts, et, de l'autre côté, de rompre avec un pape en cette saison, et délibérera avec la chose en soi et avec l'état de ses affaires. »

Heureusement Sixte-Quint aussi ne voulait pas en venir, on le sait, à une rupture complète. Il avait écrit au roi une lettre, portée en dehors des voies diplomatiques par une personne de confiance, afin d'expliquer l'incident, tout en maintenant le renvoi de M. de Pisany. Dans une autre lettre, il appela Henri le

premier roi de la chrétienté, qualification flatteuse dont le cardinal d'Este sut se prévaloir auprès de ce prince. En même temps, il se montrait disposé à l'aider des biens de l'Église pour la valeur de deux millions, désirant qu'on évitât d'en vendre, mais en autorisant même la vente jusqu'à concurrence de cette somme.

De son côté, le roi se résigna à patienter, mais il n'en ressentit pas moins vivement l'offense qu'on lui faisait. « Mon oncle, écrit-il au cardinal[1], je vous fais cette lettre particulière, par laquelle je veux vous ouvrir mon cœur sur l'injure qui m'a été faite à Rome, et vous dirai que je suis contraint, à mon très-grand regret, de dissimuler sur ce fait plus que je ne voudrais à cause de l'état auquel se trouvent mes affaires et de la déclaration que j'ai faite contre les huguenots de mon royaume. Je n'aurais jamais pensé que notre saint-père le pape se fût tant oublié en mon endroit que de m'outrager si avant dans la personne de mon ambassadeur. »

Les choses en restèrent là. Le cardinal d'Este parvint à calmer l'irritation réciproque des deux souverains, tous deux prétendant être outragés, et tous deux également désireux de se raccommoder, le roi parce qu'il se trouvait réduit à chercher des appuis partout, le pape parce qu'il jugeait parfaitement, comme nous l'avons fait voir, l'état où se trouvaient les affaires du roi, dont la faiblesse même lui inspirait des craintes. Il voulait bien en profiter pour sa part, mais il appréhendait qu'elle ne profitât davantage aux hugue-

[1] 17 août 1585.

nots, au roi de Navarre, aux ennemis de la foi, ou bien à ceux qui la défendaient, mais qui la défendaient avec des arrière-pensées politiques, contraires à ses instincts plus qu'à ses vues, car ses vues n'étaient pas encore arrêtées : au roi d'Espagne et aux Guises. Dans ces conditions, on pouvait prévoir une conciliation. Le cardinal d'Este y travailla sans relâche. Après des pourparlers qui se prolongèrent pendant plusieurs mois, on convint que l'archevêque de Nazareth serait reçu à Paris, que M. de Pisany retournerait à Rome, et reprendrait son ambassade. Toutefois le pape insista pour que le duc de Luxembourg, désigné pour venir prêter l'obédience, fût reçu avant l'ambassadeur ordinaire.

Cette question d'étiquette tenait tout en suspens. Les esprits forts, qui d'ordinaire ne sont que des esprits faibles, dédaignent et tournent en ridicule les prescriptions de l'étiquette, parce qu'ils ignorent que l'étiquette, avec l'appareil de formules symboliques, sauvegarde des droits acquis le plus souvent, là où il s'agit de relations internationales, au prix du sang et du trésor des peuples ; qu'elle maintient intactes des situations données; empêche qu'on ne revienne indirectement sur des affaires définitivement réglées, et rend faciles les rapports journaliers entre les individus comme entre les États. L'étiquette, en effet, est partout; grands et petits, personne ne peut s'y soustraire. Elle est un élément nécessaire de la vie civilisée. Le ridicule est dans l'exagération. L'ancien moine était peu au courant des questions de protocole; mais son grand sens lui disait qu'accorder à M. de Pisany le pas sur le duc

de Luxembourg, c'était de sa part faire amende honorable au roi et au diplomate qu'il avait si rudement traité. Ce dernier, momentanément éloigné de son ambassade, la reprenait de plein droit, revenait comme on revient d'un congé. Si, au contraire, il arrivait à la suite de M. de Luxembourg, c'était celui-ci qui renouait les relations, et M. de Pisany ne faisait que les continuer après le départ du duc.

Le cardinal d'Este se donna beaucoup de peine pour obtenir le pas à M. de Pisany. Il y réussit à la fin, grâce à un stratagème et grâce au peu de connaissances du pape en ces matières. « Ne pouvant, écrit-il au ministre de Henri III, le vaincre par bonnes et vives raisons, j'eus recours à une qui n'est pas trop bien fondée ! Mais pour ce que c'est en matière où il n'est pas trop versé, elle me servit plus que toute autre. Je lui soutins donc que l'obédience ne pouvait se prêter par un ambassadeur extraordinaire sans que l'ambassadeur ordinaire y fût et assistât. Il me répliqua que je pourrais présenter et assister celui qui prêterait l'obédience; mais je lui dis que, comme cardinal, il fallait que je fusse assis en mon rang, et que telle chose ne s'était jamais faite. » Les choses qui ne se sont jamais faites étant impossibles à Rome, le saint-père consentit enfin à recevoir M. de Pisany avant M. de Luxembourg.

Une autre question relative encore à l'étiquette avait aussi causé bien des insomnies au cardinal, si zélé pour la défense de l'honneur et du bien faible prestige de son royal cousin.

Le pape avait reçu à dîner, avec le comte Olivarès,

le duc de Frias envoyé à Rome par Philippe II pour prêter l'obédience. Le cardinal demandant la même faveur pour les ambassadeurs de France, rencontra des difficultés. « Le dîner, lui fut-il répondu, était donné aux Espagnols par occasion et à cause de la pluie qui tombait en abondance. » Mais, à la fin, le dîner fut aussi concédé aux Français, et le cardinal, qui avait commis la grande faute de brouiller les deux cours, eut le mince mérite de les réconcilier, chacune d'elles ne demandant pas mieux, pour peu que leurs susceptibilités fussent sauvegardées. M. de Pisany et le duc de Luxembourg, qui avaient ordre d'attendre à Bologne les avis du cardinal d'Este et de ne pas continuer leur voyage avant de s'être assurés que M. de Pisany serait reçu le premier, arrivèrent à Rome, se rendirent à la villa du pape Jules, et furent accueillis par le jeune Michel Peretti que le saint-père avait envoyé à leur rencontre; puis ils firent leur entrée solennelle, « avec infinité de canonnades du fort Saint-Ange, » au moment même où la ville tout entière assistait au transfert de l'obélisque à la place Saint-Pierre. Conduits dans la salle royale, Sixte les admit au baisement du pied, reçut de leurs mains les lettres du roi, et les invita à sa table, leur faisant « infinies caresses tout le long du dîner. » Le repas terminé, il les retint encore pendant près d'une heure, disant « qu'il était extrêmement marri des troubles de la France, blâmant infiniment ceux qui en étaient cause, même d'avoir presque voulu altérer la bonne intelligence. » Le cardinal d'Este, malade d'un accès de fièvre, ne put assister à l'acte de récon-

ciliation. Le lendemain, M. de Pisany fut reçu le premier en audience particulière, et reprit ses fonctions, devenu très-prudent bien malgré lui, et contenant à grand'peine son tempérament vif quand il avait affaire à ce terrible vieillard, qui savait si bien se fâcher de la belle façon, mais se réconcilier, il est vrai sincèrement, et oublier de bon cœur, ce qui est peut-être le plus rare, les coups qu'il avait lui-même portés. Cette seconde ambassade, comme le lecteur le verra, devait, pour des raisons bien plus graves, finir aussi brusquement que la première. En attendant, M. de Pisany était devenu l'homme des bons rapports. La peur que Sixte-Quint lui inspirait perce quelquefois dans sa correspondance. En rendant compte, peu de temps après, d'une maladie du pape, aussi indomptable vis-à-vis des médecins que des diplomates, il écrit à M. de Villeroy : « Tant est qu'il s'aide tant qu'il peut, et ne se veut nullement rendre, et fait bravement sa soupe au vin, et ne la veut laisser pour chose que ce soit. Je suis bien d'avis qu'à la sourde nos cardinaux français tiennent les bottes et cossinets prêts, mais il faut bien prendre garde que le vent ou l'avis ne lui en vienne, car il ne le pardonnerait jamais, et s'il s'en prenait à moi, il serait pour me jeter de la fenêtre. »

L'archevêque de Nazareth, cause innocente de toute cette brouille, n'exerça que peu de temps ses fonctions de nonce auprès du roi de France. Généralement regretté, il mourut[1] l'année suivante à Paris. La nouvelle de sa mort affligea les hommes politiques et le public

[1] Avril 1587.

de Rome, juste appréciateur du mérite de ceux qui ne sont plus. Henri III l'avait pris en grande affection, et lui fit faire de magnifiques funérailles. Pendant trente-neuf ans de services passés dans les hautes dignités, ce prélat avait toujours donné le rare exemple de la pauvreté volontaire. On ne trouva pas chez lui l'argent nécessaire aux frais mortuaires et au repatriement des gens de sa maison.

Le roi très-chrétien n'avait pas seul éprouvé les rigueurs du nouveau pontificat. Le roi catholique n'était pas mieux traité dans la personne de ses serviteurs les plus élevés. Le duc de Terranuova, alors gouverneur de Milan, avait fait dresser pour son usage, dans la cathédrale de cette ville, un siége de la même hauteur que celui de l'archevêque. Le pape ordonna que ce siége fût enlevé de force, menaçant le gouverneur d'excommunication s'il s'y opposait. C'est à grand'-peine que les cardinaux espagnols obtinrent le renvoi de cette affaire à la congrégation des évêques.

Lors d'une disette, le vice-roi de Naples avait défendu l'exportation des blés provenant du territoire napolitain, mais appartenant à des habitants de Bénévent, enclave pontificale. Informé de ce fait, le pape en porta plainte auprès de l'ambassadeur Olivarès, et lui déclara que si la défense d'exportation n'était pas révoquée dans un court délai par lui fixé, le vice-roi serait frappé d'excommunication. Ce dernier parvint à conjurer l'orage en s'empressant d'obtempérer aux sommations de l'impétueux pontife[1].

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 29 août 1585; cité précédemment.— Lorenzo Priuli au doge, 31 août 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

A l'exception des tiraillements diplomatiques entre Rome et Florence, au sujet du bandit Malatesta, tous les faits que nous venons de relater eurent lieu presque simultanément trois ou quatre mois après l'élection du pape. Pendant que Rome éprouvait les premières rigueurs du nouveau régime, qui tendaient à lui rendre la sécurité, mais la frappaient de terreur avant de la rassurer, l'arrestation, pour des délits communs, d'un ancien domestique du duc de Bracciano, rappela au public l'assassinat presque oublié de Francesco Peretti. Cet individu mis à la question fit des dépositions fort compromettantes pour le duc, et donna Camilla, qui n'avait jamais cessé de pleurer la mort de son fils et de demander la poursuite des coupables, profitant de cet incident, insista de nouveau auprès de son frère pour qu'il réclamât l'extradition de Paolo Giordano Orsini. Celui-ci vivait retiré, comme on se rappelle, à Salò, aux bords du lac de Garde, sur le territoire vénitien. Sixte-Quint s'en ouvrit à l'ambassadeur de Venise[1]. Il lui avoua ses scrupules de revenir sur cette affaire, ayant comme cardinal remis le tout entre les mains de Dieu; mais appelé à faire

Après avoir mandé que le vice-roi, craignant que le pape ne procédât à l'excommunication, avait par un courrier extraordinaire annoncé sa soumission, Priuli ajoute : « Ognuno procura di proceder con gran rispetto vedendosi tanto risoluta Sua Santità in farsi portar rispetto, ch'ognuno dubita, che anco per cose legieri si possa incorrer in disordine d'importanza, tanto più che questo negozio di haver scacciato l'ambasciador di Francia, riuscitole così bene, lo farà anco più animoso e più risoluto nel suo proposito. »

[1] Lorenzo Priuli au doge, 10 août 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome. — Le même au même, 18 décembre 1585.— Le même au même, 15 février 1585 (1586). *Ibid.*— Le doge à Gritti, 11 mars 1586. *Ibid. Delib.*

justice sévère, il ne pouvait guère, disait-il, laisser impuni un crime aussi atroce. D'autre part, il lui répugnait d'avoir l'air d'exercer une vengeance personnelle. Il avait fait retirer du château Saint-Ange où elles avaient été déposées, les pièces du procès, instruit et ensuite suspendu par son prédécesseur, au sujet de l'assassinat de son neveu. On lui apporta ces papiers, mais, en les parcourant, il fondit en larmes, disant qu'il ne voulait rien savoir, ni rien entendre. Enfin, cédant aux supplications de sa sœur, il insinua à la Seigneurie de faire juger Marcello Accoramboni, le principal coupable après Paolo Giordano dont on venait d'apprendre la mort, non pour le meurtre de Francesco, mais pour un homicide que ce sicaire avait commis dans un bain public de Padoue. Le sénat de Venise refusa net. Marcello, fut-il répondu, a été, pour ce dernier fait, traduit devant les tribunaux et acquitté. Il est impossible de reprendre une cause jugée. Le concordat conclu avec Sixte-Quint, portant que les individus bannis par ce pape ne seraient pas admis sur le territoire de la Seigneurie, ne s'applique pas à Marcello, parce qu'il a été exilé sous Grégoire. Toutefois, sur ce point, le sénat voulant témoigner de la déférence pour Sa Sainteté, est prêt à faire une exception. Marcello sera arrêté, remis au conseil des Dix, et envoyé aux prisons de Padoue pour être de là livré, sur la demande du pape, aux mains des autorités pontificales. Après de longues hésitations, Sixte-Quint accepta cette offre. Marcello fut conduit à Ancône, son ancien procès fut revisé, et lui-même envoyé au supplice[1].

[1] Novembre 1586.

Cependant, le duc de Bracciano, souffrant depuis longtemps d'une plaie à la jambe, avait succombé à Salò[1] dans les bras de sa femme, qu'il avait adorée jusqu'à son dernier soupir, et qu'il avait instituée héritière d'une grande partie de sa fortune. A Rome, où on aime les seigneurs du pays, quand ils savent bien porter leurs beaux noms, familiers aux générations qui se succèdent et chers au peuple qui a sa part à l'éclat qu'ils répandent, à Rome, la nouvelle de cette mort produisit une douloureuse sensation[2]. On oubliait les taches qui ternissaient l'éclat de cette grande existence, pour ne se souvenir que des libéralités du seigneur Paolo Giordano, et de son naturel serviable. A Madrid aussi, il y eut des personnes, et dans le nombre le cardinal de Granvelle, qui lui donnèrent des regrets[3]. Il avait laissé Vittoria à Salò, seule et exposée aux rancunes des Orsini, en particulier de Ludovico, alors à Venise et prêt à s'embarquer pour aller prendre son commandement de l'île de Corfou. Averti par une lettre de la jeune veuve, il accourut aussitôt, lui fit subir d'indignes traitements, l'obligea, ce qu'elle fit avec douceur et résignation, à lui remettre les bijoux et tous les objets précieux qui se trouvaient dans la maison. Effrayée et pressentant son sort, elle s'enfuit à Padoue, se mit sous la protection de la Seigneurie, et, presque réduite au dénûment, écrivit à l'oncle de son premier mari pour lui deman-

[1] Novembre 1585.
[2] Babbi au grand-duc, 22 novembre 1585. Arch. Flor.
[3] Vincenzo Gradenigo au doge. Madrid, 10 janvier 1585 (1586). Arch. Ven. *Disp.* Espagne. *fil.* 18.

der des secours. Sixte-Quint, fort ému, et toujours disposé à l'indulgence envers elle, n'eut pas le temps de répondre à cet appel. Il ne tarda pas à apprendre la fin tragique de la duchesse.

Dans la nuit du 21 au 22 décembre[1], une vingtaine d'hommes armés et masqués escaladèrent les murs du palais Cavalli qu'elle occupait avec ses frères, Marcello et Flaminio, et une suite peu nombreuse. Une troupe de gens masqués entoura la maison. Les sicaires pénétrèrent dans la chambre de Flaminio, le blessèrent d'abord, le poursuivirent dans une pièce voisine, où il s'était réfugié, et l'achevèrent à coups d'arquebuse et d'épée. Vittoria avait communié dans la matinée. Elle faisait sa prière du soir lorsque les assassins parurent sur le seuil de sa chambre à coucher. En les apercevant, elle ne leur demanda pas la vie; elle leur demanda une mort chrétienne, quelques instants pour recommander son âme à Dieu. Les misérables refusèrent et la tuèrent en déchirant son beau corps avec leurs poignards. Son frère Marcello s'était enfui. Les assassins l'ayant, des flambeaux à la main, vainement cherché dans toute la maison et jusque sur les toits, se retirèrent, après avoir recommandé aux domestiques de veiller sur les effets de la victime. A la nouvelle de ce crime, le sénat envoya à Padoue un

[1] D'après le récit officiel du doge, 28 décembre 1585. Arch. Ven. *Delib.* Je supprime les détails atroces donnés par plusieurs manuscrits du temps, parce que je n'ai pu les vérifier. La relation officielle, sèche et dépourvue de tout ornement comme le sont les pièces officielles, mais légalement véridique, en dit plus que les récits émouvants d'auteurs dont on ne connaît ni les noms ni les sources. La dépêche du doge constate que Vittoria est morte bravement et chrétiennement.

*avogador* des communes, chargé, de concert avec les recteurs de la ville, de découvrir et saisir les coupables. Les plus graves soupçons pesant sur Ludovico Orsini, le commissaire de la Seigneurie reçut l'ordre de s'emparer de sa personne, de gré ou de force. Le lendemain, Orsini, cité devant les recteurs, au lieu d'obéir, se fortifia au palais Contarino, situé hors de la ville, de l'autre côté de la Brenta, près du couvent Saint-Augustin[1]. On se tira des coups d'arquebuse, et il y eut de part et d'autre des morts et des blessés. A la fin, l'*avogador* fit avancer deux pièces d'artillerie qui parvinrent bientôt à démolir un angle du palais, enterrant sous les décombres trois des principaux coupables : le comte Francesco Montemolino, le colonel Lorenzo des Nobili de Fermo, et Oliverotta Paulucci. Orsini, qui avait espéré pouvoir prolonger la défense jusqu'au soir et s'enfuir à la faveur de la nuit, comprit que la résistance était désormais impossible, sortit le premier et se constitua prisonnier. Il envoya sa bague aux siens, trente-trois hommes armés, et les engagea à suivre son exemple. La maison fut aussitôt occupée et fouillée. On prit dans leurs cachettes quelques-uns des bandits, et on trouva, entre des poignards et des arquebuses ensanglantés, une coupe d'argent aux armes des Médicis. Elle avait appartenu à donna Isabella de Toscane, puis à Vittoria Accoramboni, toutes deux assassinées par des Orsini, l'une par son mari, l'autre par le proche parent de ce dernier. Cette coupe servit de pièce de conviction dans le

[1] La localité est désignée dans un manuscrit de la Bibl. imp. Paris, fonds fr. 3312.

procès bien sommaire de Ludovico. Le doge chargea Lorenzo Priuli de faire connaître à Sixte-Quint les détails qui précèdent, et de lui dire que, pour donner satisfaction à la justice et à la dignité publiques, outragées par un seigneur, fonctionnaire de l'État, dans l'une des premières villes et forteresses de la république, la Seigneurie avait décidé de lui ôter la vie, avec les égards dus à sa qualité et à son illustre famille dont plusieurs membres avaient bien mérité de la république. Trois jours après sa capture, Ludovico fut étranglé[1] dans la prison du palais du gouvernement, et ses complices exécutés le lendemain, sans appareil, sur la grande place de Padoue.

Le pape loua l'énergie que la Seigneurie avait déployée en cette circonstance. Il en fit ses compliments à l'ambassadeur de Venise, en ajoutant toutefois : « J'espère qu'à l'avenir elle n'aura garde d'admettre à son service des gens aussi mal famés. Les bons sujets ne lui feront pas défaut, aussi longtemps qu'elle sera en bons termes avec le Seigneur Dieu qui envoie aux bons princes des légions d'anges, et un seul ange peut plus que tous les hommes réunis. » A Rome, les nombreux amis de Ludovico Orsini pleurèrent sa mort[2].

C'est ainsi que se termina la tragédie, comme on disait, de Vittoria Accoramboni, au témoignage des contemporains, la femme la plus séduisante que l'Italie eût jamais produite. Était-elle coupable? était-elle innocente? Ce n'est pas à nous d'en juger. Nous écri-

[1] 27 décembre 1585.

[2] Lorenzo Priuli au doge, 4 janvier 1585 (1586). Arch. Ven. *Disp.* Rome.— Babbi au grand-duc, 30 décembre 1585. Arch. Flor.

vons la vie de Sixte-Quint, et non celle de la belle et infortunée épouse de son neveu. Laissons aux légistes qui, de génération en génération, compulsent les pièces de son procès, la tâche pénible de rendre un dernier arrêt ; aux poëtes, le soin plus sympathique de renouveler les fleurs autour de cette tombe. Pour notre part, nous ne jetterons pas la pierre à cette beauté étrange, répandant sur ses pas la mort avec ses faveurs, la recevant elle-même des mains de ceux qui la haïssaient, parce qu'elle était trop aimée, rachetant enfin par sa mort d'héroïne chrétienne les scandales de sa vie d'héroïne de roman ; toujours aimable, toujours aimée, et souvent aimant elle-même, car « l'amour n'épargne pas ceux qui en inspirent[1]. » Cette tragédie n'est qu'un des nombreux exemples, bien que l'un des plus frappants, de ce qu'en Italie on pouvait oser à cette époque. Elle met en relief l'étendue du mal, l'imminence du danger que courait la civilisation de retomber dans la barbarie et de périr dans le sang ; l'urgence de porter secours à la société. Le secours, le salut ne pouvaient venir que de mesures extrêmes, nécessitées par la situation, extrême elle aussi, pour ne pas dire désespérée.

On a vu que Sixte-Quint ne recula pas devant cette tâche ardue. Pour rétablir l'autorité de la loi, pour rendre la sécurité à Rome, à ses États, indirectement à l'Italie, il avait déployé une énergie inouïe, recouru à des mesures d'une sévérité terrible, souvent cruelle, mais frappé seulement les coupables,

[1] Amor ch'a null' amato amar perdona.
DANTE, *Enfer*, ch. V.

ceux qui l'étaient aux termes de ses lois. Sévissant contre les ennemis de la société, il espérait se concilier les sympathies et la reconnaissance des citoyens paisibles. Les résultats obtenus en peu de mois étaient surprenants. En avril, il était monté sur le trône. Nous avons dit dans quel état se trouvait alors le domaine de Saint-Pierre. En août, la situation était déjà sensiblement modifiée. Deux ans plus tard, elle ne laissait rien à désirer. L'ordre régnait dans la capitale et dans les autres villes. Les campagnes se voyaient délivrées du fléau des bandits. Ceux-ci étaient dispersés ou tués.

Pour la première fois depuis longues années, les populations respiraient librement. Elles n'étaient pas rançonnées tour à tour par les perturbateurs de l'ordre et par ceux qu'on envoyait pour le rétablir. Aussi Sixte-Quint, l'épouvantail des Romains, était-il devenu l'idole des provinces. Avec sa pénétration merveilleuse, il avait, du premier coup d'œil, reconnu le siége du mal. Il avait compris que l'ordre dans Rome n'était possible que lorsque les barons ne disposeraient plus du secours des bandits qui rôdaient autour de la ville; que les bandits ne pouvaient être exterminés que lorsque les barons cesseraient de les accueillir dans leurs châteaux, et les princes d'Italie de leur donner asile sur leurs territoires. Se mettre en campagne contre les bandits sans avoir brisé la résistance de l'aristocratie, sans avoir amené les gouvernements italiens, non-seulement à retirer leur protection aux bannis, mais encore à joindre, contre eux, leurs efforts à ceux qu'il comptait faire lui-même, c'eût été tourner dans un cercle vicieux, user ses forces sans profit, échouer dès

le début de son règne, envenimer le mal au lieu de le guérir. Il fallait réduire les barons à l'obéissance, frapper sur les plus haut placés d'entre ceux qui résisteraient, et, en même temps, disposer les princes italiens à concourir à la guerre d'extermination qu'il méditait de faire aux bandits. Mais cette entreprise ne supposait pas seulement l'intime entente entre son gouvernement et le leur, mais encore de bonnes relations entre eux. Il fallait donc ouvrir deux campagnes à la fois, l'une contre les résistances que son autorité rencontrait à Rome, l'autre contre les bandes de malfaiteurs alors maîtresses de ses États. A ces deux campagnes militaires devait se joindre une campagne diplomatique, dont le but serait d'obtenir le concours des gouvernements italiens, de la seigneurie de Venise, du grand-duc de Toscane, du roi Philippe II, comme roi de Naples et duc de Milan; et pour que ce concours fût efficace, il fallait le rétablissement de la bonne harmonie, profondément altérée, entre les deux premiers de ces États.

Tel était son programme. Le lecteur a vu comment il le mit en œuvre. Les bandits furent impitoyablement exterminés, l'aristocratie avertie de ce qui l'attendait en cas de résistance par l'exécution de Pepoli, le sacré collége par les traitements infligés au cardinal camerlingue et à d'autres de ses membres, le roi d'Espagne par l'excommunication éventuelle, hautement proclamée, des premiers représentants de son autorité en Italie, le roi de France par l'expulsion de son ambassadeur! Il y eut des haines concentrées, des récriminations sourdes ; mais on se soumit, et les murmures de ceux qui

se sentirent atteints furent étouffés par les applaudissements de l'Europe. Oui, l'Europe applaudissait, car on applaudit toujours au spectacle de la force employée avec succès et dans les formes légales au service de la société. Les ennemis naturels du pontife, les chefs du mouvement protestant, comptaient parmi ses plus chaleureux admirateurs. Henri de Navarre en était, et la reine Élisabeth, sollicitée par ses ministres de choisir un époux, répondit en souriant qu'elle ne connaissait qu'un seul homme digne de sa main : c'était Sixte-Quint.

# LIVRE QUATRIÈME

## LES MONTS

I. Système financier de Sixte-Quint. — Les *Offices* et *Monts vacables* et *non vacables*.

II. Ses relations avec Philippe II et le comte d'Olivarès. — Ses sympathies pour la reine Élisabeth. — Il conçoit le projet de rétablir la religion catholique en Angleterre, soit au moyen de la conversion de la reine, soit par la force. — Les armements espagnols. — La part qu'il y prend. — Destruction de l'*Armada*. — La pragmatique des titres du roi Philippe.

III. Ses relations avec la république de Venise. — L'ambassade d'obédience de la Seigneurie. — Intimité du pape avec Lorenzo Priuli, Giovanni Gritti et Antonio Badoer. — Il est contraire aux ligues entre États italiens. — Sa politique essentiellement conservatrice, mais jalouse de sauvegarder l'indépendance de l'Italie.

IV. Charles-Emmanuel. — Son mariage avec l'infante Catherine, célébré à Saragosse en présence de Philippe II. — Ses relations avec Sixte-Quint. — Les entreprises de Genève et de Saluces.

V. Rodolphe II. — Ambassade d'obédience de Zimbern et Curtius. — Neuss pris par le prince Alexandre Farnèse. — La cour de Prague jugée par l'ambassadeur de Toscane.

VI. Affaires de Pologne. — Captivité de l'archiduc Maximilien. — Intervention de Sixte-Quint. — Le cardinal Aldobrandini légat en Pologne. — Délivrance de l'archiduc.

### I

« Rigueur et amas de richesses, » voilà selon Sixte-Quint les éléments indispensables d'un bon gouverne-

ment, et il entendait par rigueur l'ordre public, par richesse l'ordre dans les finances. Grâce à ce régime de sévérité, il avait dans ses États, avec le respect de la loi, rétabli l'autorité du pouvoir temporel. A l'aide des millions qu'il accumulait, il devint en peu de temps l'un des princes le plus riches de l'Europe ; s'il est vrai que celui-là soit le plus riche qui dispose plus qu'aucun autre, à tout moment, de l'argent qu'il lui faut pour faire face aux exigences de la situation, pour réaliser les desseins qu'il médite. Sans doute, si l'on comparait l'étendue immense des royaumes de Philippe II aux dimensions restreintes des possessions de l'Église, le roi catholique était, comme le disait souvent Sixte-Quint, un éléphant et lui-même une mouche. Mais Philippe II voyait ses coffres toujours vides, et Sixte-Quint les siens regorger d'or. Quand les galions chargés des métaux du nouveau monde tardaient à entrer dans le port de Séville, on se trouvait aux abois à Madrid ; tandis que la courte distance du Vatican au môle d'Adrien séparait seulement le pape de ses trésors. L'Empereur, les archiducs, Henri III souffraient d'une pénurie chronique d'argent et, sauf la république de Saint-Marc, les princes d'Italie étaient sous tous les rapports inférieurs à l'État de l'Église. Avec quelques millions en or et en argent entre les mains, Sixte-Quint était donc le plus riche souverain. Non qu'il possédât plus de ressources que les autres, il en avait infiniment moins que l'Empereur, le roi catholique, le roi très-chrétien, mais il avait plus d'argent qu'eux quand il fallait en avoir, et toujours autant et plus qu'il n'en fallait, au moment donné. Quand on se trouve dans

cette situation, on devient un de ces êtres privilégiés auxquels l'imagination de la multitude prête des pouvoirs surhumains, devant lesquels tout le monde s'incline, les uns par convoitise, d'autres attirés par des espérances vagues, la majorité par le charme magique et indéfinissable qu'exerce l'aspect de l'or, et parce qu'elle est toujours disposée à subir le prestige de la puissance et à s'enivrer à son contact. Sixte-Quint le savait bien, et le disait tout haut. «Un prince sans argent n'est rien,» était un mot qu'on lui entendait souvent répéter. Il aimait aussi à faire étalage de ses richesses en causant avec les ambassadeurs, avec les cardinaux, avec les étrangers qui l'approchaient. Il y avait dans ces propos, à côté de la complaisance en soi-même, le calcul du politique. Il voulait qu'on sût qu'il était riche, et qu'il se promettait de le rester, d'augmenter même ses trésors, surtout de n'en faire jamais un usage compromettant, et il eût gaspillé ses finances et avec les finances son pouvoir, s'il avait nourri, comme on l'en soupçonna un instant, des rêves ambitieux semblables à ceux que le pape Caraffa avait si chèrement expiés, s'il eût dépensé ses écus à subventionner des princes catholiques jugés par lui au-dessous de leur mission. Aussi, quand il promettait des subsides, c'était toujours avec la restriction que les sommes concédées ne seraient liquidées que dans certaines éventualités, après certains succès obtenus. Les succès faisant défaut, il retirait les crédits ouverts. Pour débourser de l'argent il lui fallait des faits accomplis. C'est ainsi qu'il procéda avec le roi d'Espagne, à l'occasion des armements contre l'Angleterre, avec le duc

de Savoie lorsque ce prince se vit, par l'opposition de la France, obligé d'ajourner l'attaque contre Genève. Il le disait et répétait au cardinal de Joyeuse, quand celui-ci venait l'importuner par des demandes en faveur de Henri III, pour lequel Sixte-Quint n'avait qu'un sentiment, celui de la pitié. Les lettres du cardinal français sont remplies de comptes rendus de ses audiences, riches de bons conseils que le pape prodiguait au roi très-chrétien, mais stériles en matière d'argent, qu'il n'avait garde de donner à Sa Majesté pour le voir passer entre les mains de ses mignons. « Et là-dessus, écrit le cardinal de Joyeuse au roi[1], il retourna à parler de son argent, disant qu'il en avait, et qu'il voulait bien qu'on le sût ; que plusieurs de ceux qui voyaient l'amas qu'il en faisait, disaient qu'il avait quelque grand dessein, voulait faire quelque guerre d'importance ; mais la vérité était qu'il ne voulait faire la guerre à personne, si on ne l'y contraignait ; que l'argent qu'il amassait était pour seconder les princes chrétiens et Votre Majesté principalement ; mais qu'il y aviserait bien avant que de vous en aider, et qu'il faudrait que Votre Majesté fût bien avant de son entreprise, et qu'il y eût un bien grand et notable progrès. » Un autre jour, le cardinal et le marquis de Pisany vont à l'audience avec un financier envoyé par le roi. Il s'agissait encore de demander des secours. Sixte-Quint les traita fort mal. « Le pape, écrit Joyeuse[2], fit une réponse la plus indigne de Sa Sainteté, de Votre

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 7 septembre 1587.— Le cardinal d'Este à Villeroy, 25 février 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.
[2] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 4 février 1588. *Ibid.*

Majesté, et de l'importance de l'affaire, qui se pourrait imaginer, et suis bien aise qu'il touche à un autre (à l'agent) qu'à moi de la vous faire entendre. Tant plus nous lui répliquions, tant pis il répondait. De façon que nous fûmes contraints de changer de propos, pour ne le laisser en si mauvais état, et ne nous départir d'avec lui en colère et en rupture, comme il nous en donnait occasion. La cause d'une si étrange réponse est la demande que le dit sieur Mario et nous lui faisions du secours de deniers, et la promesse qu'il se souvint d'avoir faite d'en aider Votre Majesté quand il verrait quelque bon succès, et qu'il ne veut pas, et pour son extrême chicheté, ne peut acquitter sa promesse. En somme, Sire, il est ainsi fait, et je vous supplie bien humblement de ne vous y attendre plus. Car outre que je n'estime point qu'il vous seconde jamais de deniers, je crois que tant qu'il aura opinion que Votre Majesté lui en veuille demander, il parlera trop indignement de vos affaires; et s'il était délivré de la peur qu'il a qu'on lui demande argent, il pourrait changer de langage et confesser qu'il est jour à midi. »

« Le meilleur, écrit M. de Pisany à M. de Villeroy [1], que l'on puisse faire avec ce prince, est de garder, que, s'il ne fait point de bien (à Henri III) il ne fasse aussi point de mal, comme il ne fera ni l'un ni l'autre, si ce lui coûte de l'argent, mais s'il y avait un à attendre, ce serait plutôt le mal que le bien, et ce que c'est son inclination naturelle. »

Le système financier de Sixte-Quint reposait sur la

[1] Pisany à Villeroy. Lettre particulière, 2 avril 1588. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

réduction des dépenses et l'augmentation des revenus, ce qui sera dans tous les temps la seule manière d'asseoir les finances d'un État sur des bases solides. Mais les économies ainsi faites, déposées au fort Saint-Ange, restaient à l'état de capital mort, et enlevaient à la circulation et, par conséquent, à la richesse publique, au commerce et à l'industrie les masses de numéraire dont elles se composaient. En appréciant cette manière de procéder, d'après nos idées modernes, on ne peut s'empêcher de sourire de la naïveté d'un régime si préjudiciable, à nos yeux, aux intérêts vitaux du pays qu'il appauvrit, tout en enrichissant le trésor public : car les intérêts du gouvernement et ceux du pays sont identiques, et l'un ne peut être prospère quand l'autre est en souffrance. Les choses se présentent tout autrement quand on les envisage au point de vue de l'époque. On était fort ignorant en matière de finances. On ne savait pas que la richesse nationale s'accroît en raison de la circulation des capitaux, laquelle crée des valeurs nouvelles, réveille et soutient l'activité publique et, renfermée dans certaines limites, répand ses bienfaits sur toutes les classes de la population. Mais la circulation des capitaux suppose le crédit, et le crédit n'existait presque pas. On ne pouvait, à titre de prêt, se procurer de l'argent qu'à des conditions fort onéreuses, et à aucun prix dans les moments de complications politiques, c'est-à-dire lorsque les gouvernements en ont le plus besoin. Il n'y avait que deux banques publiques en Europe, celles de Venise et de Gênes, mais elles n'ouvraient pas de crédit. Leurs opérations se bornaient à faciliter sur les lieux les

transactions commerciales des négociants qui y avaient déposé des fonds. De là la nécessité pour les gouvernements d'avoir un trésor en numéraire, tout comme il fallait avoir des greniers en abondance pour faire face à des disettes : car, en l'absence de moyens de transport, l'Italie, la France, l'Angleterre, n'auraient pu demander à la Russie ou à l'Amérique les grains qu'une mauvaise récolte leur refusait. Avant l'arrivée des chargements de blés, les populations auraient succombé à la famine. Au point de vue financier, l'amas d'argent était donc d'une bonne politique. C'était même la seule possible; et si le régime adopté par Sixte-Quint était en son temps fort critiqué, ce n'était pas parce qu'il faisait des économies et que les sommes épargnées étaient déposées au trésor. Ce qu'on lui reprochait, c'était de pousser trop loin ce système, de grever indirectement et outre mesure le peuple, de procéder trop rapidement, et lorsque le gouvernement faisait, à la fin de l'année, encaisser les sommes dues à la chambre apostolique, de reproduire périodiquement, par le retrait du numéraire, des perturbations passagères dans les transactions de chaque jour du petit commerce[1].

Rome n'a jamais été une ville commerçante ou un foyer industriel. Dès la seconde moitié du seizième siècle, les Génois exploitaient l'État pontifical. C'étaient les banquiers par excellence. Les Vénitiens avaient cessé d'être les premiers navigateurs; les Portugais et les Espagnols les avaient remplacés, près

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 7 mars 1588, et beaucoup d'autres lettres.

déjà, il est vrai, d'être eux-mêmes devancés par les Hollandais et les Anglais; mais ils étaient encore pour l'Italie les premiers marchands, et possédaient toujours le monopole du commerce du Levant. Avec sa sagacité habituelle, Sixte-Quint profita des avantages que cet état de choses lui offrait. Il exploita à son tour les Génois, avides d'acheter ses Monts (*Monti*) dont nous parlerons tout à l'heure, et assura à ses provinces, situées sur l'Adriatique, surtout à Ancône, dont il avait affranchi le port, tous les bénéfices qu'il pouvait tirer de son intimité avec la Seigneurie. Quant aux Romains, il les connaissait. Il renonçait à la chimère d'en faire des banquiers, de grands marchands ou de grands industriels. Il savait que c'étaient des gens d'esprit, mais que, sauf les artistes et les ouvriers qui exerçaient des métiers touchant aux arts, ils aimaient mieux remuer leurs langues que leurs bras, et trouvaient d'ailleurs dans l'exploitation des étrangers des éléments abondants de prospérité. Dans les Marches la culture de la soie, dans d'autres localités le tissage des laines avaient été florissants au moyen âge, jusqu'à l'époque où les bandits avaient fait tarir ces sources précieuses du bien-être public. Par de sages lois, par des secours intelligemment accordés, le pape fit revivre ces industries. Comprenant l'importance des voies de communication, il fit exécuter des travaux importants, bâtir des ponts et des routes. Grégoire XIII avait déjà relié Ancône avec Rome par un chemin sur lequel de petits chariots, même des carrosses, souvent, il est vrai, tirés par des bœufs, pouvaient à la rigueur circuler. Son successeur ap-

porta dans ces ouvrages l'esprit d'initiative ardente qui lui était propre, cette autorité surtout qui, par un mot ou un regard, fait disparaître les difficultés du temps, des lieux et de la mauvaise volonté. Les dispositions prises par lui pour donner de l'élan à l'activité publique et sauvegarder les intérêts matériels sont toutes marquées au coin d'un grand sens politique. Il protégeait, pour les exploiter, les juifs, quoique vivant au *Ghetto*, déjà considérables à Rome par leurs richesses et l'étendue de leurs relations commerciales, mais gémissant sous le régime de restrictions qui dataient du moyen âge. Il leur accorda de notables facilités et les mit à l'abri des outrages auxquels ils étaient exposés en se montrant hors de leur quartier. Rome ébahie vit plusieurs fois des chrétiens fouettés sur la promenade du Corso pour avoir insulté des juifs. Aussi ces derniers étaient-ils de tous ses sujets les plus affectionnés. Quand un mercredi[1], à la foire de la place Navone, le faux bruit de sa mort se répandit, les juifs saisis de panique prirent la fuite en emportant leurs marchandises.

Sous tous les rapports, Sixte-Quint marchait avec son temps, ou plutôt il le devançait. Mais comme financier, il était enfant du siècle. Il ne visait qu'à une chose; c'était d'avoir toujours entre les mains de l'argent comptant, et de n'en dépenser qu'à bonnes enseignes, dans des entreprises conformes à ses idées, et à l'aide d'instruments qui lui inspirassent de la confiance.

[1] Alberto Badoer au doge, 14 juillet 1590. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

A cet effet, il donna un grand développement au système des offices dits *vacables* et non *vacables*, et aux Monts : en d'autres termes, à la vénalité des emplois et au placement des capitaux des particuliers à des intérêts qui variaient de 5 à 10 pour 100 selon la nature des Monts (fonds de l'État), lesquels, comme les offices, étaient *vacables* ou non *vacables*.

Les offices vacables se divisaient en trois catégories : les *offices de prélature* ou *de premier ordre;* l'acquéreur devait, en dehors du payement du prix, offrir les garanties personnelles requises de capacité, de position sociale, d'antécédents ; les *offices mineurs* ou *de second ordre*, qui rentraient également dans la catégorie des emplois publics, mais pour l'acquisition desquels il n'était pas indispensable d'être prélat, que l'acquéreur pouvait exercer en commun avec un tiers, ou lui céder entièrement, si les qualités nécessaires lui faisaient défaut ; enfin, les *offices de troisième ordre*, qui ne donnaient pas accès aux fonctions publiques ; les propriétaires touchaient annuellement une certaine somme sur le produit de certaines taxes affectées à ce service. Le revenu des offices vacables des deux premières catégories consistait dans les taxes et émoluments que les titulaires étaient, selon la nature de l'emploi, autorisés à percevoir des parties obligées de recourir à leur intervention. L'office devenait vacant par la mort du propriétaire, et était de nouveau mis en vente par la daterie qui versait le prix payé dans les coffres du pape, sans qu'aucune indemnité fût due aux héritiers. C'était donc un placement à fonds perdus, une rente viagère, attachée,

pour les deux premières catégories, à l'exercice des fonctions publiques. Dans l'hypothèse que ces postes ne seront donnés qu'à des individus capables de les remplir, que ceux qui ne les remplissent pas eux-mêmes n'en feront cession qu'aux plus dignes, et que dans la perception des droits et taxes on se renfermera scrupuleusement dans les limites tracées par les ordonnances, ce système, envisagé au point de vue de l'époque[1], se peut en principe parfaitement justifier. Il est néanmoins évident qu'il ouvre les portes à la corruption et aux malversations de tout genre. Pour empêcher l'abus, il fallait un pouvoir fort, vigilant et sévère Il fallait un Sixte-Quint. Du moment où ce contrôle fera défaut, l'institution deviendra nécessairement une cause de démoralisation, et, pour le public, de vexation intolérable. Ce n'est pas tout. Pour multiplier les vacances, Sixte-Quint avait rendu une ordonnance aux termes de laquelle les offices et lieux des Monts vaquaient par le fait de la promotion aux évêchés et au cardinalat[2]. C'était fournir à un pontife, moins pénétré de la sainteté de sa mission, le moyen de remplir ses coffres en nommant de préférence aux évêchés vacants des prélats qui venaient d'acheter des Monts ou des offices vacables. C'était mettre indirectement à prix d'argent les postes les plus élevés de la hiérarchie[3]. Aussi les riches Génois, — et on

[1] Voy. le livre premier.

[2] Le cardinal d'Este à Villeroy, 8 octobre 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

[3] Des ordonnances rendues par plusieurs successeurs de Sixte-Quint, notamment par Innocent XI, ont remédié à ces inconvénients, dont la gravité tombe sous le sens.

sait que les grandes familles de la république de Gênes étaient dans les affaires, — affluaient-ils pour placer leurs fonds dans les Monts, espérant ainsi avancer à grands pas dans la carrière ecclésiastique et s'ouvrir enfin les portes du sacré collége.

Les Monts (*Monti*) constituaient la dette de l'État. Les créanciers étaient les acquéreurs des actions, qu'on appelait *lieux*. Il y avait des Monts *vacables*, c'est-à-dire remboursables ou devant être amortis à une époque fixée, et des Monts *non vacables*, c'est-à-dire perpétuels. Cette institution remontait au sac de Rome, à Clément VII, qui avait créé des Monts pour se procurer des ressources dont une partie était affectée aux subsides qu'il payait à Charles-Quint, alors en guerre avec le sultan. Il en était de même des offices vénaux qui n'étaient pas plus que les Monts de l'invention de Sixte-Quint. Il réforma et augmenta les uns et les autres en coupant court, de sa main puissante, aux nombreux abus dont on se plaignait avec raison et qui, en enrichissant outre mesure les détenteurs des titres, avaient porté grand dommage au public aussi bien qu'au trésor[1].

Les actes notariés, dispersés jusque-là entre les mains des notaires, au préjudice des particuliers, furent réunis en un corps d'Archives générales des États pontificaux, et par là rendus accessibles aux recherches des intéressés, moyennant une légère rétribution. C'était pourvoir à un besoin urgent. Le public en profita. Le pape voulut que le trésor y gagnât à son

[1] Pour les détails, voy. Tempesti, *Vita di Sisto Quinto*, livres XVI et XVII

tour. Il afferma les Archives pour neuf ans à un patricien romain, Paolo Falconieri qui eut à lui servir une redevance annuelle de 11,000 écus. En même temps, il créa le *Mont des Archives*, qui se composait de 98 lieux à 100 écus. Les acquéreurs payaient à l'État 98,000 écus, et en retiraient 10 par lieu. Ils plaçaient donc leur capital à 10 pour 100, intérêt qui était payé sur la redevance de Falconieri[1].

Le pape base son opération sur un besoin public qu'il satisfait moyennant compensation. C'est cette compensation qui met le fermier Falconieri à même, outre ses bénéfices représentés par l'excédant de ses rentrées, de fournir au gouvernement les moyens de payer aux actionnaires les intérêts des sommes avancées. La sécurité du capital est dans le besoin permanent que sentira le public de recourir aux Archives que le pape tient entre ses mains et qu'il compte, à l'expiration des neuf ans, affermer de nouveau aux mêmes ou, ce qui est plus probable, à de meilleures conditions.

La construction du pont Sixte, de la coupole de Saint-Pierre, et les subsides accordés à Philippe II pour la guerre d'Angleterre l'obligèrent à recourir à une autre opération de crédit. Il érigea le *Mont vacable de Saint-Bonaventure*. Le capital, fixé d'abord à 300,000, fut à la suite porté à 400,000 écus. Il y avait 4,000

[1] Cette opération n'est pas sans analogie avec les entreprises industrielles de notre époque. On exploite des mines, des chemins de fer, dans l'espérance de créer par l'exploitation des valeurs dont le produit servira à payer les intérêts des sommes engagées dans ces entreprises, et, dans un temps donné, à amortir la dette contractée.

lieux à 100 écus donnant 10 pour 100. Au payement des intérêts fut affectée une partie des produits de la douane de Rome, des postes pontificales, d'une augmentation des droits sur le timbre, etc.

Les Monts non vacables ne rendaient que 5 pour 100. En créant le *Mont-Sixte* qui donnait au trésor 520,000 écus, Sixte-Quint décréta, pour tous ses domaines, les villes de Rome et Bologne exceptées, une taxe sur les vins. Il ne tarda pas à s'apercevoir que c'était une faute. Les impôts sur les objets de première nécessité (et le vin est un élément essentiel de la nourriture des méridionaux) ne peuvent être portés à un taux élevé, sans ruiner les contribuables, qu'à la seule condition que l'industrie ait atteint un certain degré de développement, qu'elle concoure avec l'agriculture, que le cultivateur ait l'occasion et la certitude de vendre ses produits, de se procurer par là de l'argent dont une portion puisse être affectée à acquitter l'impôt. La prospérité ne suppose pas nécessairement de l'argent. Mais l'impôt la tue quand le peuple est dépourvu d'argent. C'était le cas des populations rurales non-seulement de l'État de l'Église, mais de la plus grande partie des habitants de l'Italie, surtout du midi de la péninsule. Le *quatrin* imposé à la *foglietta* de vin les frappa au cœur. Pour le payer, l'ouvrier était obligé de vendre ses outils, le paysan ses bestiaux. Marforio demanda à Pasquino pourquoi il lavait du linge un dimanche : « Parce que, répondit Pasquino, le soleil sera mis à l'encan lundi. » L'indignation éclata de toutes parts, et Sixte se hâta de supprimer la taxe.

En regardant en arrière, en comparant l'état des provinces et de la ville de Rome au moment de son avénement avec celui où elles se trouvaient vers la fin de son pontificat, Sixte-Quint éprouva une vive satisfaction. Un jour[1], un an avant sa mort, il en causa longuement avec l'ambassadeur de Venise. Après avoir énuméré les constructions achevées, les ponts, les aqueducs, les bâtisses de tout genre encore en projets, il exposa à Alberto Badoer la situation de ses finances. « A l'époque de son élection, lui dit-il, les revenus de l'Église (de l'État) montaient, il est vrai, à deux millions d'écus d'or, mais les dettes ne laissaient à la disposition du trésor que 200,000 ducats[2]. La veille seulement il s'était fait remettre les comptes de la Chambre qui constataient une économie de 146,000 écus par an. Il l'avait obtenue en réduisant dans des proportions considérables le nombre des emplois et du personnel, et en pourvoyant de prieurés, de bénéfices, d'abbayes beaucoup d'ecclésiastiques qui avaient été auparavant à la charge de l'État. Il se trouvait au château trois millions d'écus en or, et un million d'écus en argent, ce qui, l'or étant réduit en argent, constituait 4,600,000 écus en monnaie ou autant de ducats vénitiens. Il avait 2,800,000 écus en Monts vacables qui tous, sans compter les vacances fortuites, vaquaient dans l'espace de dix ans, comme une longue expérience le prouvait, au profit de la chambre apostolique. »

[1] Alberto Badoer au doge. 22 juillet 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

[2] L'or gagnait 20 pour 100 sur l'argent, l'écu en argent équivalait au ducat vénitien, c'est-à-dire 6 lires 4 gros. Arch. Ven. *Delib.* 11 octobre 1589.

Mais si le pape avait à se louer de l'état florissant de ses finances, tout le monde n'était pas de son avis. A en croire les correspondances diplomatiques, le système financier de Sixte-Quint fut généralement blâmé. Il est vrai que les ambassadeurs regardaient d'un œil peu bienveillant l'argent accumulé au fort Saint-Ange. Ils ignoraient l'usage que le saint-père comptait en faire; ils expérimentaient seulement l'inutilité de leurs efforts lorsqu'ils étaient, par leurs souverains, obligés de lui en demander. « On trouve, dit Giovanni Gritti[1], que le pape a tort de grever ses sujets de charges, et d'avoir plus de confiance dans ses coffres remplis que dans la Providence divine et le dévouement filial des princes chrétiens, toujours prêts à le défendre contre tout oppresseur; que tant de trésors amassés au fort Saint-Ange pourraient même exciter la cupidité des mécontents et leur donner l'idée d'une tentative contre Rome. » Le pape souriait quand il entendait de semblables propos. Il savait ce qu'il y avait à attendre du désintéressement et du dévouement des princes, et ne craignait plus les bandits dont les plus importants avaient d'ailleurs expiré au pont Saint-Ange, ou dû quitter l'Italie pour se réfugier auprès des huguenots[2]. Quant aux desseins de la Providence, il ne prétendait pas, disait-il, les pénétrer, mais il n'admettait pas que les diplomates ou le public fussent à ce sujet plus clairvoyants que le chef de l'Église; il soutenait qu'on se moquait des princes et d'un pape pauvres, à une épo-

[1] Giovanni Gritti, 1589. Rel. Ven. Col. Alberi.

[2] Comme Malatesta et, pendant la majeure partie de ce pontificat, Alfonso Piccolomini.

que où l'argent ouvrait les portes à toute entreprise; que ses prédécesseurs avaient commis une grande faute de ne pas faire comme lui, et que les souverains devraient suivre l'exemple de la fourmi qui met son grain de côté pendant l'été pour le manger pendant l'hiver[1].

[1] Pour déterminer approximativement la valeur qu'avait l'argent, à cette époque, on n'a qu'à comparer aux prix actuels ceux des denrées de première nécessité, tels qu'ils ont été fixés par les conservateurs de Rome, sous les règnes de Sixte-Quint et de Clément VIII. Abstraction faite des renchérissements passagers causés soit par de mauvaises récoltes, soit par l'irrégularité de l'approvisionnement, lorsque les bandits interceptaient les communications, il est permis d'admettre que les prix ont peu varié dans les derniers quinze ans du seizième siècle. J'ai sous les yeux les ordonnances des conservateurs déposées aux Archives du Capitole et portant les dates des 9 septembre 1585, 13 avril 1589, 25 mars 1590, 10 avril 1593, et 2 septembre 1593. L'ordonnance sur les vins de 1593 rappelle expressément que les prix fixés par le tarif sont les plus élevés de 1585 à 1589. Il résulte de ces pièces que le pain du poids de 10 onces valait 1 baïoque (5 centimes), la livre de viande un peu plus de 6 baïoques, le fromage parmesan, la *ricotte* (autre espèce de fromage), de 6 à 7 baïoques, le beurre frais, 10, et pendant le carnaval 12 baïoques, les vermicelles et le macaroni, 3 baïoques et 3 quatrins; les vins en barils étaient vendus à la *Ripa*, ceux d'Italie, le Clarivello, le Lachrima, l'Ischia, le Calabrais, etc., selon leur qualité, à 2 écus ou 2 écus et demi; ceux de Grèce à 3 et 5 écus; le muscat et le malvoisie étaient les plus goûtés et les plus chers. Les prix actuels de Rome sont ceux de toutes les grandes capitales de l'Europe, avec des variations selon la saison. Voir sur la valeur de l'argent : *Saggi di osservazioni sul valore delle antiche monete pontificie*, par le cardinal Garampi.

## II

Le monde, surtout le monde diplomatique, suivait avec curiosité, sinon avec anxiété, les opérations financières du pape. On se demandait quels pouvaient être ses desseins, et on avait de la peine à se persuader qu'il songeât réellement, comme il le disait souvent, à entreprendre une croisade contre les infidèles. On savait d'ailleurs qu'il entretenait une correspondance directe avec Philippe II[1].

C'était, en effet, au roi d'Espagne qu'il avait fait ses premières ouvertures.

Il n'aimait pas Philippe, et n'en était pas aimé. Il ne l'ignorait pas, mais il savait aussi que ce souverain était le prince catholique le plus puissant, le plus ardent à la défense des intérêts de l'Église, objet constant, et, pour ainsi dire, unique de la sollicitude de Sixte-Quint. C'est sur ce terrain qu'ils se rencontrèrent. A peine installé au Vatican, le pape s'adressa à l'ambassadeur du roi catholique, au comte Olivarès qui, personnellement, ne lui inspirait pas, du reste, plus de sympathie que son maître.

[1] Lorenzo Priuli au doge, 30 novembre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

Juan Enrique de Gusman, comte d'Olivarès, qui avait épousé dona Maria Pimentel de Fonseca, appartenait à l'une des grandes familles de son pays. Il était fort riche[1], avait déjà marqué à la cour de Charles-Quint, et possédait, à un haut degré, la confiance de Philippe. Dans sa jeunesse, il avait suivi la carrière des armes. Demeuré boîteux à la suite d'une blessure reçue à Saint-Quentin, il profita de cette infirmité pour ne pas paraître aux cérémonies de Saint-Pierre et de la Sixtine, frustrant ainsi M. de Pisany du bonheur de prendre le pas sur l'ambassadeur du roi catholique. Son arrivée à Rome, annoncée depuis longtemps, avait eu lieu quatre ans[2] avant la mort de Grégoire XIII. Ce fut un véritable événement. Plusieurs vaisseaux de l'État escortaient la galère qui le transporta, lui et sa nombreuse suite, de Barcelone à Gênes et de Gênes à Civita-Vecchia. Il y débarqua avec tous les honneurs dus au représentant de l'Espagne, accepta, à Palo, l'hospitalité du cardinal Farnèse et, après avoir été reçu en audience particulière, ou, comme on disait alors, secrète, fit son entrée solennelle avec une pompe extraordinaire. Il s'était logé au Corso, dans le palais du duc d'Urbin[3]. Les riches pensions qu'au nom de son roi il distribua à des cardinaux, à des prélats, à de hauts et petits fonctionnaires, lui attirèrent, dès le début, de nombreux clients. Le dévouement de Grégoire à l'Espagne acheva de lui assurer la première

[1] En dehors de ses grands traitements d'ambassadeur, on évaluait ses revenus à 40,000 écus.
[2] Juin 1582.
[3] Ce palais a été démoli pour faire place aux trois palais Panfili, aujourd'hui Doria.

place parmi les représentants des grandes cours. On peut se figurer les déférences, les adulations, et aussi les sourdes inimitiés, les susceptibilités italiennes qui s'agitaient autour de cette grande existence, tandis que de l'autre côté, l'attitude altière, le froid dédain d'Olivarès, suffisaient pour briser les résistances qu'il rencontrait sur son chemin. Mais on comprend aussi son étonnement, ses colères, son humiliation, lorsqu'il vit le nouveau pontife l'arrêter tout court, menacer d'excommunication le vice-roi de Naples, lui faire indirectement pressentir le même sort. La lutte était inégale. Bientôt il vit son autorité démesurée, durement et brusquement, ramenée à des limites plus étroites, plus conformes à la grande idée que Sixte-Quint avait conçue de la papauté. Olivarès, pénétré de l'importance de sa tâche, de la suprématie de son souverain, était un diplomate distingué. Il avait vu l'Europe et connaissait Rome. Mais il fit, dans les premiers temps, peu de cas du pape-moine qui semblait vouloir reprendre le rôle d'Innocent III, et se trompa sur sa valeur, parce qu'il le dédaignait, erreur fréquente des hommes d'État vieillis dans les affaires, quand ils se trouvent soudainement en contact avec des hommes nouveaux qu'ils prennent à tort pour des parvenus.

En attendant qu'il le connût mieux, il souriait de l'ignorance du pape. Il attribuait à la versatilité ce qui était richesse d'idées, peu mûries encore, quelquefois inapplicables, mais toujours profondes et hardies, révélant enfin un homme plutôt embarrassé de la foule de ses projets que des moyens de réalisation. Se voyant attaqué de front, l'ambassadeur se mit en mesure,

non-seulement de se défendre, mais de prendre l'offensive. Appuyé longtemps par son souverain, il ne fut abandonné que lorsque, entraîné par la passion, il eut dépassé toutes les bornes, manqué à tous les égards qu'on doit au chef de l'Église, et mis son maître dans l'alternative, ou de rompre avec Rome, ou de remplacer son ambassadeur. Mais alors même, cette disgrâce n'arriva que lentement, et, par le fait, n'en fut pas une. Sixte-Quint qui, à plusieurs reprises, avait demandé son rappel[1], n'eut pas la satisfaction de se voir délivré de la présence de cet homme qui empoisonnait ses jours. Olivarès lui survécut dans sa position. Ce ne fut qu'après la mort du pape qu'il échangea ses pouvoirs d'ambassadeur contre la vice-royauté de Naples.

Magnifique, dépensant beaucoup, juste, sévère, terrible pour l'aristocratie napolitaine, Olivarès fut aimé du peuple, autant qu'un vice-roi espagnol pouvait l'être. Ses compatriotes admiraient en lui l'une des gloires de leur pays, et, en souvenir de sa longue ambassade de Rome, l'appelaient le *grand papelista*. Victime d'une intrigue de cour, il disparut de la scène peu de temps après l'avénement de Philippe III.

Son fils, le célèbre comte-duc, qui dans le siècle suivant devait, pendant quelque temps, être le maître de la monarchie espagnole, naquit à Rome, au palais d'Urbin, et fut baptisé, comme tous les nombreux enfants que la comtesse donnait à son époux, à

[1] La première fois déjà en février 1586. Le cardinal d'Este à Villeroy, 10 février 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

l'église de Santa-Maria in Via lata. L'éclat de la carrière du favori de Philippe IV a fait oublier le mérite plus solide du père[1].

Sixte-Quint et Olivarès ne pouvaient se convenir. Dès les premiers entretiens, l'antagonisme naît entre eux. Pendant la première année, on s'efforce, de part et d'autre, de le dissimuler ; plus tard, il éclatera au grand jour.

Les affaires de France, envisagées au point de vue du chef de l'Église, offraient le spectacle désolant d'une confusion inextricable.

Les sympathies de la cour de Rome étaient acquises à Henri III, comme roi légitime. Henri de Navarre, chef des huguenots, se trouvait excommunié comme hérétique. Mais Henri III, faible d'esprit et de caractère, trahissait de temps à autre des dispositions fort équivoques ; il glissait même, dans sa correspondance avec Rome, la menace peu voilée de passer au camp des hérétiques[2]. Henri de Bourbon, plein de bravoure et d'activité, laissait, au contraire, espérer qu'il rentrerait un jour dans le giron de l'Église. Si Henri III

[1] Léonardo Donato au doge, 2 juin 1582. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 16.— Le même au même, 9 juin 1582. *Ibid.*— Registres de la paroisse de Santa-Maria in Via lata. — *Teatro eroïco politico*, Naples, 1692. tom. I, page 375.

[2] Se plaignant de l'appui que Grégoire XIII accordait à la Ligue, Henri III écrivait au cardinal d'Este : « Sans quoi il semble que Sa Sainteté ait envie de me contraindre de me faire des moyens des princes contraires à notre religion et avoir recours aux extrêmes et désespérés remèdes pour me venger du tour et de l'injure que je reçois en cet endroit, contre mon espérance, à l'exemple de plusieurs princes dont la conséquence a été trop tard connue et sans remède. » Henri III au cardinal Este, 2 avril 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288; minute écrite de la main de Villeroy.

succombe dans la lutte contre le Béarnais, le schisme de la France est consommé. Si ce dernier se laisse persuader d'abjurer; si, redevenu catholique, il succède à Henri III, l'unité de la foi et du royaume de France est sauvée.

Des considérations politiques venaient compliquer les questions de religion. Les Guises la défendaient, mais ils n'avaient que de faibles chances de réussir par leurs propres moyens, et sans la coopération du roi d'Espagne, fort zélé, sans doute, et plus qu'eux, à défendre la foi, mais décidé aussi à se faire payer son secours, à se ménager la part du lion, quand on diviserait le butin, et le butin c'était la France. La victoire des ligueurs, possible seulement avec l'assistance de Philippe II, entraînait le démembrement de la France, si la France se laissait démembrer; et si la France ne se laissait pas démembrer, c'est-à-dire si la victoire des Espagnols n'était pas complète, celle de la foi ne l'était pas davantage. Il y avait toujours des hérétiques, qu'aux yeux du pape il s'agissait précisément d'exterminer. Si la victoire était complète, il n'y aurait plus d'hérésie, c'est vrai, mais aussi il n'y aurait plus de France. Sans doute, tout valait mieux que l'hérésie; mais si on pouvait exterminer l'hérésie sans sacrifier la France, ou plutôt sans mettre à sa place l'Espagne qui, ainsi agrandie, étoufferait l'Italie et Rome, ce serait, certes, la meilleure solution. Somme toute, au moment de l'avénement de Sixte-Quint, ces difficultés paraissaient insurmontables.

Il revint donc à ses rêves de moine : la guerre contre les infidèles, puisqu'il ne pouvait pas encore la

faire aux hérétiques; la conquête d'Alger, la conversion de la reine Élisabeth, tel fut le programme dans lequel il enferma ses idées. Quand Olivarès se présenta à l'audience, un samedi, comme il le faisait chaque semaine, le pape lui en fit part. Il le pria[1] d'en écrire au roi, sans le nommer, et, comme parlant de son chef, de lui exposer les avantages d'une expédition contre les Barbaresques, seul moyen de pacifier la Méditerranée. L'ambassadeur s'excusa, et dit que probablement son maître ne répondrait à de semblables ouvertures que si elles venaient de Sa Sainteté. Le saint-père passa alors aux affaires d'Angleterre; sans s'expliquer davantage, il confia à Olivarès qu'il avait lieu d'espérer que la reine ferait une « bonne chose » (qu'elle embrasserait la religion catholique). Olivarès va aux informations et apprend sur quoi reposent ces espérances. C'est un mot de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris qui a dit au nonce que sa souveraine, en cas de troubles, n'aurait qu'à entendre une messe pour sortir d'embarras. La vérité est que des jésuites avaient mandé de Londres que la reine était favorablement disposée, et c'était sur ces renseignements que Sixte-Quint, par l'intermédiaire du duc de Luxembourg avait fait prier Henri III d'entamer des pourparlers secrets avec Élisabeth[2]. En résumé, disent les premiers rapports du comte, le pape veut faire quelque grande

Olivarès à Philippe II, 4 juin 1585. Arch. Simancas. *S. de E.* Rome. *Leg.* 946.

[2] C'est le pape lui-même qui plus tard donna ce détail à l'ambassadeur de Venise. Giovanni Gritti au doge, 4 juin 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

entreprise. « Il semble, écrit Philippe II en marge de la lettre de son ambassadeur, que la guerre de Flandre ne lui paraisse pas grande, et qu'il ne se rende pas compte de ce qu'elle coûte. Il se trompe sur l'Angleterre et se berce d'illusions. » Comme politique, on le voit, ni le roi ni son représentant ne le prenaient encore au sérieux.

Déjà Grégoire XIII avait entretenu des relations avec la Perse. Mais les communications étaient lentes, les nouvelles contradictoires, l'idée de combiner une action commune avec le sofi peu pratique, même en supposant que les princes chrétiens se fussent réunis, et ils en étaient bien loin, pour tenter une nouvelle croisade. Un agent que Grégoire avait envoyé en Perse en revint vers la fin du pontificat de Sixte-Quint. La lettre du shah, qu'il lui apportait, avait trois années de date. Cependant, dans les commencements de son règne, le pape se promettait beaucoup de ses intelligences avec cet allié « infidèle. » Il comptait d'ailleurs commencer par la guerre avec les Barbaresques. On lui répondit que, pour prendre Tripoli, il fallait au moins vingt-cinq ou trente galères, ayant à bord six mille hommes; qu'on devait les débarquer dans la nuit et les rembarquer aussitôt pour se retirer, dans le cas où la surprise aurait manqué. En ce qui concernait Alger, il faudrait des préparatifs bien autrement grands. Cette entreprise, que le pape ne cessait de recommander à Madrid, était particulièrement odieuse à Philippe, qui, vu l'attitude de l'Angleterre, tâchait, au contraire, de se mettre en bons termes avec la Turquie. Il finit

par déclarer qu'il ne voulait plus entendre parler d'Alger[1].

Peu de temps après, Olivarès apprit que le cardinal d'Este faisait des efforts auprès du saint-père pour l'engager dans une entreprise d'outre-Manche. Le pape inviterait le roi et les princes catholiques de France, réconciliés entre eux par la paix de Nemours qu'ils venaient de conclure, à tourner leurs forces réunies contre l'Angleterre, dans le but d'y rétablir la religion catholique, de détrôner Élisabeth, et de placer le roi d'Écosse, fils de Marie Stuart, sur le trône vacant. Sixte-Quint demanda leur avis aux cardinaux de Vaudemont et de Sens; c'était livrer le secret à Olivarès, qui se rendit aussitôt au palais, déclara au saint-père qu'avant d'avoir exterminé l'hérésie en France, de semblables chimères étaient hors de saison, et que le cardinal d'Este ne les avait suggérées que pour brouiller Sa Sainteté avec les princes catholiques français. Comment espérer que ces derniers puissent se rendre à ses vues? comment exiger d'eux qu'à ce moment ils s'éloignent de France ? Ce serait la livrer aux hérétiques qui, une fois les maîtres, ne tarderaient pas à prendre fait et cause pour Élisabeth. Il fallait d'abord terminer les guerres de France et de Flandre. Alors seulement on pourrait songer à l'Angleterre, chasser Élisabeth et remettre ce royaume, non au roi d'Écosse, peu solide en matière de religion, mais à Marie Stuart

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 1er avril 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. — Alberto Badoer au doge, 1er juillet 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 23. — Le cardinal d'Este à Villeroy, 2 juin 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

sa mère. Le pape reconnut la justesse de ces observations. Il était d'ailleurs évidemment mortifié d'apprendre que ses pourparlers intimes avec des cardinaux parvinssent à la connaissance de l'ambassadeur d'Espagne [1]. Averti par celui-ci que Henri III traitait avec le sultan, Sixte-Quint lui promit de dire à l'ambassadeur de France que, si son souverain demandait secours au Turc, il l'excommunierait, le priverait du royaume, s'armerait contre lui, inviterait les princes chrétiens à occuper son royaume, délierait ses sujets du serment de fidélité. Il parla avec une telle violence, qu'Olivarès, enchanté d'ailleurs de cette sortie, ne douta pas de sa parfaite sincérité [2].

Au fur et à mesure que Sixte-Quint parvenait à se mettre au courant des grandes affaires, son langage gagnait à Madrid en autorité. Il écrivait lui-même au roi, et Olivarès avait souvent à revenir à la question de l'Angleterre. C'est l'état de ce pays qui fixait alors, pour des raisons diverses, l'attention de Philippe et du saint-père. Des préoccupations communes firent naître à la fois, à Madrid et à Rome, l'idée d'une expédition contre la reine Élisabeth. On sait quels en furent les résultats : un immense désastre militaire et un plus grand échec politique et religieux, la consolidation du trône d'Élisabeth et du protestantisme en Angleterre.

Aux yeux de Philippe II, l'ascendant de plus en plus marqué de la reine, ses relations avec le roi de Dane-

[1] Olivarès à Philippe II, 13 juillet 1585. Arch. Simancas. *S. de E.* Rome. *Leg.* 946.

[2] Olivarès à Philippe II. Rapport précité.

mark, avec les protestants d'Allemagne, avec les Turcs, faisaient de cette princesse une ennemie formidable. Le sommeil fuyait le roi vieux et infirme, quand on lui avait apporté dans la journée les lettres du nouveau monde. Elles étaient constamment remplies du récit des ravages exercés par Drake. Devenu la terreur de ces contrées lointaines, ce corsaire anglais capturait souvent les galions du roi d'Espagne, dont les coffres se vidaient incessamment pour subvenir à la guerre des Flandres, aux besoins de la Ligue, à la répression des insurrections du Portugal.

Pour le pape, ramener l'Angleterre dans le giron de l'Église était l'une des grandes tâches de sa vie. Là, comme en France, la situation était complexe. La cause de la religion vaincue était représentée par une femme charmante, belle encore, intéressante, faisant oublier par son infortune les légèretés de ses jours heureux, les graves soupçons qui pesaient sur elle, et entourée déjà de l'auréole du martyre qui l'attendait. Sur le trône, on voyait une maîtresse femme, pleine d'énergie, audacieuse, indomptable, évidemment à la hautéur de sa mission, et cette mission semblait être de séparer définitivement, ou pour des siècles au moins, cette noble et naguère si catholique Angleterre de la communion avec l'Église.

Sixte-Quint plaignait Marie-Stuart ; il admirait Élisabeth. Deux manières d'atteindre le but élevé qu'il s'était proposé, le retour de l'Angleterre à la foi catholique, se présentaient à son esprit : convertir la reine ou la détrôner. Il s'engagea à la fois dans les deux voies. A Londres, par les jésuites qui y péné-

traient sous des déguisements et au péril de leur vie, à Paris par son nonce, il travaille sans relâche à amener la reine à se réconcilier avec Rome. Il se flatte qu'elle écoutera sa voix. Il conjure Henri III, qui a conservé de bons rapports avec sa voisine d'outre-Manche, d'entremettre ses bons offices, de lui représenter les dangers de la situation, les avantages d'une conversion. Lorsque le duc de Luxembourg quitte Rome pour retourner en France, il le charge d'une mission secrète auprès de son maître, auquel il voudrait communiquer son zèle. Mais soit que le duc se fût mal acquitté de ses instructions, soit que Henri l'eût accueillie froidement, cette tentative ne produisit aucun effet[1]. Il expose à M. de Pisany tout le profit que son roi tirerait de la conversion d'Élisabeth. « L'un des principaux remèdes, écrit cet ambassadeur à Henri III[2], serait, de l'avis du pape, de gagner la reine d'Angleterre et la faire revenir catholique. Lui semblant que Votre Majesté avait une bonne occasion de tenter cette bonne œuvre par le moyen des grands qu'elle enverra exprès vers elle bien avisés et catholiques, de bonnes mœurs et vie, pour négocier les affaires de la reine d'Écosse (sa mise en liberté), et commencer à lui remontrer tant qu'elle voudra vivre en l'opinion qu'elle est, sera toujours en danger de perdre la vie, ne devant douter qu'à toute heure il ne se fasse de nouveaux attentats sur sa personne, sans avoir jamais plus

[1] Pisany à Henri III, 4 novembre 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. Extrait publié dans la *Vie du cardinal de Joyeuse*.— Le cardinal de Joyeuse à Henri III. Avril 1588.

[2] Pisany à Henri III. Rapport précité.

d'heures de sûreté, ni de plaisir; ou, au contraire, elle demeurerait une très-grande reine, honorée et aimée de tout le monde, et que si les huguenots voulaient lui contredire que Votre Majesté promet d'aider d'argent et de toute sorte de moyens; qu'il me promettait de sa part de fournir et mettre comptant en mains de Votre Majesté, en s'assurant et obligeant par ce moyen les catholiques de ce royaume qu'il savait être en grand nombre[1], et qu'outre cela, elle acquerrait une couronne de gloire au ciel et entre les peuples chrétiens, un honneur et une réputation immortels. »

L'ambassadeur ne partageait pas les illusions du pape; il connaissait trop bien sa propre cour pour se flatter qu'elle voulût ou pût efficacemement entrer dans ces vues. D'ailleurs, les conseillers d'Élisabeth, dit-il au roi, n'y consentiraient jamais : « Même que j'avais entendu que ses ministres étaient si entiers, et elle si jointe à eux, que, aussitôt qu'on lui aurait fait une proposition de sa conversion, elle la communiquerait à ceux de son conseil qui renverseraient aussitôt toute chose et sauraient donner malle satisfaction à ceux qui l'auraient mis en avant, et peut-être, préparerait-on plus de mal par ce moyen à la reine d'Écosse. »

Le pape répondit : « Il ne faut pas penser à tant de choses. Peut-être est-elle plus disposée à se faire catholique qu'on ne pense. » Il est vrai qu'Élisabeth n'avait pas fait un accueil fort encourageant à ces propositions

[1] Tout ce passage du rapport de M. de Pisany est souligné de la main de M. de Villeroy.

de conversion, elle s'était mise à rire[1]. Mais le chef de l'Église ne renonce pas à tout espoir. Il confie aussi à Pisany qu'on lui a, à plusieurs reprises, proposé de la tuer « et pour peu d'argent; mais qu'il avait rejeté ces offres, détestant et abhorrant de pareils moyens. »

Lorsqu'il apprit la mort de Marie Stuart, il fondit en larmes. Il déplorait moins cette infortunée princesse qu'il avait vainement essayé de sauver, que le triomphe du protestantisme[2], et la perte de l'appui que la reine d'Écosse, comme prétendante à la couronne d'Angleterre, avait pu faire entrevoir aux catholiques anglais, espérances fallacieuses peut-être, mais qui avaient ranimé leur courage. A Madrid aussi, ce fut une grande douleur, mais motivée par d'autres considérations. Philippe II croyait sincèrement que Marie-Stuart était une sainte et que, par conséquent, il n'était pas convenable de lui faire des obsèques. Son confesseur et des théologiens qu'il consulta s'empressèrent de le rassurer. Ils eurent des doutes au sujet de la sainteté, non encore, dirent-ils, prononcée par l'Église. Ils en eurent moins sur la convenance du service funèbre, et le roi, suivant leurs conseils, y fit déployer grande pompe, y assista lui-même et donna les témoignages d'une profonde affliction[3].

La fin tragique de Marie Stuart fut donc très-vivement sentie à Rome; mais le pape s'en consola par

[1] Il le raconta lui-même à l'ambassadeur de Venise. Antonio Badoer au doge, 24 février 1589 (1590).

[2] Giovanni Gritti au doge, 28 mars 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

[3] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 21 avril 1587. Arch. Ven *Disp.* Espagne, *fil.* 20.

l'espoir que Henri III vengerait cet outrage. Dès ce moment, ses affections personnelles pour Élisabeth subirent un notable refroidissement. Toutefois, cessant de l'aimer, il ne cessait pas de l'admirer. « Quelle galante femme celle-là, dit-il à M. de Pisany, puisque elle brave les deux plus grands rois, tant par mer que par terre[1] ! » et à Joyeuse : « C'est une vaillante femme, si elle n'était hérétique elle vaudrait un monde[2]. » Jusqu'à la fin de ses jours, il ne désespéra pas de la convertir, comptant toujours sur l'action d'amis catholiques de la reine. Lorsqu'un conseiller du landgrave de Hesse, envoyé à Florence pour des affaires de son maître, exprime le désir de venir à Rome, il engage le grand-duc Ferdinand à le lui dépêcher. Peut-être pense-t-il agir sur le landgrave, le ramener vers l'Église. « Ah! si on trouvait moyen d'approcher la reine d'Angleterre! » Il recommanda à Ferdinand d'entretenir de bonnes relations avec elle. « Car des temps peuvent venir où il sera permis de faire le bien au profit de la religion[3]. »

Le sort des catholiques anglais lui tenait extrêmement à cœur. La promotion extraordinaire de Mgr Alan avait eu pour but de leur donner un chef ecclésiastique de leur nation. Elle eut lieu sur la demande de Philippe, quelques mois après la mort de la reine d'Écosse, et déplut fort à la reine Élisabeth. Le sacré

[1] Pisany à Henri III, 30 juin 1587.

[2] Le cardinal de Joyeuse à Henri III. Avril 1588. *Vie du cardinal de Joyeuse*.

[3] L'ambassadeur Nicolini au grand-duc Ferdinand, 24 mars 1590. Arch. Flor. 3299.— Le même au même, 13 avril 1590. *Ibid.*

collége la considérait comme imprudente parce qu'elle aggravait le sort des coreligionnaires anglais, alors en butte aux plus terribles persécutions. Le roi d'Espagne eut l'intention de faire partir Alan avec l'*Armada* et d'obtenir pour lui la légation d'Angleterre[1].

Au Vatican, sans désespérer de la conversion d'Élisabeth, on ne perd pas de vue l'éventualité où elle ne rentrerait pas dans le sein de l'Église. Dans ce cas il faut lui enlever la couronne. C'est pour Philippe le but, pour Sixte-Quint le moyen extrême. Au moment de la décision et des préparatifs de la guerre contre l'Angleterre, le pape flotte souvent entre les deux alternatives. Son langage et sa conduite subissent l'influence des nouvelles qui lui arrivent d'Angleterre et d'Espagne, reflètent ses illusions à l'égard des dispositions personnelles de la reine, l'évanouissement momentané de ses espérances, ses doutes, de plus en plus motivés, sur l'issue finale de la grande entreprise de Philippe. Après avoir chaleureusement recommandé la guerre, il hésite et se refroidit. Après les désastres, il nie ou il oublie avoir été l'un des instigateurs de l'envoi de l'invincible *Armada*[2]. Pendant toute la guerre, il ne cesse de travailler à la conversion d'Élisabeth. Il n'en fait pas absolument mystère à Philippe, mais il lui en dit aussi peu que possible, craignant de l'offusquer, car pour celui-ci la conquête ou du moins l'humiliation et l'affaiblissement de l'Angle-

[1] Giovanni Gritti au doge, 8 août 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 21. — Le même au même, 25 août 1587. *Ibid.* — Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 26 août 1587. *Ibid. Disp.* Espagne, *fil.* 20.

[2] Badoer au doge, 25 avril 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

terre sont l'essentiel, le rétablissement de la religion catholique ne figure qu'au second plan, tandis que le pape ne tend au contraire qu'à ce résultat, et aurait infiniment préféré l'obtenir par la conversion d'Élisabeth que par des victoires de Philippe.

Ces sentiments étaient partagés par des hommes d'État de la cour de Rome, qui regrettaient que le pape s'engageât si avant avec le roi. Ignorant que Sixte-Quint[1] avait insisté pour que Marie-Stuart fût reine d'Angleterre, le nonce à Madrid s'étonnait que Sa Sainteté n'eût pas réglé d'avance avec Philippe II la succession à la couronne d'Angleterre; « car, ce roi, dit-il à l'oreille de l'ambassadeur de Venise Gradenigo, voudra toujours en être le maître, tandis que ni le pape, ni aucun grand prince ne pourrait consentir à ce que la possession du grand royaume d'Angleterre fût ajoutée à celle de l'Espagne. Le roi, il est vrai, est un esprit sage. Il dit qu'il ne veut pas du bien d'autrui, mais les facilités de l'occasion, le penchant pour la domination inné aux hommes, des incidents imprévus pourraient aboutir à l'établissement de la monarchie universelle. »

Gradenigo demanda au nonce quelle avait été sur cette matière la pensée de Grégoire XIII. Celui-ci lui confia que ce pontife avait d'abord, dans le cas où Philippe s'emparerait de l'Angleterre, voulu se réserver le droit de disposer de cette couronne, mais que,

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 10 février 1586. Bibl. imp. Paris. Coll. Harlay. 288. — Le cardinal, en donnant cette information, a soin d'écrire en chiffres et recommande la discrétion. « Vous savez, dit-il, combien il importe à la vie de cette pauvre dame que cela soit tenu secret. »

pénétré de la puissance de Sa Majesté Catholique, il avait plus tard reconnu l'impossibilité d'y établir un autre prince que Philippe et s'était résigné à le reconnaître roi d'Angleterre. D'ailleurs cette expédition lointaine semblait au nonce superflue et surtout hasardée, vu que le roi ne possédait dans les parages de l'Angleterre aucun port de refuge en cas de revers[1].

Ces considérations d'une politique toute moderne, car elles reposaient sur le principe de l'équilibre européen, étaient sans doute fort justes. Le cardinal d'Este tint Sixte-Quint en garde contre l'ambition de son allié. « Je lui mis, écrit-il à M. de Villeroy[2], en considération l'alarme que cela peut et doit donner aux princes chrétiens, d'autant que encore il couvre l'entreprise qu'il a sur l'Angleterre de l'hérésie dont la reine fait profession, toutefois il ne faut douter qu'il ne touche à la monarchie de toute la chrétienté. A quoi le pape ne me répondit autre chose sinon que de se faire monarque serait une chose bien longue et où il y aurait trop à faire. Et demeurait pensif là-dessus sans laisser entendre rien de plus. » Le cardinal s'alarma de ce langage. Il conseilla au roi d'offrir éventuellement son concours à l'expédition espagnole contre l'Angleterre, à la condition qu'elle fût ajournée jusqu'au moment où les troubles de France seraient apaisés.

[1] Vincenzo Gradenigo au doge. Madrid, 22 février 1585 (1586). Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 18.

[2] Le cardinal d'Este à Villeroy, 8 octobre 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

Toute part faite à l'ambition de Philippe, il n'en est pas moins vrai qu'il était obligé de tenter un grand coup contre l'Angleterre; que le pape ne pouvait l'en empêcher; qu'il devait même désirer le succès, et le désirant, y concourir dans la limite de ses moyens. Quelle était la situation? A moins de rentrer dans les catacombes, l'Église, qui a toujours besoin d'un bras séculier, ne trouva alors l'appui politique et matériel qu'il lui fallait que dans le roi d'Espagne, l'Empereur et le roi de France étant paralysés, l'un par l'état nouveau que la réforme avait créé, l'autre par les guerres civiles. Restait donc le pieux, le puissant roi Philippe. Mais il n'était grand, il n'était à même de prêter à l'Église l'appui nécessaire, qu'à la condition d'être le maître des mers. Privé de la domination maritime, la possession de la Flandre, de la Sardaigne, de Naples, de la Sicile, des Indes était compromise d'abord, perdue ensuite irrévocablement. L'histoire des siècles suivants l'a bien prouvé. Philippe le comprit. Or la prépondérance maritime lui était contestée par la marine naissante de l'Angleterre. Le nom de Drake, aujourd'hui presque oublié dans l'histoire, remplissait alors le monde. C'est lui qui, le premier, avec quelques bâtiments légers, avait osé attaquer cette immense puissance, lutter contre le prestige de Philippe II dans les contrées transatlantiques; c'est lui qui capture ses galions sous les remparts de Cadix, soutient contre lui le soulèvement du Portugal, efface la gloire légendaire des anciens rois scandinaves. Balayant les mers, il est à la fois sur les côtes de l'Espagne, aux Antilles, aux Terceires, partout où flotte

le pavillon de Castille si fier naguère, et que peuvent à peine maintenant protéger les canons des forts espagnols.

Lorsque le vieux cardinal de Granvelle, encore nominalement premier ministre, s'aperçut que son maître ne le tenait plus au courant des mouvements de Drake, il succomba. Ce fut le coup de grâce. Il comprit que son temps était fini, qu'il ne lui restait qu'à mourir, et il mourut [1]. Telle était l'importance qu'à la cour de Madrid on attribuait à ce corsaire. Plus d'une fois le roi se vit obligé d'expédier à ses bâtiments l'ordre de rester dans les ports [2]. Quelle humiliation! quel embarras! car ce sont précisément les galions qui doivent apporter l'argent dont on a si grand besoin. Il fallait donc détruire Drake; mais avant tout, il fallait le joindre, résultat difficile à obtenir avec les lourds vaisseaux de la marine royale qui, ayant navigué jusque-là avec sécurité dans des mers dont ils étaient maîtres, étaient insuffisamment armés et incapables de lutter de vitesse avec les clippers anglais. L'ennemi leur échappait quand ils manœuvraient de conserve, il prenait la fuite, mais ce n'était que pour revenir aussitôt, pour les poursuivre, les atteindre, les foudroyer quand ils étaient isolés.

Restait donc le parti d'attaquer l'ennemi dans ses foyers, de diriger une expédition, non contre l'insaisissable Drake, mais contre le pays d'où partaient ses navires, contre l'Angleterre. Le maintien de la

[1] Vincenzo Gradenigo au doge. Madrid, 23 avril 1586. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 19.

[2] Hieronimo Lippomano au doge ; en plusieurs endroits.

domination des mers, et avec elle le maintien de l'Espagne au rang de grande puissance étaient à ce prix. C'est dans cet ordre d'idées que la grande expédition contre l'Angleterre fut conçue[1]. Elle était inspirée à Philippe II par un besoin, le plus impérieux de tous, celui de préserver son existence. Il n'en est pas moins vrai que si elle réussissait, elle rendait ce prince maître de l'Angleterre. La conquête de ce royaume n'était pas le but de l'entreprise, mais elle en était la conséquence.

Envisagé même à ce point de vue, l'équipement de l'*Armada* devait rencontrer l'approbation du pape. Pour les raisons que l'on sait, il ne tarda pas à en regretter la nécessité. Il l'admit cependant, et une fois admise, il promit au roi une subvention annuelle de huit cent mille écus, non sans déplorer cette dure obligation, les lenteurs espagnoles si préjudiciables aux catholiques anglais, les fautes qu'on faisait, le temps précieux qu'on perdait[2]. Il tâcha aussi de ranimer le zèle du roi, qui avait des jours de découragement, des velléités de paix quand la paix était devenue impossible. Ainsi, après avoir dans les armements maritimes dépensé des sommes énormes, effrayé des difficultés de l'entreprise, il eut un moment l'idée de traiter avec Élisabeth, se rappelant le mot du duc d'Albe, « que l'Espagne était en mesure de faire la guerre à tous les princes de la terre, pourvu qu'elle

[1] Les rapports de Vincenzo Gradenigo, ambassadeur de Venise en Espagne de 1585 à 1586, constatent ce fait.

[2] Giovanni Gritti au doge, 23 mai 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 21.

fût en paix avec l'Angleterre[1]. » « Ce matin, écrit le pape de sa main à Philippe II[2], j'ai tenu consistoire, et, pour donner satisfaction à Votre Majesté, Alan a été fait cardinal; et quoique en proposant (aux cardinaux) cette promotion, j'aie eu soin de ne donner lieu à aucun soupçon (relatif aux armements espagnols), j'apprends que dans Rome on commençait à dire : Maintenant, ils se mettent en état de faire la guerre à l'Angleterre. Ce bruit courait dans toute la ville. Que Votre Majesté ne perde donc pas de temps, afin de ne pas faire plus de mal à ces pauvres chrétiens (les catholiques anglais), car si vous tardez, le bien que vous comptez faire tournerait en mal ! En ce qui concerne mon concours à l'entreprise, j'ai tout de suite ordonné ce que le comte d'Olivarès m'avait demandé, et je pense qu'il vous en rendra compte. Comme Votre Majesté doit faire cette entreprise, elle devrait d'abord se réconcilier bien avec Dieu, car les péchés des princes détruisent les peuples et défont les royaumes. »

La bonne entente n'était pas sans nuages entre le pontife et le roi. Outre les questions ecclésiastiques, qui donnaient presque constamment lieu à des contestations, il y eut entre eux sur des sujets divers de nombreuses altercations. Le comte d'Olivarès n'était pas homme à faciliter les accommodements. Quelquefois c'était le pape qui montrait vis-à-vis du roi une sus-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 16 juillet 1587. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 20.

[2] Sixte-Quint à Philippe II. Rome, 7 août 1587. Arch. Simancas. *S. de E.* Rome. *Leg.* 950.

ceptibilité peu digne d'un grand esprit. Des questions d'étiquette devinrent facilement des affaires d'État, et Philippe attachait à ces questions une extrême importance. Les titres, le pas dans les cérémonies, l'ordre des visites dénotaient la part de chacun à la splendeur, à la puissance royale dont le roi était la source et le suprême dispensateur. Manquer d'égards au dernier de ses *criados*, c'était manquer à lui-même; c'était, pour ainsi dire, commettre un crime de lèse-majesté; c'était même manquer à Dieu, dont il se croyait le représentant sur terre, du moins dans ses États qui embrassaient le globe. Le pape qui ne s'entendait guère aux prescriptions de l'étiquette, et précisément susceptible parce qu'il en savait si peu, avait les yeux fixés sur le roi. Il voyait partout des empiétements sur le terrain de l'Église. Grande est sa colère quand il apprend que l'ambassadeur d'Espagne à Venise demande la première visite du nonce[1]. « C'est inouï, s'écrie-t-il : *inauditum a sæculo.* »

Alberto Badoer, l'ambassadeur de la Seigneurie, tâche de le calmer. Il lui développe tout un code de politesse du seizième siècle. Il lui insinue, avec des précautions oratoires, « que les visites sont l'affaire des particuliers. C'est chose de politesse et d'éducation, non de politique ou d'État. Qui part fait ses visites pour prendre congé, qui arrive est visité le premier. Lui-même, en arrivant à Rome, a reçu les visites des ambassadeurs de France et d'Espagne. Se croit-il pour cela leur supérieur, pense-t-il que la Seigneurie ait le

[1] Alberto Badoer au doge, 29 juill. 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 23.

pas sur les grands princes? Assurément non. Celui qui manque à ces règles passe pour mal élevé, mais le prestige des princes ne saurait en souffrir. » Enfin, Sixte-Quint se calma, non sans répéter que les nonces étaient des personnages hors ligne. Il y eut des conflits plus graves sur de semblables questions. Philippe, noyé dans les détails de sa vaste administration, inventa parfois des règlements, rendit des ordonnances qui lésaient les droits des autres souverains, et excitaient les colères du pape.

Las des démêlés entre ses premiers représentants en Italie, le vice-roi de Naples, le comte d'Olivarès et le prince Doria, qui avaient cessé toutes relations[1] : l'un refusant à l'autre le titre d'Excellence, le roi publia une pragmatique sur les titres qui détermina dans le corps diplomatique de Madrid et dans les cours étrangères une explosion d'indignation[2].

En vertu de ce document, entre autres dispositions concernant les membres des deux branches de la maison

[1] Le duc de Frias, gendre du vice-roi de Naples, chargé de se rendre à Rome pour prêter l'obédience à Sixte-Quint, au nom du roi, avait retardé son départ de Naples à cause des difficultés d'étiquette survenues entre lui et le comte d'Olivarès. Le duc soutenait que ce dernier n'étant pas grand d'Espagne, ne pouvait prétendre qu'à la *mercéd*. Ces deux personnages eurent recours à Philippe II, qui décida que le duc de Frias donnerait à Olivarès de la Seigneurie, et que celui-ci donnerait au duc de la Seigneurie illustrissime. Le cardinal d'Este à Villeroy, 25 février 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

[2] Annexe au rapport de Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 18 octobre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 19. — Le même au même. Madrid, 25 octobre 1586. — Le même au même. Madrid, 15 janvier 1586 (1587). — Le même au même. Madrid, 26 janvier 1586 (1587). — Le même au même. Madrid, 22 juin 1587. — Le même au même. Madrid, 5 juillet 1587. — Le même au même. Madrid, 22 août 1587. *Ibid.*

d'Autriche, l'Excellence et la Seigneurie illustrissime sont réservées exclusivement aux cardinaux et à l'archevêque de Tolède. Les ambassadeurs étrangers dits de chapelle, c'est-à-dire des grandes cours, y compris le nonce qui n'est pas nommé, auront désormais la simple Seigneurie. L'ambassadeur de l'Empereur, le baron de Khevenhiller donna le premier l'alarme. Tout réservé qu'il était de sa nature, il parla hautement contre « cet écrit infâme, » et annonça son départ avant la fin de l'année, la pragmatique devant recevoir son effet à cette époque. Le nonce, plus modéré dans la forme, s'émut de son côté. Lorsque le roi revint de l'Escurial, il fut assailli de demandes d'audience. Le représentant du pape tint alors un langage altier. Il déclara qu'il n'obéirait pas à la pragmatique; que c'était au pape à en juger, puisque c'était le pape qui donnait et réglait les titres. Le baron de Khevenhiller renonçant à la perspective de la Toison d'or, parla « bravement » à Sa Majesté ; l'ambassadeur de Venise, *minimus apostolorum*, comme il s'appelle lui-même, le fit avec beaucoup d'adresse, mais pour arriver aux mêmes conclusions. A ces remontrances, le roi, toujours calme et d'une politesse exquise quand il parlait aux ambassadeurs, se borna à répondre, que, « en faisant sa pragmatique, il avait voulu remédier à des abus et ne blesser personne, ni manquer aux souverains, mais que ce qui était écrit était écrit. » En effet, le voir revenir sur une résolution prise était chose inouïe. Philippe II, en vrai roi qu'il était, savait que rien ne détruit le prestige des princes comme ces retours en arrière. Sur ce point, il était inébranlable.

Lorsque le pape eut connaissance de la pragmatique, il insista sur la révocation des articles qui le blessaient. Il demanda une déclaration péremptoire. « Qu'on ne perde pas de temps selon l'habitude espagnole, dit-il à Olivarès[1], qu'on révoque ces dispositions, sinon nous mettrons ces ordonnances à l'index des livres défendus. » Il écrit de sa main au roi[2] : « Aucun péché n'excite plus la colère de Dieu que l'usurpation en matière de juridiction ecclésiastique, ainsi que cela est prouvé par l'histoire sacrée et profane. On a conseillé à Votre Majesté d'étendre sa pragmatique à des évêques, archevêques et cardinaux. C'était un très-grand péché. Par conséquent, vous devez exempter ces ministres de Dieu de la dite pragmatique et faire pénitence. Sinon quelque grand malheur pourrait bien vous frapper. Ne croyez pas ceux qui vous conseillent le contraire, car évidemment ce sont des adulateurs ou des athées. Croyez-moi plutôt, moi que Dieu vous a donné pour père. Croyez cette sainte Église qui est votre mère et à laquelle vous devez obéissance *de necessitate salutis*. Si vos conseillers sont des humanistes, qu'ils lisent Eutrope; s'ils sont canonistes, qu'ils lisent les...; s'ils sont légistes, le livre *de Sacratissimis episcopis* ; s'ils sont théologiens, le premier et le deuxième opuscule de saint Thomas, et alors ils ne donneront plus à Votre Majesté d'aussi mauvais conseils. César Octavien et d'autres empereurs païens avaient tant de respect pour la juridiction sacrée, qu'avant de faire

[1] Giovanni Gritti au doge, 21 mars 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome.
[2] Sixte-Quint à Philippe II, 7 août 1587. Arch. Simancas. S. *de* E. Rome. *Leg.* 950.

des lois *circa sacra*, ils se firent d'abord élire pontifes. Ce grand péché que vous avez commis m'a fait verser bien des larmes. J'ai la confiance que vous ferez amende honorable, et que Dieu vous pardonnera. Au vicaire de Dieu on doit, dans les choses qui concernent le salut, une obéissance complète. J'espère que vous me la prêterez. »

Cette demi-brouille coïncidait avec les préparatifs pour l'expédition d'Angleterre. Jamais la bonne entente entre Rome et Madrid n'avait été plus nécessaire. Cependant le roi parut décidé à ne pas annuler une ordonnance publiée. Il en saisit le conseil royal. La pragmatique portait-elle atteinte aux libertés et à la dignité ecclésiastiques? Le conseil se prononça négativement. Le pape, fort mécontent, déféra le fait au consistoire[1], déclarant « que son fils chéri, le roi Philippe, en s'arrogeant le droit de juridiction sur des cardinaux et ecclésiastiques, avait commis un sacrilége. Comment! le roi refuse l'obéissance parce que les ministres le lui conseillent? Ce n'est pas ainsi qu'a agi l'empereur Théodose, lorsque saint Ambroise lui défendit d'entrer dans l'église. Il n'a pas répondu : Les miens ne me le conseillent pas. Il a obéi, il s'est soumis au pontife, a fait pénitence de sa faute, et a ensuite été admis à l'église. » Cette harangue dura une heure et se termina par la défense aux cardinaux et prélats, sous peine d'excommunication, de se conformer à la pragmatique. Le roi, profondément blessé et affligé de voir afficher ainsi aux yeux du

[1] Giovanni Gritti au doge, 1er août 1587. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

monde les querelles intimes entre lui et le saint-père, et cela à un moment où il était si important de faire croire que la plus parfaite harmonie régnait entre eux, dissimula son dépit, mais il cessa d'écrire au pape et ne traita plus avec lui que par l'intermédiaire de l'ambassadeur[1]. Tandis que les Espagnols résidant à Rome se récriaient hautement contre cette véhémente sortie, si inopportune, si peu motivée, et qui en effet ne laissait pas que d'être exploitée par la partie adverse fort bien servie au Vatican comme à l'Escurial, le roi reçut des lettres d'Italie qui tâchaient de lui donner des doutes sur la loyauté de Sixte-Quint[2]. Comment s'expliquer ce manque d'égards, ce langage blessant de la part d'un allié? pourquoi amasse-t-il tant d'argent au fort Saint-Ange, tout en refusant de payer les subsides? serait-il vrai qu'il médite quelque coup secret, comme on se le dit à l'oreille? qu'il songe à réduire le royaume de Naples sous l'obéissance directe de l'Église? Pourquoi cette grande intimité avec la seigneurie de Venise? compte-t-il la gagner à ses desseins cachés en lui offrant les territoires qu'elle possédait jadis dans la Pouille? espère-t-il survivre au roi, car du vivant de Philippe il ne pourrait guère songer à accomplir de si vastes projets, bien au-dessus de ses forces, à moins de trouver quelque puissant allié, comme le serait la république de Venise, mais qui ne se compromettrait pas, tant que régnerait le roi? Ces bruits couraient dans les antichambres de

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 21 mars 1588.
[2] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 20 septembre 1587. Arch. Ven. *Disp.* Espagne.

Philippe II et de ses conseillers. Ils venaient d'Italie où ils furent, pendant un moment, assez accrédités. Colportés par les nouvellistes du temps, ils ont fini par passer dans les livres de quelques auteurs du siècle suivant et acquis ainsi la valeur de faits positifs. Cependant rien n'est plus faux. Sixte-Quint n'a jamais songé à la conquête de Naples. Ce rêve d'ambition, que le pape Caraffa avait si chèrement expié, ne pouvait sourire à un esprit aussi solide que le sien. Ni Philippe, ni ses ministres n'ajoutaient foi à ces insinuations. Ceux-ci priaient leur maître de dissimuler son mécontentement, d'être indulgent pour le naturel colérique du pape, de céder dans la question de la pragmatique, et d'être persuadé que Sixte-Quint, outre qu'il jugeait parfaitement les difficultés d'une tentative contre Naples, et considérait toujours le roi catholique comme le principal défenseur de l'Église chrétienne, comme le boulevard le plus puissant contre les attaques des protestants et des Turcs, ne voudrait pas, par un vain désir de gloire, porter le trouble dans le monde chrétien, ni dépenser ses trésors sans la moindre chance de profit.

Le roi suivit ces conseils si conformes à la tournure de son esprit et à son caractère. Au lieu de témoigner de la susceptibilité, il redoubla d'attentions[1]. Lorsque le pape s'occupa du mariage de son petit-neveu, il vint au-devant de ses vœux en facilitant l'union de Michel Peretti avec Marguerite, fille unique du comte de la Somaglia. De son côté, Sixte n'était pas insen-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 5 novembre 1587. Arch. Ven. *Disp.* Espagne.

sible à ces procédés. Ceux qui disaient de lui qu'il appréciait l'importance de Philippe au point de vue des intérêts de l'Église, ne se trompaient pas. Lorsque la santé du roi commença à s'altérer, le pape trahit la plus vive inquiétude. Ses craintes semblaient motivées. Philippe souffrait de la goutte, et[1], au grand désespoir du médecin allemand de l'impératrice douairière, on ne cessait, d'après la mode du pays, de le purger et de lui tirer du sang. Il s'affaiblissait visiblement, mais continuait à travailler sans relâche, écrivant toujours de sa main, mais devenant de plus en plus inaccessible, même pour ses ministres et plus encore pour les ambassadeurs.

La mort du cardinal de Granvelle arriva au milieu des préparatifs de la guerre; plus tôt, elle eût été un événement, alors elle passa inaperçue. Le cardinal n'était plus qu'un illustre vieillard qui quittait la vie longtemps après avoir quitté les affaires. Il s'était rattaché au pouvoir avec une extrême ténacité, montrant, comme tant d'autres, qu'il est plus facile de monter sur la grande scène du monde que d'en descendre volontairement et avec dignité, quand l'heure de la retraite a sonné. Le roi, toujours plein d'égards pour ses serviteurs, lui avait laissé le faux-semblant de sa grandeur passée; mais il avait depuis longtemps cessé de le consulter. Ce grand homme d'État mourut, comme l'ambassadeur de Venise le mande au doge, « avec constance et prudence. » Le roi lui avait écrit « que sa maladie lui causait une vive

[1] Hieronimo Lippomano au doge, 5 juillet 1587. Rapport précité.

peine. » Le cardinal de Granvelle fit répondre à Philippe que sa peine était bien fondée, puisqu'il perdait un serviteur fidèle qui n'avait jamais hésité, dans l'intérêt de ses affaires, à s'attirer la haine de tous les princes de la terre[1]. Sixte-Quint apprit cette mort avec indifférence. Il dit à Gritti : « Pourquoi a-t-il quitté Rome, où il pouvait vivre avec honneur et exercer la direction suprême des affaires de son souverain en Italie, tandis qu'en allant en Espagne, il s'est exposé à ce qui lui est arrivé? car les Espagnols ne souffrent pas que des étrangers les gouvernent. Le roi ne s'en servait plus, et donnait sa confiance à ce sourd et aveugle don Juan de Zuniga et à Ydiaquez. Comment s'étonner des dommages que leur fait subir, non-seulement Drake, mais aussi le corsaire Murat-Reiss, puisque le conseil du roi est en cet état, et que pour ne pas augmenter l'autorité des grands, il n'y admet que des gens de basse condition? Mais Dieu veuille qu'il ne lui arrive pas malheur; car, dans ce cas, les grands, tout désireux de prendre en main le gouvernement, pourraient faire des choses étranges, non-seulement en Espagne, mais encore en Italie[2]. »

C'est toujours à l'ambassadeur de Venise qu'il fait ses confidences. Lorsque Gritti lui apporte la nouvelle de la paix conclue entre le Grand Turc et la Perse[3], il donne un libre cours à son mécontentement. « C'est,

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 20 septembre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Espagne.
[2] Giovanni Gritti au doge, 11 octobre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome.
[3] Le même au même, 23 mai 1587. *Ibid.*

dit-il, une grande et belle occasion perdue. Maintenant les hérétiques obtiendront du secours du Turc et feront beaucoup de mal. » Il regrette de fournir tant d'argent au roi catholique, huit cent mille écus par an. « Et, s'écrie-t-il, les galères espagnoles ne font que du trafic, et les deniers de l'Église servent à d'autres fins. De là la colère de Dieu, les affronts et dommages que le roi souffre partout, en Hollande, en Flandre, où il prend une ville pour en perdre deux, tandis qu'une femme parvient à coaliser les princes d'Allemagne et le roi de Navarre, à trouver en elle-même les moyens de mettre le monde sens dessus dessous. » L'ambassadeur Gritti, en retraçant cet entretien, conjure le doge d'en garder le secret. Les soupçons qu'il croit découvrir au fond de l'âme du pontife, au sujet de la loyauté de Philippe, le frappent. « Il est certain, écrit-il au doge, que le roi d'Espagne arme, et il n'est pas certain que les armements soient dirigés contre l'Angleterre. » Le doge a soin d'être discret, et le pape continue à faire de Gritti le confident de ses soucis. « De grâce[1], lui dit-il un autre jour, que ces seigneurs de Venise se comportent de façon que nous puissions rester amis, qu'il n'y ait pas lieu de nous quereller, mais que nous puissions nous aider réciproquement! » Puis, lui montrant un dessin du saint sépulcre qu'on lui avait envoyé, et qui se trouvait sur son bureau : « Nous pourrions acheter des Turcs le saint sépulcre. Ils nous le donneraient pour de l'argent, mais cela ne nous convient pas. Car nous ne voulons pas faire croire qu'il ne nous

[1] Giovanni Gritti au doge, 20 août 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22. — Le même au même, 4 juin 1588. *Ibid.*

soit pas possible d'aller le prendre de vive force, et quoique, de notre vivant, nous ne puissions espérer de le faire, nous ne voulons pas faire croire au monde que cela soit impossible. Nous craindrions aussi, en le transportant à Rome, de commettre un péché et de faire chose contraire à la volonté de Dieu, puisqu'il a voulu naître à Bethléem et mourir à Jérusalem. Nous voyons aussi que, quoique la crèche de Notre-Seigneur se trouve à Rome, personne ne vient la voir, tandis que, pour visiter le saint sépulcre, beaucoup de monde va tous les ans à Jérusalem. On dit que les pèlerins sont fort maltraités des Turcs. Il faut avoir de la patience, jusqu'à ce que Dieu envoie l'homme qui, en l'honneur de la divine Majesté, veuille reconquérir la terre sainte. Un homme y suffirait, car le reste ne manque guère. Les forces du roi d'Espagne seules suffiraient, s'il voulait les employer à cette fin, lui qui a tant de royaumes, tant de revenus, tant de puissance ! Et encore il ne serait pas seul, car qui ne l'aiderait pas ? Ferrare, Florence, Mantoue, Urbin concourraient de tous leurs moyens. De Gênes on sait que le roi dispose à sa volonté, et quand bien même la Seigneurie ne voudrait pas se compromettre ouvertement avec les Turcs, il n'y aurait pas de femme à Venise et sur la terre ferme, tant soit peu aisée, qui ne payât volontiers quatre ou cinq soldats pour cette entreprise. Il n'y a qu'une chose qui manque : un prince, un Constantin, un Théodose, un Arcade, un Lothaire ou autres semblables. C'est le prince que nous n'espérons pas trouver de notre vivant ; car nous n'en voyons aucun parmi ceux qui existent capable de remplir cette tâche. Cepen-

dant, ne désespérons pas ! S'il apparaît, nous lui avons, pour notre part, préparé trois millions, et avant que cette somme soit dépensée, nous aurons soin d'en fournir encore. Avec l'argent que coûtent les armements contre l'Angleterre, on aurait pu entreprendre cette expédition. Déjà on a dépensé treize millions, et on n'a rien fait. Le roi se rend ridicule avec son *Armada*, tandis que la reine conduit bien ses affaires. Si cette femme était seulement catholique, elle serait aimée de nous au-dessus de tous, car elle est d'une très-grande valeur. Voyez ce qu'est ce Drake ! avec son peu de forces, il a brûlé au roi vingt-cinq navires dans le détroit de Gibraltar, un plus grand nombre à Lisbonne ; il a pillé ses flottes, rançonné l'île Saint-Domingue et acquis une si grande réputation, que les Anglais courent après lui pour prendre part à sa gloire, tandis que les autres s'enfuient pleins d'épouvante. Cette *Armada* d'Espagne nous donne des soucis. Nous avons de mauvais pressentiments et craignons un mauvais résultat. Au lieu de la faire partir en septembre de l'année dernière, comme nous avions conseillé, parce que, à la guerre, la promptitude est la chose principale, le roi a traîné en longueur, il a tergiversé et laissé à la reine le temps de se mettre en mesure de le recevoir. » Mais, tout en blâmant Philippe, il en connaissait la valeur. Il comprenait combien importait, au point de vue des intérêts catholiques, la vie de ce prince. « Il a, disait-il à l'ambassadeur Badoer, soixante-treize ans, et quoiqu'il fasse semblant de ne pas se ressentir de ses infirmités, il est cependant bien malade. Que Dieu le conserve !

sa vie est bien précieuse dans les temps où nous vivons[1]. »

Les armements furent cependant poussés, mais avec plus de zèle que de sens pratique. Les projets furent débattus, acceptés pour être rejetés et remplacés par de nouvelles combinaisons. Dès l'été de 1586, on s'était mis à l'œuvre, mais les travaux ne faisaient que de faibles progrès. « Les Français, disait quelqu'un à l'ambassadeur Lippomano, réfléchissent trop peu à leurs affaires ; les Espagnols y réfléchissent trop[2]. »

Quelle sera l'attitude de la France ? Question importante ! Où se réfugier en cas d'échec ou de sinistre, si les ports de France sont fermés à la flotte espagnole ? Philippe II tâcha d'éclaircir ce point, en s'adressant directement à Henri III[3]. « La témérité et l'insolence de la reine d'Angleterre, lui écrivait-il, dépassent toutes les bornes et exigent des répressions. Il est impossible de tolérer plus longtemps les injures et les graves dommages que cette reine cause, non seulement à l'Espagne, mais aussi au pontife, à la religion catholique, et même à Sa Majesté très-chrétienne, puisqu'elle a dernièrement engagé les princes d'Allemagne à envoyer des reîtres au secours du Béarnais. » Avant toute chose, il se trouve donc obligé de le pénétrer de la nécessité de venger tant d'offenses communes, de prier Henri III de lui donner ses conseils et de lui faire connaître ce qu'il pense de cette entreprise,

[1] Alberto Badoer au doge, 3 juin 1589. Arch. Ven. *Disp*. Rome, *fil*. 23.
[2] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 3 décembre 1586. Arch. Ven. *Disp*. Espagne, *fil*. 19.
[3] Le même au même. Madrid, 26 juillet 1586. *Ibid*.

motivée principalement sur son zèle pour l'honneur de Dieu et le bien de la religion catholique. Alors même que lui seul devrait porter tout le poids de la guerre, et que Dieu lui donnât la victoire, il se contenterait de l'honneur d'une pareille action, et remettrait ce royaume entre les mains de la reine d'Écosse, si étroitement alliée par les liens du sang avec Sa Majesté très-chrétienne, ou bien à quelque seigneur catholique de l'Angleterre.

Henri III répondit qu'un prince aussi prudent n'avait pas besoin de conseils; qu'il saurait par lui-même décider ce qu'il fallait faire, et que personne n'ignorait combien était affligé et travaillé le royaume de France. Il lui coûtait de dire que les choses étaient arrivées au point que, si la guerre civile continuait, chacun pourrait tenter ce que bon lui semblerait, et que si la paix était conclue, ce ne serait pas lui qui pourrait empêcher les catholiques, non plus que les huguenots, de secourir, s'ils le voulaient, la reine d'Angleterre. Cette réponse semblait bien réservée. Quelle était la pensée qui la dictait? On l'ignorait. Ni le pape[1], qui avait fait les plus grands efforts pour obtenir de ce prince au moins une promesse de neutralité pour la durée de l'expédition de l'*Armada*, ni don Bernardino de Mendoza, ambassadeur de Philippe à Paris, n'avaient pu obtenir de déclaration plus explicite. M. de Longle, ministre de France à Madrid, s'exprima dans un sens conforme à la lettre de son souverain[2]. On était per-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 24 août 1586. Arch. Ven. *Disp*. Espagne, *fil*. 25.
[2] Hieronimo Lippomano au doge, 11 octobre 1586. *Ibid.*

suadé que Henri III n'empêcherait pas ses sujets d'aller grossir l'armée d'Élisabeth, parce qu'il ne pouvait ignorer l'appui que la cour de Madrid donnait aux chefs de la Ligue. Mais si on ne pouvait compter sur ses sympathies, on comptait sur son impuissance.

En même temps, Philippe revint à ses démarches, jusque-là infructueuses, auprès de Rodolphe II, en lui faisant de nouveau demander, par son ambassadeur à Prague, d'être investi des pouvoirs de vicaire de l'Empire en Italie. Obligé de recruter des gens de guerre dans la péninsule, il mettait du prix à pouvoir exercer une autorité directe sur les nombreux feudataires de l'Empereur. Cette tentative, inspirée par les besoins du moment au moins autant que par l'ambition, ne fit qu'augmenter les jalousies secrètes de Rodolphe. Elle aurait d'ailleurs rencontré la plus vive opposition auprès des princes électeurs, dont le concours était indispensable[1], et qui n'eussent jamais consenti à remettre au roi d'Espagne ce qui restait à l'Empire d'influence et de prestige en Italie. Le cardinal d'Este s'en émut. Il vit déjà « les princes, comtes, barons et hauts justiciers d'Italie cités devant l'inquisition de Milan, pire que celle de l'Espagne[2]. »

A côté du travail diplomatique qui avait pour but, en France, de s'assurer la neutralité du roi, en Italie de concentrer en une seule main les intérêts des deux branches de la maison d'Autriche, dans le Levant d'a-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 6 août 1586. *Ibid.*

[2] Le cardinal d'Este à Villeroy, 1585, sans date. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

méliorer les relations avec le sultan[1], et de se ménager ainsi les moyens de diriger contre Élisabeth toutes les forces de l'Espagne, sauf celles qui étaient employées en Flandre et en Portugal, à côté de ce travail de cabinet marchaient les armements militaires et maritimes. Ils marchaient lentement, laissant à Élisabeth, comme disait le pape, le temps de préparer la défense, de mettre sens dessus dessous le monde chrétien, et non-seulement chrétien, mais aussi le monde des infidèles; car ses agents s'agitaient à Constantinople, au Maroc, en Perse, en Algérie[2], le plus puissant des États africains, tout prêts, comme on croyait savoir, à faire en faveur de la reine une diversion dans les parages de l'Espagne[3]. Les mois et les années s'écoulent. Les ordres et les contre-ordres se succèdent. On lève des soldats en Italie, en Espagne; on les dirige sur Lisbonne, sur la Corogne. Ces places regorgent de troupes démoralisées par l'inaction, décimées par les maladies. De belles occasions se présentent, mais on les manque.

Drake est loin, il est aux Antilles. Pourquoi ne pas en profiter pour opérer une descente en Irlande? C'est ce qu'on se demande à Madrid et à Rome. Mais il y a toujours des obstacles. Dans la belle saison, l'*Armada* n'est pas prête; dans la mauvaise, il est évident que, dépourvue de ports de refuge, elle ne peut se hasarder dans les mers ennemies. Le pape s'en désolait et

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 1er avril 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harday. 288.

[2] Pisany à Henri III, 4 novembre 1586. *Ibid. Vie du cardinal de Joyeuse.*

[3] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 11 octobre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 19.

déplorait l'argent gaspillé sans profit. « Les Espagnols, disait-il en soupirant à l'ambassadeur de Venise sont comme le chien du jardinier, qui ne mange pas les choux-fleurs et qui ne les laisse pas manger par d'autres[1]. » Et l'ambassadeur de France mande à M. de Villeroy: « Il commença à me parler du roi d'Espagne et de ses ministres étrangement, et me dit qu'il était mort plus de vingt mille hommes sur ladite armée (flotte) de Portugal, et que le jour de Saint-Luc, dans le port de Lisbonne, à faute de bon gouvernement, vingt-huit gros navires de l'armée avaient donné à travers, lesquels s'étaient tous fracassés et rompus, et que dans les Flandres, les Italiens qu'on y avait envoyés, l'année passée, étaient tous morts. De manière qu'il voyait toutes choses aller de mal en pis de ce côté, encore que l'on lui voulût faire croire que tout y allait très-bien, et que l'armée devait se mettre à la voile dans le 4 de ce mois et tenter les entreprises qu'il savait bien ne pouvoir s'exécuter sans lui. Et qu'ils le sollicitaient de lui donner 700,000 écus, qu'il leur avait promis, mais que c'était quand ils feraient à bon escient, et seraient le pied ferme en terre, et qu'il avait entendu que, par la mort du marquis de Sainte-Croix (Santa Cruz), avait été pris pour chef et général de cette armée et entreprise le duc de Médina-Sidonia dont il ne loua ni l'expérience ni la fortune. Mais quoique ce fût de ladite entreprise, il garderait qu'aucune chose ne se fît au préjudice de la France ni qui lui pût donner aucun soupçon[2]. »

[1] Alberto Badoer au doge, 10 juin 1590. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 23

[2] Pisany à Henri III, 21 mars 1588. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

Enfin l'*Armada* partit[1], pour aller au-devant de sa ruine. La première nouvelle du désastre fut donnée par le duc de Parme. Les rapports de Mendoza, ambassadeur à Paris, évidemment induit en erreur par de faux renseignements, avaient fait croire à Madrid qu'une grande victoire avait été remportée. Maintenant on apprenait que la flotte était dispersée, peut-être détruite; que les vaisseaux qui avaient échappé au feu des Anglais se dirigeaient vers l'Écosse, erraient dans les mers de la Norvége inconnues aux navigateurs espagnols ; qu'ils ne pouvaient chercher un refuge dans les ports du roi Jacques, qui, oubliant le meurtre de sa mère, s'était jeté dans les bras d'Élisabeth; que, s'ils essayaient de tenir la mer, ils avaient à combattre avec Drake lancé à leur poursuite; que, dans les deux cas, leur perte était certaine. Si même les éléments se montraient plus cléments, si les débris de la flotte parvenaient à doubler les extrémités septentrionales des îles Britanniques et à regagner l'Océan, leur destruction était encore inévitable; car les provisions étaient épuisées, et s'ils ne périssaient par le feu de l'ennemi, s'ils ne disparaissaient comme tant d'autres, engloutis dans les flots, les équipages succomberaient à la famine. Que faire? Envoyer à la rencontre du restant de la flotte, pour la ravitailler, les navires mouillés à la Corogne? Mais n'était-ce pas exposer ceux-ci au sort de l'*Armada?* Faire de nouveaux armements? On n'y pouvait guère songer pour le moment. On manquait d'hommes, d'argent, de munitions. L'Espagne s'était épuisée dans un seul effort, et cet effort n'avait pas

[1] Août 1588.

abouti. Pour longtemps elle était ruinée. Telle était l'impression du roi, de ses ministres, du corps diplomatique. Dans cette extrémité, le gouvernement dissimula autant que possible les mauvaises nouvelles, intercepta les lettres particulières de l'étranger, multiplia les processions et les prières publiques pour implorer de Dieu la victoire qu'il avait déjà accordée à l'ennemi, se montra, en un mot, aussi inepte à réparer le mal qu'il avait été impuissant à le prévenir. Le public jeta les hauts cris, rendit le roi, qui n'avait écouté qu'Ydiaquez et Mora, responsable du désastre, blâma les lenteurs du duc de Parme, éleva aux nues le maréchal de Santa Cruz, mort avant le départ de la flotte et si amèrement critiqué de son vivant, condamna enfin son successeur, l'infortuné Médina Sidonia. Philippe, tout habitué qu'il fût à la dissimulation et si habile ordinairement à affecter l'impassibilité dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ne réussit pas, cette fois, à cacher sa douleur. Frappé au cœur, se reprochant d'être l'auteur de cette affreuse catastrophe, il s'enferma pendant de longues heures avec son confesseur, fit un nouveau testament et ne donna plus d'audience à personne[1]. Il vécut encore dix ans, mais ce n'était plus le même homme. Il ne reprit jamais sa santé, déjà si délabrée; son extérieur trahissait les chagrins, les soucis, les noirs pressentiments qui envenimaient ses dernières années. Lorsque son fils Philippe tomba dangereusement malade, les plus intimes de ses ser-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 6 septembre 1588. Arch. Ven. *Disp*. Espagne, *fil*. 21.

viteurs furent témoins de ses angoisses. Même devant eux il tâchait de ne pas les laisser voir. Il écrivit, il signa comme par le passé, mais sans parler. Élevant sans cesse les yeux vers le ciel, il n'eut plus la force d'aller voir l'enfant qu'il croyait mourant et qu'il ne visita que lorsqu'il fut hors de danger[1].

Depuis la perte de l'invincible *Armada*, une tristesse morne plane sur l'Escurial. Cependant Philippe travaille toujours. Une seconde *Armada* sera créée; des renforts sont envoyés aux troupes d'occupation en Portugal. On forme les cadres, on nomme les chefs. « L'an dernier, disent les mauvais plaisants de Madrid, on avait une armée sans un commandant; aujourd'hui, on a des commandants, mais on n'a pas d'armée[2]. » En effet, on manquait d'hommes et d'argent. On avait la constance, la force passive; on n'avait pas l'énergie et l'activité que les grands malheurs exigent, ni le génie qui sait découvrir des ressources et faire face à l'infortune.

Au Vatican, une affliction profonde prit les dehors de la mauvaise humeur. M. de Pisany vint narguer le pape, lui rappelant qu'il lui avait toujours dit que cette expédition contre l'Angleterre, sans le consentement et sans le concours de son roi, ne pourrait réus-

[1] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid 27 février 1589. Arch. Ven. *Disp.* Espagne. La guérison du futur roi Philippe III fut obtenue par l'emploi d'une pierre appelée *belzuar* (bézoard), réputée pour arrêter les vomissements et couper la fièvre. L'art médical du seizième siècle laissait beaucoup à désirer. En lisant les ouvrages de médecine du temps, on ne peut qu'admirer la force de constitution d'hommes capables de survivre aux traitements alors usités.

[2] Tomaso Contarini au doge. Madrid, 27 mai 1589. *Ibid.*

sir. Sixte se tut[1]. Il était d'ailleurs bien résolu de ne plus exposer ses trésors à être ensevelis, avec les galères espagnoles, dans les eaux de la Manche. L'ambassadeur Olivarès, averti du triste événement par une lettre du duc de Parme, eut le déplaisir d'en donner connaissance au pape. L'Italie était d'ailleurs remplie de mauvaises nouvelles accueillies en France, à Venise, comme aussi dans la fraction neutre du sacré collége, c'est-à-dire non espagnole, avec des sentiments mêlés de douleur et de joie. Les audiences du comte étaient des plus orageuses[2]. Aux termes de la convention des subsides, le saint-père devait au roi un million d'écus. L'ambassadeur le réclama. La réponse fut que les stipulations de cet acte ne s'appliquaient pas à ce payement. Olivarès représenta que, même sans convention, le saint-siége était obligé de secourir le roi dans les circonstances données. Il rappela les sacrifices faits par son maître. Le pape le laissa parler, mais en contenant à peine son impatience. A la fin, ses colères éclatèrent. Il était homme de parole, dit-il; mais il lui fallait d'abord avoir des nouvelles certaines du sort de l'*Armada;* de plus, il ne pouvait disposer de l'argent du saint-siége sans le consentement du sacré collége; argument bien faible, et qui trahissait ses mauvaises dispositions à l'égard du roi. Olivarès voulut répliquer, mais Sixte lui ordonna de parler d'autres choses. « Je le trouve, écrit l'ambassadeur à Philippe II,

[1] Pisany à Henri III, 31 octobre 1588. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. Imprimé dans les *Mémoires du duc de Nevers*.

[2] Olivarès à Philippe II, 26 septembre 1588. Arch. Simancas. *S. de E.* Rome. *Leg.* 950. — Le même au même, 12 août 1588. — Le même au même, 30 septembre 1588. *Ibid.*

bien tiède à témoigner sa satisfaction, quand de bonnes nouvelles arrivent de l'Espagne, bien peu affligé à la réception des mauvaises. L'envie de la grandeur de Votre Majesté, et la douleur qu'il éprouve à débourser de l'argent sont plus puissantes en lui que le bien de l'Église et le zèle pour l'extermination des hérésies. S'il a promis des subsides, c'était dans l'espérance que l'expédition n'aurait jamais lieu. Quand les affaires du roi vont moins bien, son orgueil et son arrogance deviennent insupportables; il me met le couteau à la gorge, et oublie que le dommage de Votre Majesté tourne aussi au désavantage du Saint-Siége et de la cause de Dieu. Dans cette occasion, son mauvais naturel a éclaté une fois de plus. Cependant, je lui tiens ferme. »

« Pour que Votre Majesté, écrit-il une autre fois, puisse comprendre comment le Saint-Père est informé des choses de guerre et de marine, je noterai ici qu'il m'a engagé à prier Votre Majesté de donner l'ordre que la flotte appuie en passant les opérations des troupes devant la Rochelle[1]. »

Ayant su qu'un Mgr Grassi était désigné pour le poste de nonce à Madrid[2], Olivarès, mécontent de ce choix, a avec le pape une explication qui caractérise nettement la nature de ses relations avec Sixte-Quint et la liberté extrême de son langage. Un prélat, auquel la nonciature de Madrid avait été destinée, s'é-

[1] Olivarès à Philippe II, 30 mai 1588. Arch. Simancas. *S. de E. Leg.* 951.

[2] Le même au même, 12 août 1588. — Le même au même, 13 août 1588. *Ibid.*

tait excusé sur son âge et ses infirmités. Olivarès dit au pape que Mgr Grassi était beaucoup plus âgé, mais qu'il avait ceci de bon qu'il mourrait probablement en route, auquel cas Sa Sainteté hériterait d'un *cléricat de chambre*[1].

Le pape se plaignit du peu de cas que le roi faisait de ses conseils. Il l'avait conjuré, disait-il à Olivarès, avant de s'embarquer dans la grande entreprise contre l'Angleterre, de s'arranger avec le prétendant portugais. Don Antonio, en bon catholique, s'était adressé au saint-père, se déclarant prêt à renoncer à toute prétention sur le Portugal, moyennant une compensation en Italie, le duché de Milan ou des États dans le royaume de Naples[2]. Mais à Madrid on n'avait pas daigné répondre. Il avait conjuré, ajoutait-il, Sa Majesté catholique de demander au roi de France un port de refuge. Ce conseil avait subi le même sort. Beaucoup d'autres griefs vinrent s'ajouter à ceux-ci, et l'ambassadeur eut de la peine à tenir tête à l'orage. Il recommanda à son souverain d'écrire de sa main à Sixte-Quint, d'insister sur le payement des sommes stipulées, de faire entrevoir un changement de politique à son égard, de le menacer de son ressentiment. Puis, comme effrayé de cet avis donné dans un moment d'emportement, et craignant de s'être trop avancé, il écrit au roi, quatre jours après, pour le prier « de contenter le pape dans les affaires secondaires, de lui témoigner respect et affection, tout en tenant ferme sur les intérêts de premier ordre. Il ne désespère pas de

[1] C'était un office vacable. Voy. le chapitre précédent.
[2] Alberto Badoer au doge, 3 juin 1589 ; cité précédemment.

le ramener dans la bonne voie, sauf ce qui concerne les questions d'argent, sauf aussi tout ce que lui, Olivarès, a dit, et qu'il doit maintenir, du mauvais naturel et du manque de bonne foi du pape. »

Les faits allégués par l'ambassadeur sont vrais; mais le jugement qu'il en porte est inspiré par la passion, et, par conséquent, mal fondé. Il est vrai que Sixte-Quint ne voulait pas d'une monarchie universelle sous le sceptre de Philippe II, ni d'aucun autre prince. Il ne s'en cachait pas. Il le disait même trop haut et trop souvent, car il avait le défaut de beaucoup parler. « Les grands princes chrétiens, dit-il dans une de ses nombreuses causeries avec l'ambassadeur de Venise[1], ont besoin d'un contre-poids, car si l'un d'eux prévaut, les autres courent grand risque qu'il ne leur demande bien des choses. » Ce n'était pas une raison pour taxer Sixte-Quint de mauvaise foi. Il est vrai qu'il n'aimait pas à débourser ses économies, ni à les mettre entre des mains peu habiles, ni à les dépenser en pure perte, comme il prévoyait qu'elles le seraient s'il concourait à de nouveaux armements espagnols. Du premier coup d'œil, qui chez lui était juste, il avait mesuré l'étendue du désastre de l'*Armada*, l'épuisement de la monarchie espagnole, le peu de probabilité de voir le roi infirme reprendre en main la direction de la grande lutte contre les ennemis de la foi.

Les plaintes du comte d'Olivarès sur le naturel emporté du pape sont plus fondées. Quand il avait froncé

[1] Giovanni Gritti au doge, 7 décembre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

les sourcils, quitté lentement son siége et le baldaquin, et s'était mis à parcourir sa chambre, suivi de son malheureux visiteur, lui imposant silence, l'accablant de bons et de mauvais arguments, mais le plus souvent de bons, dans ces moments il était terrible. Les éclats de sa voix étaient entendus dans l'antichambre. Son camérier secret, Mgr Sangaletto, ce fidèle mais indiscret ami de frà Felice, restait à la porte du cabinet, l'oreille collée contre la portière, tremblant d'émotion, de curiosité et de peur, se rassurant cependant parce qu'il savait que le calme allait bientôt succéder à la tempête. Personne ne résistait à ce vieillard. Personne n'osait lui tenir tête, excepté dans une certaine mesure, le cardinal de Médicis qui avait toujours présente à l'esprit sa qualité d'héritier présomptif d'un trône, et le cardinal de Joyeuse, soutenu par son naturel gascon. De tous ceux qui l'approchaient, Olivarès était le seul qui n'eût jamais fléchi devant les colères de Sixte-Quint.

Les récriminations de l'ambassadeur exerçaient peu d'influence, sinon sur l'esprit, du moins sur la conduite de son souverain. Toujours réservé et taciturne, ne trahissant guère son humeur, il laissait à ses représentants le soin odieux de livrer bataille au pontife, et ne cessait de lui témoigner la déférence d'un fils soumis de l'Église. Sixte-Quint, de son côté, continuait de prier pour les jours si précieux de Philippe[1]; mais l'insuccès de l'expédition contre l'Angleterre altéra à jamais les relations de ces deux princes.

[1] Alberto Badoer au doge, 3 juin 1589; cité précédemment.

Tout le monde comprit d'ailleurs l'immense portée du désastre. Élisabeth affecta la modestie, Philippe l'orgueil. *Deus flavit et dissipati sunt*[1], telle est la devise qu'on lit sur la médaille anglaise frappée en commémoration de la victoire. « J'ai envoyé ma flotte contre les hommes et non contre les éléments[2], » avait dit Philippe. Vainqueur et vaincu attribuèrent l'événement à la Providence, Sixte-Quint aux hommes, à la vaillance de cette femme qu'il admirait tout en la détestant, aux irrésolutions, au manque de sens pratique de Philippe II, qui désormais baissait dans son opinion.

[1] Dieu a soufflé et ils ont été dispersés.

[2] « Io la mandaba contra los hombres, no contra los vientos y huracanes. »

## III

L'état de l'Italie[1] inspirait à Sixte-Quint les plus vives inquiétudes. On avait la paix, mais une paix bien précaire. Des intérêts secondaires, souvent mesquins, divisaient les princes, répandaient le malaise autour d'eux, alimentaient les intrigues et ouvraient le champ aux ambitions étrangères. Les grands souverains étaient alors, il est vrai, occupés ailleurs. Ils n'avaient ni le temps ni les moyens de tourner leur attention vers la péninsule, objet traditionnel de leur convoitise. Rodolphe II, le moins ambitieux des souverains régnants, se trouvait paralysé par les suites de la réforme, par l'état de l'Allemagne et de ses pays héréditaires. Henri III se débattait entre la Ligue et les huguenots. Philippe II avait sur les bras les guerres de Flandre et d'Angleterre; le sultan, celle de la Perse. Au point de vue de son indépendance, c'était donc pour l'Italie une conjoncture favorable. Pour donner de la stabilité à cette tranquillité temporaire, il fallait profiter des circonstances, créer une politique italienne, former un noyau en rapprochant Venise de Florence et en groupant l'une et l'autre autour de

[1] Voy. le livre Ier.

Rome. Avec le grand-duc François Sixte-Quint entretenait, comme on l'a vu, d'anciennes et intimes relations. A Venise, il avait comme inquisiteur laissé des souvenirs peu favorables et essuyé lui-même d'assez mauvais traitements. Il lui fallait effacer les uns et, de son côté, oublier les autres. Il se mit à l'œuvre. Une circonstance heureuse seconda ses efforts. L'ambassadeur de la Seigneurie qui marquait parmi les politiques éminents de son pays et jouissait d'un crédit mérité au sénat, animé de dispositions analogues, vint au-devant des vœux du pontife.

Lorenzo Priuli[1] avait fait ses études à Padoue, parcouru rapidement les carrières ouvertes aux patriciens, et figuré à des postes élevés, à un âge relativement peu avancé. A l'époque de la ligue contre les Turcs, il représentait la Seigneurie à la cour de Philippe II. Il résida ensuite en la même qualité auprès de Grégoire XIII et de Sixte-Quint[2]. C'est principalement à ses ambassades à Madrid et à Rome qu'il dut sa grande réputation. Ces hautes fonctions n'étaient pourtant pas fort ambitionnées. Le sénat eut même quelquefois de la peine à trouver des hommes qui voulussent les accepter. Les traitements étaient insuffisants, les charges considérables, les affaires souvent de nature à attirer des haines particulières ou à exciter les soupçons du sénat. Il était expressément défendu aux agents diplomatiques de recevoir des cadeaux, et le gouver-

[1] Né en 1538. Sa *Biographie* par Alberi. Rel. Ven. t. V, page 291

[2] Plus tard patriarche d'Aquilée, décoré de la pourpre par Clément VIII il mourut, en 1600, entouré d'affections et suivi des regrets de ses concitoyens.

nement, devançant son siècle sous ce rapport comme sous tant d'autres, veillait à ce que cette prescription fût strictement observée. Les ambassadeurs étaient élus par le sénat, et si les personnages désignés voulaient se soustraire à cet honneur onéreux, ils étaient passibles d'amendes assez fortes fixées par la loi[1]. Pour être nommé ambassadeur, il fallait donc être d'une capacité éprouvée, jouir d'un crédit solide, et posséder une certaine fortune. En d'autres termes, il fallait être un homme considérable. Les représentants de la Seigneurie remplissaient ces conditions, et c'est là le secret de leurs succès presque constants et souvent éclatants à l'époque qui nous occupe. Priuli sut en peu de jours gagner la confiance et l'affection de Sixte-Quint. Bientôt le passé était oublié, et les relations entre les deux États ne laissaient rien à désirer.

Lorsque le nouveau nonce, l'archevêque de Capoue, présente au sénat ses lettres de créance, il tient un

[1] En 1589, un ambassadeur extraordinaire est nommé pour Rome et comme toujours par élection. Le sénat fixe les appointements à 300 ducats en or par mois, sans obligation de rendre des comptes; pour chevaux et fourriers, 300 ducats : le ducat à 6 livres et 4 gros. Le secrétaire reçoit une fois pour toutes un don de 100 ducats. Si l'ambassadeur ne se met pas en route dans l'espace de six jours, il payera une amende de 1000 ducats; s'il refuse l'ambassade, il est passible des peines portées par la loi. — Le doge à Alberto Badoer, 11 octobre 1589. Arch.Ven. *Delib.* Rome, *fil.* 149. Les nonces du pape étaient moins rétribués que les ambassadeurs de Venise, mais ils étaient autorisés à profiter des libéralités des souverains auprès desquels ils étaient accrédités. La couronne d'Espagne défraya jusqu'à la fin de l'année 1868, la nonciature de Madrid. Les nonces touchaient par mois, près de l'Empereur, 230 écus; en France, 145; à Venise, la ville la plus chère de l'Europe, 230; en Savoie, 115; près du grand-duc de Toscane, qui suppléait de ses deniers à l'insuffisance des gages, 57; en Allemagne, 115 et 130; en Pologne, 230. *Tesoro politico* (IIIe partie).

discours qui sort des limites étroites, des réserves et des réticences du langage officiel. «Si la Sainteté de Sixte-Quint dit-il, eût pu, Illustrissimes seigneurs, exprimer Ses sentiments de Sa propre voix, vous auriez pu par vous même reconnaître dans Ses paroles, dans Sa mine, dans Ses gestes, l'amour paternel qu'Elle vous porte, les vœux qu'Elle forme pour la grandeur, pour la prospérité et pour la splendeur de la République. Le pontife ne cessera de vous combler des marques de son amitié, ni d'appeler sur vous les bénédictions du ciel. C'est avec une vive douleur, avec une anxiété toute paternelle qu'il vous voit entourés de puissants ennemis, et pour vous défendre contre les incursions des barbares, contre les hostilités des infidèles, il vous offre les trésors de l'Église, les revenus du Saint-Siége et jusqu'à sa propre vie. En retour de son amitié, il attend de Votre Sérénité amour filial et zèle pour la religion catholique, laquelle ne doit pas être jugée d'après les raisons d'État, mais acceptée avec un esprit droit et une foi entière; car elle ne varie jamais, et ni les événements ni la volonté des hommes ne sauraient l'altérer. C'est à l'obéissance au Saint-Siége, à l'observance des sacrés canons que cette illustre République est redevable d'être parvenue, de petits commencements, à la grandeur, à la puissance, à la célébrité; c'est par son union avec le Saint-Siege qu'elle consolidera en même temps sa propre tranquillité et son prestige en Italie. »

A ce discours, remarquable parce que, sous une enveloppe de phrases banales, il expose le programme de la politique italienne de Sixte Quint, le doge répond

avec effusion. « Depuis des siècles, dit-il, la République n'a eu lieu d'être aussi satisfaite de ses relations avec le Saint-Siége. Sous Grégoire, elle n'a supporté que des refus et des préjudices. Maintenant elle n'y trouve que des satisfactions. » C'est un échange non de compliments, mais de pensées justes et de sentiments vrais, assez rares à rencontrer en pareille circonstance.

Aux paroles répondent les procédés. Le doge fait observer au représentant de la cour de Rome qu'il a été traité avec des honneurs inusités. En retour de ces marques de déférence, le saint-père fait à l'ambassade d'obédience un accueil des plus gracieux[1]. Celle-ci se composait d'hommes d'État de haut rang et portant des noms illustres. L'un d'eux, Leonardo Donato, avait déjà représenté la République auprès de Grégoire. Les autres étaient Marcantonio Barbaro, Giacomo Foscarini, Marino Grimani. Ils apportèrent aux petits-neveux du pape, à Alexandro Montalto et à Michel Peretti, les titres de la noblesse vénitienne. Sixte-Quint avait eu soin de recommander aux barons romains et aux prélats de faire cortége aux ambassadeurs à leur entrée solennelle qui eut lieu avec une pompe extraordinaire. Michel Peretti alla à leur rencontre et les introduisit dans la salle royale, où ils furent reçus, en audience publique, avec des démonstrations de grande affection. Donato prononça le discours

[1] En octobre 1585. Les quatre ambassadeurs extraordinaires et Lorenzo Priuli au doge, 12 octobre 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19. — Les mêmes au même. Même date. — Les mêmes au même, 19 octobre 1585. — Les mêmes au même, 28 octobre 1585. — Les mêmes au même. Même date. *Ibid.*

d'usage et toucha le pape jusqu'aux larmes, que Sixte avait d'ailleurs assez promptes, mais qu'il n'avait pas l'habitude de verser en public. Tout le monde en fut émerveillé, et le corps diplomatique, fort intrigué de cette scène d'attendrissement, dissimula mal l'inquiétude que lui inspirait l'intimité naissante avec Venise. Pendant leur court séjour, les ambassadeurs, toujours accompagnés de Lorenzo Priuli, furent plusieurs fois admis chez le saint-père. Ils avaient su lui plaire tout d'abord en le félicitant de la sécurité dont les voyageurs jouissaient maintenant sur les routes, que naguère ils ne pouvaient suivre qu'au péril de leur vie. C'était toucher une corde sensible d'une façon bien douce à l'oreille de Sixte-Quint, fier de son premier succès sur les bandits, et flatté de la comparaison avec son prédécesseur. On parla ensuite de l'Italie et de la Turquie, le côté vulnérable des Vénitiens. Ils avaient craint que ce pontife fougueux et entreprenant ne voulût les pousser à une politique agressive contre leur redoutable voisin. Il s'empressa de les rassurer. « Nous ne voulons pas, leur dit-il, que la sérénissime République se compromette; nous savons qu'elle doit ménager le sultan; qu'elle n'a pas de forces suffisantes pour combattre à elle seule le Grand Turc, qui nous laisse tranquilles pour le moment parce qu'il est occupé ailleurs, mais qui nous fera grand mal quand il aura les bras libres du côté de la Perse. Ce qu'il vous faut, c'est profiter du temps qu'il vous laisse, vous préparer, attendre jusqu'à ce que je sois prêt. La République a donc raison de ne pas se mettre en avant, de ne pas ouvrir les hostilités au risque d'être ensuite abandon-

née des autres princes chrétiens qui, hélas! ne songent qu'à satisfaire leur ambition, et pis que cela. Vraiment ils ne se soucient pas de perdre un œil, pourvu qu'ils puissent en arracher deux à un autre. Ils s'empêchent mutuellement de faire le bien, et permettent que l'ennemi commun profite de leurs discordes. Que la Seigneurie se garde donc d'en venir à une rupture ouverte avec le Turc ! qu'elle nous aide sous main, à la bonne heure, mais qu'elle attende que les autres princes chrétiens soient bien engagés ! Alors seulement elle devra se mettre de la partie. C'était toujours notre opinion lorsque nous étions cardinal, mais comme nous étions nouveau en cette dignité, on n'a pas voulu nous écouter. Ce que nous demandons à la Seigneurie, c'est d'être prudente. Souvent ses chefs de mer commettent contre les musulmans des actes de violence; que la Seigneurie donne aux Turcs la satisfaction de les punir, mais pas trop sévèrement. C'est ce que de notre temps, lorsque nous nous trouvions à Venise, faisaient ces bons vieux sénateurs qui disaient, en pareil cas, tout haut qu'on sévirait contre les coupables, mais qui n'étaient pas trop durs pour les leurs et n'avaient garde de faire aux Turcs le plaisir de couper la tête d'un chrétien. »

Passant aux affaires d'Italie, il les engagea à visiter Florence, recommandant la bonne entente avec le grand-duc. « Il est de votre intérêt, leur dit-il, d'être en bons termes avec lui ; car c'est un grand prince en Italie, qui a fait grand cas de la République, ce qu'il a prouvé par son mariage. Il pouvait choisir une femme où bon lui semblait, en Italie ou ailleurs, mais il a pré-

féré s'unir avec une dame vénitienne et épouser une fille de la République[1]. Et nous aussi, nous désirons vivre en amitié avec la Savoie, Mantoue, Ferrare et Florence. Nous désirons que tous les princes d'Italie s'entendent bien, conservent entre eux la bonne harmonie, non pour former une ligue, car nous ne voulons offenser personne, mais parce que, si nous vivons ainsi en bonne entente, personne n'osera nous molester; tous, au contraire, auront grand respect pour l'Italie; nous jouirons d'une parfaite tranquillité. Nous désirons encore que la Seigneurie garde mieux le secret de ses affaires. Tout ce qu'elle fait est connu des princes. Nos agents nous envoient des feuilles entières remplies de comptes rendus de ses délibérations. Ceci est la vérité. Nous vous le disons, parce que nous aimons la République; mais nous n'aimons pas que tout ce que nous disons confidentiellement à son ambassadeur soit connu immédiatement des autres princes, qui nous supposent alors toute sorte de partialité pour la République, que nous aimons, il est vrai, mais en faveur de laquelle cependant nous ne ferions jamais rien qui pût déplaire à l'Espagne et aux autres princes. »

Ce manque de secret, qui faisait alors déjà le désespoir des diplomates vénitiens, et ils s'en plaignaient plus encore que le pape, donnait souvent lieu, de la part de celui-ci, à d'amicales remontrances. « Vos gentilshommes, disait-il, savent tout ce qui se passe

[1] Bianca Capello, honorée du titre de fille de la République, à l'occasion de son mariage avec François de Médicis.

au sénat, et vont colporter les secrets d'État sans se gêner, dans les lieux publics et dans certaines églises. Les gentilshommes vénitiens ne sont pas comme ceux des autres pays. Ce sont presque des princes. Leurs paroles ont du poids; par conséquent, ils devraient faire comme font les princes : se taire[1]. »

Les ambassadeurs de l'obédience, satisfaits aussi à l'égard de différents points qu'ils avaient eu à traiter, quittèrent Rome sous les meilleures impressions, et en y laissant de bons souvenirs. Le repas d'usage, au palais de Saint-Marc, avait été magnifique. Les quatre cardinaux-princes, Farnèse, d'Este, Gonzague et Médicis, les cardinaux vénitiens, Castagna et Fachinetti, anciens nonces, y avaient été conviés. On n'oublia pas le petit cardinal Montalto et son frère Michel, pour lesquels le pape trahissait une si grande tendresse[2]. Le public romain, alors comme aujourd'hui, jaloux de se voir honoré par la pompe que déploient les ambassadeurs dans leurs réceptions et aimant à se venger par des sarcasmes quand le luxe de la représentation est resté au-dessous de son attente, admirait la splendeur des quatre sénateurs de la République, et le pape lui-même n'était pas insensible à cette démonstration en calculant les frais qu'ils s'imposaient pour lui témoigner leur respect. En général, malgré la simplicité de

[1] Alberto Badoer au doge, 30 octobre 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome. — Le même au même, 3 février 1589 (1590). *Ibid. fil.* 25. — Giovanni Gritti au doge, en plusieurs rapports. *Ibid.* — La franchise avec laquelle les ambassadeurs réclament contre les abus de confiance commis dans le sénat mérite d'être relevée.

[2] « Il papa è molto tenero delle carni sue. » Babbi au grand-duc, 22 juin 1585.

ses habitudes personnelles, il aimait la pompe officielle. Le cardinal d'Este lui reprochait ce goût, « étant le pape, dit-il, envieux de telles certaines fumées et vaines gloires, et sont par lui assez estimées[1]. » Il nomma les ambassadeurs chevaliers de Sainte-Église, et les arma lui-même dans la salle de Constantin. Deux d'entre eux, déjà chevaliers, se faisaient scrupule (on était au seizième siècle) d'accepter cet honneur ; mais le pape leva la difficulté, disant que les deux dignités ne s'excluaient pas, et que, d'ailleurs, celle de chevalier de l'Église était aussi supérieure aux autres ordres que l'autorité du pape l'était à celle des autres princes.

De part et d'autre on appréciait ces bons sentiments. Sixte-Quint recourait parfois à l'intervention de personnages non officiels, soit pour maintenir la Seigneurie dans ces dispositions amicales, soit pour faire disparaître les causes de refroidissement que fournissaient souvent son naturel irascible, la liberté de son langage et l'attitude du nonce à Venise, qui se mettait plus qu'il n'était prudent au diapason du maître. Le cardinal Cornaro intervenait alors pour calmer les susceptibilités de leurs Seigneuries. « Le pape, leur disait-il, est d'un naturel impressionnable, mais il a bon cœur, comme c'est souvent le cas des tempéraments colériques. Il aime les Vénitiens. Ce sont des enfants, lui avait-il dit, il leur faut des joujoux, nous leur en donnerons. Dans les petites choses, par des concessions, évêchés, bénéfices, églises, nous les contenterons volontiers, afin de constater aux yeux du

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 10 mars 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

monde le grand cas que nous en faisons. » Puis, venaient les griefs : le peu d'égards qu'on avait à Venise pour l'inquisition et les ordres religieux, la divulgation des secrets d'État, les excès commis par les *Capelletti*, la gendarmerie albanaise, le pillage de ses courriers[1]; mais, somme toute, les relations laissaient peu à désirer. La Seigneurie donna une preuve éclatante de sa déférence pour Sixte-Quint en lui cédant en toute propriété un palais de Venise, acheté aux frais de l'État et destiné à servir de résidence au nonce[2].

La mission de Lorenzo Priuli se termina un an après l'élection de Sixte-Quint. Ce fut Giovanni Gritti qui le remplaça dans les fonctions d'ambassadeur pendant les trois années suivantes. Il n'y apporta pas la même élévation d'esprit, mais cependant des qualités solides. On peut en dire autant et même davantage de son successeur Alberto Badoer, encore accrédité au moment de la mort du pape.

Ces ambassadeurs le voyaient une fois par semaine. Il les retenait souvent des heures entières et ils envoyaient au doge les résumés de leurs conversations, souvent même les paroles textuelles du pontife qui, de préférence avec eux, donnait un libre cours à son besoin invincible de parler. Les affaires d'Italie occupaient une grande place dans ces causeries. Il y revenait sans cesse. Avec moins d'effusion, mais avec la même fran-

[1] Arch. Ven. *Espos.* Rome. 22 mai 1586. — *Ibid.* 24 juin 1588; et en beaucoup d'autres endroits.

[2] Le sénat vota 20,000 ou 25,000 ducats pour cette dépense. Arch. Ven. *Delib.* Rome, 3 novembre 1585. — Une fresque du palais d'Autriche à Rome, rappelle ce fait.

chise, il en entretenait aussi les autres ambassadeurs. A ce sujet, son langage était invariablement le même. « Les ligues nous déplaisent, dit-il un jour à Giovanni Gritti[1] ; les seules ligues que nous voulons conclure, les voici : Si un prince veut faire la guerre aux Turcs, nous l'aiderons ; si quelqu'autre prince la veut faire aux hérétiques, nous l'aiderons encore ; mais des ligues entre plusieurs princes, nous ne les avons jamais approuvées. » Toute sa politique est là. « Quel profit avez-vous tiré de votre ligue de 37, avec le pape Paul III et Charles-Quint? Elle vous a fait perdre la Morée et une grande partie de la Dalmatie. Avec la moitié des frais de la guerre, la Seigneurie se serait raccommodée avec le Turc, sans perdre un pouce de terrain. Lorsqu'en 59, nous nous trouvions alors à Venise, vous faisiez fortifier l'île de Chypre, les bons pères franciscains, des hommes sages, me disaient : La Seigneurie achète la guerre avec le Turc. » Aussi quand le bruit court qu'il négocie une ligue avec les Vénitiens, le pape s'empresse de le faire démentir. Quand il apprend que la république s'engage trop dans la politique européenne, il la tance vertement. « De toutes parts, dit-il à Gritti, il nous revient que la Seigneurie est jalouse de la grandeur de l'Espagne, qu'elle lui rend de mauvais services, que sous prétexte de vouloir la paix elle provoque la guerre en Italie et favorise le roi de France. Mais qu'ils viennent les Français! Si c'est pour attaquer l'Espagne, l'Espagne se défendra ; si c'est contre l'Italie, Dieu merci, nous sommes à même

[1] Giovanni Gritti au doge, 15 octobre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

de les recevoir. Nous pensons que la Seigneurie ferait bien de ne pas se mêler des choses d'autrui, de s'occuper de ses affaires, et de garder pour ses propres besoins ses hommes et son argent[1]. » « On nous demande de former une ligue entre les princes italiens pour nous défendre contre l'étranger. Nous n'en ferons rien, car ce serait précisément attirer, au lieu de l'éviter, la guerre sur l'Italie. » Ce ne fut que vers la fin de son pontificat, qu'intimidé par le comte d'Olivarès qui le menaçait des hostilités de l'Espagne[2], il insinua à l'ambassadeur de Venise l'idée d'une ligue italienne, si contraire aux principes qui avaient constamment guidé sa politique. A part ce moment de défaillance, Sixte-Quint ne se départit jamais de sa pensée fondamentale, décidément contraire au système de coalition des États d'Italie.

Pendant tout son règne, il ne cesse de travailler à l'établissement de bons rapports entre Florence et Venise, entre Venise et Ferrare, entre Ferrare et Mantoue[3], entre Venise et l'ordre de Malte. Consolider la paix si fragile entre les princes italiens, contenir leurs ambitions locales, les rapprocher les uns des autres non pour une action, mais pour une attitude commune, les rendre tous ensemble assez forts, pour

[1] Giovanni Gritti au doge, 4 février 1588 (1589). Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

[2] Nicolini au grand-duc, 2 mars 1590. Arch. Flor. *fil.* 3299. — Alberto Badoer au doge, 24 février 1589 (1590). Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 25.

[3] Le doge à Antonio Badoer, 7 octobre 1588. Arch. Ven. *Delib.* Rome. — Le même au même, 22 octobre. *Ibid.*

contre-balancer, sous sa direction suprême, non en Europe, mais en Italie, la prépondérance aujourd'hui de l'Espagne, demain peut-être de la France ou de l'Empereur, si l'ascendant de la branche allemande de Habsbourg venait, après la mort de Philippe II, qu'il croyait prochaine, remplacer celui de l'Espagne, tel était son but; le maintien du *statu quo* territorial, telle était la base de sa politique essentiellement conservatrice et pacifique, quoique jalouse de sauvegarder l'indépendance de la péninsule autant que possible[1], c'est-à-dire dans une mesure naturellement restreinte, puisqu'un tiers de l'Italie appartenait à la couronne d'Espagne. Que Sixte-Quint ait jamais songé à des acquisitions, à faire la guerre à Philippe II, à remanier la carte de l'Italie, rien n'est plus faux[2]. Ses velléités belliqueuses se portaient toutes contre les Turcs et les huguenots, les ennemis de l'Église, et non contre le souverain qui en était le plus dévoué et le plus puissant protecteur.

[1] Plusieurs auteurs ont supposé à Sixte-Quint des projets ambitieux qu'il aurait espéré réaliser avec l'aide du grand-duc de Toscane. J'ai vu une foule de documents officiels et une série de lettres du pape au grand-duc, et je n'y ai rien trouvé qui justifiât ces suppositions.

[2] Lorenzo Priuli au doge, 5 octobre 1585. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 19.

## IV

Charles-Emmanuel de Savoie, fils du célèbre Emmanuel-Philibert, avait dès son avénement su gagner la faveur et l'affection de Sixte-Quint. A l'occasion de ses démêlés avec le duc de Mantoue au sujet du Montferrat, il avait écrit au pape qu'il réglerait toujours sa conduite sur ses conseils et commandements.

Ce jeune prince venait de célébrer à Saragosse, où la cour d'Espagne résidait alors, son union avec l'infante Catherine, fille cadette de Philippe II. Les princes d'Italie s'en émurent vivement. A Paris aussi on ne vit pas avec indifférence se former cette alliance étroite entre le roi catholique et le prince qui gardait les défilés des Alpes. Tous les regards étaient fixés sur l'antique capitale d'Aragon, resplendissante en ce moment de toute la grandiose mais sombre magnificence de Philippe, égayée par des fêtes populaires et remplie d'étrangers que la curiosité ou des devoirs de cour avaient entassés dans ses murs. L'Europe suivait d'un œil inquiet les pompes d'un mariage qui faisait présager des conséquences importantes, un nouvel accroissement de l'influence espagnole en Italie, peut-être des entreprises, soit contre la Suisse, soit du côté de la

France. A ce titre, les noces de Charles-Emmanuel ont un intérêt historique.

Le dimanche 10 mars[1], le duc de Savoie devait faire son entrée à Saragosse. A quatre heures de l'après-midi, le roi se rendit à sa rencontre. Don Diégo de Cordoue avait eu mission de mesurer exactement la distance, quatre cents pas comptés, et de marquer la place de l'entrevue. Elle eut lieu près du monastère des franciscains, dit de Jésus. Le roi était suivi de toute la cour et de la noblesse de Saragosse. Parmi les grands d'Espagne, l'amiral, le duc de Pastrana, le prince d'Ascoli, le maréchal de Denia (Borja), don Rodrigo de Mendoza, don Alonzo de Leyva, le comte de Valence, le comte de Cienfuegos, ses frères don Francisco et don Diégo se faisaient remarquer par la richesse et le goût de leurs vêtements. Arrivés au lieu du rendez-vous, les ducs d'Albuquerque et de Médina-Céli, le connétable de Navarre, le maréchal d'Aguilar, le prince d'Arsoli, l'amiral et les autres grands, tous couverts de leurs barrettes, se groupèrent autour du monarque. A quarante pas de distance, et à la droite du roi les seigneurs titrés[2], la barrette en main, et la garde espagnole formaient un grand carré. La garde allemande et les archers entouraient la personne de Sa Majesté. Plus d'une heure d'attente s'était écoulée lorsqu'on vit paraître le duc et sa suite. Un pont

[1] Vincenzo Gradenigo au doge, Saragosse, 18 mars 1585. Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 18. — Relation des fêtes formant annexe de ce rapport, deux documents curieux pour la peinture de la cour de Philippe II.

[2] *Los titulos de Castilla*, qui ne sont pas des grands.

emporté par les eaux, comme les ponts d'Espagne le sont souvent, l'avait arrêté en route. Il était précédé d'une centaine de postillons à cheval, tous sonnant du cor. Au milieu de ce vacarme qui fut jugé assez mélodieux, tout le monde mit pied à terre. Charles-Emmanuel s'avança, et fléchissant le genou demanda à baiser la main du roi, mais Philippe le releva et lui donna l'accolade. Un long combat de politesse s'ensuivit. Le roi insista pour que son futur gendre prît la droite, et celui-ci refusa avec constance. Pendant qu'on retournait vers Saragosse, il retint souvent son cheval, ne voulant pas marcher de front avec son beau-père, qui en fit autant, en sorte qu'on n'arriva au palais qu'à la nuit tombante. Par exception, le roi paraissait gai et fort heureux de ce mariage. Il appela son gendre d'abord duc, ensuite « mon fils, » et la conversation ne tarit pas pendant le trajet. Au moment de descendre de cheval, une nouvelle contestation eut lieu, le duc refusant décidément de prendre le pas sur le roi.

Le soir les épousailles furent célébrées dans la grande salle du château. Ce fut le cardinal de Granvelle qui fit la cérémonie en présence de toute la cour. Le nonce et l'ambassadeur de Venise Gradenigo y assistaient en qualité de témoins. Sur une estrade tendue de drap d'or étaient étalés les cadeaux de la future, des bijoux et des perles évalués à 50,000 ducats. Après la cérémonie, le cardinal de Séville, l'archevêque de Saragosse, les dames, chacune accompagnée de son *galant*, vinrent au baise-main en passant devant le roi toujours debout, le prince des Asturies, et les infantes. Philippe II

portait le costume simple et sévère reproduit dans d'innombrables gravures et dans le célèbre portrait que l'on admire à la galerie de Madrid : le pourpoint de drap noir, la cape de même couleur garnie de fourrures précieuses. Les infantes avaient des toilettes blanc et argent. Un solitaire d'une grosseur énorme fixé au corsage de la fiancée attirait tous les regards. Le futur avait choisi la même couleur, sauf la cape, qui était de velours noir. Tous les costumes, excepté celui de Philippe II, étincelaient de perles et de pierreries. Un bal termina la solennité. Pendant les danses, le roi était assis sur une estrade, sous un dais, ayant à sa droite la future duchesse de Savoie et son fiancé, à sa gauche l'infante Isabelle et le prince héritier occupant une chaise basse. L'assemblée se composait de toutes les dames, des grands, des seigneurs et chevaliers de service, et de la suite du duc. Sur la demande du roi, six dames exécutèrent un pas qui eut beaucoup de succès. Vers la fin du bal, qui dura deux heures, l'infante Isabelle dansa avec son petit frère, et l'infante Catherine avec le duc de Savoie. Le pas terminé, Leurs Altesses remontèrent sur l'estrade, et le roi se leva. Ce fut le signal du départ ; tout le monde se retira, et les princes et princesses allèrent souper chacun seul dans son appartement.

Le lendemain 11 mars, le mariage fut célébré dans la cathédrale. Le roi, même ce jour-là vêtu de noir, mais avec une recherche extrême[1], s'y rendit avec les

[1] *Vestito di nero e molto polito,* dit la relation. Philippe II était d'une propreté excessive. L'aspect d'une tache lui produisait l'effet d'une douleur physique.

infantes, le prince héritier et le duc de Savoie tous en toilette de ras rose, brodé d'or. Les cardinaux de Granvelle et de Séville, le nonce, l'ambassadeur de Venise et toute la cour précédaient Sa Majesté. L'archevêque entouré d'une nombreuse assistance la reçut au seuil de la grande porte. Le mariage eut lieu dans la chapelle majeure, Philippe étant témoin de son gendre, et dona Isabelle de sa sœur. Le cortége rentra au palais dans le même ordre qu'au départ, au son des fanfares et salué par les acclamations de la foule. Un repas somptueux servi par vingt-quatre chevaliers eut lieu ensuite dans la grande salle. A sept heures du soir, commença la danse. Les choses se passèrent comme la veille. On remarqua que le duc était fort empressé auprès de la jeune mariée assise à côté de lui, mais qui garda le silence et détourna un peu la tête. A la fin du bal, les infantes quittèrent l'estrade et exécutèrent avec beaucoup de grâce « le bas et le haut pas. » Pendant que les princesses dansaient, le roi, la barrette en main, se tenait debout sur l'estrade. Au moment où la cour se retira, un héraut d'armes annonça que don Juan de Rodaxi était prêt à soutenir combat au nom de la ville de Saragosse, et de rompre quatre lances avec quiconque se présenterait.

Le jeune duc profita de son séjour auprès de Philippe pour s'insinuer dans ses bonnes grâces. Il adopta la gravité des manières espagnoles, et traita les seigneurs de sa suite habitués aux allures familières de leur pays avec une roideur qui les blessa. Les grands d'Espagne, tout en faisant des frais de politesse afin de complaire au roi, virent avec dépit l'accueil distingué

que leur maître avait fait au duc. Lorsque celui-ci partit pour retourner dans ses États, il était complétement transformé en espagnol, et on ne doutait pas qu'avec l'aide de son ambassadeur, le baron Sfondrati, Philippe ne fût désormais le maître à Turin comme il l'était à Milan et à Naples[1].

A peine de retour, Charles-Emmanuel conçut l'idée d'une entreprise contre Genève. Cette ville était alors le rendez-vous des réfugiés protestants, et l'un des grands foyers de la réforme. Le duc fit représenter au pape le danger que courait la foi dans son duché exposé à l'invasion de l'hérésie, l'urgence d'élever une digue contre le mal, et de l'exterminer dans son centre. Rien d'ailleurs n'était plus facile. Il entretenait déjà des intelligences avec la ville ; le gardien de l'une des portes était gagné; la Suisse, divisée par suite des dissensions religieuses, n'était pas à même de venir au secours des Génevois; les cantons catholiques ne s'y prêteraient pas ; la France était dans le même cas; son beau-père approuvait l'entreprise; ce qui en assurerait le succès, ce serait le concours du pape.

Sixte-Quint, si pacifique qu'il fût en tant qu'il s'agissait de l'Italie, saisit avec empressement cette belle occasion de tirer l'épée, dès le début de son règne, pour la cause de la religion. Cette campagne au petit pied lui souriait, en attendant que son trésor encore peu considérable lui permît d'exécuter de plus vastes projets, de ramener l'Angleterre, de briser la puis-

[1] Antonio Tornimbene au doge. Barcelone, 13 juin 1585. Arch.Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 18.

sance du sultan. Il entra chaleureusement dans les vues du jeune duc, qui savait si bien colorer, par sa prétendue sollicitude pour la pureté de la foi, les projets ambitieux qu'il roulait dans sa tête. En vain, Mgr Ottinello, le nonce à Turin, appela-t-il l'attention de sa cour sur les arrière-pensées de Charles-Emmanuel. Sixte-Quint, bien déterminé à associer son nom à cette sainte guerre, accorda des secours, fit lever des soldats, et en confia le commandement à deux capitaines de renom, Antonio Orsino et le comte Sarno[1]. Il demanda même que l'entreprise se fît au nom du saint-siége; mais cette prétention ayant déplu à Turin, il la laissa tomber.

Les hommes d'État au courant de la situation de l'Europe virent avec déplaisir le pape, qui ne la connaissait pas encore, s'engager si avant dans une expédition qui, suivant eux, ne pouvait aboutir qu'à des compromissions[2].

Les faits leur donnèrent raison. A la cour de France, la nouvelle de ce qui se préparait souleva les plus vives réclamations, articulées à Turin dans un langage violent, à Rome sous la forme de remontrances respectueuses mais péremptoires. Sixte-Quint jugea prudent de les prendre en considération et de calmer les susceptibilités très-naturelles du cabinet de Paris.

Dès le premier moment, le cardinal d'Este prit les

[1] Il remit au duc une lettre de crédit de 24,000 écus, et fit engager quatre cents cavaliers et deux mille fantassins. Il autorisa aussi dans ses États les engagements au nom du roi d'Espagne.

[2] C'était l'opinion du nonce. — Vincenzo Gradenigo au doge. Madrid, 22 février 1585 (1586).

devants. Voyant que l'entourage du saint-père essayait de le jeter dans les bras de Philippe II, ce que l'on pouvait encore espérer, le cardinal suggéra à Henri III l'idée d'écrire au pape, de lui demander l'ajournement de l'entreprise jusqu'à l'époque où la guerre avec les hérétiques de France serait terminée, de lui faire comprendre que « en ce moment un rassemblement de troupes sur les frontières lui donnerait des soupçons, mais que, les huguenots vaincus, il pourrait bien se décider lui-même à concourir à la guerre contre ceux de Genève[1]. »

Le pape tâcha de le calmer. Genève conquise par le duc, leur disait-il, ne serait adjugée ni à Philippe ni à son gendre. On en ferait un État indépendant placé sous la suzeraineté de l'évêque. Ces représentations manquèrent leur effet à Paris, et l'affaire dut, pour le moment, être abandonnée. Sixte-Quint s'en consola en retirant le crédit qu'il avait ouvert à Charles-Emmanuel. Plus tard ce dernier reprit les hostilités, occupa des portions du territoire génevois, mais ne put jamais pénétrer dans la ville. Les secours du trésor pontifical lui firent défaut, et le pape regretta, nia même s'être jamais engagé dans cette entreprise. C'est ainsi que se termina cet incident qui, pendant un instant, avait sérieusement compromis la paix de l'Italie[2].

[1] Le cardinal d'Este à Villeroy, 29 octobre 1585. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288.

[2] Giovanni Gritti au doge, 29 octobre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22. — Le même au même, 4 février 1588 (1589). *Ibid.* — Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 4 avril 1587. *Ibid. Disp.* Espagne, *fil.* 20. — Le même au même. Madrid, 12 août 1588. *Ibid. fil.* 21. —

Le jeune duc avait vainement cherché à obtenir le titre de roi de Sardaigne. Cette île, il espérait la recevoir de son beau-père, moyennant l'échange d'un territoire situé du côté du Milanais. Mais Sa Majesté Catholique, malgré les instances de sa fille, qui trouvait le modeste titre de duchesse indigne de la qualité d'infante d'Espagne, craignant de faire naître à Florence de semblables prétentions, déclina péremptoirement de prêter la main à cette combinaison.

Dévoré d'ambition, Charles-Emmanuel conçut alors un nouveau projet. Cette fois encore, il s'étudia à gagner l'assentiment et la coopération du pontife. Son ambassadeur à Rome eut de fréquentes entrevues avec Sa Sainteté. On le vit constamment au Vatican. Parfois surpris au moment où il se glissait par une porte dérobée dans le cabinet du pape, ce diplomate était évidemment chargé d'importantes négociations. Quel en était le but? à quoi aboutiraient toutes ces audiences secrètes, cet échange incessant de courriers entre Rome et Turin? C'est ce qu'on se demandait. Mais le pape et l'ambassadeur s'entouraient d'un secret impénétrable. Enfin le jour se fit. On apprit que, sans la moindre provocation, en pleine paix, sans aucun motif plausible, le duc de Savoie, à l'aide des forces qu'on croyait dirigées contre Genève, s'était emparé du marquisat

Le même au même. Madrid, 18 janvier 1588 (1589). *Ibid.* — Le doge à Giovanni Gritti. 23 janvier 1588 (1589). *Ibid. Delib.* Rome. — Le cardinal d'Este à Villeroy, 17 septembre 1586. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. — Le même au même, 22 septembre 1586. *Ibid.* — Pisany à Henri III, 17 septembre 1586. *Ibid.* — Giovanni Gritti au doge, 3 juin 1589. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 23.

de Saluces qui appartenait à la couronne de France[1].

A Paris, comme partout en Europe, on soupçonnait le duc de Guise d'être l'instigateur de ce coup de main. On se trompait : le chef de la Ligue favorisait secrètement l'entreprise, mais l'initiative en appartenait à Charles-Emmanuel, et le coup avait été préparé à la connaissance et avec l'approbation du pape[2]. Le duc lui avait fait croire que ce marquisat était rempli de huguenots, que la Savoie courait le danger d'être infectée par l'hérésie, que Henri III n'était pas en mesure d'y maintenir la religion catholique et que lui, Charles-Emmanuel, se chargerait de ce soin.

Le saint-père entra dans ces vues, mais se fit donner par le duc une déclaration écrite par laquelle celui-ci s'engageait à rendre le petit pays au roi de France, pourvu que Sa Majesté envoyât un personnage catholique avec mission d'en prendre possession.

Par une ouverture verbale de son ambassadeur, Charles-Emmanuel avait fait annoncer à Henri III, qui

[1] Novembre 1588. — Alberto Badoer au doge, 9 juin 1590. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil* .24. — Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 14 novembre 1588. *Vie du cardinal de Joyeuse.*

[2] Tempesti cherche à établir d'après les correspondances qu'il produit que Sixte-Quint n'avait eu aucune part aux préparatifs de l'entreprise, et qu'il l'avait seulement approuvée. C'est une erreur. Voici ce que le pape dit lui-même plus tard à l'ambassadeur de Venise. « Quand il (le duc) faisait l'entreprise de Saluces, il agissait avec notre participation, parce qu'il nous avait fait savoir que le territoire de Saluces se remplissait tous les jours de gens hérétiques, et qu'il disposait des moyens pour l'enlever aux huguenots. Nous lui avons répondu que les choses étant comme il nous le disait, il ferait bien de s'en emparer pour le restituer au roi (de France), quand celui-ci enverrait un personnage catholique pour en prendre possession. Le duc s'est engagé d'en agir ainsi par un écrit que nous avons entre les mains. Mais depuis la prise de Saluces par le duc, nous ne lui avons jamais conseillé d'aller de l'avant. »

se trouvait alors à Blois, son intention d'occuper les places fortes du marquisat de Saluces, afin de les mettre à l'abri d'une tentative du maréchal de Lesdiguières et de les conserver ainsi dans la soumission au roi. Le surlendemain, un courrier français, qu'il avait fait retenir pendant trois jours, arriva à Blois. On sut par ses dépêches que l'invasion du marquisat était un fait accompli. Le roi en fut outré. Il dit au cardinal légat[1] « que jamais de sa vie il n'avait reçu d'avis plus tourmentant, non-seulement à cause de l'outrage que lui faisait un prince parent intimement allié et inférieur en grade, mais encore par la perte de réputation et d'État, et qu'il était décidé à pourvoir à sa dignité et à celle de ses sujets. » Avant de tirer réparation de l'injure par les armes, Henri III résolut d'essayer des moyens de la persuasion. On se mit à négocier, mais sans aboutir à aucun résultat. Le roi profondément humilié déclara qu'il aimait mieux mourir qu'endurer cette honte. Lorsque les états de Blois le supplièrent d'envoyer une armée contre la Savoie, il versa des larmes de joie. On commença alors à deviner la vérité, à accuser Sixte-Quint d'avoir encouragé le duc dans cette aventure. Les indiscrétions de ce dernier et le langage des ambassadeurs d'Espagne qui déclaraient partout que leur roi désapprouvait la conduite de son gendre, semblaient justifier cette supposition. En effet, Philippe II inquiet et mécontent, car, à cette époque, il tenait à conserver la paix avec la France, fit dire au pape qu'il le remerciait de la bienveillance

[1] Tempesti cite des extraits du rapport du cardinal Morosini dont l'authenticité n'est pas douteuse.

par lui témoignée à l'époux de sa fille, mais qu'il le conjurait de contenir l'ambition du duc, de ne pas le laisser courir au-devant de sa ruine[1]. A Madrid, au conseil d'État les avis étaient partagés[2]. Les uns accusaient Venise et le grand-duc de Toscane de favoriser les Français, parce qu'ils voulaient leur laisser ouverte la porte de Saluces. D'autres, au contraire, soutenaient que si on ne pouvait occuper le marquisat par des troupes espagnoles, il valait mieux le restituer au roi de France et mettre ainsi fin aux jalousies de l'Europe; que ce qu'on pouvait faire de pis, c'était de le laisser entre les mains du duc de Savoie, et le rendre ainsi plus hardi et plus difficile à contenir. Mais tous louaient le zèle du pape de vouloir préserver l'Italie de l'invasion de l'hérésie.

Réduit à cette extrémité, menacé de la France, blâmé par son beau-père, et à moitié condamné par Sixte-Quint, Charles-Emmanuel fit publier une déclaration, une circulaire comme nous dirions, que ses ministres reçurent l'ordre de communiquer aux cours étrangères. C'était un exposé de sa conduite fort compromettant pour le pontife. Celui-ci en défendit l'impression à Rome, en disant que de semblables justifications ne convenaient pas à des princes.

A Blois, le légat travailla à contenir l'humeur belliqueuse du roi; à Rome, Sixte-Quint eut à se débattre

[1] C'est le pape qui donne ces détails à l'ambassadeur de Venise. Alberto Badoer au doge, 9 juin 1590. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 24. — Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 14 décembre 1588. *Ibid. Disp.* Espagne.

[2] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid 7 janvier 1588 (1589). *Ibid.*

avec les ambassadeurs Pisany et le cardinal de Joyeuse, devenu protecteur de France depuis la mort du cardinal d'Este, et même avec son ami Giovanni Gritti. Il se défendit de son mieux, se montra irritable et mordant avec les Français, doux et plein d'abandon avec l'ambassadeur de Venise.

Le cardinal français, en rendant compte de ses entretiens, reproduit cette conversation[1] : « Nous voudrions, dit Sixte-Quint, que le roi ne prît pas si à cœur le fait de Saluces. C'est grand cas qu'un si grand roi se soucie si fort de si peu de chose. » Le cardinal réplique qu'il n'y a pas de catholiques en France qui refusassent de marcher pour une si juste querelle. « Oui-da, reprend le pape avec ironie, le maréchal de Montmorency ira fort volontiers contre un prince son parent, duquel il attend appui et support, et le duc de Guise ira contre le gendre du roi d'Espagne ! Je ne sais pas comment le duc de Guise est avec le roi ; je ne sais pas si, lorsque le duc de Guise prit Paris, le roi d'Espagne lui fit donner quatre mille écus ; je ne sais pas si encore maintenant le duc de Guise ne danse point ni plus haut ni plus bas que le roi d'Espagne veut ! Je n'ai point de nonces, et mes nonces ne s'enquièrent de rien, ils ne m'avertissent de rien ! »

Dans ces jours d'excitation[2], car tout le monde prévoit la guerre en Italie, l'ambassadeur Gritti n'approche jamais le pontife sans lui faire, au nom

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 14 novembre 1588. *Vie du cardinal de Joyeuse*.
[2] L'automne et l'hiver de 1588 à 1589.

de la Seigneurie, de respectueuses remontrances[1].

Le pape répond par les arguments connus du lecteur. Sans avouer encore, comme il le fit plus tard, qu'il a conseillé l'entreprise, il la défend. « Lesdiguières a menacé le Marquisat. S'il y entrait avec ses hérétiques, c'en était fait du salut des âmes. Quelle perte irréparable! Il fallait donc y pourvoir. Quand les catholiques entrent dans une forteresse, ils sauvent en même temps les âmes. » Pour lui toute la question est là. Il ne sort pas de ce raisonnement. Saluces, ajoute-t-il, sera restitué sinon aujourd'hui, tel autre jour. Le roi très-chrétien a tort de songer à la guerre[2]; il devrait se fier au duc parce qu'il est son parent, et en même temps gendre du roi catholique qui, le cas échéant, viendrait à son secours. L'ambassadeur lui communique les doléances que Henri III a adressées à Venise par son agent diplomatique[3]. « Remerciez, en notre nom, ces seigneurs, répondit le pape; mais dites-leur que les choses ne sont pas aussi graves que le dit l'envoyé français. Tout cela s'arrangera, mais de grâce, que ces seigneurs ne s'en occupent pas tant. Dans toute l'Italie, à Florence, à Venise, on dit que c'est la république qui envenime cette affaire. Ne craignez pas de le leur écrire. Nous croyons que la Seigneurie veut du bien et non du mal au roi de France.

[1] Giovanni Gritti au doge, 25 octobre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 21. — Le doge à Giovanni Gritti, 7 octobre 1588. *Ibid.* *Delib.* Rome. 97. — Le même au même, 22 octobre 1588. *Ibid.* — Le même au même, 12 novembre 1588. *Ibid.* 183.

[2] Giovanni Gritti au doge, 12 novembre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

[3] Giovanni Gritti au doge, 19 novembre 1588. *Ibid.*

Eh bien, l'intérêt du roi est l'extermination de l'hérésie. Voilà à quoi elle devrait l'engager, comme nous l'avons dit au cardinal de Joyeuse et à l'ambassadeur du roi, qui tous les jours viennent nous importuner ici de leurs sollicitations. Que compte faire le roi si indigné contre le duc de Savoie? Veut-il employer les forces de son royaume? Mais son royaume se trouve à merveille de l'état où il est, car chacun peut faire ce qu'il veut, prendre avec impunité le bien et la femme du prochain et tout ce que bon lui semble. Le royaume ne se soucie donc pas d'une guerre. Et de plus, quelles sont les forces du roi? Il n'a pas plus de deux mille fantassins à lui. C'était naguère son excuse, quand il a laissé les reîtres allemands se retirer sans les châtier comme il devait. Quant à Guise, le roi sait bien à quoi s'en tenir, puisqu'il nous a si souvent fait dire que ce prince est le pensionnaire du roi d'Espagne, et peut-il croire que le roi d'Espagne fera une guerre contre son gendre? Mais, nous dira-t-on, le roi très-chrétien aura le secours des huguenots. Il voudra donc s'allier avec les hérétiques? En effet, nous ne voyons pas ce qu'il pourra faire. Croit-il qu'il n'y ait personne qui veuille être roi de France? Sachez qu'il y en a beaucoup à qui plairait ce royaume. Mais supposons que les Vénitiens et le duc de Mantoue qui s'offre comme général, ou Florence, car il n'y en a pas d'autres, veuillent secourir le roi. La Seigneurie, qui est soupçonnée de se concerter avec les Turcs, ferait, sur la demande de la France, la guerre au duc de Savoie, gendre du roi catholique? Que sont les États du duc de Mantoue, quelles sont ses forces, ses finances? Il a prêté 300,000

écus au roi d'Espagne, et maintenant il ira attaquer son gendre? Florence, entourée d'Orbitello, de Porto-Ercole, des présides qui sont au roi d'Espagne, et dont le grand-duc dépend de mille façons, s'élèvera contre la Savoie? Que le roi de France chasse les huguenots et il rentrera en possession du Marquisat. Alors le duc ne s'y opposera pas, et s'il s'y oppose, c'est nous qui l'obligerons à le rendre, car comme pontife nous ne supporterons pas que l'on retienne le bien d'autrui, et s'il se refuse nous avons les excommunications, les interdits; nous déclarerons que ses États seront à qui les prendra! Nous avons beaucoup d'argent, nous avons des hommes, et nous ferons alors restituer au roi ce qui lui appartient. Personne n'a plus à cœur que nous la conservation du royaume de France. Les âmes de ce royaume nous sont chères comme la nôtre. Nous devons les défendre et bien gouverner. Les abbayes, les évêchés, les biens ecclésiastiques de France sont nôtres, outre qu'il nous importe beaucoup, en notre qualité de prince temporel, qu'il n'y ait pas qu'un seul prince sur terre, mais que chacun ait son contrepoids. Voilà ce que nous avons voulu vous dire, pour que vous l'écriviez à ces seigneurs. Qu'ils prennent en considération l'état de l'Italie, les mécontents du Milanais et du royaume de Naples, de la Suisse et de votre État! Si les huguenots étaient à Saluces, ils les appelleraient à leur secours, ce qui serait chose trop dangereuse, mais tant que Saluces est entre les mains de la Savoie, nous sommes sûrs que les hérétiques ne pourront pénétrer en Italie. »

Il ne cesse de parler dans ce sens, et se félicite de

voir que le roi commence à se calmer, que du moins il n'agit pas, ce qui est déjà fort heureux. « Quand on est en colère, on fait bien, dit-il, avant d'agir de réciter au moins une fois l'alphabet[1]. »

Ces causeries avec Gritti se prolongeaient à l'infini. C'étaient pour le pape d'excellentes occasions de satisfaire à son besoin de parler, et il les manqua rarement. « Le roi Louis XII, lui dit-il un jour, a fait grand mal au saint-siége. Il en a été puni, n'ayant pas eu de postérité. Le roi François I^er^, au lieu d'obéir comme il devait à la sainte Église, voulut lui arracher des concordats. Pour cette raison, Dieu l'a privé du duché de Milan, a permis qu'il tombât prisonnier entre les mains de l'ennemi, lui a enlevé son fils le duc d'Orléans, qui avait donné tant d'espérances. De même Henri II mourut misérablement dans une joute, et aucun de ses fils n'a eu d'enfants, Dieu voulant ainsi punir ses péchés. » L'ambassadeur, avec tout le respect qu'il lui doit, fait cependant observer que si Dieu punit parfois par des malheurs les fautes des princes, parfois aussi les calamités servent, quand il veut bien les faire disparaître, à constater sa miséricorde; et le saint-père a la bonhomie d'admettre qu'il est en effet difficile aux jugements bornés des hommes de pénétrer les desseins de la Providence et de savoir au juste si les malheurs sont une punition ou un moyen de constater la gloire de Dieu.

Les obsessions des agents français, de Gondi envoyé expressément pour l'affaire de Saluces, de Joyeuse, de

[1] Giovanni Gritti au doge, 7 décembre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

Pisany, « homme entêté, disait-il, qui ne veut pas sortir de ses raisonnements connus, » lui étaient particulièrement désagréables. « Depuis trois mois [1] ils parlent de guerre, raconte-t-il à Gritti. Qu'ont-il fait ? Rien. Mieux valait se taire. Charles VIII, Louis XII, Lautrec, le roi François, Guise du temps de Paul IV, sont venus tous à la tête d'une armée. Qu'ont-ils fait ? Combien de leurs soldats ont revu la France ? Ne savent-ils pas que l'Italie est le tombeau des Français ? Nous ne craignons pas le duc de Savoie. Que le roi envoye le duc du Maine ou le duc de Guise, et Saluces leur sera remis sans hésitation, ou par le duc (de Savoie), ou, s'il refuse, par nous. Ne voit-on pas comment les choses se passent là-bas ? Le Dauphiné, le Languedoc, la Guienne, Metz et la plus grande partie des autres gouvernements sont dans les mains des huguenots. Il ne manque que de leur donner encore Saluces, pour qu'ils puissent pénétrer en Italie. »

Un autre jour, le marquis de Pisany et l'ambassadeur de Savoie se rencontrèrent dans l'antichambre de Sixte-Quint ; il les fit appeler dans son cabinet, et chargea ce dernier d'écrire au duc en son nom qu'il eût à s'abstenir de toute entreprise ultérieure contre le roi de France. « Qu'il se garde bien, dit-il, de toucher à un cheveu du roi très-chrétien ; qu'il se borne à monter la garde à Saluces, à empêcher les hérétiques d'y pénétrer. » L'agent du duc promit d'écrire en ce sens, comme il l'avait déjà fait ; mais Pisany s'écria qu'il pouvait s'épargner cette peine, que son roi ne crai-

[1] Giovanni Gritti au doge, 17 décembre 1588. Cité précédemment. — Le même au même, 7 janvier 1588 (1589). *Ibid.*

gnait nullement que le duc voulût lui enlever la France. Sur ces paroles, l'irascible ambassadeur trouva prudent de se retirer en toute hâte, et le pape, fort en colère, courut après lui en criant : « Que le roi y pense bien ! Il verrait si le duc ferait ou non du progrès en France le jour où nous cesserions de le retenir. »

Le duc de Parme, toujours en Flandre, se servit de l'intermédiaire de son oncle le cardinal, pour faire parvenir ses remontrances à Rome. Il était, en effet, des princes d'Italie le plus directement intéressé à ce que la Savoie ne s'étendît pas davantage. Le vieux Farnèse, surmontant sa répugnance à reparaître devant Sixte-Quint, se rendit au Vatican et parla au pontife avec la franchise et le sans-gêne d'un homme qui, personnellement, a cessé d'espérer et ne demande plus rien au pouvoir, si ce n'est la tranquillité. Il dit qu'il ne fallait pas jeter Henri III entre les bras des huguenots, qu'il importait, au point de vue de Rome, de conserver le royaume de France, de ménager aux Français une porte par laquelle ils pussent entrer en Italie ; que c'était un principe de l'école, vieille si l'on voulait, à laquelle lui, le cardinal, avait été élevé. Il ajouta un mot qui prouve qu'il connaissait bien ce pays : « La France, il est vrai, est maintenant déchirée par les factions ; mais qu'un ennemi commun l'envahisse et tous les partis se réuniront pour lui tenir tête. » Il trouvait ridicule d'entendre tant parler de Lesdiguières. Il le connaissait de longue date. C'était peu de chose, et on avait tort de le craindre. Sixte-Quint répondit par des doléances sur la conduite des Vénitiens. « Saint-père, répliqua le vieillard en riant,

à Venise on a des égards pour la religion, et on en a aussi pour autre chose, et Leurs Seigneuries gouvernent l'État d'après les règles de la politique et non d'après les règles de l'Inquisition[1]. »

On était toujours à discuter cette interminable question de Saluces, lorsque le meurtre des Guises vint soulever l'horreur de l'Europe, envenimer les rapports entre Henri III et Philippe II, et modifier essentiellement, non pas seulement pour la question de Saluces la conduite et les desseins secrets de la cour de l'Escurial[2]. Quant à ce dernier point, Philippe s'était concerté avec le duc de Guise qui, tout en se donnant l'air de pousser Henri III à la guerre, en affectant devant le légat des sentiments hostiles à Charles-Emmanuel, s'était secrètement engagé à empêcher le roi de France de faire la campagne qu'il préparait pour recouvrer le marquisat. Lippomano, l'ambassadeur de Venise à Madrid, s'était flatté d'avoir pénétré les véritables vues du roi catholique. Il s'agissait d'enlever aux Français Saluces, cette porte de l'Italie, mais de la leur faire perdre sans guerre, par les moyens de la diplomatie, par l'intervention du pape, avec l'aide du duc de Guise, et surtout à l'aide des embarras intérieurs qui paralysaient le gouvernement de Henri III. La mort du chef de la Ligue fit évanouir ces projets.

Lippomano ne tarda pas à s'en apercevoir. Le langage d'Ydiaquez devint plus impérieux qu'il ne l'a-

[1] Giovanni Gritti au doge, 10 décembre 1588. Arch. Ven. *Disp.* Rome, *fil.* 22.

[2] Hieronimo Lippomano au doge. Madrid, 18 janvier 1588 (1589). Arch. Ven. *Disp.* Espagne, *fil.* 21.

avait été. La conduite de la Seigneurie fut blâmée en termes assez vifs et significatifs dans la bouche du secrétaire d'État de Philippe. « Sa Majesté, dit-il au diplomate vénitien, trouve étrange l'attitude de la république. D'où viennent ses défiances à l'égard du roi catholique? De quel droit L'accuse-t-elle de vouloir troubler la paix d'Italie? Désire-t-elle tenir cette porte de Saluces ouverte aux Français? Compte-t-elle les appeler en Italie contre l'Espagne? Serait-ce donc vrai que le doge ne craint nullement l'éventualité d'une intervention française, comme on le dit au Sénat et même dans les lieux publics de Venise? Est-il étonnant que Sa Majesté et Ses conseillers ressentent vivement une semblable conduite? » L'ambassadeur, fort ému, sollicita une audience qu'il ne pût obtenir, le roi ayant la goutte. Philippe II était d'ailleurs presque inaccessible. Lippomano écrit donç au doge et le conjure de ménager la susceptibilité du puissant monarque.

Ce dernier, prévoyant une rupture avec la France, était résolu désormais à prendre ouvertement parti pour son gendre. A cette époque, Phillippe n'avait plus les mêmes motifs de ménager la cour de France, du moins ostensiblement. La prise de Saluces n'était plus pour lui un sujet de gêne et d'embarras. Il se promit même d'en tirer parti. En attendant, il offrit éventuellement à Charles-Emmanuel son secours, à la condition que Carmagnole, l'une des places fortes du marquisat, serait remise au duc de Terranuova. Le meurtre des chefs de la Ligue avait opéré ce revirement dans ses idées à l'égard de Henri III. Il prévit le cas de la guerre avec la France, se prépara à l'accepter, à la provoquer peut-

être, selon les circonstances. Dès ce moment, l'affaire de Saluces n'était plus qu'un incident. Cet imbroglio diplomatique, qui avait mis toute l'Europe en émoi, fût bientôt oublié au milieu de plus graves préoccupations [1].

[1] On sait que Saluces a été, au siècle suivant, définitivement annexé au Piémont, moyennant cession à la France d'une portion de la Savoie.

## V

L'ambassade d'obédience de l'Empereur, composée du comte Daun de Zimbern, du docteur Curtius et d'une nombreuse suite, arriva à Rome pendant l'été de 1586. Des difficultés d'étiquette et les lenteurs habituelles des chancelleries impériales en avaient retardé le départ de Prague; mais une fois en route, on activa le voyage autant que le comportaient le médiocre service des postes, l'état déplorable des routes et l'extrême corpulence du principal envoyé. A Florence, l'ambassade trouva auprès du grand-duc l'accueil le plus distingué. Sur la demande de Rodolphe II, François se hâta de remettre à Curtius le modèle d'une machine dont il se servait pour la taille des diamants.

A Rome, en dehors de la mission d'étiquette, Daun et Curtius avaient à traiter avec le saint-siége d'une affaire à laquelle l'Empereur attachait une grande importance. Il s'agissait du val de Tar[1],

[1] Alberti au grand-duc, 21 juin 1586. Arch. Flor., *fil.* 3395. — Le même au même, 28 juin 1586. *Ibid.* — Le même au même, 16 août 1586. *Ibid.* — Gerino au grand-duc, 14 juin 1586. *Ibid. fil.* 361. — Le même au même, 17 juin 1586. *Ibid.* — Le même au même,

bourg possédé par le comte Claudio Landi, à titre de fief de l'Empire, et que le duc de Parme, père du général Alexandre Farnèse, avait confisqué en se fondant sur sa qualité de duc de Parme et de Plaisance.

Des considérations de haute politique vinrent compliquer la question, déjà fort peu claire au point de vue du droit. Le prince Alexandre Farnèse, qui dans l'année devait succéder à son père, était alors au faîte de sa gloire. A Rome, comme à Madrid, on avait mille raisons de le ménager. C'était en effet l'épée de Philippe et de l'Église. De son camp devant Neuss, qu'il allait enlever aux protestants, il avait écrit au pape pour lui recommander cette affaire. Aussi le roi et le pontife inclinaient-ils en sa faveur. Somme toute, c'était un incident secondaire. Néanmoins il excita des inquiétudes, car de tout temps les questions italiennes ont entraîné facilement des complications européennes.

Rodolphe II, difficile à émouvoir, mais une fois ému, plus difficile encore à calmer, embarrassait souvent les ministres par sa ténacité quand une idée s'était emparée de son esprit. Dans l'usurpation d'un fief de l'Empire il vit un outrage fait à son autorité autant qu'à sa personne, se promit beaucoup de l'intervention de Sixte-Quint, et enjoignit à ses deux ambassadeurs de ne reparaître devant lui qu'avec une ré-

5 juillet 1586. *Ibid.* — Urbani au grand-duc de Prague, 11 mars 1586. *Ibid. fil.* 4342. — Le même au même, 18 mars 1586. *Ibid.* — Le même au même. Prague, 29 avril 1586. *Ibid.* — Le même au même. Prague, 19 août 1586. *Ibid.* — Le même an même, 11 novembre 1586. *Ibid.* — Philippe II au duc Alexandre de Parme, 28 août 1590. Arch. Simancas. Flandre. *S. de E. Leg.* 2220.

ponse favorable. Daun et Curtius se mirent donc en route et furent fort bien reçus au Vatican, mais l'embarras du saint-père était évident.

Placé entre sa déférence très-réelle pour le chef de la maison d'Autriche et les égards dus à Philippe II, et à son grand capitaine Alexandre Farnèse, cherchant en vain la solution dans la question de droit, il hésita longtemps à prendre un parti. Enfin, les ambassadeurs insistant pour qu'il se prononçât, il les reçut en dernière audience.

Il n'admettait pas, leur dit-il, que l'Église eût des droits sur le val de Tar. Si elle en avait, ce qu'il ignorait, il les cédait à l'Empereur. Sa Majesté était sans doute appelée à sauvegarder les intérêts du comte Landi, son sujet, tout comme le saint-siége ne pouvait empêcher le duc de Parme, son vassal, de faire valoir son droit. Le roi d'Espagne offrait de faire prendre en dépôt ce territoire, jusqu'à ce que la question de droit fût décidée. Cette proposition, ajoutait le pape, inspirée par la sollicitude éprouvée de Sa Majesté Catholique pour le maintien de la paix de l'Italie, avait son entière approbation. Il termina par une péroraison à l'adresse de l'Empereur, l'exhortant à s'associer aux vues de son proche parent, le roi catholique.

Les ambassadeurs répondirent vivement et avec dignité. Puis ils se retirèrent sans se donner la peine de dissimuler leur dépit. Pour les calmer, Sixte-Quint leur envoya le cardinal Azzolino. Le pontife, était-il chargé de leur dire, savait que le jeune duc de Saxe et le margrave de Brandebourg travaillaient à assurer

au roi de Danemark la succession de l'Empire. Il se faisait fort de déjouer cette intrigue. A cette confidence qui devait les consoler de l'insuccès de leur mission, les ambassadeurs répondirent par des éclats de rire, et Curtius s'écria que c'étaient là des affaires d'Allemagne qui regardaient l'Empereur ; que l'Empereur y aviserait, que le pape, s'il voulait plaire à Sa Majesté, savait bien comment il fallait s'y prendre.

Le baron de Khevenhiller, qui représentait l'Empire à Madrid, n'eut pas plus de succès auprès de Philippe II. Une extinction de voix du cardinal de Granvelle mit fin pour un temps aux pourparlers entre les cours de Prague et de Madrid.

D'autres événements plus importants appelèrent l'attention du gouvernement impérial. Neuss, ville située en face de Cologne, était tombée dans les mains des partisans de Truchsess, ancien archevêque de Cologne, qui avait embrassé les doctrines de Calvin. Cette place forte passait pour être la clef des Flandres. Il était donc de la plus haute importance de l'arracher à ceux qui s'en étaient rendus maîtres et qui s'y maintenaient toujours malgré les efforts du nouvel archevêque de Cologne, Ernest, et de son frère Guillaume de Bavière. Ces deux princes s'étaient adressés à Rome pour obtenir des secours d'argent. Sixte-Quint répondit par de bonnes paroles, compara la maison de Bavière, fidèle à la foi quoique entourée d'hérétiques, à une rose fleurissant entre des épines, promit son intervention diplomatique auprès de Rodolphe, par l'organe de Mgr Sega, ancien nonce à Madrid de qui il annonça l'envoi à Prague, mais il garda le si-

lence sur la demande de subsides. Pour quiconque connaissait l'état des esprits en Allemagne, les susceptibilités, les appréhensions des princes protestants et, par conséquent, les embarras de Rodolphe II, rien n'était à ce moment plus intempestif, plus dangereux même que l'apparition d'un grand personnage de la cour de Rome. Appuyés, au nom de l'Empereur, par le cardinal Madruccio, les deux ducs de Bavière firent de vives mais vaines remontrances.

« L'archevêque de Cologne Ernest de Bavière, disait le pape[1], nous demande des subsides. Nous refusons, parce qu'il possède cinq évêchés, parce qu'il n'a pas encore voulu prendre les ordres, et ne nous a pas même demandé le *pallium*. Comment espérer que les choses marchent bien, s'il se conduit de la sorte ? Qu'il se contente de son archevêché, renonce aux autres évêchés, se mette *in sacris*, et vive en prélat, et Dieu et les hommes l'aideront. » Enfin, il envoya le nonce, mais n'envoya pas d'argent.

Avec sa pénétration habituelle, il avait compris qu'à l'instar de toutes les affaires d'Allemagne, cette question de Neuss traînerait en longueur au grand détriment de la religion catholique. Il appréciait aussi l'importance stratégique de cette forteresse. Tant qu'elle demeurait aux mains des calvinistes, vu l'état des choses en France, l'armée espagnole du prince Alexandre était menacée sur ses flancs. Cette considération tombait sous le sens. Il n'était pas difficile de la faire valoir à Madrid et à Bruxelles. C'était pour

[1] Giovanni Gritti au doge, 12 juillet 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

le pape le moyen de hâter le dénoûment sans avoir lui-même dépensé un écu. Farnèse, autorisé par le roi, opéra une pointe rapide sur Neuss[1], parut inopinément sous ses murs, fut dans son camp complimenté par Mgr Grimani que Sixte-Quint y avait envoyé expressément, et se rendit maître de la ville et des forts après un siége qui n'avait duré que quelques jours.

A Prague, cette nouvelle fut accueillie avec une joie qui cependant n'était pas sans mélange. En catholique, Rodolphe II se félicitait de la défaite des ennemis de la religion. Comme Empereur, il en souffrait. Témoin passif et impuissant des exploits des Espagnols combattant victorieusement sur le sol allemand pour la cause de la religion, il ne pouvait que faire un triste retour sur lui-même, sur sa faiblesse, suite des circonstances, mais aussi de son manque d'initiative, sur les déchirements profonds et hélas! irremédiables que la réforme avait produits au sein de l'Empire, sur le prestige pâlissant de la couronne qu'il portait, la première pourtant de la chrétienté. Il venait de perdre un ami sûr, l'un des princes éminents de l'époque, qui passait généralement pour l'arbitre de l'Allemagne, le duc Auguste de Saxe, fort dévoué à la maison d'Autriche, esprit éclairé et aimant la paix. Quoique luthérien, il avait empêché, par son autorité, le margrave de Brandebourg de se prononcer en faveur de l'archevêque Truchsess de Cologne, et rendu à l'Empereur les plus grands services. A la cour de Rodolphe, fort affligé de cette mort, on se demandait quelles

[1] Juillet 1586.

étaient les dispositions du jeune duc héritier ? On ne les connaissait pas. On savait seulement que, contrairement aux sentiments de son père, il penchait du côté des calvinistes, et prêtait l'oreille aux conseils de son oncle le roi de Danemark. Il y avait d'autant plus sujet de s'alarmer, qu'on ne pouvait ignorer la connexité évidente des événements de France et de ceux qui semblaient se préparer en Allemagne. Les observateurs même les plus superficiels sentaient en effet que tout était mis en question. Ceux qui par leur position voyaient le dessous des cartes, pouvaient se demander si tout n'était pas déjà perdu[1].

Dès le début du règne de Sixte-Quint, les princes protestants, le duc Auguste de Saxe en tête, avaient manifesté la crainte que le pape ne procédât contre eux comme il l'avait fait à l'égard du roi de Navarre et du prince de Condé. Pour calmer son puissant ami et, avec lui et par lui, les autres seigneurs qui avaient embrassé les nouvelles doctrines, l'Empereur avait tâché de détourner le saint-père d'une semblable résolution. Celui-ci s'était empressé de rassurer Rodolphe sans, toutefois, prendre d'engagement pour l'avenir. Sa bulle ne donna donc qu'une demi-satisfaction, et l'Empereur fit demander par les frères Madruccio, qu'un futur conditionnel de ce document fût changé en un simple

[1] Les correspondances diplomatiques de l'époque en font foi. On admire le courage des princes catholiques dans ces circonstances extrêmes et on apprend, ce que l'étude de l'histoire enseigne bien des fois, qu'en politique on ne doit jamais désespérer. Je n'ai pas besoin de faire observer au lecteur que je m'abstiens d'entrer dans le détail des affaires d'Allemagne; je ne puis les toucher que dans leurs rapports avec l'intervention de Sixte-Quint.

futur[1]. Ils eurent pour réponse un refus. « Pour le moment, répondit Sixte, nous n'avons pas la pensée de faire une déclaration (contre les électeurs qui avaient adopté les nouvelles confessions), mais l'Allemagne a besoin d'une bonne réforme. » Tel était l'ascendant que les princes protestants attribuaient encore au pape sur leurs sujets, qu'ils tremblaient à l'idée qu'il pût lancer contre eux une bulle *privatoire*[2].

Les huguenots français profitèrent du langage peu explicite du pontife pour agir sur les princes luthériens qui voulaient la paix et étaient plus ou moins dévoués à la cour de Prague. Pour les ébranler, on leur disait que la cause du calvinisme était celle de la réforme; que si le pape réussissait en France, il se tournerait aussitôt contre l'Allemagne; qu'il lancerait alors contre les princes protestants cette bulle *privatoire* qui les effrayait tant; que le temps pressait donc; qu'il fallait se coaliser; que le salut de la réforme et de leur pouvoir politique était à ce prix. Les princes calvinistes allèrent jusqu'à mettre en avant l'idée de faire la conquête de la France avec l'aide des confédérés allemands, de la reine Élisabeth et des protestants des Pays-Bas, sauf à s'arranger entre eux après la victoire. Des pamphlets dirigés contre la personne de Rodolphe, et qu'on croyait imprimés en France, furent répandus en masse. La satire fournit des armes

[1] *Non incommodaremus,* disait la bulle en désignant les princes protestants. L'Empereur demandait : *non incommodabimus.* — Urbani au grand-duc. Prague, 21 janvier 1586. Arch. Flor., *fil.* 4342.

[2] Les privant de leurs droits et dégageant leurs sujets du serment de fidélité.

pour ouvrir les hostilités, en attendant qu'on tirât l'épée. L'Empereur ne cacha pas au nonce son impuissance. Il lui avoua qu'il lui était impossible d'empêcher les seigneurs calvinistes d'envoyer, en petites bandes, des renforts aux huguenots, et il insista de nouveau pour que le pape déclarât en termes catégoriques sa neutralité au sujet des affaires d'Allemagne, pour l'avenir, autant que pour le présent et le passé. Ces démarches rencontrèrent le *non possumus* de Sixte-Quint, qui maintint le futur conditionnel de sa célèbre bulle.

Les relations avec Rome se refroidirent insensiblement. L'insuccès de l'ambassade du comte Daun avait indisposé l'Empereur. L'attitude et le langage du nonce le blessa [1]. Quoique vieilli dans les grandes affaires, Mgr Séga manqua parfois de mesure et de tact. Il blâma hautement la politique du cabinet de Prague, soutint que Rodolphe permettait aux protestants de s'arroger des droits qu'ils n'avaient pas eus du temps de l'empereur Maximilien II, et demanda à être informé des instructions données à un agent que l'Empereur avait envoyé avec une mission en Saxe et en Brandebourg. Le vice-chancelier trouva le nonce bien curieux, bien vif, bien lent aussi à lui rendre visite. Il y eut encore d'autres sujets de mécontentement, et Mgr Séga ne traita plus avec ce personnage que par l'entremise d'un tiers.

Sixte-Quint vit avec regret ce qu'il appelait les défaillances de la branche allemande de Habsbourg. Il regretta de ne pouvoir rien faire pour le chef de l'Empire. « Rodolphe, dit-il, n'a pas les épaules assez

solides pour supporter le poids des desseins que nous méditons[1]. »

Le chevalier Urbani, ambassadeur du grand-duc de Toscane, a tracé le tableau suivant de la cour impériale à cette époque. « Jamais, dit-il[2], l'union entre le chef de la maison et de ses membres n'avait été plus nécessaire. Cependant on est bien loin de la concorde, puisque les archiducs se disputent entre eux l'élection du roi des Romains. Chacun se porte candidat. L'Empereur hésite, ses prédilections sont pour Ernest, mais Ferdinand se donne du mouvement, et l'archiduc Charles de Styrie[3] est le plus populaire auprès des princes protestants. Il a rapporté de son voyage d'Espagne des impressions peu favorables ; il est tolérant à sa cour, et rappelle sous ce rapport Maximilien II, qui sut si bien maintenir dans sa dévotion les protestants autant que les catholiques. L'épouse de Charles, l'archiduchesse Marie, ranime l'ambition de l'archiduc; le déclare, avec son frère le duc de Bavière, seul capable de porter un jour la couronne impériale. Elle est si persuadée de sa future grandeur, qu'elle en parle souvent et y pense toujours. » Les autres princes ont moins de chances; Ernest passe pour trop lié avec la cour d'Espagne, Maximilien pour trop catholique et Ferdinand pour un cerveau brûlé. Cette élection du successeur dans l'Empire se fera-t-elle? Quand? nul ne le sait; car l'Empereur garde le silence. Toujours préoccupé

[1] Gerini au grand-duc, 22 février 1586. Arch. Flor. 3611.
[2] Urbani au grand-duc. Prague, 28 octobre 1586. *Ibid.*, *fil.* 4342.
[3] Père de Ferdinand II.

de son projet de mariage avec l'infante d'Espagne, mais par moments inclinant à la demander pour Ernest, Rodolphe II continue des négociations secrètes avec le roi catholique. Les lettres d'Espagne touchant cette matière ne sont communiquées à aucun de ses ministres. Il les ouvre lui-même et fait écrire ses réponses par son secrétaire intime. Mais la question brûlante est l'élection du roi des Romains. « Si les protestants, dit Urbain en terminant, ont les yeux tournés, comme on le croit, vers le roi de Danemark, personne ne pense qu'ils puissent sérieusement espérer que le choix tombe sur un hérétique, vu la répugnance des catholiques, et la désunion de leur propre camp divisé par es différentes sectes. Ce qu'ils veulent, c'est la continuation de l'Empire entre les mains d'un catholique, pourvu que ce soit un prince faible, en sorte que l'Empire se consume et périsse petit à petit comme on meurt d'une fièvre lente, en leur laissant le temps de se renforcer et de croître tous les jours en puissance et en autorité. »

Cet exposé désolant n'est que trop véridique. Son projet de mariage et l'élection du roi de Rome préoccupaient l'Empereur, le poursuivaient sans cesse, empoisonnaient sa vie. L'intérêt de sa maison demandait qu'il pourvût à la succession de l'Empire, mais l'espoir auquel il ne renonçait pas d'avoir des enfants, s'il se mariait, lui rendait odieuse l'idée de se donner un successeur dans la personne de l'un de ses frères. Il ajourna donc l'élection, qui était urgente, et pressa son mariage avec l'infante, qui était une chimère. C'est dans ce cercle d'idées que l'esprit de cet in-

fortuné prince était renfermé. Il n'en sortait que momentanément. La chasse était alors sa principale distraction. Il s'y livrait pendant des semaines; mais quand il revenait de son château de Brandeis, c'était pour retomber dans les mêmes perplexités, reprendre les mêmes ornières, courant toujours après un fantôme, et fermant les yeux devant les exigences de la réalité.

Autour de lui s'agitaient les archiducs; après eux, leurs confidents et les conseillers de l'Empire, divisés entre eux, et favorisant chacun l'un ou l'autre des candidats à la couronne. Les inimitiés et les rivalités des ministres et des seigneurs de la cour avaient créé un dédale de coteries où se perdaient ceux qui avaient des affaires à traiter. Il fallait gagner le vice-chancelier, ce qui ne se pouvait sans déplaire au vieux Trauzen et à Rumpff, et on ne pouvait leur plaire sans éveiller les soupçons de l'influent Curtius. Les seigneurs bohêmes, jaloux des prérogatives de leur pays, étaient souvent en hostilité ouverte avec les dignitaires de l'Empire. Le baron de Rosenberg était brouillé avec le majordome, et il fallait toute une négociation pour les réconcilier du moins en apparence. Des difficultés d'étiquette venaient souvent entraver la marche des affaires. Ainsi l'intervention de l'Empereur avait été nécessaire pour faire accepter à Curtius, à l'occasion de l'ambassade de Rome, une situation inférieure à celle du comte Daun[1].

L'état déplorable des finances, si on peut parler des finances d'un gouvernement dont les coffres sont tou-

[1] Urbani au grand-duc. Prague, 22 avril 1586. Arch. Flor., *fil.* 4342.

jours vides, et qui n'a aucun moyen de les remplir, vint aggraver la situation. Souvent on ne pouvait expédier de courriers faute d'argent comptant, et on acceptait avec reconnaissance l'offre de la maison Fugger d'Augsbourg de transmettre à Madrid ou à Paris, par ses messagers les correspondances du cabinet impérial. Le grand-duc de Toscane employait de semblables moyens pour se maintenir dans les bonnes grâces de l'Empereur et de ses ministres[1].

Rodolphe ne manquait pourtant pas de qualités solides, du moins à cette époque de sa vie où sa raison n'était pas encore assombrie par la maladie qui bientôt devait l'assaillir. On ne peut lui contester un sentiment vif et profond de sa situation, ni la conscience des devoirs qu'elle lui imposait. Il avait l'esprit lucide et façonné au travail de cabinet ; mais il jugeait imparfaitement de la valeur des choses, confondait les grands et les petits intérêts, et se perdait dans les détails. Son énergie passive, sa force de résistance auraient été des vertus si elles n'avaient si souvent dégénéré en opiniâtreté, inaccessible aux arguments de la logique. La lenteur et le manque de résolution, propres à son naturel, le rendaient incapable d'agir dans les moments où l'action était nécessaire, et ne le servaient que lorsque la situation demandait l'abstention. Aussi la cour de Prague s'abstenait-elle. C'était sa politique, au mi-

[1] L'assassinat de Henri III n'est su à Prague que par les *Avis* (journaux) d'Allemagne. Le roi avait été tué le 1er août; on en acquiert la certitude le 31 seulement, par une lettre du secrétaire impérial résidant à Venise.— Lenzoni au grand-duc. Prague, 12 septembre 1589. Arch. Flor., *fil.* 4346.

lieu de circonstances qui menaçaient jusqu'à l'existence de l'Empire, qui permettaient aux ennemis de tout oser parce qu'ils pouvaient tout espérer, mais qui condamnaient les amis au triste rôle de spectateurs.

On comprend l'impatience, la mauvaise humeur, l'affliction de Sixte-Quint, qui sentait la nécessité d'une *bonne réforme*, à son point de vue, mais qui sentait aussi qu'il ne pouvait compter sur le concours du prince le plus intéressé à lui prêter main-forte. De là les propos dédaigneux qui lui échappaient souvent quand il parlait de Rodolphe. Situation étrange, mais qui se répète souvent dans la vie des princes et des peuples, qu'on en soit réduit à admirer ses adversaires, à déplorer la faiblesse ou l'incurie de ses amis. Henri de Navarre, Élisabeth d'Angleterre ! à eux le courage, l'habileté, l'énergie, le succès ! C'est tout le contraire dans le camp allié : à Prague, Rodolphe que nous venons de peindre ; à Madrid, de grandes qualités de prince, sans doute, mais paralysées par les lenteurs, par un excès de prudence, par le désir de trop étreindre, de vouloir tout faire par soi-même, par l'infirmité et l'âge, par la mauvaise fortune, qui n'a pas brisé la volonté, mais qui a désorienté le jugement et augmenté cette illusion fatale aux souverains qu'ils ne doivent accorder leur confiance à personne, comme si le crédit en politique n'était pas, comme dans le commerce, un élément indispensable de succès. Sixte-Quint soupira. Il lui aurait fallu l'empereur Ferdinand II, alors à peine âgé de huit ans, mais destiné à entreprendre en Allemagne la « réforme » que le pape

méditait ; qu'il disait lui-même être un rêve, qui l'était en effet de son vivant, mais qui devait, en partie, se réaliser dans le siècle suivant, longtemps après qu'il serait descendu dans la tombe.

## VI

Depuis son avénement, Sixte-Quint avait consacré un intérêt tout particulier aux affaires de Pologne. Le roi Étienne Bathori était l'homme selon son cœur, et le P. Possevin de la Compagnie de Jésus, l'agent des deux princes, l'intelligent et zélé dépositaire de leurs secrets. Former de la Pologne, sous le sceptre de Bathori, un boulevard contre les Turcs, ouvrir à l'ambition de ce prince un vaste champ du côté de la Moscovie, terrasser les infidèles par sa vaillante épée, ramener les schismatiques, voilà les projets hardis[1] qui avaient germé en même temps dans l'âme fervente du pape et dans l'esprit aventureux du roi. De tous les princes régnants, aucun n'était plus cher à Sixte-Quint que le chevaleresque et valeureux souverain de la Pologne. Lorsque, dans les premiers jours de 1587, le saint-père apprit sa mort, il éprouva un profond chagrin. Frappé dans ses affections personnelles autant que dans ses combinaisons politiques, il donna, dans une oraison funèbre prononcée en consistoire, un libre

[1] Giovanni Gritti au doge, 27 septembre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome.

cours à sa douleur. « Grande est, dit-il[1], l'amertume qui remplit notre cœur, depuis que nous avons eu connaissance de la mort d'un roi magnanime, fort et catholique : magnanime, car Étienne a toujours aspiré à de hautes destinées, et tantôt encore il roulait dans sa tête des projets généreux et pleins de grandeur ; fort, parce qu'il n'a jamais reculé devant les dangers, ni faibli dans l'adversité; catholique, puisqu'il a déclaré lui-même à la diète, en tournant la pointe de son épée contre sa poitrine, qu'il préférait la mort à la défection de la foi, décidé à la défendre avec tous ses États et de toutes ses forces, et, si ceux-ci lui faisaient défaut, tout seul avec son épée. C'est ce prince que nous avons perdu et avec lui nos espérances ; car à l'aide des sommes que nous lui avions envoyées, il s'apprêtait à combattre les Turcs, à envahir la Moscovie, et à opérer ainsi sa jonction avec les Tartares et les Persans. »

La situation du pape était délicate. Il ne poursuivait qu'un but, c'était de sauvegarder les intérêts gravement compromis de l'Église de Pologne, et les deux principaux prétendants à la succession de Bathori, l'archiduc Maximilien et Sigismond de Suède, en sollicitant son appui, protestaient également de leur dévouement à la religion catholique. Ce dernier faisait même espérer le retour de la Suède à l'union avec l'Église. Bien que ses sympathies secrètes appartinssent à Sigismond, Sixte-Quint garda la neutralité, et, prenant une attitude d'attente, il obtint au moins l'avantage de pouvoir avec décence refuser au prétendant autrichien les se-

[1] Giovanni Gritti au doge, 10 janvier 1586 (1587). Arch. Ven. *Disp.* Rome.

cours d'argent que la cour de Prague lui fit demander avec une grande insistance. Il s'en plaignait dans ses causeries avec cette liberté et cette profusion de paroles qu'il apportait à ses épanchements intimes. « Il me disait, écrit le cardinal de Joyeuse à Henri III[1], plusieurs choses là-dessus, comme il parle volontiers à toute occasion. Entre autres, il me dit, faisant allusion à la défaite et à l'emprisonnement de l'archiduc Maximilien, que les péchés de la maison d'Autriche étaient cause de ce mal qui lui est arrivé. Que cet Empereur est un pauvre prince sans aucune vertu et très-froid catholique; que son père avait été un très-mauvais prince sans aucune religion; qu'à cette entreprise (de Pologne) il n'avait apporté ni justice ni prévoyance. Que parce qu'il y avait jà une élection faite, on ne devait point avoir brigué pour en faire une autre; que l'ayant fait faire, il fallait avoir des forces et de la conduite et prouesse convenables pour la maintenir et faire valoir. Qu'ils avaient voulu avoir de son argent aussi bien que d'autres; mais il eût été aussi mal employé que mal rendu; outre que le prince de Suède lui en eût voulu mal et en eût été moins affectionné au parti catholique. Maintenant il espérait que le dit prince aiderait, non-seulement à la réduction des hérétiques, mais aussi à celle de Suède, après que le roi son père serait mort. » Le cardinal Madruccio, chargé de solliciter des secours, ne put rien obtenir, et tandis que les pourparlers diplomatiques traînaient en longueur, les événements marchaient vite. La diète de Cracovie était par-

[1] Le cardinal de Joyeuse à Henri III, 2 mars 1588. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay, 288.

tagée entre les deux compétiteurs. Les hostilités ouvertes, Maximilien, après des succès partiels, essuya une défaite sous les murs de Cracovie [1], et fut bientôt après fait prisonnier. Sigismond, devenu ainsi roi par le fait, se mit aussitôt en rapport avec Rome, écrivit au pape une lettre pleine de soumission et sut par la raison que nous venons de dire, et surtout par le succès, le plus puissant des arguments, le bien disposer en sa faveur.

Les choses en étaient là lorsque le saint-père reçut des lettres de l'impératrice douairière qui vivait retirée en Espagne, de Philippe II et du grand-duc de Toscane. L'impératrice implorait l'intervention de Sixte-Quint pour obtenir la liberté de son fils. Philippe, indigné de l'outrage souffert dans la personne d'un membre de sa maison, annonçait l'intention d'employer la force, non-seulement pour délivrer l'archiduc, mais aussi pour le placer sur le trône de Pologne. Enfin le grand-duc de Toscane, par déférence pour l'Empereur, intercédait chaleureusement en faveur du prince captif. Touché de la douleur d'une mère, obligé aussi de ménager le roi d'Espagne, et, malgré l'intempérance de son langage, toujours plein d'égards pour la famille impériale, Sixte-Quint s'empressa de déférer à ces plaintes. Pour ne pas froisser les cours de Prague et de Madrid, il s'abstint de répondre à la lettre de Sigismond, mais il lui fit, par la nonciature de Cracovie, parvenir un message verbal afin de lui donner satisfaction, et en même temps d'accélérer la délivrance de l'archiduc.

[1] 24 novembre 1587.

Les questions de Pologne furent traitées dans différents consistoires. Le cardinal de Joyeuse revendiqua avec vivacité les droits de Henri III que ce prince maintenait toujours. L'opinion des autres cardinaux se partagea entre l'abstention et l'intervention du saint-siége. Sixte-Quint s'arrêta à un moyen terme. Il enverrait à Cracovie un légat qui ne serait pas accrédité auprès de Sigismond, mais qui aurait à traiter, avec toutes les parties intéressées[1], de la pacification de la Pologne. Cette mission difficile fut offerte au cardinal Farnèse. Celui-ci vivait à la campagne, entouré de quelques religieux, passant son temps dans de pieux exercices, et, dégoûté du monde, ne songeait plus qu'au salut de son âme. Il déclina cet honneur, en s'excusant sur son âge et l'état précaire de sa santé. Le choix du pontife se fixa alors sur le cardinal Aldobrandini.

C'est à Farnèse, qui disparaît de la scène, qu'Aldobrandini, qui y monte, doit sa grandeur. Pour la seconde fois, le grand cardinal avait exercé sur ses destinées une influence décisive. Ippolito Aldobrandino était le cadet des nombreux fils d'un célèbre jurisconsulte de Florence, plus tard auditeur du cardinal de Ravenne et son lieutenant au gouvernement de Fano. C'est là qu'était né Hippolyte. Ses frères suivaient avec succès, les uns, la carrière ecclésiastique, les autres, celle des armes ou de la jurisprudence. Le futur cardinal et pape avait été placé à Rome dans une maison de banque. C'était un grand chagrin pour son

[1] Ad omnes ad quos opportuerit.

père ; mais, les moyens de donner à cet enfant une instruction classique faisant défaut, Hippolyte se voyait condamné à gagner sa vie comme copiste. Aldobrandini ne put s'en consoler et, ayant un jour ouvert son cœur au cardinal Farnèse[1], obtint facilement pour son fils une pension, assignée sur les revenus de l'évêché de Spolète, et suffisante pour lui faire suivre les cours de théologie. Le jeune homme avança rapidement, devint auditeur de la rote, suivit le cardinal Buoncompagni en Espagne, et obtint de Sixte-Quint le chapeau de cardinal. Par sa libéralité Farnèse l'avait fait entrer dans la carrière qui devait le mener au sacré collége. En refusant la légation de Pologne il lui ouvrit les voies de la papauté, car Aldobrandini devait acquérir par cette mission, avec les hautes et utiles relations qu'elle lui valut, la réputation d'homme d'État, et donner à son nom un éclat qui éblouissait la foule, sans offusquer ses collègues[2]. Ils le voyaient de trop près pour se méprendre sur sa médiocrité. A la tournure de son esprit un peu lourd répondait son physique. Il était d'une corpulence maladive, avait le teint bilieux, et quoique robuste et aussi infatigable au travail qu'il y était lent, il ne semblait guère destiné à atteindre un grand âge[3].

[1] Giovanni Dolfi, 1598. Rel. Ven. Coll. Alberi.

[2] Voy. dans la relation de *Paolo Paruta*, 1595, Coll. Alberi, l'histoire de son élection. — Amayden, *Summorum pontificum et cardinalium omnium elogia*. Manuscrit de la Bibl. Corsini.

[3] Appartenant à l'opinion des zélés, il était fort lié avec Philippe de Neri et déplorait souvent avec ce saint, avec ses amis Panfili et Cusano le scandale du népotisme. Saint Philippe, infatigable à combattre cette plaie de la papauté, avait un jour fait jurer à ces trois cardinaux d'en

Tel était le personnage chargé de cette importante mission, dont le but ostensible était de pacifier le royaume sarmate. En réalité, il s'agissait, pour la Pologne, du maintien, pour la Suède, du rétablissement de la religion catholique. Il fallait aussi obtenir la délivrance de Maximilien, condition essentielle de la cessation des hostilités avec la maison d'Autriche. Les vastes projets de l'entreprise qui s'étendaient au nord et au levant étaient abandonnés depuis qu'Etienne Bathori avait disparu de la scène. Au lieu d'attaquer, il fallait se tenir sur la défensive, heureux si on parvenait à contenir la Pologne dans la dévotion au saint-siége, la rendre assez forte pour opposer une digue à la propagation du schisme et aux envahissements du croissant. C'était la tâche du légat. On lui accorda des traitements suffisants que le grand-duc Ferdinand de Toscane, pour se rendre agréable à la fois à Rome

finir à jamais, dans le cas où l'un d'eux porterait la tiare. Aldobrandini prit cet engagement avec ferveur et ne cessa de s'élever contre ces abus. On se rappela plus tard une saillie fort vive qui lui était échappée à ce sujet contre Sixte-Quint, en dînant à Inspruck chez l'archiduc Ferdinand. Mais hélas ! la conduite de Clément VIII devait mal répondre aux paroles du cardinal Aldobrandini. Peu de ses prédécesseurs se sont montrés plus prodigues et plus faibles envers leurs familles. « C'est que, s'écria son ami Panfili, nous sommes tous faits ainsi : tant que nous nous trouvons en bas, nous formons les meilleures résolutions, mais nous ne sommes plus les mêmes hommes une fois arrivés au haut de l'échelle. » Peu de papes de cette époque relativement rapprochée, ont survécu dans les souvenirs du peuple romain. Aldobrandini en est un, mais il doit cet honneur moins aux actes de son pontificat qu'au charme poétique qui entoure encore dans les traditions populaires le triste sort de la belle et probablement innocente Béatrix Cenci. Plus d'une fois, lorsque je passais près du sombre palais de cette famille, des gens du peuple m'ont parlé « de la belle Cenci injustement tuée par le pape, » (exécutée comme parricide).

et à Prague, s'empressa, en les augmentant, de payer de sa caisse [1].

Aldobrandini se mit aussitôt en route [2]; se rendit à Vienne, et, de là, en Pologne sans toucher Prague, Rodolphe n'ayant pas exprimé le désir de le voir.

Cependant le jeune duc de Saxe, moins déférent envers l'Empereur que ne l'avait été son père Auguste, de concert avec le margrave de Brandebourg, avait reconnu Sigismond. C'était de mauvais augure pour la mission du légat. L'abbé Resca, dont l'envoi à Rome avait dû être retardé par égard pour Philippe II, arriva enfin [3], en qualité d'internonce du roi de Pologne, et fut reçu par le pape en audience particulière. Il essaya de justifier la captivité de Maximilien par le refus des archiducs de traiter avec son maître, de reconnaître son élection et d'évacuer les places et les territoires encore occupés par leurs troupes. Par suite de l'opposition du cardinal Madruccio et des nouvelles défavorables qu'on reçut du légat, la réception solennelle de l'envoyé polonais fut cependant ajournée, et Aldobrandini reçut même l'ordre éventuel de revenir dans le cas où il ne pourrait compter sur un prompt succès.

En effet, ce dernier avait rencontré à Cracovie de sérieuses difficultés. Sigismond, tout en lui faisant un accueil magnifique, déclara ne pouvoir agir sans le

[1] Aldobrandini devait toucher 1,000 écus pour frais de voyage, et 500 écus par mois; le grand-duc porta ce traitement à 6,000 écus pour le voyage, et à 1,000 écus par mois.
[2] Commencement de juin 1588.
[3] Janvier 1589.

consentement du sénat, et le sénat motiva, sur le refus de Maximilien de renoncer à ses prétentions, la prolongation de sa captivité. Pour vaincre ces obstacles, Aldobrandini se rendit à Prague. Après de longs pourparlers, on convint qu'une commission mixte, présidée par le cardinal et composée de dix seigneurs autrichiens, parmi lesquels se trouvait Rosenberg, et d'autant de Polonais, se réunirait sur la frontière de Silésie et de Pologne. Les hostilités devaient être suspendues pendant la durée des conférences, qui, ouvertes en septembre, traînèrent fort en longueur. Rodolphe II fut si mécontent de ces délais, qu'il retira les pouvoirs à ses délégués, sauf à les leur rendre plus tard. D'autres incidents compliquèrent les transactions, souvent orageuses, mais qui aboutirent enfin à la conclusion de la paix[1] entre la maison d'Autriche, le roi de Pologne, et la reine douairière, veuve d'Étienne Bathori.

Ce fut le vendredi saint[2] que la bonne nouvelle arriva à Rome, au moment où le pape descendait l'escalier, se rendant à la salle ducale pour y tenir consistoire. Après avoir renvoyé tout le monde, sauf les cardinaux et les ambassadeurs de Venise et de Savoie qui s'y trouvaient par hasard, il leur dit qu'il n'était pas permis de se réjouir des bonnes nouvelles le vendredi saint, jour de tristesse, mais aussi jour de paix, car la mort du Christ était la paix et réconciliation du genre humain avec le Père éternel. Pour cette raison, il n'hésitait pas à leur communiquer la nouvelle re-

[1] Mars 1589.
[2] 31 mars 1589.

que, à ce moment, de la paix conclue en Pologne, et il se mit à leur lire les dépêches du légat et le texte du traité. Voici les dispositions principales de ce document, dont la prolixité choqua l'ambassadeur de Venise.

Les parties contractantes reconnaissaient les bons offices du pape comme médiateur, et déclaraient la paix faite entre la maison d'Autriche, le roi de Pologne, et la reine de la maison des Jagellons.

Dans les clauses particulières, on convenait : de la renonciation de Maximilien au titre de roi de Pologne, en donnant pour raison sa déférence pour le souverain pontife ; de sa mise en liberté et de l'évacuation des places et des territoires polonais, encore occupés par les Autrichiens. Par l'un des articles, le plus important aux yeux de Sixte-Quint, l'Empereur s'engageait à ne faire, dans ses trêves futures avec les Turcs, aucune stipulation qui pût porter préjudice à la Pologne. De son côté, le roi Sigismond prenait un engagement analogue : conception profondément politique parce que, à l'égard des Turcs, elle jetait le germe d'une solidarité entre les deux puissances limitrophes.

Ce fut précisément cette clause qui déplut à Prague, comme gênant la liberté d'action de l'Empereur, dans le cas où Sigismond viendrait à être en guerre avec les Russiens. Rodolphe soutint qu'il ne pouvait se lier les mains et abandonner éventuellement les Moscovites, avec lesquels il entretenait les meilleurs rapports, et ce ne fut qu'à grand'peine qu'on obtint son adhésion. Le cardinal Aldobrandini, de passage à Vienne, disait à ce sujet à l'archiduc Ernest : « L'Em-

pereur est-il préparé à faire la guerre à Sigismond? et s'il ne l'est pas, ne craint-il pas de perdre le peu qui lui reste de la Hongrie et toute la Silésie? » Cet argument fut apprécié, et Rodolphe se déclara prêt à accepter la paix. Restait une dernière difficulté à aplanir. Il s'agissait de jurer, ce que nous appellerions ratifier le traité. Dans ces occasions, les empereurs ne prêtaient pas serment sur l'Évangile, mais donnaient seulement leur parole de César (*in verbo Cæsaris*). Après de longues contestations, Rodolphe céda aussi sur ce point, non sans déplorer l'état de faiblesse où il se trouvait, et qui lui imposait cette humiliation.

Une ambassade du roi Sigismond, composée du cardinal Radziwill et du palatin de Cracovie, se rendit à Prague. L'Empereur les reçut, assis sous un baldaquin qu'on avait dressé, non dans les grands appartements, mais dans son cabinet. Le nonce, le docteur Curtius, Rumpff, le baron de Rosenberg et le majordome de Bohême furent seuls admis comme témoins de cet acte, fort désagréable à Rodolphe. Il se leva pour aller s'agenouiller devant un crucifix placé à côté de son siége, et, mettant la main sur l'Évangile, prêta le serment. Les discours que prononcèrent le cardinal polonais pour son maître, et Curtius pour l'Empereur, avaient été concertés d'avance, mais le pourpré se permit quelques improvisations qui furent relevées avec vivacité par le docteur. Il y eut de part et d'autre des méfiances, et on commença à douter de la prompte délivrance de Maximilien. A Madrid, le traité avait fort mécontenté, et pour témoigner avec éclat de la

désapprobation de son souverain, l'ambassadeur d'Espagne avait refusé d'assister à la prestation du serment et s'était même ce jour-là éloigné de Prague.

Il avait été convenu que l'archiduc, accompagné du palatin, et escorté par six mille cavaliers, serait conduit à l'extrême frontière de Pologne, et qu'il ne la franchirait qu'après avoir juré d'observer les conditions de la paix. Mais Maximilien, se voyant, à son arrivée sur les confins de la Silésie, entouré d'un nombre de cavaliers autrichiens supérieur à l'escorte polonaise, refusa le serment et passa outre. Il ne tarda pas à apprendre que l'Empereur et le pape désavouaient sa conduite qui, si elle n'avait pas d'autre conséquence, mettait obstacle au désir de Sixte-Quint de marier, toujours dans l'intérêt de la religion, le roi Sigismond à une archiduchesse d'Autriche.

Le cardinal Aldobrandini, comblé d'honneurs, fit une entrée pompeuse à Rome, et fut reçu par le pape dans le nouveau palais du Latran, à peine achevé, et qui n'a plus servi à une semblable solennité[1].

[1] Giovanni Gritti au doge, 27 septembre 1586. Arch. Ven. *Disp.* Rome. —Le même au même, 10 janvier 1586 (1587). — Le même au même, 4 avril 1587. — Le même au même, 19 septembre 1587. — Le même au même, 7 mai 1588.—Le même au même, 28 mai 1588. — Le même au même, 30 septembre 1588. — Le même au même, 7 janvier 1588 (1589). — Le même au même, 4 mars 1589. —Le même au même, 11 mars 1589. — Alberto Badoer au doge, 15 avril 1589. — Le même au même, 17 mai 1589. — Le même au même, 10 juin 1589. — Le même au même, 24 juin 1589. — Le même au même, 29 juillet 1589. — Le même au même, 30 septembre 1589. — Le même au même, 6 janvier 1589 (1590). — Le même au même, 19 mai 1590. *Ibid.* — Le doge à Giovanni Gritti, 20 décembre 1586. Arch. Ven. *Delib.* Rome. — Olivarès à Philippe II, 30 mai 1588. Arch. Simancas, *S. de E.* Rome. *Leg.* 951. — Le cardinal de Joyeuse à Henri III.

C'était pour Sixte-Quint un grand et bon résultat que d'avoir, par son action diplomatique, rétabli la paix entre la maison d'Autriche et Sigismond, rendu service à la première en lui restituant l'un de ses membres, et au roi de Pologne, en consolidant son pouvoir nouveau. A ce moment de satisfaction, il reprend ses anciens projets, que l'on avait pu croire naguère enterrés avec le chevaleresque Bathori, mais qui se représentent alors à son esprit, et dont l'exécution ne lui paraît plus impossible, si le jeune Sigismond réalise ses espérances, si, uni aux Habsbourg, toujours formidables quoique temporairement paralysés, il réussit à faire de son royaume le grand boulevard contre lequel, le pape s'en flatte, doivent venir se briser le schisme du Nord et la puissance des musulmans. Les événements confirmèrent en partie la justesse de cette conception. Quatre-vingt-quatorze ans après la réception solennelle au Latran du diplomate apostolique qui venait de signer l'acte destiné à opposer au croissant une alliance perpétuelle de l'Autriche et de la Pologne, le roi Sobieski délivrait Vienne, près de succomber malgré la défense héroïque de Roger de Stahremberg, et préservait ainsi l'Europe centrale des horreurs d'une invasion turque.

Rétablir l'unité de la foi dans le monde chrétien, et la rétablir, si cela est possible, sans rompre l'équilibre

7 mars 1588. Bibl. imp. Paris, Coll. Harlay. 288. — Pisany à Henri III, 13 juin 1588. — Henri III au cardinal de Joyeuse, 4 juillet 1588. *Ibid.* — Sixte-Quint au grand-duc Ferdinand de Toscane, 8 mai 1588. Arch. Flor. 3715. — Alberti au grand-duc François, 11 octobre 1586. *Ibid.* 3296. — Lenzoni au grand-duc. Prague, 11 juillet 1589. *Ibid.* 4346. — Le même au même. Prague, 13 septembre 1589. *Ibid.*

européen, appuyer son intervention sur l'excellent état de ses finances, voilà la pensée fondamentale de la politique de Sixte-Quint. Le lecteur l'a vu à l'œuvre en Italie, en Espagne, en Angleterre, en Allemagne, en Pologne. Il verra en son lieu comment il poursuivit les mêmes idées vis-à-vis de la France, théâtre principal, pendant son pontificat, de la grande lutte entre l'Église et la Réforme.

FIN DU TOME PREMIER

# TABLE

## DU TOME PREMIER

---

## LIVRE PREMIER

### INTRODUCTION

PAGES.

## LIVRE DEUXIÈME

### LE CONCLAVE

## LIVRE TROISIÈME

### LES BANDITS

PAGES.



## LIVRE QUATRIÈME

### LES MONTS

FIN DE LA TABLE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

